

Munich 1972

les JO de la terreur

Effacer le péché des Jeux de Berlin, en 1936, qui célébraient le nazisme : tel est le but de ces XX^{es} Olympiades. Il y a cinquante ans, la fête était belle jusqu'à ce que le sang coule.

PAR DENIS LEFEBVRE

Le slogan qui a servi de fil directeur aux préparatifs de ces Jeux pourrait être *Peace and love...* Le cadre, noyé dans la verdure, est agréable. Pour le stade de 70 000 places et les bâtiments annexes, l'ouverture vers le monde extérieur est de mise : des structures légères, transparentes, suspendues comme des nuages. Vêtus d'un costume bleu ciel dessiné par Courrèges, 2 000 vigiles patrouillent le périmètre olympique ; ils sont sans armes et ne portent pas même « une matraque en caoutchouc », comme l'a déclaré quelques années plus tard un policier allemand.

Sur les dépliants remis aux touristes, on peut lire ces mots : « Vous pouvez marcher sur le gazon et même cueillir les fleurs. » L'esprit hippie aurait-il gagné la traditionnelle Bavière ? 15 000 policiers ont été mobilisés, mais demeurent à l'extérieur, en réserve. Un simple grillage enserme le village olympique. L'anti-Berlin 1936 est le mot d'ordre. Et quand un spécialiste du terrorisme

suggère de mettre en sûreté le village, les organisateurs répliquent que ce n'est pas un camp de concentration ! Israël a demandé une protection pour ses athlètes, mais le comité national olympique a refusé, y voyant une mesure contraire à l'esprit sportif.

La fête commence le 26 août et réunit 7 134 sportifs, dont 1 059 femmes, qui concourent dans 21 sports, 121 nations sont représentées. Deux sports font leur retour dans la compétition : le judo et le tir à l'arc. Durant la première semaine, les épreuves s'enchaînent, les records s'accumulent. Le héros du moment est à l'évidence l'Américain Mark Spitz : sept courses en sept jours, sept victoires, sept records du monde. Quand on évoque ces Jeux de Munich, rares sont les occasions de sourire. L'une d'entre elles est liée à la fameuse moustache du nageur, alors qu'elles paraissent bannies pour des raisons d'aérodynamisme : les poils ont la réputation de faire perdre des microsecondes. Cette moustache, il l'a laissée pousser par plaisanterie, mais ses adversaires s'interrogent et le questionnent. Il répond à un entraîneur russe qu'elle le fait nager plus rapidement en déviant l'eau de sa bouche, empêchant

le nageur de boire la tasse et lui permettant d'avoir la tête plus immergée. Le même Spitz de raconter ensuite, dans un éclat de rire, que nombre de nageurs soviétiques ont ensuite porté la moustache !

Dans la guerre Est-Ouest, les résultats tiennent une place considérable, et tout est politique. L'URSS l'emporte avec 50 médailles d'or, 27 d'argent et 22 de bronze, contre respectivement 33, 31 et 30 pour les États-Unis, suivis de l'Allemagne de l'Est, 20, 23, 23. Les pays de l'Est dominant. La République fédérale d'Allemagne, quant à elle, se contente de 40 médailles, et la France fait piètre figure, n'obtenant que 13 médailles, dont deux d'or, attribuées à Daniel Morélon en cyclisme, et Serge Maury en voile. On voit cependant pointer un jeune de 21 ans promis à un brillant avenir, même s'il doit se contenter d'une médaille d'argent : Guy Drut. La foule se presse à toutes les compétitions jusqu'au 5 septembre, quand éclate la tragédie. Aux aurores, huit hommes pénètrent dans le village olympique. Ils appartiennent à Septembre noir, un groupe issu de la fraction la plus radicale de l'OLP, le Front populaire de libération de la Palestine, fondé en 1967 et dirigé par Georges Habache (1926-2008). Sa seule stratégie : la lutte armée. Un seul ennemi : Israël.

Une internationale terroriste

Pour se faire passer pour des sportifs, ces hommes ont revêtu des survêtements, leurs sacs contiennent des fusils d'assaut, des pistolets et des grenades. Puis ils gagnent le bloc 31, qui abrite la délégation masculine israélienne. Dès les premières minutes de la prise d'otages, ils tuent deux Israéliens (un athlète et un entraîneur) et s'emparent de neuf sportifs, les autres membres de la délégation réussissant à s'enfuir. À 5 h 8, le commando fait parvenir à la police allemande un communiqué exigeant la libération et le passage en Égypte de 234 prisonniers détenus en >>>



Funestes épreuves Quelques jours après l'ouverture des JO, huit Palestiniens (ci-dessus) s'introduisent dans les logements occupés par la délégation israélienne. Rapidement, la police allemande encercle les lieux (ci-dessous).



» Israël, des Palestiniens en majorité, mais aussi le Japonais Kozo Okamoto, de l'Armée rouge unifiée, coauteur quelques mois plus tôt d'un massacre à l'aéroport de Tel-Aviv, sans oublier deux dirigeants de la Fraction armée rouge, Ulrike Meinhof et Andreas Baader, prisonniers en Allemagne. Si ces revendications ne sont pas acceptées à partir de 9 heures, un otage sera abattu toutes les heures.

Une opération ratée de bout en bout

Les Allemands échafaudent diverses pistes pour sortir de cette crise, et les négociations s'ouvrent, tandis que le gouvernement israélien fait connaître son point de vue : Première ministre de l'État hébreu depuis 1969, Golda Meir s'entretient avec son homologue allemand, Willy Brandt, et l'informe que son pays ne cédera pas aux revendications des terroristes. Surtout, elle propose d'envoyer la *Sayeret Matkal*, l'unité d'élite de l'état-major de l'armée israélienne. Cette force spéciale secrète, créée en 1957, s'est illustrée avec ses propres méthodes dans des affaires délicates, dont, quelques mois plus tôt, celle du sauvetage de l'avion détourné de la Sabena sur l'aéroport de Tel-Aviv, lors d'une prise d'otages.

La police allemande répond alors par la négative, pour deux raisons. Au regard du statut fédéral de l'Allemagne, ne peuvent intervenir à Munich que des forces de l'ordre bavaroises – même si elles sont dépourvues de toute expérience des affaires de terrorisme. Mais, surtout, la police est convaincue de pouvoir régler ce problème sans aide extérieure. Erreur fatale. À 8 heures, le village olympique est bouclé par les forces de l'ordre ; à 15h50, les Jeux sont suspendus jusqu'au lendemain 10 heures. Les Allemands annoncent au bout de quelques heures qu'ils sont disposés à fournir un avion pour emmener au Caire les terroristes avec leurs prisonniers, tout en échafaudant un plan d'attaque sur l'aéroport pour

éliminer les Palestiniens. Un transfert en hélicoptères est organisé vers la base militaire de Fürstenfeldbruck, située à une quarantaine de kilomètres de Munich, mais tout se gâte en quelques minutes, dans la plus grande improvisation... et la plus grande confusion. Des chaînes de télévision du monde entier sont présentes et filment en permanence. Mais, comme les lumières de l'aéroport ont été coupées, on ne voit presque rien. Cette absence de lumière se révèle bien plus gênante pour les forces de l'ordre, elles aussi dans une obscurité presque totale : elles tirent donc au jugé, d'autant plus – ce sera révélé en 2012 par des documents israéliens déclassifiés – qu'elles ne disposent pas de torches électriques pour suivre les mouvements des terroristes sur le tarmac. Le massacre était prévisible.

Les Allemands ouvrent le feu à 22h30, les Palestiniens ripostent. Trois d'entre eux sont tués dès le début de l'opération, mais les autres incendient un hélicoptère et tirent sur les prisonniers. Le bilan de la fusillade est tragique : un policier allemand est tué, et tous les otages perdent la vie. Le plus jeune, le lutteur Mark Salin, avait 18 ans. Sur les huit terroristes palestiniens, seuls trois survivent à la fusillade. Ils sont arrêtés, mais seront relâchés quelques semaines plus tard, avant d'avoir été jugés, après une autre prise d'otages. Nombre de commentateurs seront d'avis que le gouvernement allemand a été soulagé par cette libération, pour éviter d'avoir à rendre des comptes dans un procès public sur la façon dont avait été gérée cette crise. Après une journée de deuil, les Jeux reprennent,

Même si elle est totalement dépourvue d'expérience en matière de contre-terrorisme, la police bavaroise s'empresse de refuser l'aide d'une unité d'élite de l'armée israélienne



Crash Les terroristes demandent à être conduits par hélicoptère à un aéroport d'où ils s'envoleraient. Les Allemands décident d'attaquer ; ce sera un fiasco, entraînant la mort des otages.



KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

jusqu'à la clôture, le 12 septembre, mais la fête du sport a désormais un goût de cendres.

Vingt ans de vengeance

Cette tragédie n'est pas sans conséquences pour Israël, qui intègre une nouvelle approche: le pays doit pouvoir frapper ses ennemis. Quelques jours plus tard, Golda Meir se rallie aux propositions avancées par le Mossad depuis quelque temps déjà: user du contre-terrorisme en éliminant un certain nombre de chefs ennemis, y compris au-delà du Moyen-Orient. L'opération « Colère de Dieu » cible tous les acteurs impliqués dans l'attaque de Munich. Une liste d'une dizaine de noms est établie, et la traque commence. Vingt ans plus tard, tous les individus figurant sur cette liste ont été éliminés.

De leur côté, les démocraties occidentales se rendent compte du danger que représente le terrorisme, mené par des groupes prêts à tout, pouvant frapper partout. Elles créent ou renforcent des services spécialisés. En 1974, la France crée le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), une unité spécialement entraînée à la lutte

contre les attaques terroristes et les prises d'otages, et elle renforce, dans le même but, les moyens de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), qui reçoit la mission de constituer une force d'intervention spécialisée dans la résolution de crises ouvertes. Le monde, chacun en est désormais conscient, est entré en septembre 1972 dans une grande instabilité, et les démocraties occidentales se sont donné de nouveaux outils pour se protéger. ♦

En piste En dépit du deuil des Israéliens et du choc mondial, retransmis sur tous les écrans, les autorités olympiques décident malgré tout de poursuivre les Jeux, qui se clôturent le 11 septembre.

La conduite équivoque du CIO

Dès le début de la crise, un seul souci pour le Comité international olympique: préserver avant tout l'apolitisme des Jeux, éloigner au plus vite les preneurs d'otages et reprendre les compétitions. Président du CIO depuis 1952, l'Américain Avery Brundage traîne derrière lui, depuis avant la Seconde Guerre mondiale, une réputation sulfureuse. Certains voient en lui un antisémite et un partisan du nazisme. D'ailleurs, il s'est opposé au boycott des JO de Berlin en 1936. Des décennies plus tard, il a tout fait, mais sans succès, pour que la Rhodésie raciste ne soit pas exclue des Jeux. Le 6 septembre 1972, il annonce une journée de deuil mais lance une phrase diversement appréciée: « Les Jeux doivent continuer », alors que certains auraient voulu leur arrêt. En avait-on fini avec cette tragédie? Non. Quarante ans plus tard, alors que se préparent les JO de Londres, les veuves des morts israéliens de 1972 demandent qu'une minute de silence soit observée pendant la cérémonie d'ouverture, pour ne rien oublier. Le CIO refuse en ces termes: « L'atmosphère des cérémonies d'ouverture ne se prête pas aux commémorations de ce genre. » D. L.

Les trois jours de Munich

En 1972, en plein Jeux olympiques, onze athlètes israéliens sont assassinés par des terroristes palestiniens. Récit.

Dans la nuit du 4 au 5 septembre 1972, un commando palestinien du groupe Septembre noir s'introduit dans le village olympique de Munich. Au 31 Connollystrasse, à 4 h 50, huit hommes armés s'emparent de deux chambres du pavillon qui abrite les sportifs israéliens. Plusieurs athlètes tentent de résister et deux d'entre eux sont tués. Les preneurs d'otages ligotent les neuf autres. Une demi-heure plus tard, les revendications du commando parviennent aux autorités allemandes : la libération des 234 Palestiniens détenus en Israël pour « actes de terrorisme », la libération par l'Allemagne fédérale de plusieurs terroristes d'extrême gauche, dont Andreas Baader et Ulrike Meinhof, et, dans l'immédiat, trois avions prêts à décoller pour Le Caire. En cas de rejet de ces conditions, les athlètes seront abattus.

Pourparlers dans l'impasse

Le délai est fixé à 9 heures, puis repoussé à 21 heures. Une heure avant l'expiration de l'ultimatum, à la télévision, le chancelier Willy Brandt exprime l'espoir d'un dénouement pacifique. Entre-temps, le Comité olympique a fait descendre à mi-mât les drapeaux des délégations, en

solidarité avec les Israéliens, avant de céder aux exigences des États arabes participant aux Jeux : bientôt, les bannières sont à nouveau hissées haut. A 22 heures, les pourparlers sont toujours dans l'impasse. Les autorités ont mis à disposition du commando deux hélicoptères pour lui faire rejoindre l'aéroport militaire de Fürstenfeldbruck. Les deux appareils, qui emportent les terroristes et leurs otages, se posent près d'un Boeing 727 censé permettre au groupe de gagner Le Caire. Quarante minutes plus tard, tandis que quatre Palestiniens inspectent l'avion, des tireurs

d'élite allemands ouvrent le feu. Plus d'une heure durant, une fusillade oppose la police locale aux ravisseurs. Peu après minuit, n'étant pas parvenues à réduire les terroristes, les autorités allemandes lancent à l'assaut un détachement de fantassins et six blindés légers. C'est alors que les Palestiniens abattent leurs otages. Il faudra attendre 1 h 30 du matin pour voir enfin les militaires venir à bout des derniers membres du commando. Le lendemain, après une brève cérémonie ponctuée d'une minute de silence, les JO reprennent.

Désastreuse intervention

Le bilan de l'intervention est désastreux : pas un seul des otages n'a été sauvé, un policier allemand est mort, deux personnels civils des hélicoptères ont été grièvement blessés et seuls trois des terroristes ont été capturés. En Israël, après la consternation et une brève enquête, on pose à Bonn plusieurs questions qui demeurent sans réponse. Pourquoi la chancellerie a-t-elle refusé le concours de l'unité d'élite 269, que le chef du Mossad, service de renseignement extérieur israélien, Zvi Zamir, avait proposé de dépêcher ? Comment, en amont, une telle chaîne de déresponsabilisation avait-elle pu se constituer : Hans-Dietrich Genscher, ministre

8

Nombre d'hommes qui composent le commando palestinien

9

Sportifs israéliens capturés par les terroristes

12

Total de victimes : 11 athlètes, dont 2 avant la prise d'otage, et 1 policier ouest-allemand



Un membre du commando palestinien se tient au deuxième étage de l'immeuble où se trouvent les otages israéliens, le 5 septembre 1972. En guise de masque, un foulard et un bonnet de laine. L'un des rares clichés de cette attaque.

allemand de l'Intérieur, avait confié l'affaire à son homologue bavarois, Bruno Merk, lequel s'en était remis au chef de la police munichoise, Manfred Schreiber, qui, à son tour, avait cédé le dossier à son adjoint, Georg Wolf ? En aval, pourquoi avait-on envoyé seulement cinq tireurs d'élite pour huit terroristes ? A Jérusalem, Golda Meir pousse un cri de colère : « *Vingt-cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assassine encore des Juifs, pieds et poings liés, sur la terre allemande !* » Quelques jours plus tard, elle réunit ses proches conseillers et des experts

en matière de lutte contre le terrorisme, dont Israël Galili, Moshé Dayan, ministre de la Défense et ancien chef d'état-major durant la guerre des Six-Jours, le général Ariel Sharon et le patron du Mossad. Habituellement, « Golda » répugne à autoriser l'élimination d'éléments terroristes. Cette fois, elle donne personnellement l'ordre à Zvi Zamir de monter une opération pour exécuter les responsables, directs et indirects, du massacre de Munich. Ainsi naît l'opération Vengeance – sujet du film *Munich*, de Steven Spielberg (2005).

La traque commence moins de six semaines après l'attentat. Le 16 octobre 1972, Adil Zoutir, faux conseiller à l'ambassade de Libye et authentique membre de Septembre noir, est abattu à Rome. A Paris, trois hommes sont successivement éliminés : Mahmoud Hamchari, le 8 décembre, rue d'Alésia ; Basil al-Kubaisi, le 6 avril 1973, rue Chauveau-Lagarde ; et Mohamed Boudia, le 28 juin, rue des Fossés-Saint-Bernard. Le 24 janvier 1973, à Chypre, le sort de Hussein al-Bachir est également scellé. Enfin, à Beyrouth, trois Palestiniens sont abattus le 10 avril suivant par un commando comprenant notamment Ehoud Barak, futur Premier ministre d'Israël. En fin de compte, l'opération Vengeance est un succès, en dépit d'une lourde bavure le 21 juillet 1973 à Lillehammer, en Norvège : un garçon de café, Ahmed Bouchiki, est tué par erreur. Par ailleurs, trois agents israéliens ont été abattus par des activistes palestiniens au cours de l'opération. L'ultime action est menée à Beyrouth, le 22 janvier 1979 : le Mossad abat Ali Hassan Salameh, dit « Le Prince rouge », principal organisateur du massacre des JO de Munich. ■



Frédéric Encel

Maître de conférences à Sciences Po Paris, auteur de *La Guerre mondiale n'aura pas lieu* (Odile Jacob, 2025)
© L'Histoire n° 306, février 2006



Le 9 mai 1978, le corps d'Aldo Moro est retrouvé dans le coffre d'une voiture. Partisan d'une alliance de son parti, la Démocratie chrétienne, avec les communistes, il est enlevé par les Brigades rouges et séquestré pendant cinquante-cinq jours avant d'être assassiné. Le principal groupe armé d'extrême gauche va perdre ses soutiens dans la population.

Documents sauvegardés

L'Histoire

© 2006 © 2006 L'Histoire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20060201-SHI-30602801

Nom de la source	Mercredi 1 février 2006
L'Histoire	L'Histoire • no. 306
Type de source	• p. 028
Presse • Magazines et revues	• 820 mots
Périodicité	
Mensuel ou bimensuel	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

Les vengeurs de Munich

Encel; Frédéric

En 1972, en plein jeux Olympiques, 11 athlètes israéliens sont abattus par des terroristes palestiniens. Steven Spielberg a fait de cette tragédie le sujet de son dernier film, *Munich*. Même si bien des mystères demeurent*.

« *Vingt-cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assassine encore des Juifs, pieds et poings liés, sur la terre allemande !* » Le cri de colère du Premier ministre d'Israël Golda Meir, qui fait suite à la tuerie de 11 athlètes israéliens aux jeux Olympiques de Munich en 1972, annonce une volonté de traquer cette fois sans merci les organisateurs directs ou indirects du massacre. Ainsi naîtra l'opération Vengeance, sujet du dernier film de Steven Spielberg : *Munich*.

Retour sur les faits. Dans la nuit du 4 au 5 septembre 1972, un commando palestinien du groupe terroriste Septembre noir s'introduit dans le village olympique de Munich. Les JO battent leur plein. Au 31 Conollystrasse, à 4h50, 8 hommes armés s'emparent de deux chambres du pavillon qui abrite les sportifs israéliens. Plusieurs athlètes tentent de résister et deux d'entre eux sont assassinés. Les preneurs d'otages ligotent les 9 autres.

Une demi-heure plus tard, les revendications du commando parviennent aux

autorités allemandes : la libération des 234 Palestiniens détenus en Israël pour « actes de terrorisme », la libération par l'Allemagne fédérale de plusieurs terroristes d'extrême gauche, dont Andreas Baader et Ulrike Meinhof, et, dans l'immédiat, la mise à disposition de trois avions prêts à décoller pour Le Caire. En cas de rejet des exigences, les athlètes israéliens seront abattus.

Le délai est fixé à 9 heures, puis repoussé à 21 heures. Une heure avant l'expiration de l'ultimatum, le chancelier allemand Willy Brandt apparaît à la télévision pour exprimer l'espoir d'un dénouement pacifique. Entre-temps, le Comité olympique a fait descendre à mi-mât les drapeaux des délégations, en solidarité avec les Israéliens, avant de céder aux exigences des États arabes participant aux Jeux : bientôt les bannières sont à nouveau hissées haut...

A 22 heures, les pourparlers sont toujours dans l'impasse. Les autorités ont mis à disposition du commando deux hélicoptères pour leur permettre de rejoindre l'aéroport militaire de Fürstentfeldbruck. Les deux appareils, qui em-

portent les 8 terroristes et leurs 9 otages, se posent près d'un Boeing 727 censé permettre au commando de gagner Le Caire. Quarante minutes plus tard, tandis que 4 Palestiniens inspectent l'avion, des tireurs d'élite allemands ouvrent le feu. Plus d'une heure durant, une fusillade oppose la police allemande aux ravisseurs.

Peu après minuit, n'étant pas parvenues à réduire les terroristes, les autorités allemandes lancent à l'assaut un détachement de fantassins et six blindés légers. C'est alors que les Palestiniens abattent leurs otages. Il faudra attendre 1h30 du matin pour voir enfin les militaires allemands venir à bout des derniers membres du commando. Le lendemain, après une brève cérémonie ponctuée d'une minute de silence, les JO reprennent.

Le bilan de l'intervention allemande est désastreux : pas un seul des otages n'a été sauvé, un soldat allemand est mort, deux personnels civils des hélicoptères ont été grièvement blessés, et seuls trois des terroristes ont été capturés vivants. En Israël, après la consternation et une

Documents sauvegardés

brève enquête, on pose à Bonn plusieurs questions qui, pour l'essentiel, demeurent sans réponses.

Pourquoi la chancellerie a-t-elle refusé le concours de l'unité d'élite 269, que le chef du redoutable Mossad (service de renseignements extérieur), Zvi Zamir, avait immédiatement proposé de dépêcher ?

Comment, en amont, avait pu se constituer une telle chaîne de déresponsabilisation : Hans Dietrich Genscher, ministre allemand de l'Intérieur, avait confié l'affaire au ministre bavarois Merk, lequel s'en était remis au chef de la police bavaroise Schreiber, qui à son tour avait cédé le dossier à son subalterne, le docteur Wolf ? En aval, pourquoi avait-on dépêché sur l'aéroport seulement 5 tireurs d'élite de la *Polizeioberinspektor* pour 8 terroristes ?

A Jérusalem, quelques jours après le sanglant épisode des JO, Golda Meir réunit ses proches conseillers et des experts en matière de lutte contre le terrorisme, dont Israël Galili, Moshé Dayan (le prestigieux ministre de la Défense et ancien chef d'état-major durant la guerre victorieuse des Six-Jours), le général Ariel Sharon, alors chef d'état-major du front sud, et le patron du Mossad¹.

Habituellement, « Golda » répugne à autoriser l'élimination d'éléments terroristes hors nécessité absolue. Cette fois, elle donne personnellement l'ordre au patron du Mossad de monter une opération pour exécuter tous les responsables directs et indirects du massacre de Munich, y compris lorsque leur résidence se situe en pays ami ouest-européen.

La Commission X, chargée de mettre en oeuvre l'opération Vengeance, se composera de 5 officiers du Mossad triés sur

le volet et de leurs équipes. Le général Aharon Yariv résume ainsi la nature de leur mission : « *Notre devoir est de venger le sang des victimes de Munich. Que les responsables de cette tuerie commencent à craindre pour leurs vies, qu'ils vivent désormais dans la peur perpétuelle, qu'ils déménagent et qu'ils consacrent le plus gros de leurs efforts à assurer leur propre sécurité. Ils auront ainsi moins de temps à consacrer au terrorisme contre Israël.* »

Ce sont les hommes de cette commission, interprétés notamment par Éric Bana et Mathieu Kassovitz, que Steven Spielberg met en scène. Avec eux, le réalisateur américain nous fait descendre dans l'enfer du contre-espionnage : la solitude, les doutes, la peur.

La traque commence moins de six semaines après Munich. Le 16 octobre 1972, Adil Zoutir, faux conseiller à l'ambassade de Libye et authentique membre de Septembre noir, est abattu à Rome. A Paris, 3 autres membres actifs du groupe terroriste sont successivement éliminés : Mahmoud Hamchari, le 8 décembre, rue d'Alésia, Basil al-Kubaisi, le 6 avril 1973, rue Chauveau-Lagarde, et Mohamed Boudia, le 28 juin, rue des Fossés-Saint-Bernard. Le 24 janvier, à Chypre, le sort de Hussein al-Bachir est également scellé. Enfin, à Beyrouth, 3 Palestiniens sont abattus le 10 avril 1973 par un commando comprenant notamment Ehoud Barak, futur Premier ministre d'Israël.

Au total, l'opération Vengeance est un succès, en dépit d'une lourde bavure le 21 juillet 1973 à Lillehammer, en Norvège : un garçon de café, Ahmed Bouchiki, est tué par mégarde. Par ailleurs, 3 agents israéliens ont été abattus par des activistes palestiniens au cours de

l'opération.

L'ultime action est menée à Beyrouth, le 22 janvier 1979 : le Mossad abat Ali Hassan Salameh, dit « le Prince rouge », principal organisateur du massacre des JO de Munich.

Au terme de ces jeux Olympiques, l'Union soviétique avait triomphé avec 50 médailles, loin devant les nations démocratiques d'Occident...

Note(s) :

* Munich est en salles depuis le 25 janvier.

1. Cf. F. Encel et F. Thual, , Le Seuil, 2004.

Documents sauvegardés

l'Humanité

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20210729-HU-478123

Nom de la source	Jeudi 29 juillet 2021
l'Humanité	
Type de source	l'Humanité
Presse • Journaux	• p. 15
Périodicité	• 722 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Quand les jeux Olympiques deviennent politiques #3. Moscou : une ambiance de guerre froide

Vadim Kamenka

L'édition, organisée quelques mois après l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, est boycottée par les États-Unis. Quatre ans plus tard, le « camp socialiste » rendra la monnaie de sa pièce à l'Amérique en ne se rendant pas à Los Angeles.

En cet été 1980, 80 nations participent au rendez-vous olympique sur les bords de la Moskova. Plus de 5 100 athlètes ont fait le déplacement dans la capitale soviétique. La ville a fait peau neuve pour l'occasion. Les magasins débordent de produits d'habitude introuvables (les fameux « defittsit »). Dans le village olympique, les journalistes, officiels, sportifs soviétiques peuvent faire leurs emplettes en roubles (caviar, cigares cubains, souvenirs, etc.) à gogo.

Le nombre de nations (80) est moindre qu'à Montréal quatre ans plus tôt (92) et ses 6 084 participants. Car l'événement sportif survient en pleine guerre froide. Ces XIXe jeux Olympiques, les premiers en URSS, vont être l'enjeu d'une intense campagne de boycott à l'initiative d'une cinquantaine de pays, États-Unis en tête, visant le Kremlin et

le « camp socialiste », mais aussi par ricochet l'olympisme, suite à l'invasion soviétique en Afghanistan en décembre 1979.

Le président américain Jimmy Carter est en pleine campagne pour sa réélection et vient de subir la crise des otages en Iran. Dans ce contexte, la Maison-Blanche va donc lancer un ultimatum à l'URSS dès janvier 1980 : si les troupes soviétiques ne se retirent pas d'Afghanistan, Washington boycottera les JO de Moscou. En dépit des efforts de conciliation menés pendant l'année 1980 par le Comité international olympique (CIO), le dialogue entre Jimmy Carter et Leonid Brejnev échoue. Les États-Unis optent pour le boycott et font pression sur les membres de l'Otan et d'autres pour qu'ils s'alignent.

Malgré ce coup porté à l'esprit de Coubertin, de nombreuses délégations sont accueillies par l'ours Micha, le 19 juillet au stade Loujniki pour la cérémonie d'ouverture, présidée par le numéro un soviétique, Leonid Brejnev. L'Équipe résume l'événement par une brève manchette : « Moscou 16 heures : les Jeux quand même... » Quelques mois auparavant, les gouvernements britannique, français et australien, qui soutien-

nent le boycott, laissent à leurs comités olympiques et à leurs athlètes la possibilité de participer. Le président du CIO, lord Killanin, a autorisé les sportifs qui le souhaitent à s'inscrire sous la bannière olympique. Sur le plan sportif, ces JO marquent un des « plus hauts niveaux atteints » avec « 36 records du monde, 70 records olympiques, pour respectivement 35 et 70 à Montréal », relève Yvon Adam de l'Association France-URSS. Il poursuit dans la revue EPS de novembre-décembre 1980 : « Ceux qui ont subordonné les Jeux à la solution de problèmes politiques, ceux qui ont milité pour l'échec, ont totalement sous-estimé le sport dans son enracinement culturel et donc dans sa capacité à résister aux attaques et aux dénaturations et à s'imposer massivement comme nécessité historique. »

En l'absence des sportifs américains,

l'URSS a remporté 195 médailles

« Des Jeux empoisonnés. » C'est l'analyse de Raymond Pointu, journaliste sportif qui a couvert dix olympiades pour l'AFP, dont celle de Moscou. Il en veut pour preuve le comportement de certains de ses confrères qui « se trouvaient pour certains en service com-

Documents sauvegardés

mandé. Chaque jour, ils recevaient des appels leur enjoignant de débusquer quelques scandales... ». La plupart des participants louent la qualité des installations et du fonctionnement. Mais Raymond Pointu les résume « à un repas gâché par l'absence d'un invité dont on ne se résout pas à admettre qu'il ne viendra pas ». Une autre interrogation le taraude : « La présence policière était oppressante et les contrôles plus nombreux que jamais. »

Une réalité que confirme l'ancien journaliste soviétique Semion Belits-Gueiman. Cet ancien médaillé olympique de natation explique à l'Humanité que « les mesures de sécurité très strictes étaient justifiées, car personne ne souhaitait revivre la tragédie de Munich (JO de 1972...) ». Commentant l'atmosphère générale, il note que le monde sportif en URSS est partagé en deux camps. « Certains restent affligés par le boycott, tandis que d'autres pensent pouvoir en profiter afin de récolter le plus de médailles possible... » En l'absence des sportifs américains, l'URSS a remporté 195 médailles (dont 80 en or) devant l'Allemagne de l'Est (126 médailles dont 47 d'or).

Quatre ans plus tard, l'Union soviétique et les pays socialistes ne participeront pas aux JO de Los Angeles et « c'est encore le mouvement sportif mondial qui en subirait les conséquences », déplore Semion Belits-Gueiman.



92 | COLOMBES Aujourd'hui responsable d'un centre de loisirs, Harouna Palé n'a pu disputer les Jeux en raison du boycott des États-Unis et de l'URSS en 1980 et 1984. Avant de se rattraper les deux fois suivantes.

Cet ancien athlète a été privé deux fois de JO à cause de... la guerre froide

Olivier Bureau

« **CARL LEWIS ?** Un mec adorable ! » Harouna Palé a une relation singulière avec les Jeux olympiques. Ce Burkinabé de 66 ans est aujourd'hui directeur du centre de loisirs Hoche, à Colombes (Hauts-de-Seine), mais le public peut découvrir son incroyable parcours dans une vidéo présentée au musée local dans le cadre de son exposition « Colombes terre de champions, 1924 - 2024 ». Le sprinter a disputé deux olympiades mais les aléas de la géopolitique lui en ont coûté deux autres. S'il a surmonté ce traumatisme, il fait d'une certaine manière partie des victimes collatérales de la guerre froide.

En 1979, Harouna a 22 ans et va profiter de l'aide de la Confédération internationale de la jeunesse et des sports de la francophonie, qui veut promouvoir le sport et la culture, notamment de pays africains francophones. Sprinter depuis deux ans, celui qui est aussi étudiant en finances et comptabilité est sélectionné lors de tests organisés à Libreville, au Gabon. Le jeune homme a désormais un horizon : les JO de Moscou, l'année suivante, qu'il va préparer en France.

« Le monde s'écroulait »

L'invasion soviétique de l'Afghanistan, en décembre 1979, aura raison de son rêve olympique. Alors dans le bloc de l'Ouest, le Burkina Faso rejoint les États-Unis et d'autres pays comme la RFA, le Japon ou l'Argentine, dans leur décision de boycotter ces Jeux. « J'ai été prévenu quelques semaines avant, se souvient Harouna. J'étais au taquet, c'était



Colombes (Hauts-de-Seine), le 17 mai. Le record personnel de l'ancien sprinter burkinabé Harouna Palé est de 10'29 sur 100 m.

ma première grande compétition internationale. Pendant un an, je n'avais fait que m'entraîner. J'ai reçu un énorme coup sur la tête. J'étais frustré, déçu... Le monde s'écroulait »

Mais renoncer ne fait pas partie de son vocabulaire. Harouna Palé partage son temps entre ses études à l'université Paris-XII (aujourd'hui Paris-Est Créteil) et le tartan des pistes d'athlétisme. Des compétitions à haute dose et la perspective des Championnats du monde à Helsinki (Finlande), en 1983, le remotivent.

Il rejoint alors le Racing Club de France, basé à Colombes, au stade Yves-du-Manoir, où il retrouve le Dr Hervé Stéphan qui l'avait sélectionné à Libreville. « Au Racing, j'ai trouvé une formidable famille, un entourage extrêmement bienveillant. Le Dr Stéphan était plus qu'un entraîneur pour moi, il était un vrai père. Il m'a même intronisé Breton. Grâce à lui, j'étais le plus breton des Burkinabés ! » rigole-t-il.

Après Helsinki, l'objectif suivant a un nom : Los Angeles 1984. Là encore, le sort s'acharne. Il prend la forme d'un coup d'État en novembre 1982. En quelques heures, le Burkina Faso rejoint le camp soviétique. « On est passés directement

du bloc de l'Ouest à celui de l'Est », soupire Harouna. Et rebelote pour un nouveau boycott, cette fois lancé par l'URSS.

« J'étais à l'Insep, mes valises étaient faites et j'ai un coup de fil de l'ambassade : *Vous ne partez plus.* Pas d'autres explications. C'était encore plus cruel que pour Moscou. Je n'avais jamais été en aussi bonne forme... » Au milieu des années 1980, il atteint justement ses records personnels le 100 m en 10'29 – soit le 6^e chrono de la finale olympique de 1984 – et le 200 en 20'93 !

Mais Harouna Palé n'a pas fait une croix sur les Jeux. Il le sait, il le sent, il aura sa place sous les anneaux. « Les JO, c'est le but d'une vie. Je ne me suis jamais, jamais découragé. Les compétitions internationales, comme les Jeux africains, permettent de conserver son niveau et la proximité avec des champions à l'Insep entretenait la flamme ! »

Jamais celle-ci ne s'est éteinte. Et en 1988, il court plus vite que les minima de 10'42 au 100 m et se qualifie pour les Jeux de Séoul, en Corée du Sud. La détente fait lentement son œuvre entre les blocs et le régime de Ouagadougou est devenu « pragmatique et plus fréquentable par

la communauté internationale », selon Harouna.

Pour lui, débarquer au village olympique est donc déjà une victoire, l'aboutissement de tant d'années de travail acharné. Une drôle de lueur illumine son regard quand il se replonge dans ces instants. « C'était un tourbillon de sensations, de bruits, de couleurs, se souvient-il. Tout était hyper intense, comme exacerbé, mais il fallait rester concentré, une nouvelle épreuve commençait. En tout cas, la fraternité entre athlètes n'est pas un mythe. On se voyait comme des partenaires qui couraient l'un contre l'autre, pas comme des adversaires. »

Le 23 septembre, lors de la 13^e série, qu'il finira 5^e, il affronte, entre autres, le Français Jean-Charles Trouabal et la star absolue de l'époque, Carl Lewis, « froid avec la presse mais toujours prêt à donner un coup de main ! »

L'apothéose barcelonaise

Séoul ne se limite pas au sport. Au cours d'une sortie avec un militant associatif, le sprinter de Colombes découvre l'envers du décor. « On a vu l'extrême pauvreté et des gamins prostitués par leurs parents pour quelques dollars. C'est là

que j'ai décidé de travailler avec des enfants », analyse-t-il.

De retour en France, il dit avoir « toujours faim ». Suffisamment pour se qualifier pour les Jeux de Barcelone, en Espagne, quatre ans plus tard. Moins de pression, davantage de plaisir, une parenthèse de trois semaines au village olympique et la joie de « voir de nouvelles têtes et de retrouver des connaissances comme Marie-José Pérec », avec qui il a usé la piste de l'Insep. Barcelone, c'est la cerise sur le gâteau, sa dernière compétition internationale, le moyen de terminer en beauté.

À la fin des années 1990, Harouna Palé s'installe à Colombes et fréquente assidûment le Racing Club de France, puis l'Athletic Club de Colombes, à Yves-du-Manoir, puis au stade Charles-Péguy. Il enchaîne aussi tous les accueils de loisirs comme animateur, puis directeur.

Aujourd'hui, toujours affûté, il continue la musculation, le cardio, la course. À bientôt 67 ans, sans tabac, ni alcool, avec une alimentation surveillée, son hygiène de vie est toujours impeccable. « Je ne me suis jamais laissé aller, plaisante-t-il. Je ne vais pas commencer maintenant ! »



Les JO, c'est le but d'une vie, je ne me suis jamais découragé

Harouna Palé, ancien sprinter



Séoul (Corée du Sud), le 23 septembre 1988. Au couloir n° 5, Harouna Palé affronte notamment Carl Lewis (couloir n° 2) lors de la 13^e série.

Documents sauvegardés

**The
Nouvel Obs**

© 2024 Le Nouvel Obs. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240727-OA-20240727*2obs91691

Nom de la source

Le Nouvel Obs (site web)

Samedi 27 juillet 2024

Type de source

Presse • Presse Web

Le Nouvel Obs (site web) •
320 mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Moscou, 1980 : Boycott américain et organisation soviétique... des Jeux au parfum de guerre froide

Le Nouvel Obs

L'absence des Etats-Unis, suivis par le Canada, la République fédérale d'Allemagne ou le Japon, est des plus visibles à Moscou. Le boycott, motivé par l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, n'empêche toutefois pas les Jeux de servir de « vitrine » à l'Union soviétique.

Au 13-Heures de TF1, le 28 juillet 1980, l'invité se nomme Georges Marchais. Le secrétaire général du Parti communiste français est interviewé en direct des JO de Moscou. Sur place, il loue « *l'ambiance formidable* » de ces Jeux et le haut niveau sportif.

L'accueil de cette compétition du 19 juillet au 3 août 1980, une première dans le bloc socialiste, offre aux Soviétiques un coup de projecteur dont ils veulent faire usage. Désigné en 1974, Moscou a été préféré à Los Angeles pour l'organisation de ces Jeux, dans une période de détente des relations entre l'URSS et les Etats-Unis.

Mais ces JO se heurtent rapidement à la recrudescence de la guerre froide. En décembre 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan et sa zone d'influence grandissante inquiète les Etats-Unis. Les Américains réfléchissaient déjà à un boycott et la justification devient toute trouvée après cette invasion. Dès janvier 1980, le président Jimmy Carter an-

nonce que les Etats-Unis ne participeront pas aux Jeux de Moscou. Quatre ans après le [boycott de 22 pays à Montréal](#), les Jeux sont de nouveau rattrapés par le contexte international.

« *Mais là il devient central parce que c'est un boycott au plus haut niveau* », explique l'historien Yvan Gastaut. A travers ce boycott, s'exprime la rivalité entre les deux Grands. Pour les Etats-Unis, l'important c'est de ne pas participer. « *Les Etats-Unis ont bien compris que boycotter les Jeux serait une manière d'empêcher l'URSS de rafler la mise médiatique dans cette année 1980* », reprend l'historien. Selon lui, « *les Jeux de Moscou auraient pu être une spartakiade : des Jeux comme ceux des années 1920-1930, lorsque l'URSS contestait les JO* ».

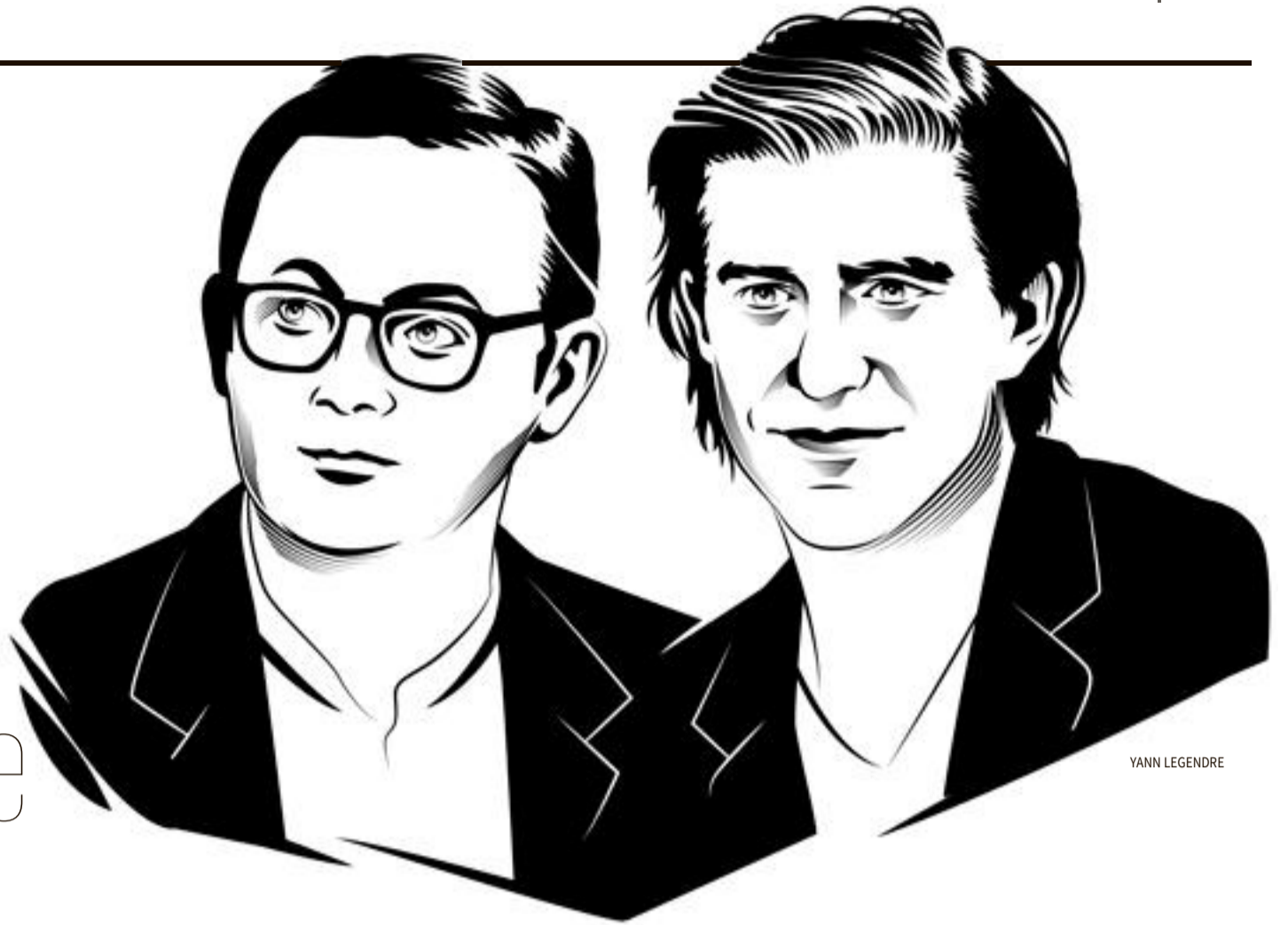
Cet article est paru dans Le Nouvel Obs (site web)

<https://www.nouvelobs.com/sport/2024/07/27.OBS91691/moscou-1980-boycott-americain-et-organisation-sovietique-des-jeux-au-parfum-de-guerre-froide.ht>

ml

Lukas Aubin et Jean-Baptiste Guégan

« Les JO, un état des lieux des rapports de force mondiaux »



YANN LEGENDRE

Selon les deux spécialistes des relations internationales, les Jeux olympiques 2024 cristallisent le plus grand nombre de conflits depuis la fin de la guerre froide

ENTRETIEN

Spécialistes en géopolitique du sport, Lukas Aubin et Jean-Baptiste Guégan sont respectivement directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques, et enseignant à Sciences Po Paris. Ils viennent de publier *La Guerre du sport. Une nouvelle géopolitique* (Tallandier, 336 pages, 20,90 euros).

Vous écrivez que le sport est devenu un enjeu géopolitique majeur. N'était-ce pas déjà le cas pendant la guerre froide ?

Lukas Aubin : La géopolitique du sport n'est évidemment pas née il y a dix ans ou à la chute de l'Union soviétique. Déjà dans l'Antiquité, les cités grecques participaient aux Jeux panhelléniques pour mesurer leur puissance par le sport. Mais c'est bien plus tard, au début du XIX^e siècle, que le sport moderne tel que nous le connaissons est né, en Grande-Bretagne. Pendant la guerre froide, c'est un instrument utilisé par les blocs de l'Est et de l'Ouest. Depuis la chute de l'URSS, les choses ont changé. Aujourd'hui, de nouveaux acteurs émergent : Qatar, Arabie saoudite, Chine, Russie (héritière de l'Union soviétique), Inde, Maroc, etc. Nous assistons à un équilibrage de la géopolitique du sport. D'un monde du sport unipolaire, plutôt occidental, nous sommes passés à un modèle multipolaire qui se désoccidentalise. Nous parlons d'une « nouvelle géopolitique » du sport, car ce dernier n'a jamais été si puissant

qu'aujourd'hui. La preuve, tout le monde veut y participer.

Jean-Baptiste Guégan : Il faut rappeler que c'est l'URSS qui a gagné la guerre du sport, pas les Etats-Unis, quand on regarde factuellement les classements des médailles. La mise en récit, en revanche, a souvent été écrite par les Américains. Mais ils n'ont pas gagné et, quand ils gagnent, c'est l'exception.

Vous affirmez que le sport est une arme au service des Etats. Avez-vous des exemples récents de cette diplomatie sportive ?

J.-B. G. Lorsqu'un pays organise un événement sportif, il met en scène ses relations internationales. Voyez l'exemple du Qatar et de l'Arabie saoudite : trois ans avant le Mondial 2022 au Qatar, Riyad a tenté de renverser l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al Thani. Et qui est l'invité d'honneur à l'ouverture du Mondial ? Le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman. La réconciliation entre les deux hommes a été mise en scène. Autre exemple avec Xi Jinping et Vladimir Poutine. Aux Jeux d'hiver de Pékin, en 2022, la Russie est suspendue [*sanctionnée pour dopage d'Etat*]. Pourtant, Poutine est invité par le président chinois. Une manière pour Xi Jinping de dire : « C'est moi qui décide de l'ordre mondial. »

L. A. Pendant les deux semaines de compétitions aux Jeux olympiques ou pendant le mois que dure la Coupe du monde de football, il n'est pas rare de voir les principaux dirigeants internationaux se retrouver lors de réunions formelles ou informelles, dans les couloirs. C'est ce qu'on appelle la « diplomatie des coursives ».

J.-B. G. Le sport permet, en outre, de faire un état des lieux des rapports de force mondiaux, non seulement dans le classement des médailles, mais aussi dans l'obtention d'événements sportifs. En ce moment, le premier ministre indien, Narendra Modi, fait tout pour obtenir les Jeux de 2036, alors que la liste des concurrents est impressionnante : Japon, Corée du Sud, Qatar... Les JO sont regardés par la moitié de l'humanité. Il n'existe pas d'événement plus partagé, avec une telle force de frappe.

L. A. Les JO sont vraiment spécifiques. La liste des comités nationaux olympiques est plus longue que celle des Etats membres à l'ONU. Le sport est aussi un moyen pour des Etats non reconnus d'exister à l'échelle internationale et d'avoir des relations diplomatiques. La Palestine, par exemple, n'est pas membre à part entière de l'ONU, mais dispose d'une sélection olympique et d'une équipe de football.

La mise au ban du sport mondial de la Russie et de la Biélorussie à la suite de la guerre en Ukraine a-t-elle marqué un moment charnière dans l'histoire du sport ?

J.-B. G. Les Jeux qui marquent une première rupture, ce sont ceux de 1992 et de 1996, Barcelone et Atlanta, au moment de l'hyperpuissance américaine. Les Américains gagnent et impressionnent, à l'image de la Dream Team [*de basket*] et de ce que représentent les Etats-Unis à cette époque. Dans les années 2000, d'autres acteurs émergent, comme la Chine, pour

qui les Jeux de Pékin, en 2008, vont être l'affirmation du retour sur la scène internationale. Et, deux ans après, le Qatar remporte l'obtention de la Coupe du monde. Avec la guerre en Ukraine, les acteurs sportifs vont, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, assumer leur poids géopolitique et prendre une décision, parfois contraints, endossant une responsabilité qu'ils refusaient jusqu'alors en se disant apolitiques.

L. A. Le mouvement sportif mondial s'est tout de suite positionné du côté occidental, entraînant la colère de Vladimir Poutine. Le président russe a décidé de concurrencer sur leur terrain les organes du sport mondial en créant des événements parallèles (Jeux des BRICS, Jeux de l'amitié, etc.). Les pays du Sud, eux, ont, depuis le début de la guerre en Ukraine, une position extrêmement critique à l'égard de l'Occident. Nous assistons bien à une désoccidentalisation du sport.

Dans l'histoire olympique, y a-t-il déjà eu un contexte international aussi inflammable que celui qui entoure aujourd'hui les JO de Paris ?

L. A. Ces Jeux de Paris vont cristalliser le plus grand nombre de conflits mondiaux depuis la fin de la guerre froide. On l'a vu par le passé, en 1980, aux JO de Moscou, après l'invasion soviétique de l'Afghanistan. En revanche, ce qui est nouveau, c'est que l'Occident a beaucoup moins d'influence qu'auparavant. Il ne peut plus dicter la marche à suivre. Aujourd'hui, quand il demande d'exclure les Russes et les Biélorusses des compétitions sportives, il est isolé. Tous les comités olympiques du continent africain, sans exception, ont appelé à la réintégration des athlètes des deux pays bannis aux Jeux de Paris 2024.

J.-B. G. Les JO 2024 seront les Jeux les plus politiques depuis la guerre froide. C'est la première fois que l'ensemble des risques déjà connus lors des éditions précédentes se trouvent concentrés sur une seule édition – c'est ce que j'appelle « la somme de toutes les peurs ». Avec des nouveautés : le risque de cyberattaques, la question réputationnelle, avec l'usage des réseaux sociaux. La capacité à faire exploser littéralement l'information est sans précédent. Tous les ingrédients sont réunis pour qu'il se passe quelque chose d'inédit.

L. A. Nous sommes à l'aube d'un nouveau monde sportif. Dans ce nouveau monde, les organes traditionnels du sport tels qu'on les connaît existeront-ils toujours ? L'enjeu, pour le président Macron et les organisateurs, va être de réussir à faire des JO de Paris des Jeux du

monde entier, et non les Jeux des Occidentaux contre les régimes autoritaires.

J.-B. G. Ce sont aussi les JO qui vont ouvrir une « séquence américaine » du sport, avec les JO 2028 à Los Angeles, le Mondial 2026 [*coorganisé avec le Canada et le Mexique*], les Coupes du monde de rugby 2031 et 2032 chez les hommes et chez les femmes. C'est une reprise en main des grands événements sportifs par les Occidentaux.

La France se montre très active dans ce domaine, avec l'organisation de l'Euro de football 2016, de la Coupe du monde de rugby 2023, les JO d'été cette année et ceux d'hiver en 2030...

L. A. Si l'on parle de puissance sportive en termes organisationnels, la France, depuis la chute de l'URSS, est l'un des pays qui a le plus accueilli d'événements sportifs majeurs : pensons aux JO d'hiver d'Albertville en 1992, au Mondial de football 1998, au Tour de France chaque année... C'est un cycle difficilement égalable à l'échelle internationale.

J.-B. G. La France revendique d'être une puissance sportive, c'est tout le discours d'Emmanuel Macron, qui a compris très rapidement ce qu'il pouvait y gagner. François Hollande considérait le sport comme un élément diplomatique. C'est lui, avec Laurent Fabius, qui a lancé cette idée de diplomatie sportive.

Dans votre livre, vous semblez douter de la possibilité que le sport puisse s'affranchir de la politique. L'apolitisme du sport est une illusion ?

L. A. Le sport ne peut pas être apolitique, ou neutre. C'est un phénomène social, mondial. Beaucoup d'acteurs cherchent à se l'approprier pour faire valoir leurs intérêts. Il est impossible de le dépolitiser. Quand il crée les Jeux olympiques modernes, en 1896, Pierre de Coubertin y distille de la politique : il interdit aux femmes et aux populations issues des colonies d'y participer, et fait en sorte que seuls les sports occidentaux y soient pratiqués. C'est le piège de Coubertin, ou l'art de pratiquer la « politique de l'apolitisme », comme disait [*l'historien*] Jacques Deffrance.

J.-B. G. Un principe est fondamental : à partir du moment où l'olympisme s'appuie sur les comités nationaux, il s'appuie sur les Etats-nations. De fait, le sport ne peut échapper à la politisation. « *Le sport, c'est la guerre, les fusils en moins* », disait George Orwell... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLAS LEPELTIER

LE MATCH DES DIPLOMATES

DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, le sport moderne, né en Angleterre au début du XIX^e siècle, n'échappe pas à la multipolarisation du monde. L'organisation des grands événements comme les Jeux olympiques ou la Coupe du monde de football fait l'objet d'une âpre compétition entre l'Occident et les puissances émergentes, qui se servent plus que jamais du sport comme d'un instrument au service de leurs diplomaties. Il est même devenu « essentiel pour s'affirmer et s'imposer en tant

que puissance », écrivent Lukas Aubin et Jean-Baptiste Guégan, dans *La Guerre du sport. Une nouvelle géopolitique* (Tallandier, 336 pages, 20,90 euros). L'activisme effréné du Qatar et de l'Arabie saoudite, qui financent tous azimuts le sport, ou de l'Inde, candidate à l'organisation des Jeux olympiques 2036, en est l'illustration : l'Occident est de plus en plus contesté dans son pré carré.

« Miroir des relations internationales », le sport est « une composante na-

tuelle de la guerre hybride » à laquelle se livrent les Etats, soulignent par ailleurs les auteurs. Les campagnes de désinformation qui visent l'organisation des Jeux de Paris 2024 sur les réseaux sociaux sont la preuve, pour les auteurs, que le sport est « plus que du soft power ». « Un nouvel ordre mondial du sport est en train de s'écrire sous nos yeux », observent les deux spécialistes. « Un autre match vient de commencer : la guerre du sport », concluent-ils. ■

N. LE.



L'ENJEU VA ÊTRE DE RÉUSSIR À FAIRE DES JO DE PARIS DES JEUX DU MONDE ENTIER, ET NON LES JEUX DES OCCIDENTAUX CONTRE LES RÉGIMES AUTORITAIRES



Les Jeux, une arène politique aussi

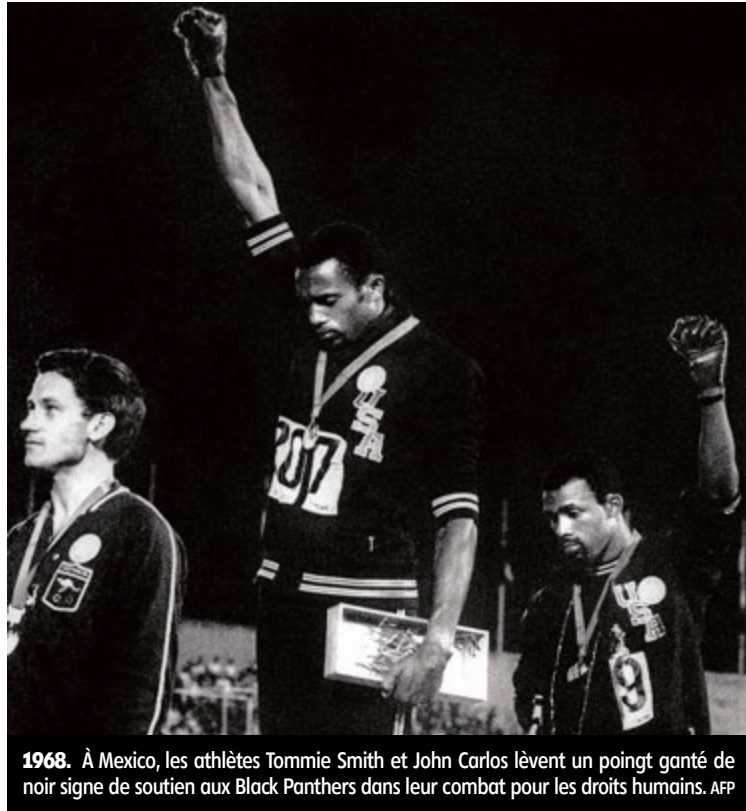
Histoire

Exclusion des vaincus des guerres, boycotts, vitrine de revendications, les JO ne servent pas que le sport.

Sophie Ledanché

« À l'origine, rappelle l'historien du sport Patrick Clastres (*), les Jeux Olympiques » modernes « sont réservés à une élite sociale ». Ainsi les fondateurs, dont Coubertin, « n'avaient pas imaginé qu'il puisse y avoir des femmes, des athlètes issus des populations soumises à l'ordre coloniale, des ouvriers [...] et dans l'entre-deux-guerres sont apparus des jeux alternatifs, des organisations sportives, opposés au CIO pour des raisons idéologiques ». De là, en marge des Jeux olympiques, a-t-on vu apparaître, « les Jeux mondiaux féminins ; les Spartakiades communistes pilotées depuis Moscou » ; « les Jeux populaires anarcho-syndicalistes » qui, avant d'être annulés pour cause de guerre civile espagnole, devaient se tenir en 1936 à Barcelone pour damer le pion à Berlin. « Plus tard dans les années 60, il sera question des « Ganefo (Games of the New Emerging Forces), qui ont rassemblé les sportifs de plus de 50 nations émergentes.

Pendant la préparation des JO de Paris, Vladimir Poutine a même lancé l'idée d'une nouvelle compétition internationale : les Jeux mondiaux



1968. À Mexico, les athlètes Tommie Smith et John Carlos lèvent un poing ganté de noir signe de soutien aux Black Panthers dans leur combat pour les droits humains. AFP

de l'amitié » conçue dans le cadre de l'organisation de coopération de Shanghai qui rassemble les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

C'est peu dire que depuis le début du XX^e siècle, l'Olympisme est un soft power qui montre la puissance des États. Où s'affirment aussi contestations et revendications. « Les

Jeux Olympiques jouent sur le ressort des nationalismes » explique l'universitaire. Depuis Londres en 1908, il y a les drapeaux, les hymnes, « cela assure le succès émotionnel » de manifestations auxquels les populations adhèrent. Le CIO, « ce club de gentlemen, sans statuts jusqu'en 1981, et dont les membres se cooptent à vie » a traversé les deux conflits mondiaux, évincé

pour un temps les vaincus avant de les réintégrer. « Un phénix » omnipotent, surtout depuis la mutation commerciale des Jeux en 1980, sur lequel compte « la grande majorité des fédérations pour vivre ».

Capitaliser sur les victoires

« À compter des Jeux de Moscou », lors de la première cérémonie d'ouverture qui dure 90 minutes, la dimension spectaculaire vient ajouter à la volonté d'en montrer au reste du monde, au-delà du protocolaire défilé d'athlètes. « Les États sont les acteurs qui utilisent les JO à des fins d'influence culturelle pour toucher les esprits » et d'impressionner « l'adversaire sans lui faire la guerre » remarque Patrick Clastres. « Capitaliser sur leurs victoires, les Américains l'ont fait depuis 1896 ! ». Une manière de dire alors que ce modèle américain, de société, politique et économique, était supérieur aux autres.

Il y a aussi « les nations qui aspirent à devenir un État. C'est le cas de la Palestine qui a un comité olympique ». Mais, tout un symbole, pas d'État.

Et puis il y a « les athlètes pris dans des dynamiques de défense des droits humains, comme à Mexico en 1968 » - cela leur vaudra une exclusion à vie des compétitions sportives - tandis qu'à Melbourne, en 1956, l'invasion russe de Budapest fait de la rencontre de water-polo entre la Russie et la Hongrie, « un bain de sang » dicit la presse d'alors. « Avec l'aide des

services secrets américains », ce sont près d'une cinquantaine de sportifs qui passent à l'Ouest. La guerre froide jusque dans une piscine...

Si elle met en lumière les enjeux du monde comme les performances sportives, l'hypermédiatisation des Jeux a vu aussi grandir l'influence des marques. A telle enseigne que les sponsors, pointe l'historien, « jouent un rôle important sur les décisions du CIO quand il y a des enjeux géopolitiques qui risquent de déstabiliser l'ordre commercial mondial »...

Patrick Clastres insiste sur le fait qu'« au-delà de l'enveloppe idéologique de l'olympisme, [...] le messianisme pacifique qui est la marque de Coubertin, à l'origine, entre aujourd'hui en résonance avec les attentes des peuples du monde entier. [...] Thomas Bach, président du CIO le dit lui-même : « Je n'ai pas la capacité à changer ce que l'ONU et les hommes politiques n'arrivent pas à faire ». Pour « vertueuse » qu'elle soit, l'institution CIO demeure le puissant ordonnateur du plus grand événement sportif mondial. Renouer avec sa vocation pacifiste initiale impliquerait peut-être « d'abandonner les maillots nationaux ». Histoire de sortir des zones d'influence politique. Ne serait-ce que parce que les athlètes sont cosmopolites, « comme l'humanité de demain ».

(*) A paraître cet automne *Les Jeux olympiques de 1894 à 2024*, aux Presses Universitaires de Rennes.

À TRAVERS L'HISTOIRE

Textes : Nicolas Certes



STADE. Le Deutsches Stadion a été construit à Berlin en 1913 pour les JO de 1916. GERMAN FEDERAL ARCHIVES

GUERRES MONDIALES. Les Jeux olympiques annulés. En près de 130 ans, l'annulation des JO a toujours été décidée en dernier recours.

En 1915, voyant que le conflit mondial s'enlise, Pierre de Coubertin attribue un numéro à chaque olympiade pour que, symboliquement, l'annulation des Jeux de Berlin en 1916 ne signe pas l'arrêt de mort du concours.

De même, la Finlande n'annulera l'édition de 1940 que quelques mois avant, après une attaque de l'Union soviétique. Ces Jeux devaient d'abord se tenir au Japon, qui annule en 1937 parce qu'en guerre aussi...

La XIII^e olympiade de Londres, élue par le CIO en 1939, connaît le même destin en 1944. Mais le Royaume-Uni pourra organiser les Jeux de 1948 sans réélection.



TORCHE. Le porteur de la flamme à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Moscou en 1980. AFP

GUERRE FROIDE. Les Jeux olympiques boycottés. De 1945 à 1989, le conflit latent entre États-Unis et URSS se ressent jusque dans les JO. À chaque édition sur la période, c'est l'un des deux pays qui remporte le plus de médailles.

Deux olympiades symbolisent cette Guerre froide. En 1980, les États-Unis ne se rendent pas aux JO de Moscou, après l'invasion des Russes en Afghanistan quelques mois plus tôt. En 1984, à Los Angeles, les Russes ne boycottent pas officiellement mais refusent de présenter leurs athlètes au motif que le gouvernement américain, alors ultra-conservateur, ferait tout pour les faire passer à l'Ouest...

Le boycott des JO n'est pas spécifique à la Guerre froide. Il a souvent été un élément révélateur des relations internationales.

ATLANTA, MUNICH. Les Jeux olympiques attaqués. Symboles de paix entre les nations, les olympiades ont malgré tout connu deux bains de sang.

Le plus récent a eu lieu à Atlanta en 1996. Le 27 juillet, à 1 h 20, une bombe explose en plein village olympique dans le parc Centenaire. Bilan : deux morts et 111 personnes blessées. Le poseur de bombe, Eric Rudolph, ne sera arrêté qu'en 2003.

La première attaque de l'histoire des JO remonte à 1972 à Munich. Le 5 septembre, à 4 h 30, neuf membres de la délégation israélienne sont pris en otage par le groupe terroriste Septembre noir, qui exige la libération de prisonniers palestiniens après la guerre des Six Jours. Les JO sont suspendus douze heures. L'assaut final de la police est un carnage : un policier, cinq des huit terroristes et tous les otages sont tués.



BOMBE. Le 27 juillet 1996, une explosion se produit au parc Centenaire d'Atlanta, où le village olympique est installé. AFP

COVID-19. Les Jeux reportés. Face à une pandémie actée en mars 2020, il n'était plus envisageable de maintenir les JO de Tokyo en juillet suivant. Mais les annuler ? Certainement pas ! Pour la première fois de son histoire, le CIO valide un report des Jeux Olympiques à une année impaire, cassant leur rythme quadriennal. La pile de tellement de mal à passer que le nom des Jeux « de Tokyo 2020 » reste inchangé. Rendez-vous est pris le 23 juillet 2021, « avec ou sans coronavirus » affirme le Comité olympique. Mais un an plus tard, force est de constater que la situation sanitaire n'est pas meilleure. Une nouvelle décision historique est donc prise : les Jeux auront lieu, mais sans public. Ce qui n'a pas empêché une recrudescence des cas de Covid-19 au Japon pendant la période des épreuves olympiques et paralympiques.



MASQUÉ. L'équipe de France féminine de sabre aux JO de Tokyo en juillet 2021. FF ESCRIME

Paris, 1900

Les Jeux olympiques ont-ils eu lieu ?

Organisée à Paris, la 2^e édition des Jeux modernes devait marquer le triomphe de l'olympisme. Mais, noyés dans les concours sportifs et les démonstrations patriotiques de l'Exposition universelle qui, la même année, accueille 50 millions de visiteurs, les tournois passent presque inaperçus. Les premiers Jeux parisiens seront ceux de 1924.

Par Georges Vigarello

Quatre ans après les premiers Jeux modernes à Athènes en 1896, ceux de Paris, organisés du 14 mai au 28 octobre 1900, semblent conforter une tradition naissante. Surtout, en s'incluant dans l'Exposition universelle qui, du 14 avril au 12 novembre 1900, accueille 50 millions de visiteurs, ils les

L'AUTEUR Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Georges Vigarello a notamment publié *Histoire de la*



fatigue, du Moyen Age à nos jours (Seuil, 2020) et Une histoire des lointains. Entre réel et imaginaire (Seuil, 2022).



À SAVOIR

PARIS 2024

Cette année, Paris accueille les Jeux d'été pour la troisième fois, mais ils prennent une ampleur bien plus grande qu'en 1900. Cet été, les Jeux se dérouleront sur deux semaines, contre cinq mois en 1900. Le nombre total d'épreuves est passé de 95 à 329, et le nombre de participants de 997 à 10500 !

L'augmentation la plus impressionnante concerne les sportives : elles ne sont que 22 en 1900, alors que les Jeux 2024 appliquent de façon inédite une stricte parité et ont sélectionné 5250 femmes.

confirment, les grandissent, les surpassent même. Avec 997 athlètes (dont 22 femmes) pour 95 épreuves (contre 241 sportifs – sans femmes, selon le souhait de Coubertin – pour 43 épreuves à Athènes quatre ans plus tôt), Paris semble avoir contribué au parachèvement des Jeux. Rien de certain pourtant. Un tel recensement ne manque ni d'ambiguïté ni de complexité : les épreuves « olympiques » sont en réalité noyées dans les concours d'exercices physiques et de sports de l'Exposition universelle qui réunissent 58 731 participants dont 1 587 étrangers pour 477 épreuves ! Par ce choix délibéré du quantitatif, les organisateurs des concours ont le sentiment de provoquer un rassemblement d'une importance inégalée, une « manifestation sportive magnifique,



Saut dans le temps Cent vingt-trois années séparent ces deux photos. Ci-dessus : l'épreuve du 110 mètres haies aux Jeux olympiques de 1900, qui se déroule le 14 juillet à la Croix-Catelan pendant l'Exposition universelle. Ci-dessous : des supporters et les Phryges, mascottes des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, le 25 juillet 2023, à près d'un an de la cérémonie d'ouverture. Page de gauche : les médailles de 2024 ornées d'un morceau de la tour Eiffel.



► dont il faudrait presque un catalogue spécial pour en énumérer complètement le programme », selon le guide *Paris. Exposition 1900*. L'ensemble symbolise le foisonnement de l'Exposition et sa totale diversité. Surtout, il révèle l'étendue inédite des pratiques sportives, de leurs acteurs, de leurs engins – du vélocipède à l'automobile, des épées aux armes à feu. Il offre un spectacle de mobilisation collective, une preuve – toujours selon le même guide – « du développement physique et moral que la pratique des sports donne à nos modernes jeunes gens ». Avec leurs choix jugés sans précédent dans l'histoire des Expositions, les organisateurs prétendent exhiber toutes les pratiques du temps, fussent-elles d'ailleurs « non sportives » : le saut en longueur à cheval, la natation avec obstacles, le concours de ballons à gaz, la pêche à la ligne...

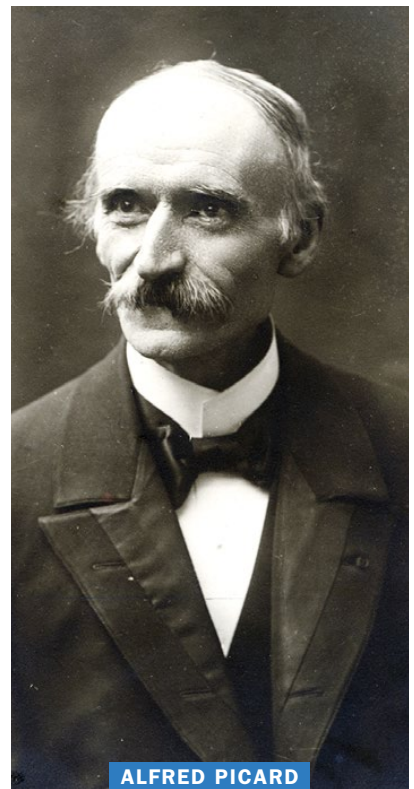
Un désaccord croissant

Dès les préparatifs des événements, une distance s'impose entre Pierre de Coubertin, « l'inventeur des Jeux », et les organisateurs parisiens et républicains des concours d'exercices physiques et de sports. Ces derniers ne sont pas les hommes du baron, mais ceux du gouvernement et de l'Exposition. Leur discours n'est pas le sien. Et leurs concours, prévus dès 1894 pour être annexés à l'Exposition universelle de 1900, ne sont pas ceux des Jeux. Ils doivent constituer « un cortège de belles fêtes, un caractère incontestable d'utilité publique et de patriotisme » avec une relative indifférence envers l'olympisme, ses épreuves restreintes, sa norme d'amateurisme, ses modes codés de représentativité et de rigoureuse sélectivité. L'olympisme prétend ajouter une morale, forgée dans la grandeur et la gratuité de l'effort, instituant une charte savamment rédigée, promouvant une orchestration temporelle précise, promettant, tous les quatre ans, la rencontre de la « jeunesse du



PIERRE DE COUBERTIN

Le baron Pédagogue, il s'inspire de la culture du sport anglo-saxonne pour populariser la pratique, d'abord dans l'éducation, puis à travers les Jeux.



ALFRED PICARD

L'ingénieur Homme politique, rapporteur général de l'Exposition universelle de 1889, il est désigné à la direction de l'Exposition de 1900.

monde». Des références esquissées par Coubertin lui-même : « *Qu'est-ce que l'olympisme ? C'est la religion de l'énergie, le culte de la volonté intensive développée par les pratiques des sports virils s'appuyant sur l'hygiène et le civisme s'entourant d'art et de pensée.* »

Il a su situer ces Jeux « à part » pour les constituer en mythe. Son ton est solennel, jouant avec le planétaire, le générationnel, le religieux. Sa certitude côtoie le sacré, évoquant une entreprise cyclique donnée comme une régénération, le retour tous les quatre ans d'une « *renaissance universelle* ». Le mot « culte » s'impose sous sa plume : l'olympisme serait le « *culte de la jeunesse devenue sereine* », « *culte de l'effort et de l'eurythmie* », le « *culte de*

l'athlétisme rétabli ». Beaucoup d'emphase et de verbe dans ces affirmations. Sinon d'illusion. Impossible de prendre à la lettre le mot « religion », ou même le mot « culte ». La visée, pourtant, est bien celle de conforter une « éthique » laïque, d'offrir une alternative à la tradition, aux fêtes religieuses entre autres, jugées en déclin à la fin du XIX^e siècle : évoquer une communion collective à l'occasion de quelque projet moral, accroître le sérieux du jeu, sacraliser sa pédagogie. Reste que de telles pratiques ne peuvent se penser en dehors de changements circonstanciés et totalement décisifs : l'ascension de la démocratie, l'avènement des loisirs, l'émergence de disponibilités d'un temps collectif, la brusque et massive révolution des voyages et des communications. S'imposent alors de nouveaux investissements physiques, de nouveaux spectacles, de nouvelles ferveurs.

CHIFFRES

997

Athlètes aux
95 épreuves des Jeux
olympiques du 14 mai
au 28 octobre 1900

58 731

Participants aux
477 épreuves des
concours d'exercices
physiques et de sports
de l'Exposition
universelle du 14 avril
au 12 novembre 1900

Pierre de Coubertin comprend très tôt qu'allait s'organiser, presque sans lui, à Paris, l'un des premiers rassemblements sportifs majeurs. Il décide d'« installer » un comité privé, censé agencer, en toute « compétence », les Jeux parisiens. Présidé par son ami Charles de La Rochefoucauld, il se réunit pour la première fois le 29 mai 1898. Il multiplie les contacts pour une large présence étrangère, précise des règlements, prévoit des terrains, élabore un programme. Une

défiance embarrassante intervient en novembre 1898 : l'Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA), créée en 1889, regroupant la quasi-totalité des associations sportives et des pratiquants français, déclare, dans sa revue *Tous les sports* du 3 décembre 1898, « réserver son appui exclusif à toute organisation qui serait entreprise par la ville de Paris ou l'État ». L'USFSA a choisi : elle favorise les concours de l'Exposition, non les Jeux de l'olympisme. Cette option

est décisive, car l'USFSA est la plus emblématique des associations. Son appui est indispensable : elle comprend, en 1900, dix-neuf comités régionaux et plusieurs centaines de clubs ! Sans elle, le projet olympique est d'autant plus menacé qu'il est isolé.

Identité floue

S'ajoute une ambiguïté, en partie fictive, sur l'enjeu social des épreuves et sur la notion même de démocratie. Le comité « coubertinien » de 1898



DANS LE TEXTE

Pierre de Coubertin « Une foire chaotique et vulgaire »

L'administration de l'Exposition prétend organiser [...] des 'concours d'exercices physiques et de sports'. Elle ne peut qu'échouer et, en tout cas, tant par le cadre choisi (Vincennes) que par la multitude des commissions et sous-commissions et l'énormité du programme (on y prétendait insérer le billard, la pêche à la ligne et les échecs), ce ne pourra être qu'une sorte de foire chaotique et vulgaire : exactement le contraire de ce que nous désirons pour les Jeux olympiques. Aux participants, en effet, nous devons chercher à donner ce qu'ils ne peuvent trouver ailleurs. Ils sont entrés en contact à Athènes avec l'Antiquité la plus pure. Paris doit leur présenter la vieille France avec ses traditions et ses cadres raffinés. La foule aura les concours et les fêtes de l'Exposition et nous ferons, nous, des Jeux pour l'élite."

Mémoires olympiques, Lausanne, Bureau international de pédagogie sportive, 1931.



Concours ou Jeux ? A l'image du « championnat », ici présenté, des affiches sont réalisées pour les différentes disciplines. Aucune, cependant, ne fait référence aux Jeux olympiques tels qu'imaginés par Pierre de Coubertin.

► comporte, parmi une trentaine de membres, beaucoup de titres nobiliaires, comte, vicomte, marquis, baron ou duc. Cela suggère l'éventualité d'une coterie élitiste dans une circonstance politiquement symbolique : celle d'une Exposition internationale dont la république attend un surcroît d'assurance et de légitimité, après le souvenir cruel de la guerre perdue contre la Prusse en 1870-1871, les tourments du boulangisme et de l'affaire Dreyfus. Des responsables de l'USFSA affirment que « ce comité représente la France démocratique et sportive d'une façon vraiment trop imparfaite ». Ce qui témoigne surtout d'une anxiété à peine formulée : l'opposition entre la vieille noblesse et la république. Affirmation largement fallacieuse bien sûr, mais entretenue par les expressions maladroites de Coubertin : « Paris doit leur présenter la vieille France avec ses traditions et ses cadres raffinés. La foule aura les concours et les fêtes de l'Exposition et nous ferons, nous, des Jeux pour l'élite. » Aucun doute, il s'agit de l'élite sportive, celle promouvant le sport et l'univers d'idéalisation morale qu'il mobilise, celle dont les modèles ont à agir sur la foule, selon la mécanique sociale pensée par les

Athlète L'Américain Irving Baxter franchit à la perche 3,30 m, ce qui lui vaut la médaille d'or. Il fait partie des sportifs les plus médaillés en 1900.



FOCUS

Du croquet aux Jeux

Certaines épreuves olympiques eurent une courte vie : ainsi, seules les éditions de 1900 et 1904 ont proposé des épreuves de croquet. Et pour cause : celles qui se tiennent au bois de Boulogne entre le 24 juin et le 15 août 1900 n'attirent pas les foules. Une seule entrée payante aurait été recensée, une douzaine de joueurs y ont participé. Et ce n'est pas faute d'avoir essayé de les promouvoir !



Dans l'hebdomadaire sportif *La Vie au grand air*, le journaliste Paul Doyé voit dans le croquet le sport « le plus propre au flirt », qui devrait être encouragé « par tous les moyens comme ayant favorisé plus de mariages que n'importe quel autre sport ».

Des joueurs de tout âge

Gaston Aumoitte, 15 ans (gauche), et Chrétien Waydelich, 58 ans (droite).

notables du XIX^e siècle. Le cœur du projet coubertinien est bien de transposer le vieil idéal chevaleresque en idéal méritocratique et démocratique, « *but suprême de l'activité olympique* ». Cependant, Coubertin peut d'autant plus être mal compris dans le cadre de l'Exposition universelle que ses expressions ne favorisent pas toujours la clarté. Notamment en laissant affleurer le thème de la sélectivité sociale là même où l'Exposition se voulait fermement ouverte à tous. Vision excessive, bien sûr, pour le cas de Coubertin : elle le figurait dans ce qu'il n'était pas, lui qui proposait dans un mot plus ajusté « *d'ouvrir les plus aristocratiques des demeures de la vieille France à la jeunesse sportive, à l'occasion de la plus démocratique des manifestations internationales* ». Mais cette vision révèle néanmoins l'existence d'une tension entre un sport devenu plus populaire et un sport d'origine plus nanti, que résume un membre de l'USFSA : « *L'Union doit avoir de plus hautes visées que de favoriser le développement des sports athlétiques dans la classe aisée, elle veut réaliser une œuvre plus belle, une œuvre d'humanité, de défense patriotique et morale allant au-devant de ceux qui, pour bien des raisons, ne vont pas, d'eux-mêmes, vers le sport.* » Une résistance sociale existe donc bien dans le manque d'adhésion de certains sportifs au projet coubertinien de 1900.

Les Jeux olympiques ont donc dû se fondre dans l'ensemble proliférant de l'Exposition universelle sans y trouver clairement ni leur place ni leur identité. D'où un constat : si les différences entre le « sport » des concours et le « sport » du baron sont très vite saisissables aux yeux de quelques acteurs, elles sont en revanche quasi effacées aux yeux de l'opinion publique, tant la spécificité de telles pratiques est encore en gestation, précaire, mal évaluée. Les concours de l'Exposition parisienne ont une variété que l'olympisme ne reconnaît pas : certains se déroulent hors compétition, d'autres sont prévus pour des professionnels. Des écarts d'autant plus opaques qu'ils sont peu évoqués et peu compréhensibles par les observateurs et

Les concours de l'Exposition parisienne ont une variété que l'olympisme ne reconnaît pas

FOCUS

Tennis féminin

Parmi les 22 femmes qui participent aux Jeux, la première à remporter une épreuve individuelle est la Britannique Charlotte Cooper, qui gagne le simple dames au tennis contre la Française Yvonne Prévost le 11 juillet 1900. A cette époque, la tenue autorisée ne facilite pas les mouvements des joueuses : elles doivent porter une jupe longue cintrée à la taille et un chemisier aux longues manches bouffantes.



Championne Charlotte Cooper, en tenue réglementaire.

les spectateurs. Autant de brouillages mille fois confirmés. Les affiches et la presse de 1900 mentionnent des « *concours internationaux* », des « *réunions internationales* », des « *championnats internationaux* », jamais des « *Jeux olympiques* ». Ainsi, la rencontre olympique à la Croix-Catelan – où se déroule l'athlétisme, discipline « noble », présidée par Coubertin, le 22 juillet 1900 – est présentée par le grand magazine sportif *La Vie au grand air* comme le « *championnat du monde athlétisme amateur* ». Celle du 8 juillet, quelques jours auparavant, devient le « *championnat du monde athlétisme professionnel* ». Les Jeux ont existé dans quelques esprits, jamais vraiment dans les faits.

Cela ne signifie pas la non-existence de l'olympisme en 1900, plutôt sa marginalité, sa visibilité limitée. Impossible de le considérer avec le regard d'aujourd'hui. Le public mesure confusément la nouveauté du sport, celle des exercices et des jeux organisés, il mesure moins celle de l'olympisme, perçu comme un néologisme excentrique et superflu. Alfred Picard, organisateur de l'Exposition universelle, le juge même « *vaguement anachronique* ».

« Fêtes » plus que « concours »

Autre incompatibilité entre les stratégies coubertiniennes et celles des organisateurs de l'Exposition : la vision du « spectacle » proposé, son poids sur l'image attendue de la nation, mais aussi les particularités des pratiques mobilisées, leur impact sur la réception du public. L'objectif des organisateurs de l'Exposition est de favoriser le patriotisme en grandissant le symbole de la république. Une telle visée est de bout en bout présente dans la dynamique des concours d'exercices physiques et de sports. Tout doit alors privilégier la multitude, le quantitatif. D'où ce choix hétéroclite de pratiques, ce cumul de professionnels et d'amateurs, cette diversité de machines et d'engins, cette avalanche d'épreuves et de participants, confirmant l'affluence « humaine » et l'émergence de sports inédits. En face, le projet de ▶

► Coubertin a une image d'emblée plus étroite, « mesquine et indigne de la nation », dit même Alfred Picard.

Encore faut-il s'arrêter sur ce gigantisme et ce grandiose. Citée en premier dans les guides officiels, la gymnastique affiche un nombre de

participants dépassant le tiers de l'ensemble avec son concours international, sa fête nationale de 8 000 gymnastes venus des régions, celle réservée aux 2 000 gymnastes parisiens, sa démonstration de 1 500 fillettes lors des concours scolaires, ses

armées d'écoliers. Peu de sélectivité et peu de compétitivité. Le tir, avec ses innombrables catégories – tir au pistolet, au fusil, au canon –, accueille 6 000 participants. Rien n'est dit du mode de sélection préalable. Restent les commentaires comme ceux du journal *Le Gaulois* du 10 août 1900 : « Le tir a été absolument remarquable et l'on peut affirmer que ce concours a été le plus beau des fêtes de l'Exposition. » « Fêtes » plus que « concours ». Gymnastique et tir relèvent d'une culture particulière dans la France de 1900 : ils côtoient le militaire et ont prétendument avivé les forces latentes de la nation. La gymnastique est apparemment un « sport », avec ses épreuves, ses arbitres, ses règlements. Mais elle n'existe pas encore avec ses spécialités clairement séparées, susceptibles d'intégrer les épreuves olympiques. Elle se donne plutôt comme un univers plénier, distinct et séparé de toute autre épreuve, celui où le « champion » désigné doit maîtriser tous les exercices proposés. Pratique exclusive, spécifique, elle se veut totale, et doit répondre à l'ensemble des exigences hygiéniques et des attentes éducatives. Elle possède ses concours très spéciaux, où l'enjeu est de déployer de vastes ensembles de pratiquants, effectuant d'identiques séquences de mouvements, respectant le même rythme et la même géométrie, provoquant un effet visuel incarnant la même discipline. Cela séduit, au passage, une

FOCUS

Championne sans le savoir



Héroïne olympique Margaret Abbott pendant le tournoi de golf, ouvert aux femmes, sur le parcours de Compiègne.



MARGARET ABBOTT

La différence entre les épreuves sportives des Jeux olympiques et celles de l'Exposition était si peu évidente que même les participants l'ignoraient parfois. L'États-Unienne Margaret Abbott et sa mère, en voyage à Paris, s'inscrivent

toutes deux à la compétition internationale de golf organisée à Compiègne pendant l'été 1900, sans savoir qu'il s'agit d'une épreuve olympique. Elles sont pourtant pionnières : c'est la première et unique fois dans l'histoire des Jeux qu'une mère et sa fille participent à une même épreuve, et Margaret Abbott devient la première championne olympique américaine en remportant la compétition. Pourtant, son fils Philip Dunne, interrogé par l'historienne Paula D. Welch, affirme que sa mère est morte en 1955 sans jamais avoir su qu'elle était championne olympique.

La performance et le record ont pénétré la culture populaire, le stade et ses rituels se sont banalisés

république prompte, en 1900, à favoriser de telles mobilisations relayant l'ambition de la régénération quasi militaire de la nation. Un enjeu majeur à la fin du XIX^e siècle, où l'histoire récente rend l'armée toujours plus « sacrée, intouchable, inviolable ». Autre particularité, la gymnastique, en 1900, n'est pas exclusivement compétitive et nombre de ses exercices

sont réalisés pour « montrer » : fêtes, parades, oriflammes, défilés, jouant avec le patriotisme et le guerrier. Une manière supplémentaire de s'éloigner des innovations sportives et de leurs principes : l'individualisme, le record, la technicité.

Le triomphe du spectacle sportif

En 1900, l'olympisme n'était donc pas en mesure d'apporter aux organisateurs de l'Exposition le prestige qu'il a aujourd'hui. D'autant que l'ambition de ces derniers était de placer les valeurs d'exercice dans les manifestations de masse et les références militaires quasi étrangères au sport lui-même. Deux cultures se rencontrent, nées de la société française à la fin du siècle : celle des exercices gymnastiques, avec leurs valeurs collectives et leur symbolique de la nation armée, et celle des exercices sportifs, avec leurs relations démocratiques et leurs affrontements individualistes. La première l'emporte encore aux yeux de l'État, même s'il ne saurait ignorer la seconde. D'où l'inévitable constat : en 1900, une politique républicaine en voie d'affirmation l'emporte sur une politique olympique en voie de fragile élaboration.

Un quart de siècle plus tard, en 1924, les Jeux olympiques de Paris n'ont plus aucun rapport avec les concours de 1900. Les références armées ont reculé. Le spectacle sportif

l'a emporté, non tant parce que les règlements ont été mieux unifiés, que les organisateurs se sont mieux concertés ou que s'imposerait une implacable « morale » olympique. Mais bien parce que la vision des masses gymniques effectuant leurs pesants mouvements d'ensemble est devenue obsolète, voire « inutile », l'accumulation d'épreuves hétéroclites et peu

sélectives a perdu de son sens. La performance et le record ont pénétré la culture populaire, le stade et ses rituels se sont banalisés, le spectacle sportif, avec ses modes d'excitation, ses emportements, son hédonisme aussi, plus que sa morale d'ailleurs, ses exemples de vie, ses tableaux de réussite et d'échec, ses légendes et ses récits, a triomphé. ■

FOCUS

1924, les premiers « vrais Jeux » à Paris

Loin des errances, des brouillages, ou des fausses identités des Jeux 1900, ceux de 1924 existent par et pour eux-mêmes. La notion de « concours internationaux d'exercices physiques et de sports », utilisée en 1900, a perdu son sens. Le programme a été conçu pour l'olympisme. Le stade de Colombes



(45 000 places dont 20 000 assises couvertes) a été construit à cet effet avec un équipement « modernisé » et une piste d'entraînement. Des champions illustrent le nouveau panthéon sportif : Nurmi symbole de

résistance ; Rigoulot, de force ; Weissmuller, de vitesse et d'adresse. L'olympisme a construit son propre univers.

MOT-CLÉ

Sport

L'« invention » du sport à la fin du XIX^e siècle est celle d'une pratique qui rompt avec les jeux traditionnels, cantonnés aux fêtes locales, aux espaces familiaux, aux parcs.

L'affrontement « sportif » change la gestion des temps et des lieux : règlements unifiés, création de clubs, élaboration de calendriers, instauration d'associations plus fédératives, administration par une instance centrale et collective.

Les Jeux olympiques s'exposent

L'accueil des Jeux olympiques par Paris cette année entraîne de nombreuses expositions consacrées à l'histoire du sport.

Retrouvez-en la liste sur www.lhistoire.fr

POUR EN SAVOIR PLUS

N. Bancel, P. Blanchard et al. (dir.), *Une histoire mondiale de l'olympisme, 1896-2024*, Bordeaux, Atlantide, 2023.

M. Berlioux, D. Costelle, *Histoire des Jeux olympiques*, Larousse 1980.

Y.-P. Boulongne, *Pierre de Coubertin. Humanisme et pédagogie. Dix leçons sur l'olympisme*, Lausanne, CIO, 1999.

P. Clastres, « Inventer une élite : Pierre de Coubertin et la « chevalerie sportive » », *Revue française d'histoire des idées politiques* n° 22, 2005, pp. 51-71.

P. de Coubertin, *Mémoires*

olympiques, Lausanne, Bureau international de pédagogie sportive, 1931.

A. Devon, *Les Jeux olympiques oubliés. Paris 1900*, CNRS Éd., 2000.

J. J. MacAloon, *This Great Symbol. Pierre de Coubertin and the Origins of the Modern Olympic Games*, Chicago, University of Chicago Press, 1984, p. 30.

D. Mérillon (dir.), *Concours internationaux d'exercices physiques et de sport. Rapports*, Imprimerie nationale, 1901.

G. Vigarello, *Passion sport*, Textuel, 2000.

Les Black Panthers prennent les armes

En 1966, le Black Panther Party est créé en Californie pour protéger les quartiers noirs des brutalités policières. Tirant sa doctrine du nationalisme noir, le parti préconise l'opposition révolutionnaire, même violente, contre un pouvoir oppressif.

Par Joshua Bloom et Christina Ong



LES AUTEURS

Joshua Bloom
Enseignant
en sociologie
à l'université
de Pittsburgh
(Pennsylvanie),
il a notamment
publié, avec
Waldo E. Martin,
Black against
Empire. The History
and Politics of the
Black Panther Party
(University of
California Press,
2016).

Christina Ong
est doctorante
en sociologie
à l'université
de Pittsburgh
(Pennsylvanie).



Paramilitaires Le 11 avril 1969, des membres du Black Panther Party arborant leur uniforme (veste de cuir noire et béret noir) manifestent devant le palais de justice de New York.

Le 1^{er} avril 1967, à Oakland, près de San Francisco (Californie), le shérif Mel Brunkhorst abat d'une balle dans le dos Denzil Dowell, un homme noir désarmé. Au lieu de le secourir, la police le laisse se vider de son sang dans la rue.

Elle déclare par la suite que le meurtre était parfaitement légitime et refuse toute réparation. Les organisations traditionnelles n'ayant pas grand-chose à proposer, la famille de Dowell se tourne vers le Black Panther Party. Bientôt, des centaines de Noirs se joignent à des rassemblements armés du parti en réclamant justice pour Dowell et sa famille. Le parti, qui n'était alors qu'une petite association locale, connut un essor et une audience considérables au cours de l'année 1968 et comptait en décembre des permanences dans une vingtaine de villes, de Los Angeles à New York. A la fin des années 1960, des milliers de jeunes Noirs le rallièrent et vouèrent dès lors leur vie à la lutte révolutionnaire.



Tout avait commencé en octobre 1966, lorsque Huey P. Newton et Bobby Seale avaient pris les armes au nom d'une révolution totale contre l'impérialisme américain et fondé à Oakland, en Californie, le Black Panther Party (BPP). S'appuyant sur les idées nationalistes de Malcolm X et dans la ligne du Black Power (cf. *Pap Ndiaye*, p. 32), Newton et Seale firent de leur mouvement l'étendard d'une communauté noire érigée en opposition révolutionnaire à un pouvoir oppressif. Dans un texte fondateur de 1967, Newton écrivait : « *Parce que les Noirs veulent maîtriser leur propre destin, ils font constamment l'objet de brutalités infligées par l'armée d'occupation, incarnée par la police. Il y a de grandes ressemblances entre l'armée d'occupation en Asie du Sud-Est et l'occupation de nos communautés par la police*¹. »

La croissance du BPP se fit par étapes. En tenant tête à la police, Newton et Seale constatèrent qu'ils pouvaient organiser de jeunes Noirs, dont le mécontentement était alimenté par un maintien de l'ordre brutal. En déployant des patrouilles armées (chargées de surveiller la police), ils créèrent une base locale de soutien dans la baie de San Francisco en mai 1967. Quand l'Assemblée de Californie déclara illégales ces patrouilles, les Black Panthers commencèrent à prôner des affrontements violents avec l'État.

En juillet 1967, les émeutes de Detroit et Newark révélèrent l'ampleur de la colère contre les conditions de vie dans les ghettos et montrèrent que de nombreux jeunes Noirs étaient prêts à prendre les armes contre l'État. Quand Newton fut arrêté, accusé d'avoir tué un policier dans un affrontement nocturne en octobre 1967, l'appel « *Free Huey !* » (« Libérez Huey ! ») devint une cause nationale et même internationale. Puis, quand Martin Luther King fut assassiné en avril 1968 (cf. p. 40), des jeunes gens de tout le pays inondèrent le BPP de requêtes pour ouvrir de nouvelles sections.

Le parti devint vite le lien le plus fort entre les militants américains de la cause noire et ceux qui, dans le monde, s'opposaient à l'impérialisme des États-Unis. Les Nord-Vietnamiens en guerre firent parvenir des lettres aux familles des prisonniers de guerre américains (POW) par ►►►



Révolution !

Une affiche du parti dessinée par Emory Douglas en 1969 proclame que « *la liberté des peuples se construira sur les cadavres des oppresseurs* ».

LES HOMMES CLÉS

Bobby Seale et Huey P. Newton

Ces militants fondent en 1966 le Black Panther Party, inspirés par les doctrines marxiste, anticolonialiste de Frantz Fanon, et par le nationalisme noir de Malcolm X. En 1967 Newton est condamné pour le meurtre d'un policier. Il est tué en 1989. Seale quitte le parti en 1974, après des dissensions avec Newton. Il est toujours en vie aujourd'hui, contrairement à la plupart des autres dirigeants des Black Panthers.

DANS LE TEXTE

Un programme en dix points

« 1. Nous voulons la liberté. Nous voulons pouvoir décider de la destinée de notre Communauté noire. [...] 4. Nous voulons des habitations décentes, dignes d'abriter des êtres humains. [...] 6. Nous voulons que les hommes noirs soient exemptés du service militaire. 7. Nous voulons un arrêt immédiat de la BRUTALITÉ POLICIÈRE et des MEURTRES de Noirs. [...] 9. Nous voulons que les Noirs, lorsqu'ils sont soumis à un procès, soient jugés par un jury constitué de leurs pairs [...], comme le prévoit la Constitution des États-Unis. 10. Nous voulons des terres, du pain, des logements, une éducation, des vêtements, la justice et la paix. »

DATES CLÉS

1966, 15 octobre

Fondation du Black Panther Party (BPP) par Bobby Seale et Huey P. Newton à Oakland (Californie). Organisation de patrouilles armées dans les quartiers noirs pour protéger leurs habitants des violences policières.

1967

Arrestation de Huey P. Newton, accusé d'avoir tué un policier. Campagne internationale pour obtenir sa libération – obtenue en 1970.

1969

Lancement du programme « *Free Breakfast for Children* ». Edgar Hoover, président du FBI, considère que le BPP est « *la pire menace pour la sécurité nationale* » et veut l'éradiquer dans l'année.

1970

Ouverture à Alger du quartier général de la Section internationale des Black Panthers.

1971

Attisées par le FBI, les dissensions minent le parti. Visite officielle des Black Panthers en Chine.

1982

Fermeture du dernier bureau du BPP, après un long déclin.

1989

Huey P. Newton est assassiné.

►►► l'intermédiaire du parti et négocièrent la libération de prisonniers contre celle de militants des Black Panthers emprisonnés aux États-Unis.

Cuba offrit l'asile politique aux Black Panthers et mit à leur disposition un terrain d'entraînement. L'Algérie – alors capitale du panafricanisme et carrefour mondial de l'anti-impérialisme – leur concéda un statut diplomatique national et un bâtiment pour leur propre ambassade, où ils installèrent leur section internationale sous la direction d'Eldridge et Kathleen Cleaver.

Le Premier ministre chinois reçut une délégation de Black Panthers avec les honneurs nationaux. Pour célébrer leur arrivée, des dizaines de milliers de Chinois se rassemblèrent place Tian'anmen en agitant des drapeaux rouges. Des troupes de théâtre, des danseurs populaires, des acrobates et le ballet révolutionnaire donnèrent des représentations. D'immenses bannières rouges proclamaient : « *Peuples du monde, unissez-vous pour détruire les agresseurs américains et leurs laquais.* »

La réplique du FBI et de la CIA

Le FBI, la CIA, le ministère de la Justice et le Comité national de sécurité intérieure considéraient tous que le BPP faisait peser une menace sérieuse sur le pays. Fin 1968, le gouvernement fédéral, en coordination avec les instances locales de police dans l'ensemble des États-Unis, lança une campagne de répression brutale. En attaquant les Black Panthers, désormais considérés comme ennemis de l'État, les agents fédéraux cherchaient à détruire à la fois le parti en

tant qu'organisation mais aussi la possibilité politique qu'il incarnait. Le programme de contre-espionnage du FBI (COINTELPRO) tenta de déstabiliser le mouvement. Les agents fabriquaient de faux documents et stipendièrent des provocateurs pour susciter des dissensions non seulement entre les responsables des Black Panthers, mais aussi entre ceux-ci et les leaders d'autres organisations noires², n'hésitant pas à se féliciter lorsque ces conflits entraînaient le meurtre d'un militant. Souvent, ils se passaient de prétexte et attaquaient les établissements des Black Panthers, l'arme au poing. Ainsi, à Chicago, en décembre 1969, grâce au plan de l'appartement fourni par un informateur, la police et les agents fédéraux assassinèrent dans son sommeil un leader, Fred Hampton, d'une balle dans la tête.

Cette répression fit croître le soutien aux Black Panthers. Fin 1968, Bobby Seale et David Hilliard modifièrent les objectifs du parti pour mettre sur pied des programmes communautaires, comme la distribution gratuite de petits déjeuners aux enfants. En 1969, toutes les sections du parti organisaient de tels services de proximité, qui devinrent l'activité principale des membres du parti dans tout le pays.

Cet été de 1969, le parti affirmait nourrir 10 000 enfants chaque jour. Ces programmes collectifs offraient aux militants l'occasion de se rendre utiles au quotidien, renforçaient le soutien à la communauté noire en redorant le blason du parti aux yeux des autres organisations et mettaient en évidence l'insuffisance du programme



Aide sociale En 1972, dans le cadre de la mise en place de programmes d'aide sociale, un membre des Black Panthers escorte une vieille dame dans un magasin d'Oakland situé dans une zone où la criminalité est très forte.

fédéral de « guerre contre la pauvreté ». Plus l'État cherchait à réprimer les Black Panthers, plus les alliés du parti se mobilisaient pour le défendre. En 1970, le parti était devenu une force politique de premier plan. Disposant désormais d'une section dans presque toutes les grandes villes des États-Unis, le mouvement avait aussi acquis une envergure internationale.

Le délitement

Les Black Panthers déstabilisaient l'ordre établi. Le Parti démocrate tenta en réaction de consolider sa base libérale en favorisant des initiatives pour mettre fin à la guerre du Vietnam et en se faisant le champion de la représentation électorale noire. L'administration Nixon répliqua en réprimant les extrémistes, d'un côté, et en faisant de larges concessions aux modérés, de l'autre. C'est Nixon qui rapatria le contingent, mit un terme à la guerre et fit progresser, au moins dans un premier temps, la discrimination positive.

Dans les années 1970, le nombre de Noirs élus ou recrutés dans l'administration gonfla considérablement. Des Noirs remportèrent des élections importantes, accédèrent aux emplois publics, bénéficièrent de la discrimination positive ; la guerre du Vietnam et la conscription s'arrêtèrent ; et les États-Unis normalisèrent leurs relations avec des gouvernements étrangers révolutionnaires. Si bien qu'il devint impossible aux Black Panthers de continuer à appeler à l'affrontement armé contre l'État et de rester fidèles à leurs alliés. En outre, le parti, ravagé par la répression externe et par des fractures internes, se délitait rapidement. Et les milliers de recrues qui avaient afflué dans le parti en 1968 et 1969 ne partageaient pas toutes les préoccupations des instances nationales quant à l'autodéfense armée.

Or, sans cette politique d'autodéfense armée qui avait entraîné le succès des Black Panthers en trois petites années, de 1968 à 1970, les révolutionnaires du parti conservaient certes leur credo et leur mission – renverser le capitalisme et faire avancer la cause de l'autonomie dans les communautés partout dans le monde – mais étaient désormais privés des moyens d'y parvenir. Ni la guérilla ni les pratiques démocratiques et sociales n'assuraient de fondations viables pour une ligne politique insurrectionnelle dans les États-Unis des années 1970. À l'exception d'une brève renaissance locale vers 1975, le parti connut une longue et pénible agonie, fermant officiellement son dernier bureau en 1982.

Même si l'infériorité raciale n'existe pas officiellement aux États-Unis et si des progrès ont été réalisés dans les cinquante ans qui ont suivi la formation du Black Panthers Party, et en dépit de l'élection d'un président noir en 2008 et 2012 ainsi que des grandes déclarations sur l'époque « postraciale », les inégalités persistent.

Ces dernières années, des vidéos montrant des policiers tuant des Noirs désarmés ont attiré



La grande mutinerie

Le photographe Bob Schulz a immortalisé la révolte des détenus d'Attica, dans l'État de New York : suite à la mort du prisonnier et membre des Black Panther George Jackson, plus de 1 200 détenus, essentiellement noirs et hispaniques, se mutinent entre le 9 et le 13 septembre 1971. Ils réclament de meilleures conditions de détention et dénoncent le racisme quotidien de l'administration carcérale. La rébellion est matée par les autorités, faisant plus de 30 morts. Un événement remarquablement analysé dans le livre dirigé par l'historien Philippe Artières, *Attica, USA 1971* (Le Point du Jour, 2017).



MOT CLÉ

Affirmative action

La « discrimination positive » vise à attribuer aux personnes membres de groupes discriminés par le passé (femmes, minorités, etc.) un traitement préférentiel dans l'attribution de certains postes, mises en place aux États-Unis depuis 1965. Les quotas sont interdits depuis 1978, mais l'identité « raciale » peut être reconnue comme critère non exclusif de recrutement dans les universités et la fonction publique. Des aides financières spécifiques sont débloquées, la mixité scolaire est encouragée.

Notes

1. H. P. Newton, « The Functional Definition of Politics », *The Black Panther*, 15 mai 1967, 4.
2. Memo, G. C. Moore à W. C. Sullivan, 27 septembre 1968.

l'attention sur l'inhumanité rémanente du racisme. Comme le Black Panther Party, l'action du mouvement #BlackLivesMatter (« Les vies des Noirs comptent ») créé en 2013 et des autres activistes associe organisation communautaire et combat contre le racisme par la mobilisation contre les brutalités policières. Et, comme les Black Panthers naguère, les militants antiracistes doivent affronter aujourd'hui une répression incluant surveillance, arrestations et dénigrement public. Face à cela, les militants antiracistes continuent de prôner la perturbation comme source de pouvoir en encourageant des pratiques dont la répression manifeste clairement la brutalité du racisme. C'était vrai des campagnes pour les droits civiques au début des années 1960. C'était encore vrai à Ferguson en 2014 : à la suite de la mort de Michael Brown, un jeune Noir abattu par des policiers blancs le 9 août 2014 dans cette ville du Missouri, se sont déroulées pendant deux semaines des manifestations pacifiques, mais aussi des pillages et des émeutes.

Mais les conditions pour attirer des sympathisants potentiels ont fondamentalement changé. Le développement de pratiques antiracistes efficaces aujourd'hui nécessite d'imiter non pas les détails des actions passées mais la dynamique politique globale commune à la fois au mouvement des droits civiques et au Black Panther Party. C'est en menant des actions qui mettent en lumière la brutalité du racisme que les militants d'aujourd'hui pourront mobiliser la population. De telles pratiques d'opposition sont la source de la démocratie, le meilleur espoir pour démanteler la suprématie blanche et un moyen pour créer une société égalitaire. ■

(Traduit de l'anglais par Huguette Meunier.)

Documents sauvegardés

**The
Nouvel Obs**

© 2024 Le Nouvel Obs. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240713-OA-20240713*2obs91082

Nom de la source

Le Nouvel Obs (site web)

Samedi 13 juillet 2024

Type de source

Presse • Presse Web

Le Nouvel Obs (site web) •

387 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Melbourne, 1956 : URSS-Hongrie, la piscine du water-polo était en sang

Le Nouvel Obs

Le 4 novembre 1956, l'armée soviétique écrase Budapest et la révolution hongroise. Un mois plus tard, les équipes de water-polo des deux pays se font face dans le bassin olympique. Un match où il n'est pas question que de victoire dans l'eau...

D'abord, on voit le sang, bien sûr, qui coule en une large traînée de son arcade sourcilière explosée. Ensuite, on attrape ce regard hagard planté sur un visage juvénile, celui du joueur de water-polo hongrois Ervin Zador, encore sidéré par le coup de poing qu'il vient d'encaisser, par la rixe qui s'est ensuivie, par ces spectateurs descendus au bord du bassin pour s'en prendre à son adversaire - et agresseur - soviétique.

Cette photo, prise le 6 décembre 1956 lors du match opposant la Hongrie à l'URSS dans la piscine de Melbourne, est devenue l'un des plus connues de l'histoire olympique. Car elle est le prolongement de la révolution menée quelques semaines plus tôt par le peuple hongrois pour s'affranchir de la tutelle soviétique et finalement écrasée dans un bain de sang par l'Armée rouge. Ou quand, pour paraphraser le théoricien militaire prussien Carl von Clausewitz, le sport devient la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Le 23 octobre 1956, un mois tout juste avant l'ouverture des Jeux de Melbourne, la Hongrie s'était enflammée : une foule faite d'abord d'étudiants commença à se réunir à Budapest pour protester contre le pouvoir en place, avant de grossir encore et encore au fil de la journée, jusqu'à devenir une marée humaine posée sur les rives du Danube. Staline était mort trois ans plus tôt, une autonomisation vis-à-vis du grand frère soviétique semblait possible, le respect de certaines libertés fondamentales et une dose de démocratie désormais souhaités.

« A cette époque, la Hongrie était vue comme un pays d'avant-garde, raconte l'historien Yvan Gastaut, un des commissaires de l'exposition "Olympisme une histoire du monde" au Palais de la Porte dorée à Paris, consacrée aux liens entre JO et politique. C'était le cas en sport, avec son équipe de football arrivée en finale de la Coupe du Monde en 1954, avec la star Ferenc Puskas. C'était le cas aussi en politique, avec cette volonté d'autonomisation, qui trouvera écho plus tard à Prague en 1968 ou

dans la Pologne des années 1980. »

Cet article est paru dans Le Nouvel Obs (site web)

<https://www.nouvelobs.com/idees/20240713.OBS91082/melbourne-1956-urs-s-hongrie-la-piscine-du-water-polo-etait-en-sang.html>

SPORTS

Jeux et enjeux politiques

En cet été marqué par l'Euro, Wimbledon, les JO, le tour de France... retour sur l'utilisation politique du sport. En numéro 1 : le football

Il fut un temps où l'homme politique confronté à l'épreuve sportive se contentait de remettre, en fin de rencontre, un « magnifique objet d'art » au capitaine de l'équipe victorieuse. Face aux dieux du stade, il incarnait, avec une certaine distance, l'autorité. Le sport constituait alors un tout autre univers. Le premier à ouvrir une brèche fut Valéry Giscard d'Estaing qui, en 1974, apparut sur un terrain de football auvergnat, taquinant le ballon avec un savoir-faire incertain (voir page VI). Quelques années plus tard, François Mitterrand fit son petit effet en confiant en direct, à la mi-temps d'une finale de Coupe de France, qu'il avait été gardien de but dans sa jeunesse. A mesure que le sport en général prenait de l'importance dans la société française et que le football en particulier changeait de statut (passant d'un sujet d'intérêt exclusivement masculin à celui de grande cause nationale), le ballon rond s'est imposé dans le champ politique. Rien de mieux pour humaniser son image, cultiver une forme de proximité et offrir une facette imprévue de son personnage, en phase avec « la vraie vie ».

Le Mondial 1998, catalyseur
La victoire de la France lors de la Coupe du monde de 1998 a servi de catalyseur. Qui ne se souvient de Jacques Chirac dans les vestiaires des Bleus, vêtu d'un maillot frappé du numéro 23 (22 joueurs français avaient été sélectionnés...) et serrant dans ses bras les nouveaux champions du monde ? Pendant ce temps, son premier ministre, Lionel Jospin, très féru de sport, se tenait sagement en retrait. Au sein du couple exécutif d'alors, celui qui en faisait le plus était aussi celui qui en connaissait le moins. La fête organisée à l'Élysée quelques jours plus tard en l'honneur de l'équi-



La torche olympique est passée sans incidents dans les rues de Lhasa (Tibet), samedi 21 juin 2008, sous haute surveillance policière. Nir Elias/Reuters

Et tant pis si le président évoqua « la Coupe de France » au lieu de « la Coupe du monde »

pe nationale fut grandiose. Et tant pis si le président évoqua « la Coupe de France » au lieu de « la Coupe du monde ». Le Mondial 1998 a fait rentrer de plain-pied le football dans l'univers politique. Philippe Séguin, le sourcilieux ex-dirigeant gaulliste, a pour ainsi dire entamé une carrière de consultant ès-football, disséquant pour les médias les options tactiques des formations en présence. Gérard Collomb, le discret maire PS de Lyon, a soigné sa popularité en se retrouvant tout habillé dans la piscine des vestiaires des Lyonnais, au soir d'une victoire qui les sacrait champions de France. Nicolas Sarkozy, supporteur du PSG, est régulièrement apparu dans la tribune du Parc des Princes. La Coupe du monde de 2002, catastrophique pour l'équipe de France, a certes légèrement refroidi l'enthousiasme général.

Mais le Mondial allemand de 2006, riche en rebondissements jusqu'à la finale perdue contre l'Italie, a ravivé les passions. Jacques Chirac s'est encore légèrement pris les pieds dans le tapis en appelant de ses vœux un remake de la finale France-Bราซิล, éventualité rigoureusement impossible compte tenu de la répartition des groupes de qualification. Son premier ministre Dominique de Villepin – au creux de la vague dans les sondages – a épousé le vocabulaire des « footes » en répétant en boucle : « Que du bonheur ! », à la sortie du conseil des ministres après la victoire surprise des Bleus contre l'Espagne. Christian Estrosi, fidèle de Nicolas Sarkozy, a comparé ce dernier à Franck Ribéry. Quant à Ségolène Royal, elle a d'abord fait la fine-bouche... jusqu'à ce que la France atteigne les quarts de finale. Devenu fin connaisseur des choses du football, le personnel politique a-t-il pressenti la débâcle tricolore de l'Euro 2008 ? On peut se le demander. Nicolas Sarkozy a assuré le service minimum pendant que

Bernard Laporte, secrétaire d'Etat aux sports, se faisait discret dans les tribunes. Le 1^{er} juin, invité de « 100 % Euro » sur M6 au soir de la débandade française (0-2) face à l'Italie, François Hollande s'est mis dans la peau d'un entraîneur avec une facilité qui a impressionné ses interlocuteurs. « L'équipe de France a donné le sentiment de tout calculer et a perdu des matches qu'elle n'aurait jamais dû perdre », a souligné le député de Corèze. Le problème n'est pas la valeur du groupe car il y a de très bons joueurs ; c'est le collectif. Et puis, il y a dans cette équipe des générations très différentes. S'il avait été interrogé sur l'état du Parti socialiste, le premier secrétaire aurait pu poser à peu de choses près le même diagnostic.

Jean-Michel Normand

Boycottage des JO : halte au bal des faux-culs

Selon Denis Baupin (Verts), faire pression sur la Chine est possible

Tandis que s'abat une impitoyable répression sur le Tibet, la classe politique française, gouvernement en tête, verse des larmes de crocodile, mais se tortille à qui mieux-mieux pour éviter tout ce qui pourrait contrarier le géant chinois, à commencer par la simple évocation du boycottage des Jeux olympiques. Bernard Kouchner, autrefois chantre du droit d'ingérence, devenu encenseur des dictateurs du monde entier, a au moins eu le mérite de l'honnêteté. A la question : « Est-ce que la position de la France n'est pas limitée par la puissance économique de la Chine ? », il a benoîtement répondu : « En effet, ça rend les choses plus difficiles ! » Ah ! Si le Tibet avait l'envie et les moyens d'acheter des réacteurs nucléaires de type EPR ! Tout à coup les droits de l'homme seraient de nouveau cotés au CAC 40. Mais là, franchement, un dalai-lama insolvable, c'est bien pour faire des photos dans les palais présidentiels, ça vaut pas un kopeck dans la realpolitik de la soi-disant rupture ! Quant aux Jeux olympiques, et leur éven-

tuel boycottage, on atteint le summum de l'hypocrisie. On ne pourrait les boycotter car le dalai-lama serait contre le boycottage ! Utile paravent dans le bal des faux-culs : là tout à coup, on l'écoute de nouveau... ou du moins on fait semblant. Car ce qu'il a dit est tout à fait différent, lui n'appelle pas au boycottage. Vu sa culture, le rapport de forces et la répression exercée sur son peuple, on ne peut que saluer son sens de la modération. Mais de là à laisser croire qu'il serait opposé à des mesures de rétorsion de la part d'Etats souverains qui, eux, ont les moyens de peser... Deuxième argument : boycotter les Jeux ferait des sportifs les victimes. Quoi qu'on pense de cette gigantesque « machine à pognon » que sont les Jeux olympiques, on ne peut balayer cet argument d'un revers de main. Pour autant, ceux-là mêmes qui instrumentalisent les droits des sportifs à des fins économiques et commerciales oublient un peu vite que les JO ont construit leur image sur une charte, sur une éthique humaniste qui, dans la tradition grecque supposait que tout conflit, toute guerre s'arrêtent pendant la « trêve

olympique ». Qui pourrait prétendre que les sportifs seraient à ce point inhumains qu'ils seraient prêts à concourir si le Tibet continuait d'être réprimé, de baigner dans le sang ?

Ce que la Chine cherche : la respectabilité internationale
On n'en est pas là. Entre la complaisance de la « diplomatie » française et le boycottage, une gamme étendue de moyens sont utilisables, visant à faire pression sur la Chine en menaçant de la priver de ce qu'elle cherche avant tout en organisant les Jeux : la respectabilité internationale. Reporters sans frontières a proposé le boycottage de la cérémonie d'ouverture. Dès décembre 2007, le groupe des Verts au Conseil de Paris proposait que le passage de la flamme olympique à Paris soit l'occasion d'ériger des portraits géants de victimes de la dictature chinoise. Bien d'autres initiatives sont envisageables. A deux conditions : avoir la volonté politique de mettre les droits de la personne humaine avant les intérêts économiques ; ne jamais exclure d'aller au bout de la pression, à savoir le boycottage total, si la Chine n'arrête pas la répression.

Denis Baupin

Membre du conseil national des Verts (29 mars 2008)

Lire aussi page V

Robert Redeker : « Pékin sortira plus fort » des JO

Robert Redeker, philosophe et membre du comité de rédaction des *Temps modernes*, est menacé de mort – par une fatwa – après avoir publié une tribune libre sur l'islam le 19 septembre 2006 dans *Le Figaro*. Le sport sert-il la politique ou l'inverse ? Il faut renverser le cliché selon lequel le sport serait au service de la politique. De nos jours – comme l'a montré le psychodrame autour de la flamme olympique –, c'est la politique qui est au service du sport. Aucun homme politique ne peut se permettre de critiquer le sport. Il doit apparaître dans les tribunes, donner son point de vue. Le sport est métapolitique, ce qui le rend compatible avec tous les régimes politiques, même les pires. *Méta* veut dire au-delà et au-dessus. Il force la politique à le servir. Il la vassalise.

« Les JO existent pour favoriser de l'euphorie collective. Ils sont bien un opium des peuples »

se. Pour l'obtention des JO, les diplomates se soumettent au CIO. *Méta* veut dire aussi modèle. Le sport veut être le modèle des valeurs et des relations entre les peuples et Etats. Mais cette modélisation est à double fond parce que derrière la rhétorique creuse de la fraternité, de la jeunesse et des jeux, se tapit celle de l'exaltation de la victoire, de la lutte, de la concurrence, de l'élimination des faibles. Le sport n'est pas au service de l'ordre établi. Il est cet ordre.

Propos recueillis par Pierre Julien
Lire la suite page VI

Le foot, 50 ans de symbole entre la France et l'Algérie

13 avril 1958, Monaco-Angers : Amar Rouai et Moustapha Zitouni s'affrontent. L'un marque un but, l'autre le tacle. « Attention tu ne vas pas me blesser à la dernière minute ! », crie Rouai. « Allez joue. » L'arbitre siffle la fin du match. Les deux joueurs prétextent vouloir boire un pot, s'échappent des vestiaires et s'éclipsent dans la nuit, pris en charge par un « contact », l'ancien joueur Boumezragh. Direction : Rome, puis Tunis par avion. Rachid Mekhloufi, lui, a quitté le stade stéphanois pour les rejoindre tout comme sept des dix plus illustres joueurs algériens du championnat français. A l'aube, ils se retrouvent sur le Tarmac de l'aéroport de Tunis, filmés : l'équipe du FLN est née. A deux jours du Mondial, la nouvelle est un séisme. Zitouni, meilleur arrière central de la planète pressenti pour le Real de Madrid, et Mekhloufi, l'homme qui a des yeux derrière la tête, ne feront plus partie de la sélection tricolore. Le football français est décapité. Ces joueurs étaient adulés. Insouciance, vie de stars, voitures, mariages mixtes, enfants... ils avaient créé une belle sympathie. La France découvre la guerre par le football. Ceux qui ne voulaient pas voir entendent. Ces athlètes sont des enfants du 8 mai 1945, une date inoubliable : Algériens et colons vivaient la liesse de la Libération, des manifestations spontanées où surgirent des drapeaux verts au croissant rouge. Le signal fut insupportable. Des policiers, des militaires, puis des civils ouvrirent le feu sans jamais s'arrêter. Sétif : 40 000 morts, répètent les vieux footballeurs,

6 000 à 8 000 morts selon l'historien Yves Bénot (*Le Livre noir du colonialisme*, dir. Marc Ferro, éd. Robert Laffont) qui évoque une « revanche des colons (...) du même type que celle des nazis à Oradour-sur-Glane ». Des Algériens enrôlés dans l'armée française retrouvent leurs familles décimées. Les footballeurs racontent leurs souvenirs de même : l'hommage des colons au maréchal Pétain tous les matins à la levée du drapeau, « pour nous c'était des traîtres à la patrie, les juifs algériens étaient avec nous, nous les protégeons ». Certains juifs s'engageront plus tard aux côtés du FLN, comme Daniel Timsit : emprisonné de 1956 à 1962 par les Français, celui-ci exercera des responsabilités dans l'édification de la jeune République algérienne avant de s'installer en France après le coup d'Etat militaire du 19 juin 1965 (*Récit de la longue patience*, Daniel Timsit, éd. Flammarion). Les jeunes grandissent avec le ballon, quittent leur terre natale, le statut d'indigène, découvrent de l'autre côté de la Méditerranée la « belle France, celle de la liberté, de la justice », le plaisir de s'épanouir dans de grands clubs et la constance de la blessure : le cauchemar de la Libération. « On nous avait promis l'indépendance... » Sur le Tarmac de Tunis, les footballeurs invitent l'opinion publique à les comparer, comme tout combattant du FLN, aux résistants français contre l'occupation nazie. Leurs femmes et leurs enfants sont à leur côté. L'équipe part en tournée au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, en Chine.

Dominique Le Guilledoux
Lire la suite page VIII

Plus d'un millénaire d'athlétisme à Olympie

De 776 avant Jésus-Christ à 393 de notre ère, les Grecs ont accueilli les jeux de l'Antiquité

Nimbée de l'aurole du mythe et des légendes, l'origine antique des Jeux olympiques ne constitue plus qu'une référence obligée, mais peu concrète. Et pour cause, il ne reste pas grand-chose d'Olympie. La piste où se disputaient les courses se devine à peine, tandis qu'il ne reste rien de l'hippodrome, terrain des courses de chars et de chevaux. La palestra, où s'affrontaient les concurrents du pugilat et du pancrace, n'est guère en meilleur état, même si le reste de nombreuses colonnes qui donnent un aperçu du volume du bâtiment.

C'est pourtant bien là, dans la région de l'Elide, près des rives du fleuve Alphée, que des athlètes venus de toutes les cités de la Grèce, puis des Romains, ont concouru pendant plus d'un millénaire, tous les quatre ans en été (juillet-août) : de 776 avant Jésus-Christ, date inaugurale de la fête religieuse et sportive, à l'an 393 de notre ère.

Avant même d'accueillir les Jeux, et de devenir la référence pour les Grecs d'un calendrier établi en olympiades, Olympie fut un sanctuaire dédié au plus grand des dieux, Zeus. Cette vocation divine explique la prééminence des Jeux olympiques, dont le vainqueur, « toute sa vie, savoure le miel de la félicité », ainsi que le chante le poète Pindare, dans la première de ses odes « Olympiques ». La légende dit aussi qu'Héraclès, fils de Zeus, consacra le site, en délimitant lui-même l'enceinte de l'Altis, espace sacré, sur lequel vont être édifiés, au fil des siècles, des temples et des lieux de culte.

En 776, les débuts sont modestes : une journée, une seule épreuve, un seul champion :

Coroibos vainqueur du stadion, une course de 600 pieds (environ 192 mètres). À l'époque classique, au V^e siècle avant J.-C., les compétitions se disputent sur cinq jours. Pour y participer, il faut être un homme libre grec – les Macédoniens, puis les Romains les rejoindront –, ne pas avoir été condamné pour crime ni s'être rendu coupable de parjure ou de trahison. Interdites de participation, les femmes n'ont pas même le droit d'assister au spectacle.

Dans les mois qui précèdent l'événement, des hérauts – les spondophores – sont dépêchés dans les cités grecques pour annoncer la prochaine tenue des Jeux. Une trêve sacrée interrompt alors les conflits militaires. Pour avoir négligé la règle, Sparte, la grande cité célèbre pour ses vertus guerrières, se vit exclure en 420 avant Jésus-Christ. Les concurrents désignés par leur cité – adultes et jeunes gens – sont tenus de prendre leurs quartiers à Olympie, un mois avant le début des compétitions. Accueillis par l'organisation qui, depuis 572, revient à la seule cité d'Elis, ils y poursuivent leur préparation entamée neuf mois plus tôt, parfois avec l'aide d'un entraîneur.

Avant le début des épreuves, les athlètes prêtent serment à Zeus de respecter les règlements. La première journée est consacrée à des sacrifices, et à la dernière à une procession solennelle et à un banquet. Le déroulement des épreuves suit un ordre immuable.

Le stadion, épreuve « historique », disputée sur une longueur de stade, ouvre la fête avec les éliminatoires des trois sports de combat : la lutte, le pugilat, qui ressemble à la boxe, et le pancrace, discipline où tous les

coups sont permis, à l'exception des morsures et de l'arrachement des yeux !

Le deuxième jour débutent les épreuves équestres, sur l'hippodrome : la course de chars à quatre chevaux est la plus prestigieuse, suivie d'une course de chars à deux chevaux et d'une course de chevaux montés. S'y ajoute le pentathlon, compétition de cinq épreuves sur deux jours : le lancer du disque, le saut en longueur sans élan et le javelot, d'abord ; puis le stadion et la lutte. Les jours suivants se poursuivent les concours déjà engagés, et débutent les autres courses à pied : le diaulos, équivalent de deux stadions, soit un peu moins de 400 m ; le dolichos (environ 4 km) et la course des fantassins, les hoplites, ultime épreuve des Jeux. Elle consiste à opposer des concurrents équipés d'une armure complète. Le contrôle de la régularité des compétitions revient à des magistrats, choisis dix mois à l'avance, les hellanodices.

Spectacle gratuit

Le retentissement des Jeux olympiques dans l'ensemble du monde grec – ils sont les premiers des Jeux panhelléniques, devant les Jeux pythiques, isthmiques et néméens – attire de nombreux spectateurs dans un mélange unique de ferveur sportive et religieuse.

Se côtoient à ce spectacle gratuit des milliers d'anonymes et des gens célèbres, dont le philosophe Platon, et des artistes. C'est toutefois aux vainqueurs, athlètes ou propriétaires de chars engagés dans les courses équestres, que revient l'essentiel de la gloire. Le succès ne leur rapporte pas d'argent. Ils se contentent d'une couronne

d'olivier, extraite d'un arbre légendaire rapporté par Héraclès du pays hyperboréen. Mais ils peuvent monnayer leur titre dans les multiples petits jeux qui délivrent, eux, des récompenses en espèces : on en comptera jusqu'à 500 à l'époque impériale romaine.

En 393, l'empereur chrétien Théodose interdit les cérémonies païennes. Le rite olympique entre dans un sommeil de 1 500 ans

Dans la Grèce classique, la plupart des participants appartiennent aux catégories aisées, notamment dans les épreuves équestres, réservées aux plus riches. L'entretien d'un char et de chevaux coûte cher. Les plus fortunés peuvent en outre s'offrir le plaisir d'une statue à leur effigie placée dans l'Altis. Ou commander à l'un des grands poètes – Pindare, Simonide ou Bacchylide – une ode pour louer leur triomphe. Quelques écrivains, ou médecins tel Galien, n'ont pas ménagé leurs critiques. Euripide, auteur de tragédies, a moqué ces athlètes « étincelants dans la fleur de l'âge », qui avec les ans deviennent « de vieux manteaux effilochés ». Il désapprouve l'usage qui consiste à les couronner. Ce propos ne fut toutefois guère entendu. Pour en finir avec les Jeux antiques, il fallut le décret d'un empereur chrétien. En 393, Théodose interdit les cérémonies et lieux de cultes païens. Le rite olympique entraînera dans un long sommeil de 1 500 ans.

Pascal Ceaux
(13 août 2004)

C'était la belle époque du baron de Coubertin

Que se passe-t-il en ce printemps 1896 ? Le président Félix Faure doit déployer des trésors de diplomatie pour convaincre le shah de Perse que son harem pourra se passer du corps de ballet de l'Opéra de Paris. Les curieux se pressent dans le sous-sol d'un hôtel proche de la Madeleine pour regarder les images animées du cinématographe, la dernière invention des frères Lumière. Par hasard, Henri Becquerel vient de découvrir les propriétés de la radioactivité. L'affaire Dreyfus n'en finit pas de déchirer les Français.

C'est la Belle Époque, celle de l'avènement du sport moderne. Les étudiants d'Oxford et de Cambridge ont entamé leur joute nautique en 1829. Les marins américains détiennent la Coupe de l'America depuis 1851. La fédération de rugby anglaise se crée en 1871 pour organiser le drôle de jeu inventé un jour de novembre 1823 par le jeune William Webb Ellis. La gentry londonienne se donne rendez-vous autour des courts de Wimbledon depuis 1877. Le coup d'envoi du championnat de football professionnel anglais est donné en 1885. En 1891, l'Américain Luther Cary est le premier homme à courir officiellement un 100 mètres en moins de 11 secondes. Les cyclistes tentent de rallier Paris à Roubaix pour la première fois en 1896. Et la presse se passionne pour ces nouveaux héros.

Début avril 1896, pourtant, un seul journaliste français fait le voyage d'Athènes pour assister aux Jeux olympiques, dont la tenue a été annoncée deux ans auparavant, lors d'un congrès international d'éducation physique organisé à la Sorbonne par Pierre

Fredi, baron de Coubertin (31 ans) : c'est Charles Maurras, futur directeur de l'Action française, qui, à 28 ans, veut dénoncer le cosmopolitisme d'un projet auquel il est hostile. Maurras débarque dans un pays qui a chèrement conquis son indépendance, en 1829, et où la disette menace les villes en ruine. La première réaction du président du conseil, Charilaos Tricoupis, est donc de décliner l'honneur d'organiser les Jeux olympiques (lire ci-dessous).

Le baron de Coubertin confie habilement la présidence du Comité international olympique à Demetrius Bikelas, un universitaire athénien enthousiaste, qui sait convaincre le roi Georges. Dès lors, les souscriptions publiques affluent. Le banquier Averoff offre 1 million de francs-or pour restaurer le stade panathénaïque construit par Lycurgus au IV^e siècle avant J.-C.

Et le 5 avril 1896, 50 000 spectateurs sont massés dans le stade en marbre du Pentélique, érigé en moins de dix-huit mois sur les plans d'Anastase Metaxas. Tous n'ont d'yeux que pour les 180 Grecs qui vont rivaliser avec 131 concurrents venus de 12 nations. Dans la tribune officielle, le roi Georges trône entouré par Alexandre, roi de Serbie, la reine Olga, sœur de l'empereur d'Allemagne, et les princes Nicolas et Constantin, ses frères. Pierre de Coubertin est là, auquel le roi a glissé en entrant : « Je sais, Monsieur de Coubertin, ce que ces Jeux vous doivent » Avant de proclamer : « Je déclare ouverts les Jeux d'Athènes, qui célébreront la première olympiade des temps modernes ! » Le canon tonne. Le drapeau grec monte au mât olympique.

Aïain Giraudou (1^{er} avril 1996)



Athènes, 5 avril 1896. L'Américain Thomas Burke (deuxième en partant de la gauche) remporte la médaille d'or lors de la finale du 100 mètres, en 12 secondes. AFP

Marathon, mythe inoxydable

Le marathon est une course de légende. Philippides en est le premier héros. En 490 av. J.-C., cet hémérodrome aurait expiré après avoir couru 40 km pour apporter aux Athéniens la nouvelle de la victoire de Miltiade sur les Perses : « Xairete, nenikikamen ! » On sait aujourd'hui qu'il y a peu de chances pour que cette histoire ait le plus petit commencement de vérité. C'est pourtant sur cette base que le helléniste Michel Bréal proposa au baron Pierre de Coubertin d'inscrire une épreuve entre Marathon et Athènes au programme des Jeux olympiques de 1896. Pareille course enflamma les beaux esprits de l'époque.

Et les plus riches : une héritière américaine n'hésita pas à s'offrir ainsi en récompense au vainqueur. Celui-ci s'appela Spiridon Louys. Et certains le soupçonnent d'avoir effectué une partie du parcours dissimulé dans une charrette de légumes. Il était berger ou facteur – selon les sources –, ni très grand ni très beau. La dame lui remit une bourse d'or et disparut. Cela permit à Louys de vivre jusqu'en 1936, année où il remit la flamme olympique à Hitler dans le stade de Berlin. Il y aurait eu là une excellente raison d'arrêter à tout jamais cette course infernale. Sauf que cola et burger encrassant les coronaires des baby-boomers, la faculté décréta qu'il n'y avait pas de meilleur traitement contre les maladies cardio-vasculaires. Le marathon passa donc de l'exercice sadomasochiste à l'épreuve thérapeutique. L'ère du jogging venait de commencer. – A. G. (24 août 2004)

Deux siècles d'histoire de France

D'entrée, le dessein est affirmé : « L'histoire du sport sort (...) d'une longue période durant laquelle elle a suscité plus de perplexité que d'intérêt chez une partie de la communauté scientifique des historiens. » Philippe Tétart, maître de conférences à l'université du Maine, a réuni 32 auteurs pour édifier ces 2 tomes de plus de 1 000 pages, présentés sous une couverture bipartite : un virage de descente du Tour de France en noir et blanc d'abord, en couleur pour le second. Dans l'entretien qui ouvre ce second tome, Pierre Milza rappelle « l'indifférence générale » qui accueillait en 1984 encore un numéro précurseur de la revue *Relations internationales* qu'il avait

dévolu au sport. Il souligne que « l'histoire du sport en tant que phénomène de masse au XX^e siècle est une clé pour la compréhension du monde dans lequel nous vivons. Elle offre des éclairages sur la société, sur la vie politique intérieure et extérieure, sur les phénomènes culturels. »

Car enfin, la seule et estimable percée réussie jusqu'à présent, c'était l'approche conduite sous la direction de Ronald Hubscher par un trio devenu quatuor, *L'Histoire en mouvements* (Armand Colin), dont les 560 pages serrées consacrées à « sport dans la société française (XIX^e-XX^e siècles) » constituèrent dans ce domaine le seul ensemble auquel les étudiants puissent se référer : or elle remontait à 1992, il y a quinze ans de cela.

Jean Durry
(21 décembre 2007)

1896 : les premiers Jeux contemporains ont failli ne pas avoir lieu à Athènes

Au soir du 23 juin 1894, « l'électricité a transmis partout la nouvelle que l'olympisme hellénique était rentré dans le monde après une éclipse » (de quinze siècles), et que la première édition des Jeux contemporains se déroulerait bel et bien dès 1896 à Athènes. L'accueil de la Grèce a semblé très favorable. Demetrius Bikelas était devenu, presque par hasard, premier président du Comité international olympique (CIO). Mais dès septembre, il avait bientôt deviné des réticences, sinon des manœuvres.

Pierre de Coubertin (âgé de 31 ans) décide alors d'aller en Grèce. Sa

trajectoire croise, semble-t-il, la lettre d'un émissaire du président du Conseil, Charilaos Tricoupis, qui, arguant de la forte crise économique de son pays, regrette « de devoir décliner un honneur (...). La tâche dépasse nos forces ».

Le 8 novembre, Pierre de Coubertin arrive au Pirée. Dès le lendemain, il rencontre des soutiens spontanés – tel celui du cocher –, recense les sites aménageables, calcule le budget au plus juste. Il est encouragé par deux longs entretiens avec le prince, qui est en situation de régent car Georges I^{er} se trouve aux funérailles d'Alexandre III de Russie.

Revoiyant Tricoupis, il obtient l'esquisse d'une « neutralité bienveillante » : lorsqu'il quitte la Grèce, la partie est presque gagnée. Mais l'affaire a pris un tour totalement politique. Ce n'est pas gratui-

tement que *Romos*, journal satirique en vers, avait publié une caricature représentant Tricoupis et Delyannis, chef de l'opposition, gants de boxe aux poings à propos des Jeux olympiques. Scouloudis, ami de Tricoupis, travaille le bureau du Comité qui, en décembre, apporte sur la table du prince un rapport à nouveau très défavorable. A la Chambre, on s'investit. Tricoupis ne le lui pardonnera pas, mais son gouvernement tombe début de 1895. Le 5 avril 1896, Georges I^{er} de Grèce prononce « l'ouverture des premiers Jeux olympiques internationaux à Athènes ». Charilaos Tricoupis, retiré à Nice, vient de mourir prématurément.

Jean Durry
(15 septembre 2000)

25 précédents rendez-vous contemporains

Athènes 1896. 311 concurrents (aucune femme) de 13 nations pour 43 épreuves dans 9 sports.

Paris 1900. 1 319 concurrents (dont 6 femmes) de 22 nations pour 56 épreuves dans 9 sports.

Saint-Louis 1904. 681 concurrents (aucune femme) de 12 nations ; 73 épreuves dans 9 sports. Concours séparés pour les hommes de couleur.

Londres 1908. 1 999 concurrents (dont 21 femmes) de 22 nations pour 109 épreuves dans 23 sports.

Stockholm 1912. 2 490 concurrents (57 femmes) de 28 nations ; 107 épreuves dans 16 sports. *Pas de JO en 1916.*

Anvers 1920. 2 668 concurrents (dont 63 femmes) de 29 nations (Allemagne exclue) pour 158 épreuves dans 22 sports.

Paris 1924. 2 956 concurrents (dont 126 femmes) de 44 nations (Allemagne exclue) pour 131 épreuves dans 19 sports.

Amsterdam 1928. 2 724 concurrents (263 femmes officiellement inscrites) de 46 pays pour 122 épreuves dans 16 sports.

Los Angeles 1932. 1 281 athlètes (35 femmes), 37 nations, 126 épreuves, 17 sports.

Berlin 1936. 3 738 concurrents (328 femmes), 49 nations, 142 épreuves dans 21 sports. *Pas de JO en 1940 et 1944.*

Londres 1948. 3 714 concurrents (dont 385 femmes) de 59 nations (sans l'Allemagne, le Japon ni l'URSS) pour 138 épreuves dans 18 sports.

Helsinki 1952. 4 407 athlètes (518 femmes), 69 nations, 149 épreuves, 18 sports.

Melbourne 1956. 2 813 athlètes (371 femmes) de 67 nations (boycottage de l'Égypte, l'Irak, l'Espagne, les Pays-Bas et la Suisse dû aux événements de Suez et Budapest) pour 148 épreuves dans 19 sports.

Trois épreuves d'équitation (145 concurrents) à Stockholm, pour raisons sanitaires.

Rome 1960. 4 738 athlètes (537 femmes), 83 nations, 150 épreuves, 19 sports.

Tokyo 1964. 4 457 athlètes (732 femmes) de 93 nations (l'Afrique du Sud exclue à cause de l'apartheid) pour 183 épreuves dans 21 sports.

Mexico 1968. 4 450 athlètes (844 femmes), 112 nations, 172 épreuves, 18 sports.

Munich 1972. 7 123 athlètes (1 171 femmes) de 122 nations (la Rhodésie, qui soutient l'apartheid, est exclue) pour 195 épreuves dans 21 sports.

Montréal 1976. 6 026 concurrents (1 260 femmes) de 88 nations (boycottage de 29 pays africains contre l'apartheid) pour 198 épreuves dans 21 sports.

Moscou 1980. 5 217 concurrents (dont 1 125 femmes) de 81 nations (65 pays boycottent après l'invasion soviétique en Afghanistan) pour 203 épreuves et 21 sports.

Los Angeles 1984. 6 797 athlètes (dont 1 567 femmes), 140 nations dont la Chine (15 pays de l'Est absents en réponse au boycottage de Moscou), 221 épreuves, 21 sports.

Séoul 1988. 8 465 concurrents (dont 2 186 femmes) de 159 nations pour 237 épreuves dans 23 sports.

Barcelone 1992. 9 364 concurrents (2 708 femmes) de 170 nations pour 257 épreuves dans 25 sports.

Atlanta 1996. 10 318 concurrents (dont 3 512 femmes) de 197 nations pour 271 épreuves dans 26 sports.

Sydney 2000. 10 651 concurrents (4 069 femmes), soit les plus grands jeux de l'histoire, de 119 nations pour 300 épreuves dans 28 sports.

Athènes 2004. 10 625 concurrents (4 329 femmes) de 201 nations pour 301 épreuves dans 28 sports. Record de téléspectateurs : 3,9 milliards contre 3,6 milliards pour Sydney.

En bref

● **Spiridon Louys, premier héros.** Ce jeune Grec fut le premier à brandir le drapeau national lors de la parade organisée en l'honneur de sa victoire dans l'épreuve symbolique du marathon. Prévenu deux jours avant la course, le fermier de 21 ans a dépassé l'Australien Flack à 6 km de l'arrivée. Lorsqu'il pénètre dans le stade plein à craquer – entre 60 000 et 100 000 spectateurs –, il est célébré en héros national. Le prince Georges se précipita même sur la piste pour l'accompagner dans ses derniers mètres.

● **Evangelis Zappas, premier mécène.** La générosité de ce Grec (1800-1865) permit de fonder en 1858 « Olympia », exposition nationale d'industrie, agriculture et beaux-arts, qui comportait un programme d'athlétisme. Réitérée en 1859, 1870, 1875 et 1888-1889, « Olympia » a fourni une expérience dont les Jeux de 1896 ont bénéficié.

Les Jeux olympiques comme tribune politique

Il n'y a pas eu que les poings levés de Mexico 1968. Tribune sportive, les Jeux olympiques ont toujours servi, aussi, de tribune politique. Ils ont été marqués par nombre d'épisodes où les soubresauts du monde se sont invités dans le stade. Durant l'été 1972, les Jeux ont connu leur événement le plus dramatique. A Munich, la prise en otage de 11 membres de la délégation israélienne par 9 Palestiniens de l'organisation Septembre noir s'est terminée tragiquement. Le comman-

do demandait la libération d'environ 200 détenus palestiniens et européens, parmi lesquels des membres de la Fraction armée rouge. Les onze otages ont été tués. Les Jeux de Berlin, en 1936, restent un autre moment particulièrement sombre de l'olympisme. Adolf Hitler voulait en faire l'apologie de l'idéologie nazie. Sur la piste, la victoire de l'athlète noir américain, Jesse Owens, vainqueur de quatre médailles d'or (100 m, 200 m, saut en longueur et relais 4 x 100 m), lui a apporté la meilleure des réponses.

L'histoire des Jeux a également été marquée par les boycotts. Vingt-trois pays africains avaient renoncé aux Jeux de Montréal, en 1976, pour protester contre une tournée en Afrique du Sud de l'équipe de rugby néo-zélandaise.

La cause aborigène à Sydney
En 1980, pour manifester contre l'intervention soviétique en Afghanistan l'année précédente, les Etats-Unis et 64 autres nations avaient décidé de ne pas envoyer de délégation à Moscou.

Quatre ans plus tard, l'URSS et 14 pays amis refusaient en représailles de participer aux Jeux de Los Angeles, disant craindre pour la sécurité de leurs athlètes. D'autres revendications ont profité de la scène olympique. Ainsi des manifestations pour la reconnaissance de la cause aborigène à Sydney, en 2000. En France, une association Atlanta-Sydney-Athènes+ milite pour une meilleure représentation des femmes aux Jeux : la mixité totale dans les délégations, « sans entrave vestimentaire ». Il y a aussi les scènes pleines de symboles.

Lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Sydney, les délégations de la Corée du Nord et de la Corée du Sud avaient défilé ensemble sous la bannière olympique, applaudis par les 110 000 spectateurs. Derniers en date, les Jeux de Pékin de 2008 ont inspiré l'association Reporters sans frontières (RSF), qui a réalisé une campagne de publicité pour s'élever contre les atteintes à la liberté de la presse dans le pays.

Bénédicte Mathieu
(20 novembre 2006)

Berlin 1936, la médaille des aveugles

« La France à l'épreuve des Jeux » met en cause les politiques françaises

Stadium de Berlin, le 1^{er} août 1936, 16 heures. Le chancelier Hitler, flanqué de ses ministres et des membres du Comité international olympique (CIO), fait son entrée dans l'arène flambant neuve où va débiter la XI^e Olympiade de l'ère moderne. Dans une enceinte archi-comble, 100 000 spectateurs se lèvent et, le bras tendu vers le ciel, crient un étourdissant « Heil Hitler ! » tandis que l'orchestre dirigé par Richard Strauss entame la *Marche d'honneur* de Richard Wagner. Sitôt le Führer installé dans sa loge, ce sont les hymnes nazis et le rituel défilé des délégations nationales, par ordre alphabétique – ici l'Égypte (Égypte) suit la Grèce, traditionnellement en tête. En 18^e position, les Français – 201 athlètes en béret, blazer bleu, chemise et pantalon blancs, cravate tricolore – sont acclamés. Une ovation exceptionnelle qui fera beaucoup parler. Reprenant, comme depuis les Jeux d'Anvers (1920), le salut dit « de Joinville », les athlètes, bras droit replié puis tendu sur le côté, semblent, aux yeux d'un public frénétique, avoir adopté le salut nazi. Plus qu'une bourde évidente, une méprise choquante. Quelques semaines avant le début des Jeux, la France hésitait encore à prendre part à la compétition devant le peu d'assurance de voir respecter la charte olympique dans un pays à l'idéologie raciste. Mais comment revenir sur un accord garanti par le CIO à l'automne 1935 et ne pas aller à Berlin sans sembler sacrifier l'esprit de réconciliation qui présida à sa désignation ? De plus, la perspective de Contre-Jeux populaires à Barcelone, rivale malheureuse de la capitale allemande, peut proposer une alternative à ce qui paraît aux plus déterminés comme une capitulation devant le Führer. De fait, un seul député, le jeune Pierre Mendès France, s'opposera jusqu'au bout à cette compromission. Le brusque déclenchement de la guerre civile espagnole ruine la promesse de duel à distance entre les deux manifestations sportives et, ouvertes le 19 juillet, les olympiades populaires sont officiellement annulées quatre jours plus tard. Dans *La France à l'épreuve des Jeux de Berlin*, Fabrice Abgrall et François Thomazeau épousent 16 regards sur l'événement : des politiques (Léon Blum, Léo Lagrange, François Pietri) aux sportifs (Coubertin, Massard) aux compétiteurs (Nakache, Lapebie et Vandernotte), sans négliger journalistes et écrivains (Jacques Goddet, qui parla dès août 1936 de « jeux défigurés », d'Ormesson, Malraux ou Drieu la Rochelle). Ils posent avec acuité la question de l'aveuglement volontaire. Sans doute Léon Blum a-t-il intuitivement compris que boycotter



Affiche officielle des Olympiades du peuple, organisées par l'Espagne en 1936, en réaction à l'attribution des Jeux à l'Allemagne. Mais ces Jeux alternatifs ont dû très vite être interrompus... pour cause de guerre civile. Wikimedia.org

les Jeux de Berlin n'était ni utile ni populaire. A l'été 1936, les Français veulent croire à la paix. L'été des premiers congés payés donne aux grands rendez-vous sportifs une popularité accrue, du Tour de France à l'échéance olympique. Et c'est cela seul qui explique le succès stupéfiant de ces premiers Jeux modernes.

Philippe-Jean Catinchi
(4 août 2006)

Mexico 1968, la « rage noire »

L'exploit de Bob Beamon, le plus grand de l'histoire

Antoine Blondin m'avait un jour expliqué, c'était en 1966, que pour rendre compte des compétitions rigoureuses et dramatiques de l'athlétisme, où l'état d'âme est si directement traduisible en état de fait, il fallait une sensibilité au climat des stades qui soit celle d'une harpe doublée d'un sismographe. « Trop de journalistes ne s'en tiennent qu'aux chiffres », avait-il ajouté. Discours prémonitoire, parfaitement illustré par l'exploit du sauteur en longueur Bob Beamon aux Jeux olympiques de 1968. Exploit qui demeure le plus grand de l'histoire de l'athlétisme. Mais puisqu'il faut des chiffres, allons-y, commençons par eux : Mexico, 18 octobre 1968, 15 h 45. Température : 23,5 °C. Taux d'humidité : 42 %. Pression barométrique : 577,8 mbar. Vitesse du vent : 2 m/s. Les 17 finalistes sont prêts. Le juge mexicain appelle le premier des concurrents à entrer en lice : le numéro 254, 22 ans, 1,90 m, 72 kilos, un Noir américain nommé Bob Beamon. Il s'est qualifié de justesse pour la finale.

Festival « Black Power »
Beamon s'élance, on entend claquer la semelle de son pied d'appel, et il file. Aucun drapeau rouge ne se lève, le saut est donc valable. Mais l'empreinte de Beamon dans le sable n'apparaît toujours pas. On décide de mesurer le saut « à l'ancienne » avec un ruban métallique. Verdict : 8,90 m. Le record est battu de 55 cm, alors que de 1935 à 1968, ce record n'avait progressé que de 22 cm. Ce n'est pas humain, et les exégètes les plus déliés décident qu'en additionnant l'altitude, le vent, le coefficient de pénétration dans l'air... on en arriverait à une performance de 8,70 m, ce qui reste « fabuleux ».

N'importe. Ce même jour, Lee Evans, un Noir américain, fait exploser le record du 400 m plat, battant de justesse deux autres Noirs américains, Larry James et Ron Freeman. Ce qui nous fait quand même, en ce 18 octobre, un intéressant festival « Black Power ». L'affaire commence au début des Jeux. Au lendemain du massacre des étudiants sur la place des Trois-Cultures. Les athlètes africains me préviennent : « Viens vite au village olympique, il se passe des trucs. D'habitude, c'est à peine si les Noirs américains nous adressent la parole ; cette année, ils nous appellent "frères", nous achetent nos boubous, nos colliers, et ils portent tous un macaron avec écrit dessus "Project for Human Rights". » Au village, je vais trouver John Carlos, un sprinter que je connais bien. Il me confie : « Nous allons protester contre le sort fait aux Noirs, contre l'indignité dans laquelle ils sont tenus aux Etats-Unis et dans bien d'autres pays du monde. Les Etats-Unis d'Amérique n'ont d'uni que le nom, puisque tous les citoyens ne sont pas traités de la même manière. C'est pourquoi ici, nous ne représentons pas les Etats-Unis, mais le peuple noir des Etats-Unis. » Le discours est ferme, mais calme. Arrive le samedi 16 octobre, l'avant-veille du saut de Beamon. Tommie Smith, vainqueur du 200 m, et John Carlos, troisième, sont sur le podium. Tête baissée, poing serré et ganté de noir... Inutile d'insister, cette image est l'une des plus marquantes du siècle. Dès lors, je ne quitte plus les Noirs américains. Quelques heures après ce fameux podium, le discours devient plus âpre : « La majorité des Blancs estiment que nous, les Noirs, sommes des animaux, des insectes qui ne pensent pas. » Le lendemain 17 octobre, on distingue sur un drape étalé sous plusieurs fenêtres, dont celle de Carlos, un slogan : « Down with Brundage » (A bas Brundage). Avery Brundage étant le très conservateur (pour ne pas dire réactionnaire) patron du CIO, tout s'enchaîne très vite. A midi, Smith et Carlos sont exclus des Jeux et doivent quitter la délégation américaine dans les 48 heures. Si cette décision n'est pas appliquée, le Comité international olympique menace de suspendre toute l'équipe américaine. A partir de cet instant, une tension insupportable va régner. Finalement, c'est Carlos et Smith qui éteindront le feu. « Ça va, on les met. Mais à une condition : c'est que tous les Noirs qui sont encore en compétition restent. » C'est dans ces conditions très particulières, en manque de sommeil, les nerfs à fleur de peau, que Bob Beamon, le lendemain, a pris son élan, là-bas, tout au bout de la piste du saut en longueur. *Rage noire*, le titre d'un très beau roman de Jim Thompson, pourrait ainsi résumer l'état dans lequel se trouvait Bob Beamon.

Guy Lagorce
Journaliste et écrivain (23 septembre 2000)

Munich 1972, « Septembre noir » à l'œuvre

Daniel Robin a participé à la sélection des athlètes israéliens. Onze d'entre eux furent tués. Entretien

Le Français Daniel Robin avait sélectionné deux athlètes pour les Jeux de Munich, deux lutteurs exécutés avec leur entraîneur par les preneurs d'otages palestiniens du groupe terroriste « Septembre noir ». Il revient sur ce drame. Comment avez-vous été mis en contact avec la délégation israélienne ? L'équipe de France était en stage d'oxygénation à Font-Romeu. Je reçois un appel de Tel-Aviv de Josef Gedfrundt, un ami arbitre, capitaine de réserve de l'armée israélienne. Il me demande si j'accepterais de venir passer une semaine à Tel-Aviv tester trois lutteurs d'origine russe. J'accepte, car c'est l'occasion de découvrir un pays que je ne connais pas. Le jour de mon arrivée, j'ai lutté avec les trois athlètes et j'en ai sélectionné deux. Ensuite, on m'a fait visiter des kibboutz, Jérusalem... un pays magnifique

où Arabes et Israéliens vivaient en paix. Et puis les Jeux débutent... Le matin du 5 septembre, très tôt, alors que je faisais mon footing, je vois dans le village des gens qui passent la clôture : je pense à des ouvriers. Dans la matinée, on entend des explosions, puis on nous dit que ce sont des lutteurs israéliens et égyptiens qui se sont battus entre eux. Mais, à la pesée, seuls manquaient les trois lutteurs israéliens. Le hasard veut que mon premier combat soit face à un des Israéliens que j'avais conseillé à Moshe Weinberg. L'histoire devient dramatique lorsqu'on apprend que les Israéliens sont en fait captifs d'une bande de terroristes, qu'on appelle Septembre noir, et qui revendique la libération de prisonniers palestiniens. Comment réagissez-vous ?

Je veux en savoir plus. Avec un journaliste français, nous décidons de nous approcher de l'endroit où sont retenus les otages. Nous parvenons dans un immeuble juste en face. Nous voyons en dessous de nous quelqu'un sortir avec le visage encagoulé. Puis une autre personne, les poignets menottés. Je reconnais Josef Gedfrundt, l'ami qui m'avait appelé pour que je vienne tester les lutteurs ! Je ne peux m'empêcher de crier : « Josef, on est avec toi ! » Je n'ai appris que plus tard que les terroristes voulaient ainsi montrer que les otages étaient encore vivants. Plus tôt, Moshe Weinberg avait découvert que les terroristes essayaient de pénétrer dans les chambres des Israéliens. Il avait tenté de s'interposer. Les Palestiniens l'avaient tué. Dans la nuit, j'ai appris ensuite qu'une partie des otages étaient morts

pendant l'assaut des forces de l'ordre et que les lutteurs que j'avais recommandés à Moshe Weinberg faisaient partie des victimes. Ça a été un vrai traumatisme pour moi. Vous avez dû être rongé de remords ? J'ai eu l'impression de les avoir emmenés à l'abattoir. J'aurais voulu pouvoir rembobiner le film pour arrêter l'histoire. Aujourd'hui, c'est quelque chose qui reste au fond de mon cœur et de mon esprit. Les Jeux de Munich ont été terribles pour moi. J'ai compris qu'on avait perdu quelque chose de précieux, cette quiétude qu'on avait connue à Rome. Déjà, en 1968, à Mexico, les autorités avaient caché la mort des 300 étudiants, place des Trois-Cultures. Mais, à Munich, quelque chose s'était cassé. La paix olympique venait de mourir.

Propos recueillis, Stéphane Mandard
(28 août 2004)

Cibles d'attentats

Hormis lors des deux guerres mondiales, les JO ont toujours pu être organisés. ● Ils furent suspendus une journée à Munich, en 1972, après la prise en otage de 11 membres de la délégation israélienne par 8 terroristes palestiniens. Tous les otages furent assassinés, 5 terroristes et un policier furent tués. ● En 1980 à Moscou, en pleine guerre froide, les Jeux furent boycottés par 58 nations, dans le sillage des Etats-Unis. Quatre ans plus tard, à Los Angeles, ce furent l'URSS et 16 autres pays du bloc de l'Est qui décidèrent, en représailles, de ne pas se rendre aux Jeux. ● En 1996, les Jeux d'Atlanta ont été endeuillés mais se sont poursuivis après un attentat à la bombe qui tua une personne et en blessa 110.

Du passe-temps mondain à la visée patriotique, militaire

Entre 1840 et 1870, le terme sport désigne un passe-temps aristocratique, une prérogative mondaine. C'est un des « passe-temps de la belle existence », écrit Eugène Chapus en 1854 dans le *Sport* à Paris. Boxe, natation, courses de chevaux, bals d'été et d'hiver font partie de cette topographie de l'existence mondaine qu'est le sport. Les premiers clubs se créent. Le Havre Athletic Club est fondé en 1872 par des anciens d'Oxford et de Cambridge. On y pratique rugby et football. A partir de 1880, le sport acquiert son sens moderne. Le terme désigne la pratique des exercices anglais de plein air (football-rugby, football-associa-

tion, athlétisme), auxquels s'adjoint l'activité purement française qu'est la bicyclette. En 1882, de jeunes gens de bonne famille, élèves des lycées Condorcet, Rollin et Carnot – alors école Monge –, se réunissent pour courir dans le hall de la gare Saint-Lazare. Ils fondent, la même année, une association : le Racing Club de France. En 1883, quelques lycées de Saint-Louis, qui s'entraînaient sur la terrasse de l'Orangerie, aux Tuileries, forment le Stade français. Le sport français vient officiellement de naître. En 1887, les deux clubs rivaux fusionnent dans l'Union des sociétés françaises de course à pied, qui se transforme en Union des sociétés françaises de sports athlétiques (USFSA). Au même moment, l'exercice physique fait l'objet d'une promotion massive. Les pouvoirs publics,

réticents jusqu'en 1880 – la Commune est dans les esprits, et le peuple gymnaste, c'est déjà le peuple en armes –, retournent leur veste avec l'arrivée au pouvoir des républicains. Citoyen-soldat Le 27 janvier 1880 est votée la loi rendant obligatoire l'enseignement de la gymnastique dans les établissements publics de garçons ; en 1882, le ministre de l'instruction publique, Paul Bert, institue une commission de l'éducation militaire dont Paul Déroulède disait : « Il ne s'agissait de rien moins que de transformer la jeunesse de nos écoles en une légion de braves Français. » La même année, des bataillons scolaires – organisations de préparation militaire dès l'école – sont instaurés par décret. Cet appareil législatif et réglemen-

taire, né sous le coup de la défaite de 1870, répond, bien sûr, à des motifs patriotiques et militaires. Dans son discours de Bordeaux, en juin 1871, Gambetta ne déclarait-il pas : « Il faut mettre partout, à côté de l'instituteur, le gymnaste et le militaire, afin que nos enfants, nos soldats, nos concitoyens, soient tous aptes à tenir une épée, à manier un fusil, à passer la nuit à la belle étoile, à supporter vaillamment toutes les épreuves pour la patrie » ? La loi de 1880, par exemple, est votée pour combler les lacunes du service militaire obligatoire institué en 1872. Militaire et patriotique, la visée « gymnastique » est aussi républicaine : l'enfant-soldat est l'embryon du citoyen-soldat. La République des « Jules » cherche à faire coïncider l'armée et la nation.

Alain Ehrenberg
(8 juin 1980)

1968, boire ou courir

En 1967, le dopage devient officiellement hors la loi. Le Comité international olympique a créé une commission de discipline chargée de sanctionner les athlètes dopés. Et c'est dans un sport confidentiel que la lutte antidopage fait ses premiers pas : à Mexico, le pentathlète Hans-Gunnar Liljenwall est disqualifié et son équipe perd la médaille de bronze. Le produit interdit alors absorbé par le Suédois est simplement de l'alcool. Une pratique, semble-t-il, répandue en pentathlon moderne, pour se détendre avant l'épreuve de tir. Bien que Liljenwall affirme n'avoir bu que deux bières, les analyses sanguines prouvent qu'il s'est « dopé » à la tequila locale...

Jean-Gabriel Bontinck
(25 août 2004)

Barcelone 1992, l'Afrique du Sud au départ

Après 32 ans d'absence pour cause d'Apartheid, 97 athlètes vont en Espagne

Quelques entretiens de ballerines en tutu et un duo de chanteurs d'opéra. C'est sur l'air de *Barcelona*, un succès du groupe pop anglais Queen, lancé par Freddie Mercury et la cantatrice Mónica Naranjo, il y a quelques années, que les athlètes sud-africains ont quitté l'aéroport international de Johannesburg pour Barcelone, le 20 juillet 1992. Quelques centaines de supporters étaient venus leur souhaiter bonne chance. Des voyageurs ne laissent pas passer l'occasion de saluer la première équipe olympique multiraciale de l'histoire sud-africaine. La presse écrite et la télévision ont longuement rendu compte de la brève cérémonie organisée sur le parvis de l'aéroport où une flamme, allumée par le président du Comité national olympique (NOCOSA), Sam Ramsamy, brûlera jusqu'au 11 août. L'Afrique du Sud, unanime, se réjouit de revenir par la grande porte dans le giron de la communauté sportive internationale. Le

sport est une institution, et les interdits qui ont tenu les athlètes sud-africains éloignés des grandes rencontres, depuis plusieurs décennies, ont eu un impact psychologique beaucoup plus fort que les sanctions économiques et financières. L'abolition officielle de l'apartheid et les négociations lancées en mai 1990 pour transformer le pays en démocratie non raciale ont permis la levée des embargos et des boycottages.

Deux zoulous en 1904

Le 9 juillet 1991, le Comité international olympique (CIO) admettait à nouveau en son sein l'Afrique du Sud, avant de l'inviter à participer aux Jeux de Barcelone. Le CIO effaçait ainsi 32 années de mise à l'écart. Les Sud-Africains n'ont plus participé aux Jeux olympiques depuis ceux de Rome en 1960. Quatre ans plus tard, ils étaient suspendus, et en 1970, le CIO décidait d'exclure le pays de l'apartheid de la famille olympique. De 1908 à 1960, les Sud-Africains

avaient remporté 16 médailles d'or, 16 d'argent et 20 de bronze.

Il aura donc fallu 98 ans pour que les Noirs sud-africains retrouvent le chemin des JO. La première participation officielle de l'Afrique du Sud remonte à 1908, à Londres. Mais quatre ans auparavant, lors des Jeux de Saint-Louis, dans le Missouri, deux Zoulous, Lentaou et Yamasani, participèrent au marathon, terminant respectivement à la neuvième et à la quatorzième place. Les registres de l'athlétisme sud-africain n'ont pas retenu ces performances. Le président De Klerk peut mettre à son actif l'abolition de l'apartheid, préalable à la réintégration de l'Afrique du Sud dans le mouvement olympique. Mais c'est le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, qui assistera à la cérémonie d'ouverture, samedi 25 juillet.

Frederic Fritscher

Correspondant à Johannesburg
(27 juillet 1992)



Saint-Petersbourg, 24 décembre 2005. Le président russe Vladimir Poutine pose, au côté de ses invités, le légendaire champion olympique japonais Yasuhiro Yamashita et le judoka Kosei Inoue, médaillé olympique à Sydney, au milieu des élèves. Dmitry Lovetsky/AP

Atlanta 1996, féministe

A l'origine, la loi décidée par Richard Nixon en 1972

Une olympiade femelle serait impraticable, inintéressante, inesthétique et incorrecte. Cent ans après cette mâle sentence de Pierre de Coubertin, inventeur des Jeux « modernes », Atlanta célèbre les femmes avec 3 779 inscrites (soit 1 000 de plus qu'à Barcelone) pour un total de 10 361 participants aux compétitions.

Absentes à Athènes en 1896, les femmes furent 12 dans les épreuves de golf et de tennis en 1900 à Paris. Vainqueur en simple et en double mixte, la Britannique Charlotte Cooper est considérée comme la première championne olympique de l'histoire. Peu à peu, les interdits cèdent du terrain. Les nageuses dument couvertes apparaissent en 1912, les escrimeuses en 1924. Et il faut attendre Los Angeles, en 1984, pour voir le premier marathon olympique féminin.

Douze ans après, à Atlanta, de nombreuses nations comptent sur les sportives pour améliorer la moisson de médailles. Et les médias ont leurs héroïnes, telle Hassiba Boulmerka, l'Algérienne, championne olympique du 1 500 m, condamnée par les intégristes islamiques parce qu'elle court jambes nues devant des millions d'hommes. La Cubaine Ana Fidelia Quirot, championne du monde du 800 m, est, elle, l'incarnation de la volonté pour avoir surmonté les innombrables interventions chirurgicales rendues nécessaires par une très grave brûlure qui semblait condamner sa carrière d'athlète... Quant aux petites fiancées de l'Amérique, elles ne se comp-

tent déjà plus. De leurs gymnastes, des basketteuses, de la cycliste Rebecca Twigg, de la sprinteuse Gwen Torrence née à Atlanta, les Etats-Unis attendent tout. Mais ce sont surtout de nouveaux sports « californiens » comme le VTT, le softball ou le beach-volley qui devraient offrir aux femmes le plus de podiums.

Le tournant a été pris en 1972. Le président américain Richard Nixon signe alors une loi fédérale qui permet aux femmes d'obtenir des bourses d'études dans les universités et d'envisager des carrières sportives prestigieuses. Les chasseurs de têtes sillonnent alors les campus pour former des équipes de basket qui attireront des centaines de milliers de spectateurs.

« Une olympiade femelle serait impraticable, inintéressante, inesthétique et incorrecte »

Pierre de Coubertin

crit dans l'épreuve du tir Shabana Akhtar, et l'unique femme de la délégation pakistanaise participera au saut en longueur vêtue d'un collant et d'un tee-shirt à manches longues. Dans son pays, elle ne s'entraîne qu'après le coucher du soleil. Elle s'explique : « Ça ne serait pas convenable. »

Bénédicte Mathieu
(20 juillet 1996)

Salt Lake City 2002, sans patriotisme excessif

Le pays hôte des XIX^{es} Jeux d'hiver ne tient pas à reproduire la même erreur qu'en 1996, lorsque les JO d'Atlanta ont été surnommés « les Jeux d'Amérique » à cause d'un chauvinisme exacerbé.

Les organisateurs des Olympiades qui débutent le 8 février 2002, à Salt Lake City, étaient donc soucieux de limiter les démonstrations de patriotisme proaméricain. La délégation des athlètes des Etats-Unis, elle-même, souhaitait éviter cette dérive, même si les attentats terroristes du 11 septembre 2001 restent très présents dans les esprits. « Après ce drame, les athlètes portent une cause à laquelle les gens peuvent se rallier », a déclaré la skieuse Picabo Street, championne olympique de Super-G à Nagano (1998). « La

cérémonie d'ouverture est soumise à des règles très précises, a rappelé François Carrard, directeur général du CIO. Il est interdit aux athlètes de faire passer des messages politiques dans le défilé. »

C'est pourquoi la délégation américaine n'a pas pu défiler derrière une bannière étoilée retrouvée dans les décombres du World Trade Center. « Il est très étonnant de voir à quel point la nature de ces Jeux a changé, souligne Mike Moran, le porte-parole du Comité olympique américain (USOC). Des JO du scandale lié au comité de candidature, ils ont évolué pour tenir une place significative dans la conscience du pays. »

Eric Collier
(9 février 2002)

Sarajevo 1984 : dix ans plus tard, 5 anneaux sanglants

Exsangue, à moitié détruite, Sarajevo a voulu se souvenir, mardi 8 février, de sa splendeur passée en marquant l'anniversaire des Jeux olympiques qui s'ouvraient, il y a dix ans, dans la capitale bosniaque. C'est dans l'un des rares bâtiments relativement intacts de la ville, le Théâtre national, que s'est déroulée une cérémonie brève et discrète. Il est vrai que le stade qui avait abrité les festivités de février 1984 ne pouvait convenir : sa piste est occupée par les blindés de la Force de protection des Nations unies. La patinoire qui a vu se rencontrer les principales équipes de hockey est, elle, remplie de carcasses de voitures. Et le complexe sportif de

Skenderia ? A moitié défoncé par les obus, il abrite un bataillon de Casques bleus français. La cité olympique de Dobrinja ? C'est l'un des quartiers les plus endeuillés de Sarajevo, formant la ligne de front avec les forces serbes, qui en occupent une partie. Vendredi 4 février, trois obus de mortier y ont tué 10 personnes dont 2 enfants.

Oubliant le drapeau officiel de l'olympisme, Sarajevo a adopté un nouveau symbole : cinq anneaux rouges se terminant en traînées sanglantes. De même, la flamme olympique s'est transformée en cierge. Mardi, sur la scène du Théâtre national, un homme en costume noir a célébré la « Bosnie affamée mais fière » ; un groupe d'enfants a chanté Sarajevo et imploré : « Ne tuez pas le monde. »

Yves Heller, envoyé spécial
(10 février 1994)

Du « Plus vite, plus haut, plus fort » au « Trop vite, trop haut, trop fort »

En un peu plus d'un siècle, la devise olympique s'est sérieusement écornée. « Citius, altius, fortius » – « Plus vite, plus haut, plus fort » – la formule imaginée par Henri Didon, a pris de l'embonpoint. Désormais, les Jeux iraient « trop vite, trop haut, trop fort ».

C'est en tout cas l'avis d'Henri Charpentier, rédacteur en chef à France-Inter, et d'Alain Billouin, ancien chef du service sports olympiques à L'Equipe, qui publient *Périls sur les Jeux olympiques* (éd. Cherche Midi coll. Documents), pour rappeler que, entre les Jeux d'Athènes de 1896 et ceux de 2004, à Athènes de

nouveau, l'olympisme a été exposé aux convulsions de l'histoire.

Argent, politique, dopage, corruption et terrorisme menacent les Jeux. « Depuis 1912 (...), il n'est pas une célébration olympique qui n'ait été troublée, viciée, agitée par quelque conflit, menace ou pression dont l'origine se trouve dans la politique, la diplomatie, les tensions raciales », constate ainsi Jean Lacouture dans sa préface.

Avec une note d'espoir cependant : « Que le prochain rendez-vous (...) soit donné à Athènes est matière à réconfort, veut croire l'écrivain. Pour ceux d'entre nous qui accordent au sport une valeur de sublimation des conflits, le cadre d'Athènes et d'Olympie a une valeur régénératrice. Est-il naïf, après tant de déboires, de faire état d'un tel espoir ? »

Olivier Zilbertin
(2 juillet 2004)

Melbourne 1956, URSS et Hongrie s'affrontent aussi en water-polo

Le 22 novembre 1956, les Jeux olympiques s'ouvrent à Melbourne alors que le pouvoir soviétique exerce une répression sanglante en Hongrie. Lorsque les athlètes hongrois quittent leur pays, l'Armée rouge est dans les rues de Budapest. Les sportifs magyars commencent les Jeux avec les espoirs et la fierté d'un pays en lutte contre la domination. Le 6 décembre 1956, la demi-finale de l'épreuve de water-polo oppose Hongrois et Soviétiques dans ce contexte international tendu.

La Hongrie mène rapidement 4-0. Les possessions de balle se

jouent au corps-à-corps, quand le Soviétique Valentin Prokopov donne, sans raison apparente, un violent coup de tête au joueur hongrois Ervin Zador. La rencontre se transforme en véritable pugilat. Ce combat aquatique teinte l'eau de la piscine en rouge, comme une triste répétition du bain de sang en Hongrie. L'arbitre interrompt la rencontre et la police dut être appelée car 5 500 spectateurs étaient prêts à malmener les Soviétiques.

« Les ouvriers qui aiment le sport travaillent avec un rendement accru et sont rarement malades »

« L'expérience montre que la pratique du sport de masse exerce une influence bénéfique sur le climat moral de la collectivité, améliore la santé des travailleurs et leur humeur, leur donne de l'entrain. Les ouvriers qui aiment le sport travaillent avec un rendement accru et sont rarement malades. » « Le plus appréciable et le plus stimulant, c'est la reconnaissance du peuple », dit-on encore. Les récompenses – comme l'ordre de Lénine – valent bien tous les privilèges. Mais cette image idyllique cache une situation plus prosaïque. Dans le sport de haut niveau, le véritable amateurisme a disparu, en URSS comme dans les pays occidentaux. Et le sport n'y est pas plus à l'abri des scandales... Pour ne citer qu'un exemple, repris du journal des syndicats *Troud*, le responsable du club sportif d'Achkhabad, capitale du Turkménistan, utilisait les fonds inscrits au budget pour les entraînements et les compétitions à des déplacements privés à Moscou, où il menait une belle vie. Il a ainsi détourné 7 500 roubles (soit près de 50 000 francs).

Daniel Vernet
(13 juillet 1980)

JO d'hiver 2014 à Sotchi : M. Poutine jubile

Lorsque le CIO a proclamé, dans la nuit du 4 au 5 juillet 2007, Sotchi ville organisatrice des Jeux d'hiver de 2014, Vladimir Poutine a jubilé : « Sotchi est un endroit unique. J'ai fait du ski là-bas, et je peux vous dire avec certitude que la vraie neige est garantie ! » Le président russe décroche ici une médaille personnelle, et surtout une revanche : les Jeux de Moscou, en 1980, avaient été boycottés par 58 nations en réaction à la guerre menée par les Russes en Afghanistan.

Mais près d'un an plus tard, une certaine fébrilité est perceptible. Le géant du gaz russe Gazprom bâtit un complexe sportif, tandis que la holding Interro trace des pistes de ski. La préparation du site coulera 15 millions d'euros, et un travail de titan.

« Il s'agit probablement du plus grand défi en termes de ce qui reste à construire pour ces Jeux », a indiqué Jean-Claude Killy, qui dirige le comité de coordination du CIO. Tout reste en effet à créer. Le réseau de transports est médiocre, les autoroutes font défaut. L'aéroport, minuscule, devra être agrandi. Et l'alimentation en électricité est insuffisante, comme l'a montré la méga-panne qui a paralysé Sotchi en novembre 2007... Est-ce pour toutes ces raisons que Semion Vainchtok, président de la holding Olympstroy, la corporation d'Etat chargée du chantier, a rendu son tablier le 17 avril 2008 ? La presse russe avait qualifié sa mission d'« impossible ».

Marie Jégo
(8 avril 2008)

Nicolas Jakubyszyn
(23 août 2004)

A Pékin, la répression préventive

Le gouvernement chinois intensifie sa traque aux opposants

Le gouvernement chinois accentue la répression contre les opposants au régime, depuis janvier 2008. Les dirigeants de la République populaire paraissent soucieux d'éviter que les Jeux ne soient l'occasion, pour tous les dissidents chinois, de rappeler au monde entier que les libertés restent bafouées dans ce pays.

L'arrestation, le 27 décembre 2007, de Hu Jia, l'un des défenseurs des droits de l'homme les plus en vue en Chine, illustre le choix de Pékin. En incarcérant cet activiste de 34 ans devenu le relais d'un réseau de dissidence et d'« *avocats aux pieds nus* » dans tout le pays, les autorités ont envoyé un message fort à tous ceux qui seraient tentés de suivre son exemple.

La priorité, pour Pékin, semble ainsi d'empêcher que s'expriment tous les gêneurs susceptibles de gâcher la fête, qui est pour la Chine un motif de fierté nationale. En 2001, pourtant, le pouvoir chinois avait promis « *d'énormes avancées* » en matière de droits de l'homme si l'on attribuait les Olympiades 2008 à Pékin, une promesse réitérée en octobre 2007 par le vice-maire de la capitale, Liu Jingmin. C'est exactement le contraire qui est train de se passer. Les journalistes ne peuvent pas se rendre au domicile d'Hu Jia et de sa femme Zeng Jinyan, même si des correspondants alle-

mands ont pu s'entretenir brièvement avec elle par une fenêtre de son appartement, le 8 janvier. L'un des avocats d'Hu Jia, Li Jinsong, a confié au téléphone ne pas pouvoir entrer en contact avec son client et ami, et ne pas avoir été autorisé à consulter son dossier. Auparavant, l'un de ses confrères, Li Fangping, s'était vu interdire par les policiers d'approcher Hu Jia au motif que son dossier est lié à des « *secrètes d'Etat* ».

Fin 2007, plusieurs avocats et activistes ont été incarcérés et écartés de la vie publique sans autre forme de procès. Parmi eux, Guo Feixiong a été emprisonné pour cinq ans, en novembre, après avoir révélé des cas de corruption de cadres du Parti communiste en Chine du Sud. « *En deux semaines, la police a commencé à arrêter et à placer en résidence surveillée des dizaines d'activistes, d'intellectuels et d'avocats des droits de l'homme* », soutient, de son côté, l'organisation China Human Rights Defenders (CHRD).

Et depuis le début de 2008, Pékin intensifie sa campagne d'intimidation des contestataires. Ainsi, l'enlèvement, le 6 mars à

Pékin, par des policiers en civil, de l'avocat Teng Biao. Relâché deux jours plus tard, ce professeur de droit dans une université pékinoise, militant connu des droits de l'homme, a raconté avoir été kidnappé par des agents du bureau de la sécurité publique, qui l'ont emmené dans une voiture banalisée.

A 34 ans, l'avocat avait écrit une lettre ouverte en septembre 2007 : « *La réalité de la situation dans la Chine préolympique* ». A Paris, la secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux droits de l'homme, Rama Yade, lui avait remis en décembre le prix « *des droits de l'homme de la République française* » ainsi qu'à deux autres de ses collègues chinois, Mo Shaping et Li Jinsong. L'intimidation dont a été l'objet M. Teng s'inscrit dans une stratégie plus large de répression visant les militants des droits civiques : le 28 février, Wang Guilan a été arrêté à Pékin après avoir, elle aussi, publié une pétition dénonçant le non-respect des droits de l'homme qui avait recueilli quelque 12 000 signatures.

Ceux qui se sont montrés encore plus radicaux, tels Yang Chunlin et Wang Guilin, initiateurs d'une campagne sur le thème « *Nous voulons les droits de l'homme, pas les JO* », ont été arrêtés et risquent de lourdes peines de prison.

Bruno Philip, correspondant à Pékin
(4 janvier-11 mars 2008)

Athlètes en liberté d'expression surveillée

Le comité britannique renonce à interdire tout commentaire la politique

Février 2008 a été marqué par plusieurs prises de position, qui sont venues rappeler que, malgré le souci des autorités chinoises de ne donner aux Jeux olympiques de Pékin qu'un visage sportif et festif, la situation des droits de l'homme dans le pays, les relations avec Taïwan et l'implication de la Chine auprès du Soudan en pleine guerre civile au Darfour seront difficilement absentes du feuilleton sportif qui se déroule du 8 au 24 août.

Le débat a été ravivé par une initiative de la British Olympic Association (BOA), le comité olympique britannique, révélée par le *Mail on Sunday*. La BOA a concocté dans le plus grand secret un contrat dont une clause interdit à ses athlètes de s'exprimer sur des sujets « *sensibles* » lors des JO, sous peine d'exclusion. Le comité britannique s'appuie notamment sur la règle 51 de la Charte olympique (*ci-contre*), qui interdit toute « *démonstration ou propagande politique, religieuse ou raciale* ».

Par ailleurs, la BOA a prévu d'organiser des stages de formation aux médias pour ses athlètes afin de cadrer leur réponse à des questions éventuelles sur les droits de l'homme, le Darfour, le Tibet ou Taïwan. L'argument invoqué est simple : la nécessaire neutralité des sportifs. Selon un porte-parole de la BOA, il s'agit d'éviter « *des prises de position publiques fortes telles que le port d'un tee-shirt marqué "Libérez le Tibet"* ». Un point de vue qui n'est pas étranger au sport britannique, puisque, lors des matches du championnat anglais, il est interdit aux footballeurs d'arborer un maillot frappé d'un slogan politique sous peine de lourdes pénalités.

Cette initiative de la BOA a provoqué de nombreuses réactions. Richard Vaughan, champion britannique de badminton, s'est fâché, le 12 février, à propos du conflit du Darfour : « *Alors que beaucoup de pays ont essayé d'isoler le Soudan en*

rompant les relations économiques, la Chine a largement soutenu le gouvernement de Khartoum, particulièrement dans le domaine pétrolier. »

Les arrières-pensées économiques ne seraient pas non plus absentes de l'initiative de la BOA. Beaucoup y ont vu l'influence du 10 Downing Street, soucieux de développer les liens avec la Chine après la visite en janvier du premier ministre, Gordon Brown.

Les Français sans consigne
Selon Les ONG Reporters sans frontières et Article 19, les comités olympiques du Canada, des Etats-Unis, des Pays-Bas et de la Belgique se sont publiquement engagés à respecter la liberté d'expression de leurs athlètes. De son côté, le gouvernement chinois n'est pas demandeur d'une telle clause, mais exige des participants le respect de la Charte olympique qui interdit la propagande dans les enceintes olympiques. Face à la tempête, le comité olympique britannique a dû

préciser que son projet allait être amendé, car son intention n'était pas « *de limiter la liberté de parole des athlètes* ».

En France, Bernard Laporte, secrétaire d'Etat aux sports, a expliqué, le 12 février, que les athlètes français ne seraient soumis à aucune consigne du gouvernement en matière de liberté de parole.

De son côté, Henri Sérandour, président du Comité national olympique et sportif français (Cnosf), a précisé le 14 février, que le Cnosf « *respecte la liberté individuelle d'expression des athlètes* », en accord avec le principe fondamental n° 5 de la Charte olympique qui rejette « *toute forme de discrimination à l'égard d'un pays ou d'une personne fondée sur des considérations de race, de religion, de politique, de sexe ou autres* ». Mais, dans le même temps, le président du Cnosf note que les athlètes ont pour « *obligation de respecter les obligations de la Charte olympique* », et notamment sa règle 51.

B. d'A. et Marc Roche (à Londres)
(16 février 2008)

Le dalaï-lama en France pendant les JO

Le dalaï-lama, chef politique et spirituel des Tibétains, doit tenir des réunions d'enseignement à Nantes du 15 au 20 août. Le groupe sénatorial français de soutien au Tibet a indiqué, le 31 octobre 2007, qu'il demanderait à Nicolas Sarkozy de recevoir le dalaï-lama durant ce séjour, rappelant que le dalaï-lama a été reçu au plus haut niveau à Berlin, Washington et Ottawa en 2007.

A Pékin, le chef de la diplomatie chinoise, Yang Jiechi, a rappelé, devant son homologue français Bernard Kouchner, l'hostilité de la Chine « *à ce que des dirigeants de certains pays persistent à rencontrer* » le dalaï-lama. — (AFP, 2 novembre 2007)

La règle 51 de la Charte olympique

La règle 51 de la Charte olympique stipule, dans son alinéa 3, qu'« *aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique* ».

Le texte d'application de la règle 51 prévoit, par ailleurs, que « *toute violation (...) peut entraîner la disqualification ou le retrait de l'accréditation de la personne concernée. Les décisions de la commission exécutive du CIO à ce sujet seront sans appel* ». Une épée de Damoclès au-dessus de la tête des athlètes.

(16 février 2008)

Patrick Clastres : « Le CIO connaît une crise de fond »

Chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po, Patrick Clastres vient de publier *Jeux olympiques, un siècle de passions* (éd. Les Quatre Chemins). Il revient sur le Comité international olympique (CIO), organisateur de l'événement.

Comment le CIO peut-il réagir au débat sur les Jeux de Pékin ?
Le CIO connaît une crise de fond. Il est l'héritier de l'olympisme fondé par Pierre de Coubertin sur des principes compliqués à mettre en œuvre, conjuguant l'expression des patriotismes et la paix par le sport. Le CIO a souvent, pour cela, recherché un équilibre : il a donné les JO en 1980 à Moscou, puis à Los Angeles en 1984. Le CIO doit gérer cet héritage et, en même temps, il semble ne pas tirer les leçons des JO de Mexico. Il réduit la liberté d'expression des athlètes pour Pékin comme il l'a fait en 1968 avec les athlètes du « *Black Power* ».

Le problème n'est-il pas que le monde n'est plus dans une logique bipolaire ?
Le CIO a fait le choix de la Chine pour au moins deux raisons. D'abord, la diplomatie du Comité a toujours reposé sur l'idée d'universalisation des Jeux, pour conquérir des espaces en marge du mouvement olympique et éviter des tentatives de sécession. La deuxième raison tient au fait que, depuis les années de présidence de Juan Antonio Samaranch, de 1980 à 2001, le CIO a renforcé son lien avec les multinationales pour se dégager de l'influence des Etats. Choisir la Chine, économie en pleine croissance, c'est donc aussi pour le CIO satisfaire ses soutiens financiers.

Mais aujourd'hui, nous sommes effectivement dans un moment multipolaire et de circulation de l'information. C'est pourquoi le CIO est dans une impasse en restant sur une logique de neutralité, tout en voulant contrôler la liberté de parole des athlètes. Il court après des sociétés qui se démocratisent beaucoup plus vite que lui.

Que peut faire le CIO, mis en cause ?
Juan Antonio Samaranch a mis en place

quatre réformes : l'abandon de l'amateurisme, la définition du statut juridique en Suisse du CIO, la reconnaissance de sa propriété sur la marque olympique et le programme TOP (The Olympic Partners), qui rassemble de grands partenaires sponsors. **Le CIO peut-il vivre sans se réformer ?**
Oui. Il a connu d'autres crises. Mais il pourrait aussi explorer d'autres voies. Il a toujours mis en avant des valeurs fortes de l'olympisme. Cependant, depuis Séoul et le dopage de Ben Johnson, la corruption à Salt Lake City ou les questions de droits de l'homme à Pékin, il fait la démonstration que ces valeurs ne sont pas toujours mises en œuvre.

Ou bien le CIO s'aligne complètement sur une approche commerciale des JO, s'exposant alors à la concurrence de sponsors et d'organismes privés. Ou bien il fait évoluer son modèle. Cela voudrait dire par exemple réformer son mode de recrutement en laissant de côté la cooptation. On pourrait imaginer faire voter les sportifs dans le monde entier. Il pourrait y avoir aussi dans la Charte olympique une référence à des grands textes du droit international, tels que la Déclaration des droits de l'homme. Mais le CIO se méfie de tout geste qui pourrait le placer sous l'influence de l'ONU.

Sur les Jeux eux-mêmes, pour les différencier d'un simple championnat du monde, il faudrait quelques évolutions fortes, comme, par exemple, organiser les JO et les Jeux paralympiques en même temps. Après Pékin, les Jeux de Vancouver et de Londres devraient donner un peu de répit au CIO. Mais avec ceux de Sochi en 2014, ces débats pourraient resurgir.

Propos recueillis Bertrand d'Armagnac
(19 juin 2008)

Les blogs censurés ?

Alors que le parcours de la flamme s'est fait plus discret, les escarmouches autour de la liberté d'expression des athlètes pendant les Jeux continuent. « *Nous sommes là [en Chine] uniquement pour le sport qui peut ouvrir un espace de liberté, de rêve* », a ainsi lancé, lundi 26 mai 2008, Henri Sérandour, président du Comité national olympique et sportif français (Cnosf). Avant de regretter l'argent investi « *pour rien* », dans une allusion au badge « *Pour un monde meilleur* » que les athlètes français veulent arborer à Pékin.

Le Comité international olympique (CIO) a aussi établi des directives pour contrôler l'utilisation des blogs, pages personnelles sur le Net, par les « *personnes accréditées* », c'est-à-dire les sportifs et leur encadrement, pour retracer leurs expériences olympiques. L'objectif du CIO est de limiter les débordements politiques, mais aussi de préserver ses intérêts commerciaux. Formulées en février par le CIO, ces directives sont actuellement diffusées par les fédérations auprès de leurs athlètes.

« *Les blogs des personnes accréditées proposant du contenu olympique doivent, en tout temps, se conformer à l'esprit olympique et aux principes fondamentaux de l'olympisme tels qu'énoncés dans la Charte olympique,*

ainsi que respecter la dignité et être de bon goût », précisent les directives.

Le CIO a établi un cadre très strict pour les blogs d'athlètes. Il rappelle que ces blogs sont « *une forme légitime d'expression individuelle et non une forme de journalisme* ». Ils doivent donc cantonner leur parole – blogs et interventions « *sur des sites Web de tiers* » – dans les limites qu'il établit.

Le CIO exige, en outre, des sportifs blogueurs qu'ils ne divulguent pas d'« *informations susceptibles de compromettre la sécurité, la tenue et l'organisation des Jeux* ». Là encore, les termes permettent au CIO une interprétation des plus larges.

Le CIO se montre aussi très attentif sur ses intérêts commerciaux et souligne que les athlètes « *ne peuvent pas inclure de référence commerciale en rapport avec le contenu olympique publié sur leurs blogs* », à l'exception de ses partenaires commerciaux. Aucune bande-son ou image animée d'une manifestation olympique ou activité se déroulant sur une zone accessible avec accréditation ne peut être placée sur un blog. Tout non-respect fera l'objet de sanctions qui peuvent aller du retrait de l'accréditation olympique à des poursuites judiciaires pour dommages et intérêts, prévient le CIO.

B. D'A.
(31 mai 2008)

« Pékin sortira plus fort » des JO

Suite de la première page
La menace de boycottage actuelle présente-t-elle des spécificités ? Le boycottage des JO de Moscou fut celui d'une puissance déclinante. La Chine est une puissance montante, ce qui la rend beaucoup plus difficile à boycotter. Au lieu de demander, sceptique, « *pourquoi boycotter ?* » demandons « *pourquoi ne pas boycotter ?* ». On se rend compte alors que le non-boycottage – que ce soit à Berlin, à la Coupe du monde en Argentine – n'a jamais eu d'effets positifs sur les dictatures organisatrices. La tenue des Jeux renforce leur pouvoir. Le régime chinois sortira plus fort que jamais des JO.

Est-ce que les Jeux poussent à

son paroxysme le concept selon lequel, d'après-vous, le sport est contre les peuples ?

Le sport est envahissant, il a une omniprésence semblable à celle des idéologies dans les Etats totalitaires. En ce sens, il est contre les peuples, à leur insu. Les JO (comme tous les grands événements sportifs) existent pour favoriser de l'euphorie collective. Du coup, ils sont bien un opium des peuples. De quoi en effet sont-ils le culte ? Des marques, de la consommation, de la performance, de la personnalité (les idoles sportives). Autant d'éléments qui fabriquent de la dépendance individuelle et collective, obstacle à l'autonomie de jugement.

Propos recueillis, Pierre Julien
(« *Le Monde2* », 17 mai 2008)
Robert Redeker est l'auteur de *Le Sport est-il inhumain ?* éd. Panama.

Steven Spielberg n'a pas « l'esprit olympique »

Le gouvernement chinois a exprimé ses regrets, le 14 février 2008 après la décision du cinéaste américain Steven Spielberg de renoncer à participer à l'organisation de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin (8-24 août), en raison de l'attitude de la Chine dans la crise au Darfour. « *Nous ne souhaitons pas voir un tel événement, attendu par le monde entier, perturbé par des problèmes politiques. C'est contraire à l'esprit olympique* », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Liu Jianchao. Cette neutralité politique est également demandée aux athlètes qui participeront aux JO.

(16 février 2008)

Saint Louis 1904, roman d'un tricheur

Saint Louis, 1904. L'Américain Fred Lorz court le marathon sous une chaleur caniculaire. Victime de crampes, il s'arrête pour abandonner. Un automobiliste apitoyé s'arrête et le prend à bord. La voiture dépasse les autres coureurs. A 8 km du but, Lorz se sent mieux, et veut rejoindre le stade à pied. Quand il arrive sur la piste, acclamé par 2 000 spectateurs, il se prend au jeu et franchit la ligne d'arrivée. Il pose même pour les photographes avec Alice Roosevelt, la fille du président. La comédie dure 10 mn, jusqu'à ce que l'Anglais Thomas Hicks pénètre à son tour dans le stade : « *Je l'ai vu monter dans une voiture* », dit-il. Démasqué, l'imposteur s'est esquivé sous les huées. — (17 août 2004)

JO 2016 : 4 villes retenues

Le CIO a annoncé le 4 juin 2008 que Chicago (Etats-Unis), Tokyo (Japon), Rio de Janeiro (Brésil) et Madrid (Espagne) avaient franchi la première étape de la procédure de candidature à l'organisation des Jeux de 2016. Les quatre villes ont été retenues à l'unanimité sur un total de sept villes requérantes comprenant également Prague (République tchèque), Bakou (Azerbaïdjan) et Doha (Qatar). Les quatre villes retenues ont jusqu'au 12 février 2009 pour soumettre leur dossier de candidature au CIO. La décision finale sera prise le 2 octobre 2009 par les membres du CIO réunis pour leur 121^e session à Copenhague.

En bref

● **À LIRE.** « *Un siècle d'olympisme, les JO de 1896 à nos jours* », de Geoffroy Deffrennes, éd. La Renaissance du Livre. Pour mieux appréhender l'événement sportif de l'été, le livre de Geoffroy Deffrennes (correspondant régional à Lille pour *Le Monde*) replace chaque Jeu dans son contexte historique, chaque discipline est expliquée, illustrée, le tout accompagné de portraits de grands athlètes.

● **Londres 2012 : polémique sur les coûts.** Estimé initialement à 4 milliards de livres (5 milliards d'euros), le budget à prévoir pour les JO 2012 de Londres s'élèverait à au moins 9 milliards de livres, selon un rapport parlementaire britannique. « *Le coût initialement prévu était totalement irréaliste* », a commenté Edward Leigh, député conservateur de Gainsborough, qui a dirigé les travaux. — (23 avril 2008)

Documents sauvegardés

Le Point

© 2022 Le Point.fr. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news:20220204-POR-22774011pw

Nom de la source

Le Point.fr

Vendredi 4 février 2022

Type de source

Presse • Presse Web

Le Point.fr • no. 202201 •
1471 mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Pékin 2022 : quand la politique s'invite aux Jeux olympiques

Par Ava Luquet

Malgré les appels du CIO à dissocier sport et politique, de nombreux JO restent célèbres pour des raisons extrasportives. Rétrospective.

À chaque édition des Jeux, le Comité international olympique (CIO) fait face au même problème : ses demandes de dissocier sport et politique sont rarement respectées. Pékin 2022 ne fait pas exception. De nombreux pays accusant la Chine de « génocide » contre la minorité musulmane ouïgoure au Xinjiang et d'atteintes aux droits humains à Hongkong vont exercer un boycott diplomatique des JO. Le CIO a néanmoins mis à jour sa politique en termes d'engagement politique. Dans un communiqué, le comité assure qu'« il est approprié que les athlètes manifestent ou expriment leurs opinions dans les médias, lors de conférences de presse et dans les zones mixtes ». Toutefois, « exprimer des vues personnelles pendant la cérémonie d'ouverture, sur le podium ou sur un terrain de sport » reste interdit. La politique n'est pas la bienvenue aux Jeux. Pourtant, elle s'y invite presque toujours...

Anvers 1920 - Les conséquences de la Première Guerre mondiale

Les Jeux olympiques de 1920 ne devaient pas se dérouler en Belgique. Lorsque la discussion a lieu en juin 1914 concernant le prochain organisateur, le pays n'est même pas sur la liste. On peut lire dans Mémoires olympiques par le créateur des Jeux, Pierre de Coubertin, qu'« une sorte de scrutin préliminaire avait divisé les votes presque équitablement [entre Budapest et Amsterdam, NDLR] avec une légère avance pour Budapest ».

Cependant, l'empire austro-hongrois est un allié de l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale, et la possibilité d'organiser les Jeux à Budapest est évincée. La candidature d'Anvers est finalement retenue en avril 1919. L'Autriche, la Bulgarie, l'Allemagne, la Hongrie et la Turquie, États vaincus ou leur successeur durant la Première Guerre mondiale, ne sont pas invitées. L'Allemagne ne sera pas conviée aux Jeux de 1924 non plus.

À LIRE AUSSI Pékin 2022 : la Chine va-t-elle espionner les athlètes ?

Berlin 1936 - La montée du nazisme

La décision d'organiser les Jeux olympiques en Allemagne se fait en 1931. Après l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933, les États-Unis appellent au boycott de l'événement. Le CIO souligne une forme d'hypocrisie du côté américain, en pleine ségrégation raciale. Les États-Unis participent finalement, comme 48 autres États, aux Jeux de Berlin.

Hitler saisit cette opportunité pour tenter de prouver la supériorité de son empire et de la population « aryenne ». Ainsi, bien qu'il ait assuré « que les juifs pourront faire partie de l'équipe allemande », les sportifs « non aryens » sont systématiquement exclus des associations et équipes sportives du pays. La polémique provoquée est renforcée par plusieurs incidents. Lors de la finale de vitesse en cyclisme, l'Allemand Toni Merkens gêne le Néerlandais Arie van Vliet. Le sportif n'est pour autant pas disqualifié et garde sa médaille. Il paye simplement une amende de 100 Reichsmark. Par ailleurs, plusieurs athlètes, dont des Français, font, lors de la cérémonie d'ouverture, un salut de la main. Certains

Documents sauvegardés

les accusent d'avoir fait le salut nazi, ils se défendent en affirmant qu'il s'agit du salut olympique.

Jeux olympiques de 1936. L'équipe italienne de football salue-t-elle le public du salut nazi ou olympique ? © Photo12 via AFP

Melbourne 1956 - Le « bain de sang »

Les Jeux olympiques de 1956 sont directement touchés par trois sujets de tension politique simultanés. L'Égypte, l'Irak et le Liban refusent de participer aux Jeux pour protester contre l'attaque de la France, du Royaume-Uni et d'Israël sur le canal de Suez. La Chine n'envoie, quant à elle, pas de délégation en réponse à la participation de Taïwan. Le joueur de water-polo hongrois Ervin Zador sort de la piscine avec le visage plein de sang après avoir reçu un coup de poing de la part du nageur soviétique Valentin Prokopov. Lors de la finale, la Hongrie gagne la médaille d'or face à la Yougoslavie (argent), et la Russie gagne la médaille de bronze. © STAFF / INTERNATIONAL NEWS PHOTOS (INP) / AFP

Mais l'événement le plus mémorable est le match de water-polo opposant la Hongrie à l'URSS à Melbourne. La rencontre se déroule moins d'un mois après que l'insurrection de Budapest a été matée par l'Armée rouge. Elle dérape après qu'un athlète russe frappe un Hongrois d'un coup de poing à l'oeil. À la vue du sang qui se propage dans la piscine, le match tourne au pugilat, certains supporters hongrois vont même jusqu'à sauter dans la piscine. Sur les 112 Hongrois de la délégation olympique, 44 d'entre eux seulement retournent dans leur pays. Les autres profitent des Jeux pour fuir le régime communiste.

Mexico 1968 - Le poing levé du Black Power

Lors de la remise des médailles du 200 mètres en 1968, les athlètes Tommie Smith et John Carlos montent sur le podium en chaussettes et avec chacun un poing ganté vers le ciel. Ce signe de protestation est celui du Black Power, un ensemble de mouvements qui protestent contre les discriminations subies par les personnes noires aux États-Unis. Les deux athlètes, ainsi que le troisième membre du podium, l'Australien Peter Norman, portent un badge du Projet olympique pour les droits de l'homme.

Le président du CIO, Avery Brundage, lui-même américain, demande au Comité olympique américain de bannir les athlètes. Lorsque celui-ci refuse, Brundage menace d'expulser l'ensemble de la délégation américaine, et Smith et Carlos sont finalement exclus des Jeux olympiques à vie.

À LIRE AUSSI Comment la Chine tente de sauver ses JO « zéro Covid »

Munich 1972 - Le massacre de Munich

Lorsque les terroristes se rendent compte qu'ils ont été piégés, l'un d'eux envoie une grenade dans un des hélicoptères où se trouvaient les otages. Les pilotes des hélicoptères parviennent à sortir de l'appareil à temps, mais les otages restent coincés à l'intérieur et l'hélicoptère explose. © HEINZ GOETTERT / DPA / dpa Picture-Alliance via AFP- Dans la nuit du 5 septembre 1972, une dizaine de terroristes de l'organisation palestinienne Septembre noir entrent dans le bâtiment de la délégation israélienne. Après avoir tué deux athlètes israéliens et pris en otage les neuf autres, les onze terroristes entrent en négoci-

ations avec le gouvernement allemand. Un avion est préparé, à leur demande, pour pouvoir se rendre avec leurs otages au Caire. Le plan des autorités allemandes - remplacer les membres d'équipage par des policiers déguisés - tourne court. Les onze membres de l'équipe olympique israélienne seront tués ainsi qu'un policier ouest-allemand. Cinq des huit terroristes sont tués, les trois autres capturés. Le 6 septembre, une cérémonie commémorative est organisée, lors de laquelle Avery Brundage prononce la célèbre phrase « The Games must go on » (Les Jeux doivent continuer), sans mentionner les athlètes israéliens assassinés.

Toronto 1976 - L'apartheid

L'Afrique du Sud est expulsée en 1964 des Jeux olympiques d'été, et le sera jusqu'en 1992, en raison de l'apartheid. Cette décision ne s'applique pas pour autant aux Jeux paralympiques, ce qui conduit en 1976 au seul boycott de leur histoire : huit pays refusent d'envoyer leurs délégations à Toronto. Les autorités canadiennes, qui n'approuvent pas la participation sud-africaine aux Jeux, annulent leur contribution financière de 500 000 dollars. Ces Jeux marquent la dernière participation aux Jeux de l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Moscou 1980 - Los Angeles 1984 : la guerre froide

En 1980, les États-Unis boycottent les jeux de Moscou à la suite de l'invasion soviétique de l'Afghanistan. En 1984, l'URSS et quatorze de ses alliés boycottent en retour les Jeux olympiques de Los Angeles.

Logo des Jeux olympiques de Moscou en 1980. © SPUTNIK / Sputnik / Sputnik via AFP

Documents sauvegardés

Athènes 2004 - Conflit israélo-palestinien

En 2004, le judoka iranien Arash Miresmaeili est disqualifié avant la compétition pour cause de surpoids, alors qu'il devait affronter l'Israélien Ehud Vaks. Les instances sportives le soupçonnent de s'être volontairement disqualifié et le gouvernement iranien lui promet la prime de 1 milliard de rials (94 000 euros) réservée aux sportifs médaillés. Gholam Ali Haddad-Adel, alors président iranien du Parlement, lui écrit « Soyez assuré que votre élimination au nom de vos convictions islamiques et humanitaires vous octroie une place dans le coeur de tous les Iraniens et de tous ceux dans le monde qui aiment la liberté. » Le judoka iranien Arash Miresmaeili porte le drapeau de sa délégation lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'Athènes en 2004. Il ne participera finalement à aucun match. © JACQUES DEMARTHON / AFP

Cet article est paru dans **Le Point.fr**

http://www.lepoint.fr/sport/pekin-2022-quand-la-politique-s-invite-aux-jeux-olympiques-04-02-2022-2463449_26.php

Rio 2016 - Corruption

Le 4 juillet 2019, l'ancien gouverneur de Rio Sergio Cabral, emprisonné alors pour d'autres affaires de corruption, avoue avoir payé des pots-de-vin à hauteur totale de 2 millions de dollars à des délégués du CIO pour que Rio soit désignée ville organisatrice des Jeux olympiques.

Les Jeux de 2016 sont également marqués par une polémique autour d'un système de dopage. L'Agence mondiale antidopage demande l'exclusion de l'équipe russe, mais le CIO décide finalement de n'exclure que les athlètes dont l'utilisation de substances est avérée. 271 athlètes russes sur 389 participent aux Jeux.

EXTRA

LES SÉRIES DE L'ÉTÉ

Durant tout l'été, L'Équipe a décidé de vous emmener sur d'autres terrains de sport, de vous raconter de belles histoires de sportifs, anciennes ou pas, de revenir aussi sur de grands moments un peu effacés des mémoires... Et, cette semaine, nous vous relatons comment la politique s'est invitée, de gré ou de force, dans de grandes compétitions internationales

Semaine 6/8

LE SPORT, UNE ARME POLITIQUE

AUJOURD'HUI

1956 : le match URSS-Hongrie sous haute tension

DEMAIN

1971 : Bourgarel, caution au pays de l'apartheid

MERCREDI

1972 : la trêve olympique ensanglantée à Munich

JEUDI

1978 : une Coupe du monde au pays de la junte

VENDREDI

2008 : la contestation du régime chinois avant les JO

2/8 LES GRANDS MOMENTS QUI TOME...

3/8 LES GRANDES CHAMPIONNES CYC...

4/8 LES GRANDES ÉMISSIONS DE SPORT À LA TÉLÉ

5/8 LES COMPÉTITIONS CRÉÉES PAR L'ÉQUIPE

6/8 LES GRANDS MOMENTS QUI TOME...

7/8 LE TOURIST TROPHY, UNE DINGUERIE...

8/8 LES GRANDS MOMENTS QUI TOME...

Le fond de l'eau était rouge

En 1956 à Melbourne, le match de water-polo Hongrie-URSS, en demi-finales du tournoi olympique, vira au pugilat alors que l'insurrection de Budapest avait été matée par l'armée rouge un mois plus tôt.

Un joueur sort de l'eau, hébété, groggy. Un filet de sang dégouline de sa tempe droite. La photo est restée célèbre et l'homme est devenu un symbole. En ce 6 décembre 1956, un mois après la violente répression par les Soviétiques de l'insurrection de Budapest, la demi-finale de water-polo des Jeux Olympiques de Melbourne qui oppose l'URSS à la Hongrie dépasse largement le cadre sportif. « Nous sentions que nous jouions non pas seulement pour nous, mais pour notre pays tout entier », a souvent affirmé Ervin Zador, le jeune ensanglanté.

Il avait vingt et un ans, un avenir radieux. Mais sa carrière olympique s'est arrêtée là. Bien sûr, cette violence aurait pu paraître banale au regard des habitudes subaquatiques de ce sport. Mais l'enjeu était trop politique. Aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans, le Russe Gueorgui Liozine en convient volontiers, tout en continuant à défendre l'agression commise sur Zador par son coéquipier Valentin Prokorov : « Dès le début, les Hongrois nous avaient donné des coups de poing, ils nous insultaient. Le juge suédois les favorisait en sifflant des fautes et des expulsions contre nous. Le président de notre comité olympique, Nikolaï Romanov, nous hurlait du bord du bassin de ne pas répondre. Mais les Hongrois étaient toujours plus effrontés. On ne l'a pas supporté. » Question de fierté. De part et d'autre. La Hongrie menait alors 4 buts à 0, à deux minutes de la fin du temps réglementaire. Elle s'appropriait à défilé la Yougoslavie en finale et à s'adjuger l'or olympique (2-1). Le mauvais geste de Prokorov sur Zador fit définitivement basculer la rencontre. On la qualifia de « bain de sang », et la

photo du jeune Hongrois s'afficha dans les journaux du monde entier, jusqu'à barrer la une de Life. Cinquante ans plus tard, deux films célébrèrent l'épisode. De manière partielle, dans Szabadság, szerelem (Liberté, mon amour), l'œuvre de la cinéaste hongroise Krisztina Goda. Avec un regard plus réaliste dans le documentaire américain Freedom's fury (la Fureur de la liberté), produit notamment par Quentin Tarantino et resté six semaines en tête du box-office en Hongrie. Un fantastique travail, mélange d'interviews et d'images d'archives, narré par l'icône américaine de la natation, Mark Spitz, septuple médaillé d'or olympique aux Jeux de 1972 et qui progressa dans son adolescence grâce aux conseils d'un technicien hongrois exilé en Californie... Ervin Zador.

« Nos adversaires ont été victimes des circonstances. Les traiter de barbares, comme nous l'avons fait, était inapproprié », s'excusait dans le film le vieil homme, décédé en avril 2012. Les Hongrois avaient agi sous le coup de l'émotion, aveuglés par le martyre de Budapest et ce sentiment qu'à travers leur sport ils pouvaient exprimer leur patriotisme. Bien avant que le pays ne devienne une république populaire indépendante à Moscou, le water-polo y était déjà une religion. Depuis la médaille d'argent des Jeux de 1928, les Hongrois avaient toujours figuré sur le podium olympique (1). En 1952, ils décrochaient l'or, tandis que l'équipe d'URSS échouait à la septième place. Deux ans plus tard, le pouvoir soviétique décidait d'envoyer cette dernière à Budapest et obligeait le petit satellite à lui livrer ses secrets. « Les Hongrois, c'étaient nos idoles ! On avait tellement à apprendre d'eux », se souvient Liozine. Tous les jours, la délégation de l'URSS s'installait dans les gradins, observait, notait, copiait. Elle s'inspirait des idées de Bela Rajki, le coach visionnaire qui imposait notamment à ses hommes de pratiquer d'autres sports, comme le basket ou le ski. Et soudain, l'élève allait inquiéter le maître. À l'été 1956, quelques mois avant les Jeux, les poloïstes soviétiques profitaient des Spartakiades (2) à Moscou et de la bienveillance de l'arbitrage maison pour infliger une défaite controversée aux Hongrois. Une bagarre mémorable

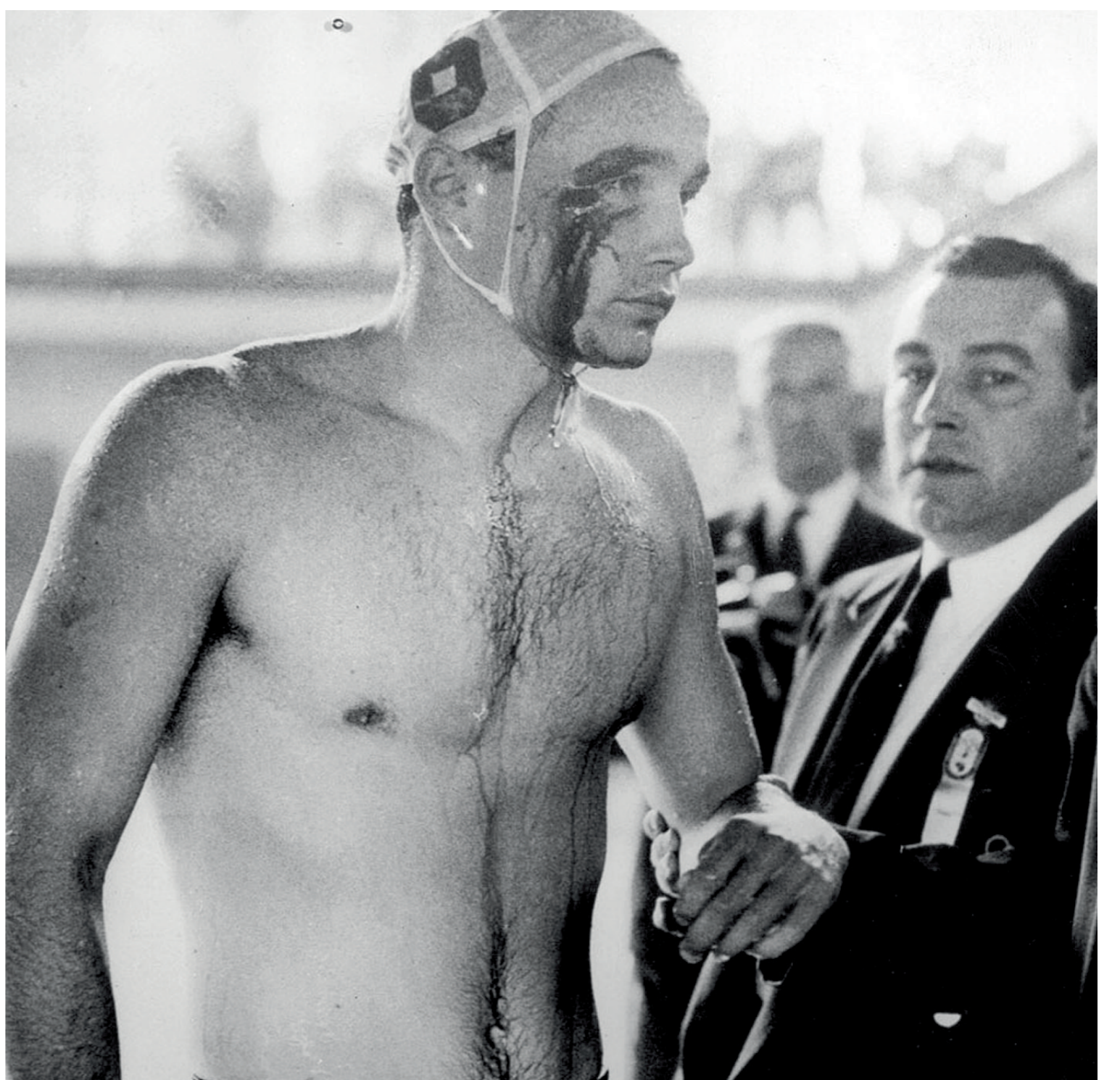
« DÈS LE DÉBUT, LES HONGROIS NOUS AVAIENT DONNÉ DES COUPS DE POING, ILS NOUS INSULTAIENT. LE JUGE SUÉDOIS LES A FAVORISÉS EN SIFFLANT DES FAUTES ET DES EXPULSIONS CONTRE NOUS. LE PRÉSIDENT DE NOTRE COMITÉ OLYMPIQUE, NIKOLAÏ ROMANOV, NOUS HURLAIT DEPUIS LE BORD DU BASSIN DE NE PAS RÉPONDRE. MAIS LES HONGROIS ÉTAIENT TOUJOURS PLUS EFFRONTÉS. ON NE L'A PAS SUPPORTÉ »

LE JOUEUR RUSSE VALENTIN PROKOROV

éclatait dans le vestiaire entre les deux escouades après la rencontre. Reflet d'heures sombres qui se profilaient.

Depuis la mort de Staline, en 1953, un vent de réforme soufflait sur les républiques populaires du bloc de l'Est. En Hongrie, l'appétit de changement se nourrissait de la voix populiste d'Imre Nagy, exclu du Parti communiste et opposant au stalinien Matyas Rakosi. Mais ces espoirs étaient nés trop tôt. Bien sûr, les grèves ouvrières de Pologne en juin 1956 venaient de propulser Wladyslaw Gomulka au pouvoir. Les Hongrois voulaient s'engouffrer dans le mouvement. Et le 23 octobre, ils étaient cent mille étudiants à défilé à Budapest, allant jusqu'à déboulonner la statue de Staline. Sur ordre de Rakosi, les militaires écrasèrent la manifestation dans le sang. Sans stopper les émeutes. « Ce jour-là, on nous avait séquestrés dans un lieu d'entraînement situé dans les collines », raconte Ervin Zador. Les poloïstes prépareraient leurs Jeux, sans bassin et dans une totale confusion. Ils entendaient les coups de feu, apercevaient les flammes, recevaient des messages les alertant de la révolte. Nommé à la tête du gouvernement le 28 octobre, Imre Nagy prononça la neutralité de la Hongrie et confirma le 30 octobre qu'une délégation olympique se rendrait à Melbourne pour y représenter une Hongrie « libre ».

La nuit suivante, Zador s'échappait, marchait près de vingt-cinq kilomètres, terrifié de n'avoir aucune nouvelle de ses proches. Il les retrouva chez lui, passa quelques heures avec ses parents et rentra à pied. Le lendemain, un bus embarquait secrètement l'équipe pour un long et tortueux périple. Le 20 novembre, la délégation hongroise atterrit dans un restaurant à Darwin, dans le nord de l'Australie, entaillant deux avions. C'est là qu'ils apprirent que les chars soviétiques avaient maté la révolution. Seize divisions, deux mille tanks avaient dévasté leur pays entre le 4 et le 11 novembre. Plus de deux mille cinq cents Hongrois avaient péri, deux cent mille s'enfuiraient. Le prosoviétique Janos Kadar avait remplacé Nagy, qui serait arrêté le 22 novembre et pendu le 16 juin 1958. Imperméable au danger qu'un tel comportement aurait pu provoquer, le



Cette photo d'Ervin Zador a fait le tour du monde. PRISE LE 6 DÉCEMBRE 1956, APRÈS HONGRIE-URSS (4-0), DEMI-FINALE DU TOURNOI DES JEUX DE MELBOURNE, elle a fait de ce poloïste un symbole du martyr du peuple hongrois, maté un mois plus tôt par l'armée soviétique. Photo AFP

jeune Ervin Zador se leva de table avec un verre et proclama devant les officiels décontenancés qu'il ne rentrerait pas. « Ça n'allait pas très bien avant, mais j'avais le sentiment que ça allait devenir pire et que les Soviétiques ne s'en iraient jamais », se justifia le novice. En débarquant au village olympique de Melbourne, les Hongrois manifestèrent à leur façon, en déployant des drapeaux délestés des armoiries du stalinien Rakosi. Lors du défilé de la cérémonie d'ouverture, le 22 novembre, aucun sourire n'affleurait, aucun sentiment de joie. Juste l'angoisse. Le lendemain, Bela Rajki réunit son équipe et lui tint ce discours : « Les gars, à vous de décider : jouer ou rentrer chez vous. Mais vous pouvez considérer cette occasion comme positive. Gagnez les Jeux, et décidez en tant qu'hommes de votre destinée. » Quarante-cinq des

quatre-vingt-trois membres de la délégation olympique hongroise, dont cinq poloïstes, feront défection (voir par ailleurs). Dont Ervin Zador.

Avant cela, l'emblématique capitaine Dezso Gyarmati, encore considéré comme le meilleur joueur de tous les temps, avait proposé que l'équipe opère sa propre révolution en offrant une tactique inédite avec une défense en zone et un rôle majeur accordé au génial gardien Otto Boros. Et peu importe qu'ils n'aient plus travaillé dans l'eau depuis des semaines.

Bingo, la tactique dérouta les adversaires et la Hongrie se débarrassa aisément en poules des États-Unis (6-2), de l'Allemagne et de l'Italie (4-0). Avant, donc, que l'Union soviétique se cresse en demi-finales. Enfin les Hongrois appréciaient d'avoir été obligés d'apprendre le russe deux heures par

LES POLOÏSTES HONGROIS PRÉPARAIENT LEURS JEUX, SANS BASSIN ET DANS UNE TOTALE CONFUSION. ILS ENTENDAIENT LES COUPS DE FEU, APERCEVAIENT LES FLAMMES, RECEVAIENT DES MESSAGES LES ALERTANT DE LA RÉVOLTE.

jour. Dans l'eau, ils allaient insulter leurs adversaires dans leur langue, leur cracher à quel point ils les détestaient, eux, leur famille et leur pays. Le plan était simple : « On joue et on les pousse à la faute. » Parmi les cinq mille cinq cents personnes qui avaient pris place dans les gradins, une majorité appartenait à la communauté hongroise exilée en Australie, qui scandait « Hajra Magyarck! » (« Allez, la Hongrie ! ») en agitant des drapeaux. Un

penalty, un second, deux autres buts. L'impression d'un match à sens unique. Dans l'eau et en dehors. La pression était trop forte. Et puis, sur la fin, Antal Bolvari demanda au frais Zador de le remplacer face à cette anguille de Prokorov. Rien d'insurmontable, jusqu'à un court moment d'inattention. Quand le Hongrois s'est retourné, le Russe avait le torse hors de l'eau, armait son bras et le frappait à la tête. Le public s'est arrêté, avant d'exploser. Féroce. Il faudra l'intervention de la police pour escorter l'équipe soviétique jusqu'à son vestiaire. Débordé, l'arbitre sifflait la fin du match avant son terme. Aucun des athlètes n'avait eu le temps de se serrer la main. Ils le feront cinquante ans plus tard, quand seront organisées à Budapest des retrouvailles, une journée à ressasser le passé au Bastion des pêcheurs ou dans la piscine du mont Gellert. Loin, si loin, des échos d'une révolution qui les avait tous ébranlés.

CÉLINE NONY

(1) Les Hongrois ont été sacrés champions olympiques en 1932, 1936, 1952, 1956 puis en 1964, 1976, 2000, 2004 et 2008.
(2) Événement sportif créé en 1928 par l'Union soviétique pour concurrencer les Jeux Olympiques.

LES DATES CLÉS

- 1946**
Le 1^{er} février, dix mois après la libération du pays par l'armée rouge, la république de Hongrie est proclamée.
- 1948**
Le 18 février, un traité d'amitié et d'assistance mutuelle Hongro-soviétique est conclu à Moscou.
- 1955**
Une alliance militaire entre la Hongrie et l'URSS est nouée dans le cadre du pacte de Varsovie.
- 1956**
Le 23 octobre, les manifestations étudiantes débloquent les politiques imposées par l'URSS. Dans la nuit, Imre Nagy est nommé au poste de Premier ministre, à la place du stalinien Matyas Rakosi. Le 4 novembre, les chars soviétiques matent l'insurrection de Budapest, les combats se poursuivront dans tout le pays jusqu'au 14 novembre.
- 1989**
Le 23 mai, la Hongrie autorise le démantèlement du rideau de fer. Le 23 octobre, la nouvelle république de Hongrie est proclamée.
- 1999**
La Hongrie rejoint l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), puis l'Union européenne, en 2004.

Destins d'exilés

Bien sûr, il y avait eu la Tchécoslovaquie Marie Provaznikova, entraîneuse des gymnastes sacrés par équipes en 1948, qui avait refusé de quitter Londres à l'issue des Jeux Olympiques. Mais à Melbourne, en 1956, ce n'était plus un individu isolé qui faisait défection. Des quatre-vingt-trois membres de la délégation hongroise, quarante-cinq ont demandé l'asile politique à l'issue des Jeux. À l'image du poloïste Ervin Zador, qui s'exila ensuite aux États-Unis, où il enseigna la danse avant de devenir maître-nageur pour six dollars de l'heure à Oakland, puis entraîneur

de jeunes Californiens. Son compère Miklos Martin se réfugia, lui, sur la côte Est. Celui qui avait été le porte-parole des Hongrois à Melbourne, parce qu'il était le seul à parler anglais, devint un universitaire de talent, spécialisé dans l'enseignement du... français. On notera aussi la gymnaste Agnes Keleti. À Melbourne, elle avait trente-cinq ans et venait de décrocher quatre médailles d'or (et deux d'argent pour un total de dix « breloques » olympiques). Elle avait rivalisé là-bas avec la prodigieuse Soviétique Larissa Latynina (21 ans). Un conflit de générations

autant que le reflet de ce qui s'était joué dans sa ville natale de Budapest. Une sacrée revanche aussi, pour cette enfant juive, dont le père était mort à Auschwitz. Elle avait échappé à la Shoah en se cachant dans un village, avec les papiers d'identité d'une adolescente chrétienne. Agnes Keleti émigra finalement en Israël. Parmi ses coéquipiers, on citera Jenő Hamori, champion olympique de sabre par équipes, qui trouvera du travail à Philadelphie dans une compagnie de plastiques, tout en achevant un doctorat en chimie biophysique et en pour-

suivant sa carrière d'escrimeur. Il disputera les Jeux Olympiques de Tokyo en 1964 dans l'équipe américaine. Et puis, malgré son âge (16 ans), la nageuse Zsuzsa Ordogh s'exilera seule. Recueillie à Seattle par la famille de Nancy Ramey, la jeune Américaine médaillée d'argent sur 100 m papillon en 1956, Ordogh s'obligera à mémoriser vingt-cinq mots d'anglais par jour. Elle sera championne des États-Unis en brasse en 1958 et 1959, étudiera la chimie et l'ingénierie, réussira une carrière chez Boeing, tout en élevant cinq enfants.



Aux Jeux de Melbourne, Agnes Keleti a décroché l'or olympique aux barres asymétriques, mais aussi à la poutre, au sol, et au sol par équipes. Photo DR

C. N.

Les Olympiades, une affaire très politique

HISTOIRE

Beijing 2008

Depuis leur restauration en 1896, jusqu'à ceux de Pékin, qui débute demain, l'irruption de la politique dans les jeux Olympiques est constante, rappelle l'historien Pierre Milza.

L'appel au boycott des jeux Olympiques de Pékin ou de leur cérémonie, en signe de protestation contre la répression chinoise au Tibet, n'est qu'un épisode de plus de l'irruption de la politique dans l'olympisme, rappelle la revue « L'Histoire » dans un numéro spécial intitulé « Les jeux Olympiques d'Athènes à Pékin ». « Dès leur naissance, les Jeux modernes ont été écartelés entre deux impératifs

D'Olympie au spectacle mondial

En un peu moins de cent pages, « Les jeux Olympiques d'Athènes à Pékin », hors-série de la revue « L'Histoire », balait près de trois mille ans, depuis les premières épreuves d'Olympie (776 av. J.-C.) jusqu'au spectacle mondial, objet de ferveur collective, qui débute demain. De grandes signatures d'historiens - Claude Mossé, Maurice Sartre, Jean-Pierre Rioux, Pierre Milza, Pap Ndiaye, Georges Vigarello... - ont été conviés pour évoquer la professionnalisation du sport dans la Grèce antique, la personnalité de Pierre de Coubertin, les premiers Jeux restaurés d'Athènes en 1896, la face cachée du CIO...

Indispensable pour suivre les Jeux autrement.

contradictaires : d'un côté, l'"idéal olympique", passablement mythifié et passéiste, mais continuellement réaffirmé par un Comité international olympique [CIO] directement issu de l'establishment ; de l'autre, la contrainte des idéologies, des intérêts et des exclusions, pudiquement ignorée par les instances dirigeantes du mouvement », souligne l'historien Pierre Milza. Dès 1896, année de la restauration des Jeux antiques à Athènes, la Grèce renaissante tire parti de l'événement pour s'affirmer comme puissance politique en Europe. Quant au public grec, il vit un moment d'exaltation nationaliste lors de la victoire au marathon de son compatriote Louys Spiridon.

En 1900, venger Sedan

Pierre Milza a fait le compte : il n'y a pas eu de jeux Olympiques qui aient échappé à l'intrusion de la politique, à des fins nationales et internationales. Généralement, on retient quelques dates marquantes. 1936 : les Jeux de Berlin se transforment en outil de propagande hitlérienne et Hitler, pour éviter de serrer la main à des « non-aryens », ne reçoit dans sa loge que les athlètes allemands. 1968 : les sprinters Tommie Smith et John Carlos brandissent leur poing ganté sur les marches du podium pour dénoncer les injustices faites aux Noirs américains. En 1904, à Saint-Louis, les premiers Jeux américains sont ceux de la ségrégation raciale : on organise pour les « primitifs », terme officiel, des compétitions « anthropologiques » ! En 1908, à Londres, les incidents se multiplient entre athlètes américains d'origine irlandaise et britannique. En 1912, à Stockholm, Tchèques, Slovaques, Hongrois, Finlandais, Polonais revendiquent une participation sous leur drapeau et non sous celui des empires, austro-hongrois ou russes,

dont ils sont les sujets. En 1920, à Anvers, contre l'avis de Coubertin, les vaincus de la Grande Guerre, Allemands et Autrichiens sont exclus, etc.

Fixer un seuil de l'intolérable

Bref, le « beau jeu » dont rêvait Pierre de Coubertin est entamé par chaque grande crise : revendications nationalistes avant la Grande Guerre, exclusion des vaincus après ; affirmation du sport fasciste et nazi dans l'entre-deux-guerres. Les Jeux de la Guerre froide deviennent un baromètre des relations

Est-Ouest. En 1952, deux images résument les Jeux d'Helsinki : les quatre victoires du Tchèque Emil Zatopek et le saut, tout habillé, dans la piscine du père du nageur français médaillé Jean Boiteux. En réalité, ces Jeux ont été émaillés d'incidents : empoignades soviéto-américaines en finale du 3.000 mètres steeple ; rencontre de football heurtée Yougoslavie-URSS. En 1956, à Melbourne, boycotté par plusieurs pays après la répression en Hongrie par l'Union soviétique, le match de water-polo fut si violent que la piscine, dirent les commentateurs, était

« rouge de sang ». « Tant que la "politisation" des Jeux se limite à vouloir que soit observé par leurs organisateurs un minimum de respect pour les principes énoncés dans la charte olympique, à commencer par celui de la non-discrimination raciale, il n'y a pas lieu de s'en émouvoir », écrit Pierre Milza. Il a pu, dans certaines affaires, « entrer beaucoup d'hypocrisie », ajoute-t-il, l'agitation de l'épouvantail sud-africain, par exemple. « En mettant l'accent sur une forme, au demeurant intolérable, de violation des droits de l'homme, on a banalisé, sinon légitimé, toutes les autres. » Les dirigeants du CIO, après les Jeux de Berlin et la guerre, auraient pu tirer la conclusion qu'« il existait bel et bien un seuil de l'intolérable » : racisme, discrimination, terreur, violence exterminatrice. Ils ne l'ont pas fait, « payant ainsi au prix fort la fausse assurance d'un œcuménisme fondé sur des valeurs communes ». Et les Jeux d'aujourd'hui, loin de l'idéal de Coubertin, n'ont qu'un petit air de « grande kermesse quadriennale du sport mondial de haut niveau ».

EMMANUEL HECHT

A lire...

« Les jeux Olympiques d'Athènes à Pékin ». Les collections de « L'Histoire », n° 40, 98 pages, 6,80 euros. En kiosque. Pour aller plus loin, « Le Pouvoir des anneaux. Les jeux Olympiques à la lumière de la politique, 1896-2004 », P. Milza, F. Jequier et P. Tétart, Vuibert, 2004.

...et à écouter également

Sur France Culture, « Le cœur des Jeux », par Aurélie Luneau et Gilles Davidas. Le 10 août : « Quand la flamme vacille » ; le 17 : « Les médaillés du cœur ». Le 24 : « L'avenir des Jeux ».



● 1936, les Jeux de Berlin : Adolf Hitler transforme les Olympiades en outil de propagande. ● 1968, les Jeux de Mexico : les athlètes américains Tommie Smith et John Carlos lèvent le poing contre les discriminations raciales.



CARNET

lesechos.fr

le web de l'économie

PROPOS CHOISIS

LES PATRONS PARLENT DE LEURS PASSIONS

radioclassique

Thierry Moulouguet Un déjeuner inoubliable avec Rostropovitch

Dans l'existence d'un homme, certaines années dessinent des perspectives pour toute une vie. Pour Thierry Moulouguet, aujourd'hui directeur financier de Renault, ce sera 1974. La première année de son mariage. L'année où il entre à l'ENA. L'année où il décroche un poste à Avignon et où il découvre l'opéra. « C'est une région où il se passe beaucoup de choses en matière de musique et, cette année-là, il y avait une représentation à Orange de la "Norma", avec Montserrat Caballé, qui est restée dans l'histoire », raconte-t-il. Le mistral était « extrêmement puissant, à tel point que l'on s'est demandé si on n'allait pas interrompre la représentation. Mais Montserrat Caballé a dominé le mistral. Elle avait une traîne qui flottait dans le vent et c'est resté un spectacle somptueux, émouvant, dont tout le monde se souvient. »

Tout le monde, et en particulier Thierry Moulouguet : « Pour moi, c'était une grande découverte parce que je ne connaissais pas l'opéra. Je suis entré dans un univers de grande émotion, de grands sentiments, avec lequel je me suis senti en phase. Depuis, j'ai parcouru une partie du répertoire, toujours avec un bonheur renouvelé. » Un bonheur n'arrivant jamais seul, il découvre la même année une représentation de la « Flûte enchantée », de Mozart, à l'Opéra Studio, à Avignon, avec « des jeunes chanteurs qui ont fait une représentation absolument remarquable ». Ce qui l'a rapidement conduit à Aix « pour écouter à peu près tous les grands opéras de Mozart ».

Toujours en 1974, une rencontre incroyable se produit. Il est convié avec son épouse, violoncelliste, chez des amis : « Ils avaient invité à un déjeuner Rostropovitch, qui, le soir même, donnait un concerto

pour violoncelle de Haydn. Nous avons eu le bonheur de faire la connaissance de Rostropovitch dans ces conditions exceptionnelles et, pour moi, de découvrir ce concerto. »

Trésorier des Arts florissants

Quelques années plus tard, encore, il approfondit sa connaissance du répertoire classique en devenant trésorier des Arts florissants. Cette association, qui conduit un ensemble musical de haut niveau, est une pépinière de talents : plusieurs de ses membres sont devenus des chefs d'orchestre réputés. Thierry Moulouguet ne connaissait rien alors à la musique baroque, mais « un ami conservateur de musée, qui était président des Arts florissants, cherchait un financier et j'étais à l'époque au ministère des Finances ». Il décide de tenter l'expérience et restera une dizaine d'années : « Cela m'a fait découvrir une personnalité hors du commun, William Christie, et cela n'a été que du bonheur. »

Le directeur financier de Renault considère aujourd'hui que deux univers ont été des compléments importants à sa formation initiale :

le milieu humanitaire d'une part, approché lorsqu'il était directeur de cabinet de Bernard Kouchner et qui constitue « une découverte considérable de générosité, d'intensité, d'intérêt pour le monde ». Le milieu musical d'autre part, au travers de ces expériences « faites de sensibilité, de goût, de redécouverte de l'histoire, de capacité à voir la réalité différemment ». « Les deux m'ont aidé au Japon, où j'ai passé quatre ans » pour le compte de l'alliance Renault-Nissan, indique Thierry Moulouguet. Au final, « un enrichissement considérable de votre propre sensibilité, de votre propre perception du monde ».

Retrouvez Céline Kajoulis et Frédéric Vuillod demain à 8 h 15 sur Radio Classique pour l'interview de Benoît Maes, directeur général de GAN Assurances. Extraits vidéo des interviews et l'intégralité des entretiens sur www.lesechos.fr et www.radioclassique.fr.

ENTREPRISES

COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE

Michel Margnes

Michel Margnes a été reconduit dans ses fonctions de président du directeur de la Compagnie Nationale du Rhône par décret du président de la République en date du 4 août.

MICHEL MARGNES, soixante-trois ans, titulaire d'une maîtrise en droit, diplômé de l'École nationale des impôts, est conseiller maître à la Cour des comptes, corps qu'il a intégré par le tour extérieur en 1984. Elu député PS des Hauts-de-Seine en 1986, puis conseiller général deux ans plus tard, il est, de 1989 à 2001, directeur général de l'Association technique de l'importation charbonnière, puis devient président-directeur général de la Compagnie Nationale du Rhône. Michel Margnes en est le président du directeur depuis 2003.

NATIXIS

Jean-Michel Laveu Arnaud Mendelsohn

Jean-Michel Laveu et Arnaud Mendelsohn sont nommés directeurs associés d'Initiative et Finance Gestion, filiale de Natixis Private Equity.

JEAN-MICHEL LAVEU, trente-cinq ans, diplômé de l'Insa et de l'Essec, a exercé dans le conseil en fusions & acquisitions chez Merrill Lynch à Londres et à Paris avant de rejoindre en 2003 Initiative & Finance Lyon. Jean-Michel Laveu était, depuis trois ans, directeur d'investissement d'Initiative & Finance Gestion.

ARNAUD MENDELSON, trente-quatre ans, ancien élève de l'École des Mines de Paris, a d'abord exercé durant trois ans chez Fonds Partenaires Gestion (Lazard) en tant qu'investisseur, puis a intégré en 2003 Initiative & Finance. Arnaud Mendelsohn était depuis trois ans directeur d'investissement d'Initiative & Finance Gestion.

BANQUE PALATINE

Pascale Pellarin

Pascale Pellarin est nommée responsable ingénierie patrimoniale de la Banque Palatine.

PASCAL PELLARIN, quarante-huit ans, titulaire d'un DEA de sciences humaines, a exercé de 1990 à 1993 comme responsable de clientèle privée de la Compagnie internationale de la banque. Entrée ensuite à la Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet, Demachy en tant que responsable de clientèle privée, elle est recrutée en 2002 par Allianz au poste d'ingénieur patrimonial de Dresdner Gestion Privée et intègre en 2004 la direction de la gestion privée d'AGF. Elle était, depuis un an et demi responsable de la direction patrimoine et placements chez WFinance.

INDESIT COMPANY

Philippe Kaltenbach

Philippe Kaltenbach est nommé directeur de la zone Europe de l'Ouest d'Indesit Company.

PHILIPPE KALTENBACH, quarante et un ans, diplômé de l'ISG, débute en 1989 au sein du groupe Brandt avant d'entrer chez Indesit Company en tant que directeur commercial. Nommé en 2004 directeur France, il était jusqu'ici directeur général France, Belgique, Luxembourg et Pays-Bas, un périmètre qu'il conserve.

FONCTION PUBLIQUE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Hervé Machi

Hervé Machi a été nommé directeur adjoint du cabinet de Rachida Dati, garde des Sceaux, ministre de la Justice.

HERVÉ MACHI, trente-six ans, diplômé de l'IEP de Paris, titulaire d'un DESS en administration et gestion publique, est magistrat. Substitut placé auprès du procureur général près la cour d'appel de Paris de 1999 à 2002, il œuvre ensuite au bureau de l'aide aux victimes et de la politique associative du

ministère de la Justice, tour à tour comme rédacteur, adjoint au chef de bureau et chef de bureau. En 2006, il devient conseiller pour les affaires civiles au cabinet de Pascal Clément, avant d'être nommé l'année suivante vice-procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris. Depuis avril, il était conseiller (droit des victimes, criminalité organisée) au cabinet de Rachida Dati.

SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Eric Thiers David Bonneau

Eric Thiers est nommé directeur du cabinet du secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, Roger Karoutchi. David Bonneau devient, quant à lui, directeur adjoint du cabinet.

ERIC THIERS, trente-huit ans, diplômé de l'IEP de Paris, titulaire d'une maîtrise de droit public, d'un DEA d'histoire et civilisations, est administrateur des services de l'Assemblée nationale. Affecté tour à tour au service des affaires administratives générales, au secrétariat pour les affaires immobilières, les programmes et les marchés puis à la commission des Lois, il est en 2001 mis à la disposition du Conseil d'Etat. De retour à l'Assemblée nationale en 2004, il est alors affecté à la commission des Affaires étrangères. En 2007, il devient directeur adjoint du cabinet de Roger Karoutchi.

DAVID BONNEAU, né en 1977, diplômé de l'IEP de Bordeaux, titulaire d'une maîtrise d'histoire contemporaine, est administrateur adjoint de l'Assemblée nationale. Après avoir œuvré à la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de 2001 à 2007, il est entré comme conseiller juridique au cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse.

REDACTION
MARIE-SOPHIE RAMSPACHER
msramspacher@lesechos.fr

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20200621-LMF-6043613_3242

Nom de la source

Le Monde (site web)

Dimanche 21 juin 2020

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 795

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

URSS – Espagne 1960 : un match fantôme en pleine guerre froide

Adrien Pécout

Top 30 des matchs qui ont marqué l'Euro. En attendant 2021, « Le Monde » a classé les 30 rencontres qui ont fait la légende du tournoi. En 21^e position, l'Espagne de Franco refuse d'accueillir une équipe soviétique sur son sol et ferme ainsi les portes du premier Euro à sa sélection.

Le stade central Lénine restera vide. Pas de match aller à Moscou. Pas plus que de match retour dans l'enceinte madrilène du stade Bernabeu. En 1960, l'Europe du football est d'abord celle de la guerre froide. Le conseil des ministres espagnol refuse d'autoriser le quart de finale entre l'Espagne de Franco et l'URSS, patrie du socialisme.

La Coupe d'Europe des nations, tout juste naissante, commence bien ! Première édition, premier forfait. Dans son édition du 30 mai 1960, Le Monde fait un peu de place dans ses colonnes à l'événement sportif, pour sa dimension diplomatique. Dans une déclaration faite à l'agence Tass, la Fédération soviétique de football « exprime son indignation profonde devant l'intervention brutale des autorités franquistes qui ont interdit aux footballeurs espagnols de rencontrer ceux de l'URSS ».

Anticommunisme intarissable

D'ordinaire, le cliché veut que le sport

permette une continuation de la guerre par d'autres moyens. Pas cette fois. Un quart de siècle après la guerre civile, où les forces soviétiques se rangèrent du côté des républicains espagnols, le refus franquiste de jouer au football puise sa source dans un anticommunisme intarissable.

Au-delà des équipes nationales, cet « anticommunisme radical dans le domaine du sport » consistait aussi à proscrire « les contacts avec les clubs situés de l'autre côté du rideau de fer et notamment avec l'URSS », rappelle l'historien Juan Antonio Simon, enseignant à l'Université européenne de Madrid, dans un ouvrage collectif, *Le Football des nations* (Publications de la Sorbonne, 2016).

Cette intransigeance s'explique peut-être également par un précédent sportif. Et par la crainte que le sport ne donne prétexte à une contestation politique de la dictature franquiste. « En juin 1949, souligne Juan Antonio Simon, lors du match amical contre la France à Colombes, un groupe d'exilés déploya

un drapeau républicain lorsque retentirent les premières notes de l'hymne espagnol. »

« On observera que, d'une certaine manière, la Fédération espagnole n'avait pas à proprement parler déclaré forfait puisqu'elle s'était bornée à avertir l'URSS que ses joueurs n'avaient pas reçu le visa de sortie, reportant ainsi sur les instances politiques supérieures la responsabilité de l'empêchement », éclaire Jean Meynaud, ancien secrétaire exécutif de l'Association internationale de science politique, dans son livre *Sport et politique* (Payot, 1966).

En 1964, l'Espagne accueille et bat l'URSS

Le contexte politique de l'époque prive surtout la compétition d'un grand match. L'Espagne règne alors sur le continent à travers un club, le Real Madrid. L'équipe de Di Stéfano et Gento a déjà remporté les cinq premières éditions de la Coupe d'Europe des clubs champions. A la différence d'autres clubs des pays du bloc de l'Est, les équipes sovié-

Documents sauvegardés

tiques ne participent pas encore à cette compétition.

Mais, avec sa sélection nationale, l'URSS brille déjà aux Jeux olympiques : médaille d'or à Melbourne en 1956 pour Lev Yachine (futur « ballon d'or » sept ans plus tard, cas unique pour un gardien de but) et l'attaquant Eduard Streltsov (condamné plus tard, lui, au goulag...).

Un temps, le secrétariat général de l'Union des associations européennes de football (UEFA) envisage la possibilité d'un quart de finale entre l'URSS et l'Espagne en terrain neutre. En vain. L'URSS se qualifie finalement sur tapis vert pour la phase finale de l'Euro 1960. Elle élimine la Tchécoslovaquie (3-0) en demies, au Vélodrome de Marseille. Avant de remporter la compétition à Paris, au Parc des Princes, battant en finale la Yougoslavie (2-1).

A l'époque, seuls dix-sept pays ont pris part aux éliminatoires de la compétition. L'Angleterre, où est né ce sport, snobe l'événement comme elle aura snobé les débuts de la Coupe du monde. Exception faite de la présence d'un arbitre anglais en finale. Manquent également la RFA, les Pays-Bas ou encore l'Italie.

Quatre ans plus tard, la deuxième édition de l'Euro rassemble vingt-neuf nations aux éliminatoires. Et cette fois, en 1964, le général Franco accepte de rencontrer l'URSS. A domicile, l'Espagne domine les Soviétiques (2-1) en finale. Victoire parfaite pour la propagande franquiste, au stade Bernabeu. Le premier titre majeur de la sélection espagnole. Et le seul jusqu'au cycle Euro 2008-Mondial 2010-Euro 2012.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/sport/article/2020/06/21/urss-espagne-1960-un-matc-h-fantome-en-pleine-guerre-froide_6043613_3242.html

Note(s) :

Mis à jour : 2020-06-21 14:01 UTC
+0200

« Nous étions des enfants... »

KAREN KÖNIG, championne d'Europe de natation pour la RDA, dopée à son insu, tente d'obtenir réparation.

Victime du dopage étatique dans l'ex-Allemagne de l'Est, à l'instar de quelque 10 000 athlètes célèbres ou anonymes durant vingt ans à partir de la fin des années 60, Karen König est la première à poursuivre le Comité olympique allemand qu'elle estime responsable légalement. C'est aussi l'une des rares nageuses titrées à dénoncer publiquement ces pratiques dopantes depuis leur divulgation. Déterminée, refusant généralement toute interview en Allemagne, cette diplômée de littérature de trente-quatre ans n'est plus « l'enfant abusée et sans défense » qu'elle fut durant ses années de compétition, de 1982 à 1987. Elle mène désormais un combat très personnel « pour la vérité ». Un témoignage exclusif empreint d'une grande pudeur, à un moment où les victimes du dopage s'apprennent à être indemnisées par l'État allemand.

BERLIN – de notre envoyé spécial
« LA COUR D'APPEL de Francfort, en imposant au Comité olympique allemand (NOK) la charge d'assumer les frais de justice consécutifs à la plainte que vous vous apprêtez à déposer contre lui, a légitimé votre action. Comment avez-vous accueilli cette nouvelle victoire juridique ? »

– Cette notion de victoire est inappropriée. C'est un pas de plus vers la vérité, tout simplement. Le Comité olympique est-allemand a été absorbé par la Comité olympique de l'Allemagne réunifiée, lequel a récupéré tous les fonds venant de RDA. Même s'il estime avoir réinvesti cet argent dans des équipements sportifs, je pense qu'il est aujourd'hui responsable juridiquement de ces faits, d'autant que certains membres de l'ex-Comité est-allemand y siègent encore aujourd'hui. Je rappelle aussi que le NOK ne participe pas financièrement au fonds d'indemnisation voté par l'État allemand et destiné aux sportifs dopés...
– **Les victimes du dopage en RDA avaient justement jusqu'au 31 mars pour déposer un dossier d'indemnisation auprès de l'État allemand. Seules trois cents l'ont fait quand certains attendaient près de mille candidats.**

– Ce n'est malheureusement pas une surprise. Si vous saviez tout ce qu'il demande dans ces dossiers... Moi-même, je n'ai que très peu de preuves de ce que l'on m'a fait subir. Tous les dossiers médicaux ont disparu. Pareil pour les archives : la plupart des informations détenues par la Stasi se sont volatilisées. Il ne me reste que mes radios, ainsi que les témoignages enregistrés lors des différents procès auxquels j'ai participé. J'imagine donc que beaucoup d'autres sportifs ont eu du mal à rassembler des éléments. Et puis, bien sûr, certains ne veulent ou ne peuvent toujours pas reconnaître les faits.

– **Kristin Otto, aujourd'hui présidente de la chaîne allemande ZDF, et avec laquelle vous avez été recordwoman du monde du relais 4 x 100 en 1984, refuse justement la réalité que vous dénoncez.**
– Oui. J'ai été la première nageuse à parler, elle ne l'a jamais fait. C'est son problème.
– **« Je connais la puissance politique et financière du Comité olympique allemand, capable de tout »**
– Vous vous êtes portée partie civile ou avez témoigné dans de nombreux procès, celui des responsables de votre ancien club, le Turn und Sport Club (TSC), celui de Manfred Ewald, numéro 1 des sports en ex-RDA, et vous vous attaquez désormais au Comité olympique allemand. Quel est votre moteur ? Le courage, la dignité ?
– Ces mots sont disproportionnés. J'étais une enfant lorsque l'on m'a forcée à tricher et à prendre des anabolisants ; aujourd'hui, c'est fini, je peux me défendre. Je sais que les gens de l'Est supportent très mal que l'on salisse les résultats sportifs de notre ancien pays, qu'ils considéreraient encore comme leur dernière fierté. Il m'est arrivé, il n'y a pas très longtemps, de lire le courrier des lecteurs du dernier quotidien communiste allemand encore en vente aujourd'hui, le *Neues Deutschland* : certaines critiques m'étaient personnellement

adressées. Je ne suis pas dupe. J'ai très bien entendu les remarques et les menaces qui étaient adressées aux sportives dans les salles d'audience lorsque j'ai témoigné par le passé, notamment pour le procès d'Ewald. Des comités de soutien aux anciens dignitaires du sport est-allemand existent. Je connais aussi la puissance politique et financière du Comité olympique allemand, capable de tout, sans parler des fantasmes qui circulent sur d'éventuelles réunions d'anciens de la Stasi... Je me protège, voilà, et je souhai terais vraiment ne pas être trop seule dans cette histoire.

– **Vous avez pourtant une approche très individuelle de votre démarche ; vous n'êtes pas, par exemple, l'une des membres les plus actives de l'Association des victimes du dopage en RDA, créée en 1999...**

– C'est vrai. Je pense tout simplement qu'il s'agit aussi d'une question de personnalité. Nous nous voyons lors des procès, et puis, après, chacun a sa vie. J'ai assez souffert de cet enfermement dans le monde sportif quand j'étais jeune pour ne pas faire ce que je dois faire aujourd'hui. Ensuite, ce mot "victime" m'agace. Le constat est irréfutable, mais il induit une passivité qui est à l'opposé de ce que j'entreprends. Alors, bien sûr, nous avons été abusées lorsque nous étions enfants, mais actuellement je privilégie d'autres notions et j'agis : nous avons subi des atteintes à notre intégrité physique, certaines d'entre nous souffrent de graves blessures corporelles. Les responsables doivent assumer.

– **Vous n'évoquez guère votre santé et celle de vos enfants. Vous avez l'air en forme.**

– Pour l'instant, je vais bien. Évidemment, je garderai toujours cette voix grave...
– **On croirait entendre une actrice italienne. C'est plutôt agréable...**

– (Elle sourit.) Pour le reste, je me surveille. Quant à mes enfants, cela concerne ma vie privée.

– **Feront-ils du sport lorsqu'ils seront plus grands ? En faites-vous vous-même encore aujourd'hui ?**

– Mes enfants ne seront pas des sportifs de haut niveau. J'y veillerai. Je ne ferai pas d'eux les machines que nous étions lorsque je pratiquais la natation dans mon club. Je ne sais plus, d'ailleurs, si je crois encore aux valeurs sportives. Je pratique le sport-loisir, voilà. En fait, à la réflexion, je ne sais pas si ce monde, sans même évoquer le dopage, était réellement fait pour moi...
– **En tant que mère de famille, pensez-vous aujourd'hui que vos parents vous ont suffisamment protégée lorsque vous étiez enfant ? En clair, ont-ils, à un moment ou un autre, émis le moindre de leur rôle afin que l'État est-allemand s'y engouffre ?**

– Je ne crois pas. Il est vrai que mon club nous a demandé de signer un papier dans lequel nous nous engageons à garder le secret sur nos activités sportives et à n'entretenir aucun rapport avec l'Ouest. Mais ma mère avait toute confiance : elle s'est d'ailleurs sentie trahie, comme moi, lorsque la vérité a éclaté. Quant à mon père, je ne l'ai pas connu. Il n'a jamais existé. Je crois que ma mère pensait sincèrement que le sport m'épanouissait, et que les transformations de mon corps n'étaient dues qu'à l'intensité de mes entraînements.

– **Les cadences étaient en effet infernales.**

– J'ai commencé la natation à six ans à l'école de sport Ernst Grube, avant d'intégrer, à onze ans, et après de multiples examens, le TSC, un club berlinois qui était le parent pauvre du Dynamo Berlin. Là, effectivement, nous menions de front scolarité et natation, médecins du Dynamo. Le parquet qualifie plusieurs nageuses connues de « victimes ».
20 AVRIL 1998. – Au procès du Dynamo, l'ex-médaille de bronze aux JO de Moscou 1980, Christine Knacke-Sommer, raconte comment les injections lui étaient administrées (selon le principe du « bouffe ou crève »). Le 5 juin 1998, elle rendra sa médaille.
6 JUILLET 1998. – Le docteur en chef du Dynamo, Dieter Binus, rompt le silence et avoue avoir distribué des anabolisants selon un système soigneusement planifié.
18 AOÛT 1998. – Ouverture du deuxième procès du dopage en RDA : cinq responsables du TSC Berlin, club de Karen König, avouent dès la première audience leur participation à la distribution d'anabolisants. Le médecin Doris Dössler présente ses excuses à Karen König.
20 AOÛT 1998. – Premiers jugements : amendes de 3 000 à 17 000 marks (environ 1 500 à 8 500 euros) contre cinq cadres du TSC.
MARS 1999. – Création de l'Association des victimes du dopage de la RDA, présidée par un médecin du sport de Mannheim, Klaus Zöllig.
12 JANVIER 2000. – L'ancien médecin de la Fédération de natation, Lothar Kipke, est condamné à quinze mois de prison avec sursis.



Karen König (à droite), que l'on voit également, ci-dessus à gauche, avec les membres du relais 4 x 100 m est-allemand, champion d'Europe de natation à Sofia en 1985, s'attaque aux plus hautes instances dirigeantes du sport allemand afin d'obtenir réparation. (Photos DPA et Bundersarchiv)

sachant que l'on nous donnait deux années supplémentaires pour obtenir notre baccalauréat. Vous voulez connaître les horaires ? De 7 à 9 heures, école. De 9 à 12, entraînement. De 14 à 16, cours. De 16 à 19, encore entraînement. Les filles et les garçons étaient séparés, et certains restaient à l'internat. Moi, je rentrais chez ma mère le soir. Malgré ce rythme, on a reproché à certains entraîneurs et médecins de ne pas produire suffisamment de résultats : en conséquence, démis de leurs fonctions, ils s'en allaient exercer dans d'autres pays frères, notamment en Chine et en Russie, ce qui était considéré comme une sanction même s'ils savaient monnayer leur savoir-faire.

« Ma mère pensait que les transformations de mon corps n'étaient dues qu'à l'intensité de mes entraînements »

– **Jamais vous n'évoquiez avec elle ces fameuses pilules bleues d'Oral Turinabol, la testostérone que l'on vous forçait à prendre tous les jours ?**

– La vérité n'a éclaté pour tous qu'en 1989, lors de la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989). Elle a mis du temps à se propager. Il aura fallu, en ce qui me concerne, que mon petit ami de l'époque, qui était médecin, m'offre le livre de Brigitte Berendonk en 1992 (*Voir chronologie ci-dessous*) pour que je comprenne subitement toute l'ampleur du processus. Ce jour-là, ma colère était... J'ai écrit à Berendonk pour lui dire : "Oui, vous dites vrai, je l'ai vécu..."
– **Jusqu'à cette terrible révélation, et alors que vous preniez des anabolisants depuis l'âge de treize ans, rien ne vous semblait donc suspect ?**

– Non. Chaque jour, nous avalions le contenu d'un petit verre marqué à notre nom et qui contenait de six à huit pilules. Nos entraîneurs veillaient à ce que nous prenions bien les produits et nous parlait de fortifiants ; jamais nous n'avions accès à l'emballage de ces comprimés. L'acné, la voix qui muait, nos épaules, nos seins qui ne se développaient pas, nos problèmes de poids, tout ça était en même temps concret et abstrait. Nous nous entraînions tellement... Gagner devenait alors une évidence, car c'était le seul fruit de notre travail. Et puis nous étions constamment en vase clos, notre physique nous isolait des autres adolescents et de leurs préoccupations. Il n'y avait pas de place pour nos premières amours.
– **La vie en RFA ne tentait-elle pas l'adolescente que vous étiez ?**

– Pas du tout. L'Ouest était diabolisé, la méfiance renversée. On nous expliquait qu'il ne fallait jamais accepter une boisson là-bas, lors de nos déplacements, car ils se dopaient beaucoup. Parfois, nous échangeions pourtant nos maillots en secret. J'ai de bons souvenirs avec certaines Australiennes... Mais le discours politique était bien sûr omniprésent. Je n'ai jamais senti un regard de défiance chez nos adversaires. Ils devaient peut-être exister, mais nous n'y étions pas sensibles car nous jugions nos résultats conformes aux efforts consentis à l'entraînement.

– **Vous avez intégré l'équipe nationale de RDA à quatorze ans, battu le record mondial du 4 x 100 nage libre à quinze ans, obtenu deux titres européens à Sofia sur cette même spécialité et sur 4 x 200 un an plus tard, pour finalement arrêter votre carrière à dix-huit ans. Pourquoi avoir renoncé si tôt à votre notoriété en RDA et aux avantages financiers qui l'accompagnaient ?**

– Parce que ma vie était ailleurs. J'étais certes connue dans mon pays ; on nous plaçait de l'argent sur un compte bloqué selon nos performances, sans pour autant que l'on puisse en jouir librement, mais cela ne me suffisait pas. Je n'avais pas d'amis. Pas de vie sociale. Je voulais absolument faire des études. Ma mère travaillait au Berliner Ensemble, le théâtre de Bertolt Brecht, je devrais tous les classiques de la littérature russe, et je voulais autre chose. Sortir de cet enfermement.
– **Vous preniez pourtant plaisir à nager et à gagner...**

– Bien sûr, mais je voulais passer à autre chose. Quand cette envie a été trop pressante, j'ai demandé à mes dirigeants du TSC d'arrêter la compétition. Là, ce fut un moment terrible. Je me suis retrouvé devant dix fonctionnaires et j'ai dû mentir. Inventer une histoire de petit copain, qui n'existait pas. J'étais seule contre tous. Connaissant mon attachement pour les études, ils m'ont menacé de me priver d'inscription au baccalauréat, m'ont dit que j'étais dépressive. J'étais la seule nageuse du TSC ayant atteint ce niveau et ils ne voulaient pas accepter mon départ. Finalement, ils ont dû s'y résoudre. Je n'ai jamais récupéré l'argent sur mon compte...
– **Cela n'a pas été un déchirement de quitter votre entraîneur, votre médecin, tout votre entourage sportif ?**

– Je n'avais pas d'entraîneur attitré. Je n'ai jamais eu besoin de père de substitution, comme certaines de mes camarades. Ils étaient trois ou quatre à s'occuper de moi, successivement. C'était mon côté rebelle, difficile. Quant à mon médecin, le docteur Doris Dössler, j'ai témoigné à son procès quelques années plus tard... C'est elle qui planifiait les protocoles dopants au TSC, et je lui ai dit ce que j'avais sur le cœur à la barre : "Pourquoi nous avoir fait ça à nous, docteur ? Pourquoi ? Nous étions des enfants !" Elle n'a pas

répondu, et a été condamnée avec sursis, comme tous mes entraîneurs d'ailleurs. Aujourd'hui, elle exerce toujours et tente de rattraper ses erreurs.
– **Vous lui avez pardonné ?**
– Elle m'a tendu la main. Mais ce n'est pas facile.
– **Le ressentiment est encore présent.**

– Les années ont passé, les enquêtes se sont multipliées. Moi, j'ai finalement passé mon bac, repris des études de littérature comparée. Je suis restée deux années à Paris, à l'université. Une année en Écosse, toujours pour mes études. J'ai travaillé pour des enfants handicapés. Bientôt, je l'espère, je passerai ma thèse de doctorat à Bonn consacrée à un écrivain suisse contemporain, Paul Nizon, que j'admire beaucoup. Mais je n'ai rien oublié des années d'avant. Après la chute du mur, j'ai tenu dans mes mains le dossier de la Stasi qui m'était attri-

bué. Je l'ai lu, j'ai été atterrée par la stupidité des commentaires à mon endroit... Évidemment, le nom de l'agent qui me surveillait durant ma carrière sportive était codé, mais il faisait partie de mon entourage proche, c'est une évidence. Je veux savoir, un jour, de qui il s'agissait.
– **Un dernier mot. Leipzig, haut lieu de "formation" des athlètes et entraîneurs est-allemands et symbole de ce dopage organisé en raison de la proximité géographique du laboratoire de Kreischa, Leipzig donc est candidat à l'organisation des JO d'été de 2012. Que cela vous inspire-t-il ?**

– (Soupirs.) Je m'en fous... De toute façon, ils ne gagneront pas...
Entretien réalisé par DAMIEN RESSIO (avec RENAUD LAVERGNE)

VOLLEY-BALL

Chapeau, monsieur Hoag !

Le Québécois va quitter Paris, après quatre années où il n'a apporté que richesse et bonheur au volley français.

LA SCÈNE N'EST QU'ÉMOTION. À l'annonce de son nom, les 3 500 spectateurs de la salle Robert-Grenon, à Tours, se lèvent pour une magnifique ovation. C'était samedi dernier, juste avant la finale aller du Championnat. Quelques secondes où il n'était plus question d'être supporter tourangeau, juste de dire merci à un grand monsieur, Glenn Hoag, qui a fait vibrer tout le volley français depuis quatre ans. Le Québécois (44 ans) va en effet vivre, demain en finale retour, et peut-être dimanche en cas de match d'appui, ses dernières heures sur le banc du Paris Volley, où le Tchèque Pavel Tresnak lui succèdera la saison prochaine.

Ensuite, Hoag ira de nouveau épauler Philippe Blain, à la tête de l'équipe de France, pour les qualifications, du 9 au 11 mai en Finlande, à l'Euro (en septembre en Allemagne). Avant de rentrer au pays, fin juin, où il a choisi de retrouver son poste universitaire à Sherbrooke (après quatre années de congés sans solde) et les grands espaces canadiens, les forêts, les lacs, la pêche, qui lui tiennent tant à cœur. On pourrait le revoir au sein du staff tricolore si la Fédération française trouve un accord avec Sherbrooke, mais ce qu'on sait déjà, c'est que Hoag laisse une trace indélébile dans le volley français. Par ses résultats, certes, et par le Paris Volley et la sélection, mais aussi par son charisme, sa philosophie, son sens humain et son investissement dans le développement de certains des meilleurs joueurs français actuels.

Avant un possible (et historique) quatrième titre national d'affilée dimanche, le Canadien aura mené le Paris Volley vers huit titres, dont sept sur sept possibles les deux premières années ! Personne n'a oublié le fabuleux quadruplé de la saison 2000-2001, où l'équipe de la capitale rafla Supercoupe d'Europe, Ligue des champions (la première pour un club français), Coupe et Championnat de France. Au soutien de Philippe Blain, Hoag fut aussi de la magnifique époque des Bleus, médaillés de bronze au Championnat du monde, l'automne

dernier. « Il a su tenir un autre rôle. C'est tout à son honneur de s'être mis au service d'un autre technicien », glisse Marc Francastel, l'entraîneur de Poitiers. Ces derniers temps, plusieurs clubs italiens (Milan, Cuneo, Ferrara, Macerata) ont même fait les yeux doux au coach québécois, signe de l'énorme respect dont il jouit, même au-delà de l'Hexagone. En vain.

« Il a développé des gens »

À son contact, le volley français s'est enrichi de cette rigueur, de ce pragmatisme nord-américains. « Il a ce côté universitaire de l'entraînement qu'on n'avait pas trop en France. Et il a montré que cette voie est importante », estime Philippe Blain. Les plans de match poussés, la planification et ses sommets d'intensité, autant de données que Hoag a approfondies avec conviction, tout en prononçant travail et ambition. « Il a apporté cette approche de la victoire, de la gagne avec beaucoup de rigueur par rapport à l'atteinte des objectifs, aux projets individuels et collectifs », assure Francastel. « Il a apporté de la confiance et montré aux autres entraîneurs que le travail paie », pointe Vladimir Alekno, le coach de Tours. Homme de convictions, Hoag a su toutefois respecter les spécificités hexagonales. « Son idée a été de garder ce qui est bien dans la culture française, les qualités de réception et de défense, et y apporter un peu plus de volonté, de précision au block, au niveau de l'organisation collective », confie Philippe Salvan, l'entraîneur de Tourcoing. « Il a réussi à ne pas casser la culture française tout en imposant sa façon de travailler, c'est très fort », estime Alekno. « Il a une méthodologie et laisse le moins de place possible au hasard. Mais il ne donne rien pour acquis. Tout est source de progrès, témoigne l'international Luc Marquet. Il n'aime pas les faiseurs de limites. » Une expression posée dans un bouquin qui a séduit Hoag et dont il a fait sa devise.



(Photo Didier Fèvre)

GLENN HOAG 44 ans ; né le 6 décembre 1958. Marié à Donna, père de Christopher (14 ans) et Nicolas (10 ans). Palmars avec le Paris Volley : Ligue des champions 2001 ; Coupe des Coupes 2000 ; Supercoupe d'Europe 2000 ; Championnats de France 2000, 2001, 2002 ; Coupes de France 2000, 2001. Entraîneur adjoint de l'équipe de France, 3^e au Championnat du monde 2002.

Passionné par la gestion humaine du groupe, le Québécois a su lui insuffler cet esprit de combat, cette croyance en ses capacités tout en respectant l'adversaire. Adorant notamment placarder des phrases choies, des proverbes sur la porte de sa chambre d'hôtel ou dans le vestiaire. « C'est un super meneur d'hommes », affirme l'attaquant de l'équipe de France, Laurent Capet, qui a joué à ses côtés au PUC (1992-1993). « Ce que je retiens de Glenn, c'est sa capacité à se servir de ses qualités humaines pour travailler, ajoute Marquet. C'est quelqu'un en perpétuelle recherche, qui enrichit les joueurs, mais s'enrichit aussi à leur contact. »

Hoag adore enseigner, transmettre. « Il est toujours prêt à échanger », dit Francastel. « C'est quelqu'un de très généreux par rapport à son savoir, renchérit l'un des internationaux de Paris, Stéphane Antiga. Dans les colloques, il n'hésite pas à montrer sa planification. » Durant ces quatre années, le Canadien a aussi pris énormément de plaisir à faire grandir des joueurs. Ses plus belles réussites s'appellent Antiga, Justement, et Oliver Kieffer, devenus des piliers de l'équipe de France.

« Glenn n'a pas eu seulement des résultats, il a développé des gens », insiste Blain. « Quand il jouait au PUC, en Nationale 1 B, il allait toujours faire de la musculation après les séances d'entraînement, et il essayait déjà d'attirer les jeunes joueurs pour les faire progresser », se souvient Capet.

Ayant fait la moitié de sa carrière de joueur dans l'Hexagone, Glenn Hoag rêvait de « redonner quelque chose au volley français ». Le défi est plus que réussi.

MANUELA GRÉAU

CHALLENGE DE SKI DU COMMERCE SPORT

ORGANISÉ PAR LES BUREAUX DISTRICT

Voici la dixième édition du Challenge européen de ski du commerce sport qui se tiendra aujourd'hui à Val d'Isère. Depuis 1993, la FPS rassemble chaque année sur les pistes près de deux cents personnalités de la profession : fournisseurs, magasins, presse, associations... autour d'une passion commune : le ski et la montagne. Cette manifestation vient traditionnellement clore la saison hivernale : ambiance garantie, d'autant plus que la saison s'annonce bonne.

SPORT SÉRIE (3/5) « L'Équipe » au cœur des Jeux Olympiques

Jusqu'à vendredi, « L'Équipe » revient sur ses relations particulières avec les JO. Exploits, drames, polémiques... grandes plumes et photos de légende.

lundi : « L'Auto » et Berlin 36 / hier : Blondin, chroniqueur olympique / aujourd'hui : quand la politique s'en mêle /

demain : les championnes visent la une / vendredi : des photographes au plus près de l'événement

VINCENT HUBÉ

Éviter au maximum de mêler le sport, et encore plus les Jeux, aux grands débats politiques du moment, a longtemps été la ligne de *L'Équipe* depuis sa création, en 1946. Mais quand des athlètes afro-américains lèvent le poing contre le racisme, que des Israéliens se font tuer à Munich ou, plus récemment, que la question de la participation russe à Paris 2024 se pose, difficile pour le journal et les patrons de la rédaction de ne pas s'engager.

1968 : le poing levé de Smith et Carlos

« Nous sommes obligés de désapprouver sans détour... »

Le 16 octobre 1968, à Mexico, sur le podium du 200 m, Tommie Smith (1^{er}) et John Carlos (3^e) lèvent leur poing ganté de noir et baissent la tête pendant l'hymne américain pour dénoncer les discriminations raciales. Une des images les plus célèbres de l'histoire des Jeux, que les lecteurs de *L'Équipe* ne découvrent que le surlendemain (pour cause de décalage horaire), en page 4. Dans son éditorial quotidien, Jacques Goddet, fondateur du journal, comprend le geste, mais ne l'approuve pas. « *Nous sommes obligés de désapprouver sans détour une manifestation qui n'était pas à sa place là où, justement, le respect des races figure en principe fondamental.* » Pour lui, pas question d'utiliser les Jeux « *à des fins étrangères au sport, donc politiques, confessionnelles ou commerciales.* »

Entré au journal deux ans plus tôt, l'ancien journaliste Alain Billouin se souvient que la position de Goddet ne reflétait pas forcément l'opinion générale de la rédaction à l'époque. « *Robert Parienté était plus mesuré dans ses commentaires et Guy Lagorce nettement plus sensible à l'intensité humaine et à la dimension historique de cette protestation.* » Le 18 octobre, Lagorce donne en effet la parole aux deux sprinteurs américains et rappelle que « *le problème (le racisme) que beaucoup pensaient en sommeil (...) n'a jamais été aussi vivace.* »

1972 : l'attentat de Munich

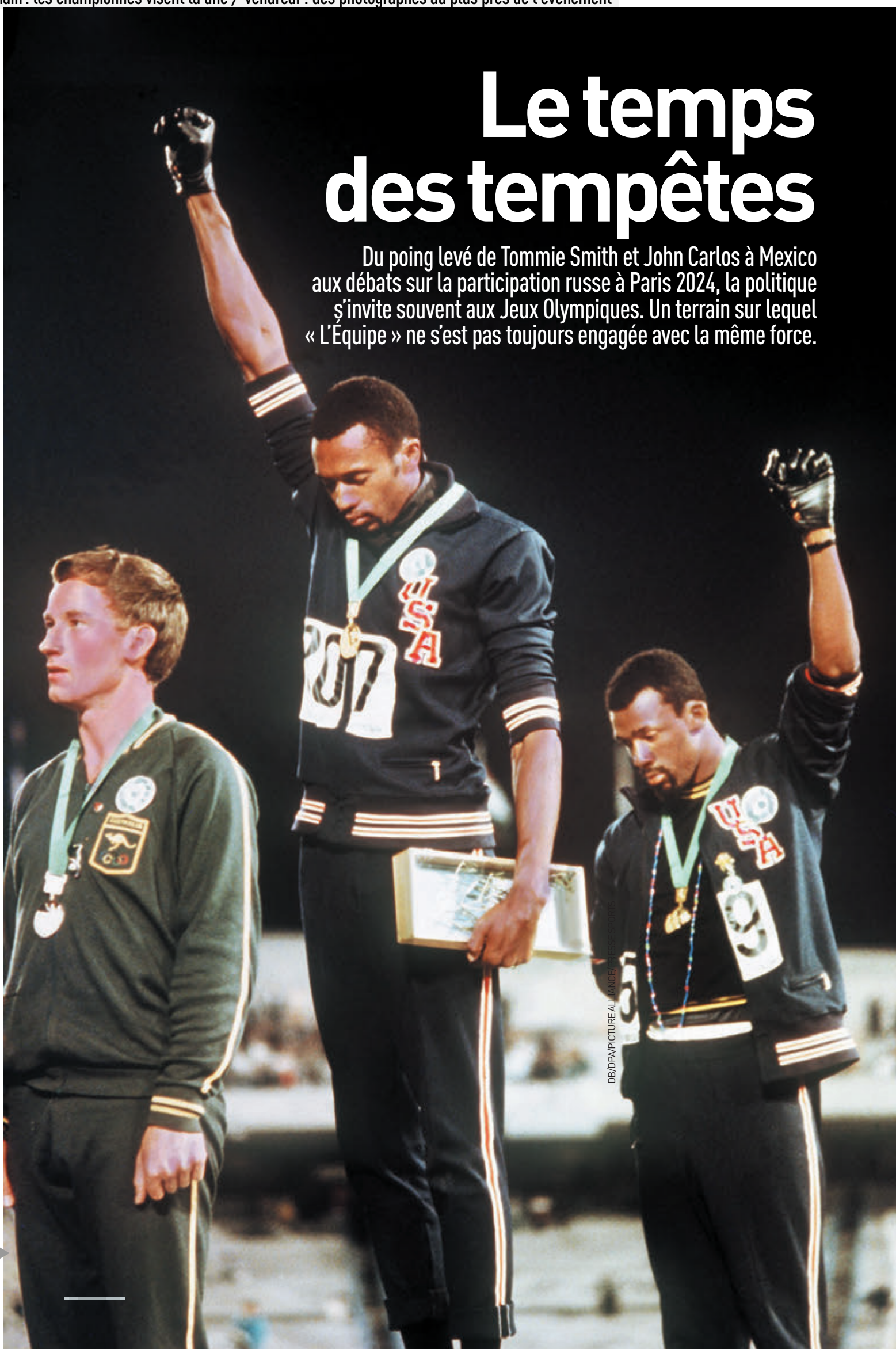
« Les assassins de Munich ne serviront ni leur cause propre ni, hélas ! celle de l'olympisme »

Le 5 septembre 1972, le commando palestinien Septembre noir prend en otages des sportifs israéliens au village olympique de Munich. Onze Israéliens, un policier allemand et cinq terroristes seront tués. Après le drame, et la décision du CIO ne pas stopper les Jeux, que *L'Équipe* approuve, Édouard Seidler, le directeur de la rédaction, signe un billet en une, intitulé : « *Trêve à rebours* » : « *On est indigné, horrifié par l'attentat de Munich (...). Un double crime : contre l'homme d'abord, mais aussi contre l'une des dernières idées nobles et généreuses de ce monde de violence, l'idée olympique. (...)* Les assassins de Munich ne serviront ni leur

Tommie Smith proteste avec son compatriote John Carlos contre les discriminations raciales aux États-Unis, le 16 octobre 1968 à Mexico.

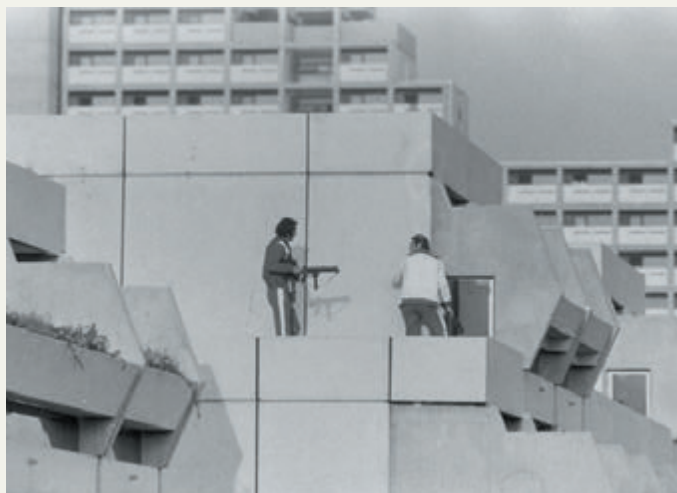
Le temps des tempêtes

Du poing levé de Tommie Smith et John Carlos à Mexico aux débats sur la participation russe à Paris 2024, la politique s'invite souvent aux Jeux Olympiques. Un terrain sur lequel « L'Équipe » ne s'est pas toujours engagée avec la même force.



DB/DP/PICTURE ALLIANCE/GETTY IMAGES

SÉRIE (3/5) «L'Équipe» au cœur des Jeux Olympiques



Robert Legros, Stéphane Reix/L'Équipe

► cause propre ni, hélas ! celle de l'olympisme. » Dans ses mémoires, *L'Équipée belle* (éd. Robert Laffont-Stock, 1990), Jacques Goddet racontera que le 7 septembre, lendemain de la cérémonie d'hommage aux victimes, Robert Parienté, issu d'une famille juive, alors rédacteur en chef adjoint, spécialiste d'athlétisme, avait choisi de se mettre en retrait le temps d'une journée : « Je respectais le sentiment endeuillé que portait Robert Parienté (...). Le numéro de *L'Équipe* daté du 8 septembre ne contient pas d'article signé de lui. »

1980 : le boycott moscovite

« Désormais, quoi qu'il arrive, les Jeux seront empoisonnés »

Début 1980, les menaces de boycott des Jeux de Moscou se multiplient à la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan. Pour *L'Équipe*, fidèle à sa position historique, impossible d'encourager la non-participation. Jacques Goddet et Robert Parienté, devenu rédacteur en chef, se relaient alors régulièrement en une du journal pour défendre cette ligne contre les autorités politiques.

« C'est clair qu'il y a eu des pressions de Giscard, qui voulait qu'on s'aligne sur les Allemands de l'Ouest et qu'on n'y aille pas », se souvient ainsi un ancien du journal, Jean-François Renault, qui passera finalement à Moscou « des Jeux extrêmement tranquilles. Alors qu'avant d'y aller, on craignait

tous d'être suivis en permanence par le KGB. En fait, pas du tout. »

« Dans le refus du boycott de Moscou, et déjà dans celui de Montréal par les pays africains quatre ans plus tôt, dans l'attitude du rugby vis-à-vis de l'apartheid ou dans celle sur la Coupe du monde de football en Argentine en 1978, à chaque fois, c'est : oh là là, surtout ne mélangeons pas sport et politique », analyse pour sa part Jérôme Bureau, qui entrera à *L'Équipe*, en provenance de *Libération*, en 1981, avant de fonder un concurrent, *le Sport*, en 1987. Comme si c'était une sorte de tabou absolu. » Quand le comité olympique américain entérine son boycott, Parienté écrit ainsi, le 14 avril : « Bien qu'il s'agisse là d'une arme dérisoire face à la détermination de l'URSS, Carter a donc obtenu que le mouvement sportif de son pays s'attache avec des fleurets mouchetés à la cuirasse sans faille du colosse soviétique. Désormais, quoi qu'il arrive, les Jeux seront empoisonnés. » Le lendemain, Goddet parlera, lui, d'« une certaine lâcheté ».

2001 : l'attribution des Jeux 2008 à Pékin

« De ce que nous savons de la Chine (...), ce n'est pas une bonne nouvelle »

Onze ans après les Jeux de Moscou, Pékin et le régime chinois se voient confier l'organisation des Jeux pour l'édition 2008. À la tête de la rédaction de *L'Équipe* depuis

Le 5 septembre 1972, l'horreur frappe les JO de Munich avec la sanglante prise d'otages d'athlètes israéliens par le commando palestinien **Septembre Noir** (à gauche). Huit ans plus tard, **Thierry Rey, Bernard Tchoullouyan et Angelo Parisi posent sur la place Rouge à Moscou** (au centre). En 2008, la judoka **Frédérique Jossinet pose pour «L'Équipe Magazine» avec un portrait de Guo Feixiong, opposant au régime de Pékin** (à droite).

1993, avec une vision en rupture avec la ligne traditionnelle Goddet-Parienté (voir encadré plus bas), Jérôme Bureau conteste ce choix. Pas question d'appeler à un futur boycott mais... : « Nous irons donc à Pékin pour les Jeux Olympiques d'été en 2008... » Ainsi commence son éditorial du 14 juillet 2001. La suite est plus critique : « De ce que nous savons aujourd'hui de la Chine, de son mépris brutal des droits de l'homme, de sa vision utilitaire et nationaliste du sport, des pratiques dopantes massives qui y ont cours dans certaines disciplines, de la quasi-virtualité de son projet olympique et de sa conception archaïque de l'information, ce n'est pas une bonne nouvelle. » « Là, on a pris position, à l'inverse de ce qui se faisait trente ans plus tôt », affirme aujourd'hui Jérôme Bureau.

Plus près des Jeux, le 29 mars 2008, au tour de *L'Équipe Magazine* de s'emparer du sujet chinois. La judoka Frédérique Jossinet pose en couverture, tenant dans ses bras une photo d'un dissident chinois emprisonné, avec ce titre : « Nous ne sommes pas indifférents ». À l'intérieur, onze autres sportifs français devant concourir aux Jeux soutiennent chacun un opposant au régime de Pékin. Et dans son éditorial, le rédacteur en chef, Jean-Philippe Leclair, écrit : « Que serait l'histoire des Jeux Olympiques si des champions hors du commun, dans des circonstances exceptionnelles, n'avaient pas eu le courage de mélanger le sport et la politique ? » « On n'était absolument pas pour le boycott, se souvient-il. On était pour aller aux Jeux les yeux grands ouverts, et en pleine conscience politique. »

2023 : les Russes admis à Paris « La défaite d'un certain esprit olympique »

En 2024, mélanger le sport et la politique n'est plus tabou à *L'Équipe*. « C'est presque naturel, estime Jérôme Bureau. Plus personne n'a de prévention pour débattre de la présence des Russes aux Jeux, ou des modalités de participation des athlètes israéliens et palestiniens. » L'acceptation par le CIO de la participation, sous bannière neutre, des Russes aux Jeux de Paris suscite justement une prise de position sans équivoque du directeur adjoint de la rédaction Jean-Philippe Leclair, le 9 décembre 2023 : « Hier matin, à 10 h 30, une attaque de missiles russes sur l'Oblast de Dniepropetrovsk a fait un mort et quatre blessés, dont deux graves, écrit-il. Deux heures plus tard, à Moscou, Vladimir Poutine annonçait qu'il se présenterait à nouveau à l'élection présidentielle de mars. À 15 h 40, le CIO autorisait la participation aux JO 2024 "sous bannière neutre" des sportifs russes et biélorusses. On peut appeler ça un hasard malencontreux ou une erreur de timing. Nous pencherons plutôt pour la défaite d'un certain esprit olympique. »

Ce texte suscite alors un débat au sein de la rédaction en chef. « On n'était pas tous forcément d'accord, assure l'auteur de l'éditorial. Certains estimaient que, dès lors, ça voulait dire que dans chaque conflit on devait prendre parti. Pas pour moi. C'était une situation particulière, sans jurisprudence. » **E**

JO 1992

Choc des cultures à Barcelone

Le 7 août 1992, à Barcelone, l'Éthiopienne Derartu Tulu remporte le 10000m devant la Sud-Africaine Elana Meyer. Après l'arrivée, la championne noire et sa dauphine blanche réalisent un tour d'honneur, main dans la main, leur drapeau respectif sur les épaules. Le tout, un an après l'abolition définitive de l'apartheid, pour la première participation olympique de l'Afrique du Sud depuis 1960. « Trente ans après, c'est l'image qui reste des Jeux », estime encore aujourd'hui Jérôme Bureau. En 1992, celui qui est alors rédacteur en chef de *L'Équipe Magazine* fonce en tribune de presse voir le patron éditorial de *L'Équipe*, Robert Parienté : « Robert, c'est incroyable. Il faut faire quelque chose-là ! La une de demain, c'est cette photo ! » Sa réponse sera sans appel : « Jérôme, vous avez vu son temps

[31'06''02, à près d'une minute du record du monde, 30'13''74] ? » « Pour moi, c'était tellement fort en symbole, en émotion, reprend Bureau. Aux Jeux de Barcelone, il y a alors une sorte de coupure générationnelle qui va transformer la presse sportive comme elle transforme le sport. » Cette transformation, Robert Parienté ne la voit pas. C'est pourtant un homme d'une culture immense, capable d'écrire aussi bien sur les Jeux Olympiques (sa *Fabuleuse histoire*, avec Guy Lagorce, est une référence) que sur l'essayiste André Suarès ou les grands chefs d'orchestre. « Mais son émotion sportive venait plus de la performance que de ce que lui évoquaient les personnages eux-mêmes, avance Bureau. Pour lui, le record du monde du mile de Roger Bannister (le premier sous les 4', en 1954) est mille fois plus

important que le 10000m de Tulu et Meyer. Alors qu'en émotion, ce n'est pas grand-chose, Bannister... » À partir du milieu des années 80, un changement générationnel s'est opéré dans la rédaction. Des diplômés de Sciences-Po, comme Jérôme Bureau, ou des principales écoles de journalisme (CFJ, ESJ Lille...) débarquent, quand les grandes figures du journal, de Marcel Hansenne à Michel Clare, avaient brillé sur les stades d'athlétisme avant d'entrer à *L'Équipe*. « La génération qui arrive aux manettes n'a pas été baignée dans le même truc que celle d'avant, résume Bureau. Avec des gens qui sont d'abord journalistes avant d'être journalistes de sport. » D'où une sensibilité plus grande aux sujets politiques ou sociétaux. Mais aussi d'autres limites. « Parfois, on a



Derartu Tulu et Elana Meyer main dans la main à Barcelone après leur course.

Pascal Pavan/AFP

voulu un peu trop tout expliquer par les origines sociales, géographiques, la personnalité, le mental..., reconnaît Jean-Philippe Leclair, directeur adjoint de la rédaction. Du coup, on est parfois devenu moins expert de nos sports. » Le 8 août 1992, dans *L'Équipe*, il n'y aura aucune photo de Tulu et Meyer, ni aucun article spécifique sur leur

course, si ce n'est les temps de passage... En 1993, Jérôme Bureau deviendra directeur de la rédaction de *L'Équipe*. Un journal que Robert Parienté, entré en 1954, respecté dans le monde entier pour son expertise incomparable sur l'athlétisme, quittera la même année. La fin d'une époque. **V. H.**

Wladyslaw Kozakiewicz Un bras de fer pour l'histoire

Le 30 juillet 1980, aux Jeux de Moscou, le perchiste polonais ponctue sa victoire par un geste de provocation à l'égard du public soviétique. Retour sur ce mouvement d'humeur réalisé dans un climat géopolitique tendu, en association avec l'émission « Affaires sensibles » sur France Inter (15 heures).

JEAN-PHILIPPE LECLAIRE

Au palais de la Porte-Dorée, à Paris, dans la grande exposition consacrée à l'histoire politique des Jeux Olympiques, il est forcément là, immortalisé par l'objectif du photographe Rich Clarkson. N'a-t-on jamais vu un sportif aussi fier et heureux d'adresser un bras d'honneur ? Au douzième jour des Jeux de Moscou, le 30 juillet 1980, Wladyslaw Kozakiewicz, 26 ans, vient de remporter la médaille d'or du concours de la perche. Le Polonais exulte, colle sa main gauche sur son biceps droit et referme son avant-bras. « Un geste qui en dit long », synthétise la légende de la photo du musée. Le texte en dessous précise : « Au public hostile, il (Wladyslaw Kozakiewicz) adresse un bras d'honneur qui fera le tour du monde. L'URSS voit dans ce geste une insulte et demande au CIO de retirer sa médaille au champion. Le gouvernement polonais refuse de sanctionner celui qui est élu sportif polonais de l'année. À l'Ouest, cette image symbolise la contestation qui bruisse dans cet État du bloc de l'Est. »

Dans une précédente salle de l'exposition, consacrée aux JO de Mexico 1968, les visiteurs avaient découvert ou plutôt redécouvert l'autre grande image de révolte de l'histoire olympique : celle des sprinteurs américains Tommie Smith et John Carlos tendant leurs poings gantés de noir à la face de l'Amérique ségrégationniste. Le bras d'honneur de Kozakiewicz est resté à peu près aussi célèbre, mais il appartient à un registre différent, plus potache et moins travaillé. « Contrairement à ce que beaucoup de gens ont cru, mon geste n'avait rien de politique. C'était purement de la colère. J'ai voulu clouer le bec des 50 000 spectateurs russes qui n'avaient pas arrêté de siffler les perchistes étrangers durant tout le concours », nous expliquera « Kozak » presque vingt ans après son exploit (1).

Ce jour-là, au stade Lénine, le Polonais ne fut pas le seul à répondre aux provocations des chambreurs. « Moi aussi, j'ai fait un bras d'honneur au public, mais il n'a pas eu la même implication historique ! », s'amuse Philippe Houvion, aujourd'hui âgé de 66 ans. Recordman du monde avant le début du concours de Moscou (avec 5,77 m), le perchiste français passe

5,65 m mais s'arrête à 5,70 m. « Une partie du public a rigolé quand j'ai échoué, alors j'ai eu ce mouvement d'humeur », se souvient sans s'excuser celui qui terminera juste au pied du podium (4^e).

“Quand j'ai voulu poser une question sur le bras d'honneur, le chef de plateau m'a aussitôt envoyé un mémorable coup de pied sous la table ! J'ai compris que ce geste était devenu tabou”

CHRISTOPHE WYRZYKOWSKI, EX-JOURNALISTE À LA TÉLÉVISION POLONAISE PUIS JOURNALISTE À L'ÉQUIPE

Quelques minutes plus tard, Houvion se trouve donc aux premières loges quand Kozakiewicz lui subtilise son record du monde (porté à 5,78 m), décroche la médaille d'or et salue à sa façon les siffleurs. Malgré la douleur de la défaite, le Français est admiratif : « Pour un Polonais, balancer comme ça un bras d'honneur aux Russes, en plein Moscou, c'était balèze quand même ! » Mais il garde un beaucoup moins bon souvenir du médaillé d'argent, le Russe Konstantin Vol-

Philippe Houvion, quatrième du concours de la perche des JO de Moscou, n'a pas apprécié l'attitude du public soviétique lors de la compétition.



kov : « Lui, ça a toujours été un connard. À l'époque, il ne se mélangeait pas à nous, et aujourd'hui, il ne manque jamais une occasion de soutenir Poutine. »

Marqués par le boycott d'une cinquantaine de pays, dont les États-Unis (voir encadré), les Jeux de Moscou représentent un enjeu politique considérable pour Leonid Brejnev et les autres dignitaires du Kremlin. Les athlètes au maillot rouge frappé de la faucille et du marteau doivent triompher à n'importe quel prix. « Au concours du javelot, quand les Soviétiques lançaient, les gardiens ouvraient en grand les portes du stade pour provoquer des appels d'air », raconte, mi-amusé, mi-consterné, Philippe Houvion. Un stratagème payant puisque le lanceur local, Dainis Kula, décroche la médaille d'or (avec un jet à 91,20 m) devant son compatriote Alexandre Makarov (89,64 m).

À la perche, les sifflets et les moqueries sont moins efficaces. « Ah, c'est vraiment un sale public que nous avons ici ! », s'exclame pourtant Thierry Roland, en direct, sur Antenne 2. Dans une autre cabine télé du stade Lénine, Christophe Wyrzykowski (2) commente le concours pour la Pologne. Il voit le bras d'honneur de Kozakiewicz, mais n'en mesure pas d'entrée les conséquences. « Dès la fin de la compétition, j'ai emmené "Kozak" au centre international des médias d'Ostankino où toutes les télévisions du monde possédaient leurs studios. Je me suis assis à côté de lui pour l'interviewer en direct, et en face de nous, il y avait le chef de plateau. Quand j'ai voulu poser une question sur le

bras d'honneur, le chef de plateau m'a aussitôt envoyé un mémorable coup de pied sous la table ! J'ai compris que ce geste était devenu tabou. Jusqu'à la fin du régime communiste, il n'a plus jamais été montré chez nous. »

“À Moscou, après avoir passé la dernière barre, celle de la victoire, j'ai aussitôt tout revu : ma mère harassée par un travail de misère, ma femme et mes filles qui n'ont souvent rien eu à bouffer, les communistes, le parti, l'état de siège...”

WLADYSLAW KOZAKIEWICZ

Le lendemain de l'affront fait à tout un empire, l'ambassadeur d'URSS à Varsovie demande officiellement la disqualification du nouveau champion olympique pour « geste obscène envers le peuple soviétique. » Partagées entre leur fidélité à Moscou et la fierté de pouvoir revendiquer une si prestigieuse médaille d'or, les autorités polonaises plaident le malentendu et un simple « spasme musculaire » (sic) ! Kozakiewicz sauve son titre mais s'embarque pour cinq longues années d'humiliations : « On m'a confisqué plusieurs fois mon passeport, ce qui me privait de meetings à l'étranger et des dollars qui allaient avec. C'était une punition terrible, surtout après l'instauration de l'état de siège. À Gdansk en particulier, la situation devenait intenable avec le couvre-feu après 20 heures, et la recherche d'une nourriture aussi rare que mauvaise. On ne trouvait plus que des patates et du vinaigre... »



EXTRA
vintage

Moscou 1980, les Jeux tronqués

Dans la nuit du 24 au 25 décembre 1979, les troupes soviétiques pénètrent en Afghanistan et renversent le régime en place. À la suite de ce nouveau sommet dans la guerre froide à laquelle se livrent l'Est et l'Ouest depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le président des États-Unis, Jimmy Carter, appelle à une politique de sanctions contre l'URSS, dont le boycott des Jeux de Moscou qui doivent débiter le 19 juillet 1980. Une cinquantaine de pays, notamment l'Allemagne de l'Ouest, le Canada, le Japon ou la Corée du Sud s'alignent sur les États-Unis et n'envoient pas leurs sportifs en Russie. La France laisse le choix de la participation au Comité national olympique et sportif français (CNOSF). Seules trois fédérations (équitation, tir et voile) décident de boycotter. Au total, 80 pays seulement participeront aux Jeux de Moscou. Le niveau de certaines compétitions s'en trouve largement altéré. En l'absence des sprinteurs américains, le Britannique Alan Wells remporte le 100 m dans le modeste temps de 10"25. À la perche masculine en revanche, tous les meilleurs sont là, qu'ils soient polonais (Kozakiewicz, Sluzarski), soviétiques (Volkov, Kulibaba) ou français (Houvion, Bellot, Vigneron). Quatre ans plus tard, l'URSS et quinze autres pays « frères », dont la Pologne, boycottent à leur tour les Jeux de Los Angeles 1984. Le concours de la perche est remporté par le Français Pierre Inehon, avec un saut à 5,75 m. **J.-Ph. L.**

L'Équipe et Rich Clarkson/Sports Illustrated via Getty Images

►► *gre!* » La victoire de Kozakiewicz intervient dans un contexte politique incandescent. Trois semaines à peine après la fin des Jeux de Moscou, le 31 août 1980, un ouvrier des chantiers navals de Gdansk, Lech Walesa, fonde le syndicat Solidarnosc (Solidarité), qui défie le régime communiste. Les moustaches tombantes du leader syndical deviendront encore plus célèbres que celles de Kozakiewicz. « *Comme on habitait la même ville (Gdansk), j'ai rencontré Walesa deux ou trois mois plus tard, raconte le perchiste. Ce qui m'a fait plaisir, c'est qu'il paraissait encore plus heureux que moi de cette rencontre fortuite.* » Car malgré la censure locale, le champion olympique est devenu une idole et sa célébration un symbole, témoigne Christophe Wyrzykowski : « *Encore aujourd'hui, en Pologne, on ne dit plus "bras d'honneur" mais "gest kozakiewiczza", le geste de Kozakiewicz, c'est rentré dans le langage courant.* »

Kozak – et surtout pas *Koza*, qui veut dire chèvre en polonais... – ne s'est jamais considéré comme un militant. « *On ne se mêlait pas de politique, mais c'est la politique qui se mêlait de nous* », résume-t-il d'une jolie formule. Reste que cette immense popularité finit par devenir un poids. Son passeport à nouveau en poche, avec sa femme, ses deux filles, et trois perches sur le toit de sa voiture, le héros presque malgré lui quitte la Pologne le 19 juin 1985, pour s'installer en Allemagne de l'Ouest, à Hanovre. Grâce à une grand-mère germanique, les Kozakiewicz deviennent allemands.

Pour Wladyslaw, c'est une troisième nationalité. L'histoire personnelle de l'exilé est étroitement liée à celle du bloc de l'Est d'avant la chute du Mur. L'auteur du bras d'honneur du stade Lénine est en effet né soviétique. Le 8 décembre 1953 à Soleczniki, un gros village de 10000 habitants, situé près de Vilnius, la capitale de l'actuelle Lituanie. Sa famille appartient à

À 5,75 m, lors du concours de la perche des JO de Moscou (1980), le Polonais Wladyslaw Kozakiewicz s'offre un geste qui restera dans la légende des Jeux.

l'importante communauté polonaise de la république balte annexée par l'URSS à la suite du pacte germano-soviétique de 1939. Le petit "Wladek" n'a gardé aucun souvenir de son enfance chez les Soviétiques, mais sa mère, elle, n'a rien oublié : « *Elle m'a raconté et a raconté à mes deux filles que si les Allemands étaient terribles, les Russes se comportaient de façon bien pire encore!* » En 1957, les Kozakiewicz profitent du dégel consécutif à la mort de Staline, quatre ans plus tôt, pour enfin rejoindre le pays de leurs ancêtres. « *Mon père a vendu tout ce qu'il ne pouvait pas emmener : notre grande maison de bois avec un lopin de terre, mais aussi deux vaches et trois cochons. Avec ça, il n'a pu acheter qu'une moto qu'il a chargée sur un camion, et nous sommes partis pour la Pologne...* » Direction Gdansk, au bord de la mer Baltique.

Tout cet héritage familial, le perchiste l'a évidemment emmené avec lui, à Moscou. « *On dit qu'avant de mourir, on*

revoit défiler toute sa vie. Remporter un titre olympique procure les mêmes sensations. À Moscou, après avoir passé la dernière barre, celle de la victoire, j'ai aussitôt tout revu : ma mère harassée par un travail de misère, ma femme et mes filles qui n'ont souvent rien eu à bouffer, les communistes, le parti, l'état de siège... Alors oui, inconsciemment, mon geste était aussi politique. » Bien plus qu'un simple « *spasme musculaire* », ce bras d'honneur était donc une réponse aux crétiens et un défi à l'histoire. **E**

(1) Les citations de Wladyslaw Kozakiewicz sont extraites de trois interviews qu'il a accordées à L'Équipe, le 10 juillet 1996, le 29 décembre 1999 et le 10 août 2012.

(2) Correspondant de « L'Équipe » en Pologne depuis 1974, Christophe Wyrzykowski quittera son pays pour la France et notre journal en 1983.

15H-16H

Affaire du jour

Le bras d'honneur de Kozakiewicz aux Jeux Olympiques de 1980

**AFFAIRES
SENSIBLES.**



**FABRICE
DROUELLE**

**france
inter**

en partenariat avec

L'ÉQUIPE

SÉRIE**Le sport français face au boycott 2/3**

Les JO d'hiver à Pékin et la Coupe du monde de football au Qatar, programmés en 2022, ont suscité des appels au boycott au nom des droits de l'Homme, rappelant des débats qui agitent le sport français depuis plusieurs décennies.

Jeux Olympiques 1980

LA PLACE ROUGE N'ÉTAIT PAS VIDE

Sommés par les États-Unis du président Jimmy Carter de boycotter les JO de 1980 à Moscou, fortement incités à suivre le mouvement par Giscard, la plupart des sportifs français montèrent au front et renversèrent la tendance.



Bridgemanimages/Leemage

Bridgemanimages/Leemage

STÉFAN L'HERMITTE

On l'imagine, le passage héroïque de mur quelque part vers Berlin-Est. Des galonnés étoilés de rouge au garde-à-vous, et la barrière d'entre les mondes qui se lève sous les drapeaux agités par des mains enjouées des jeunesses communistes avec, pourquoi pas, un orchestre rouge.

À 66 ans, depuis son bureau toulonnais et ses affaires immobilières, Alain Chourgnoz, dit «Chouchou», se découvre une âme contestataire et activiste. «J'étais certain qu'ils m'auraient laissé passer. J'aurai dû prendre la remorque avec le bateau, et j'aurais fait les Jeux en candidat libre. J'ai vraiment été con. Mes parents auraient dû me mettre un coup de pied au cul. Mais on était jeune et soumis. Les baisés comptez-vous.» Chouchou, quelques mois plus tard, larguera les amarres d'un tour du monde *love and peace* d'un an et demi, se remettra trop tard les fesses dans un nouveau dériveur et un nouveau rêve, un soling, mais n'ira jamais aux JO. «Même quarante ans après la blessure reste ouverte...»

L'URSS, un jour de Noël, envoya ses chars sur Kaboul. Jimmy Carter, président américain, poussa l'Occident alors au boycott. La France de Valéry Giscard d'Estaing longtemps tergiversa. Chaque fédération finalement fut invitée à décider. Et quatre boycottèrent : l'équitation, le tir, le tir à l'arc, et donc la voile. «Moi non plus je n'y suis pas

allé, alors que j'étais champion de France de parachutisme», raille Alain Lipietz, encarté à la Gauche ouvrière et paysanne, signataire avec Barthes, Duras, Foucault ou Tazieff d'un appel virulent au boycott, membres associés du Cobom (1).

“Ceux qui n'y sont pas allés en sont sortis grandis, parler de sacrifice est très exagéré”

ALAIN LIPIETZ, PARACHUTISTE ET DÉPUTÉ EUROPÉEN

Car, nous ressasse-t-il, encore aujourd'hui : «On ne fait pas du sport sur un champ de torture.» Le parachutisme n'était pas olympique, le parachutage d'élus un peu plus, chacun son sport favori. «Ceux qui n'y sont pas allés en sont sortis grandis, poursuit l'ancien double député européen, parler de sacrifice est très exagéré.»

Au bout de la Bretagne, le discret tireur Albert Le Tyrant, opine : «Quelquefois, la raison doit passer avant le sport, je n'avais pas d'atomes crochus avec la Russie, j'avais déjà fait les Jeux (12^e en 1976), une médaille n'aurait pas changé, ça ne m'a pas frustré plus que ça.» Il a repris son plein temps de prof au lycée Kerneuzec de Quimperlé, apprenant aux mêmes à bien viser.

Des larmes infinies ont pourtant coulé sur la sueur. Marc Bouët, le marin malin, n'a jamais été champion olympique. Il le méritait probablement : «1980, c'est là où j'étais le plus fort...» Une maman malade quatre ans avant, une sombre embrouille

Chaque fédération décidera finalement de sa participation ou non aux JO de Moscou où la France défilera lors de la cérémonie d'ouverture derrière le drapeau olympique. Cela n'a pas empêché le comité pour le boycott des olympiades de Moscou d'utiliser la mascotte des Jeux, Michka, pour afficher sa position.

de veste lestée de trop d'eau quatre ans plus tard qui le disqualifia des sélections, l'âge qui commence à plomber en 1992 et 1996, la fenêtre parfaite ne se présenta jamais.

“Moscou, on voulait y aller mais on ne nous a pas donné la parole. On était jeunes, pas procédurier...”

MARC BOUËT, MARIN

«Yen a pour qui ça ne devait pas être le destin... J'ai la chance d'avoir eu une carrière éclectique, d'entraîner à très haut niveau, de faire la Coupe de l'America (1987, 1992). Notre mémoire est ainsi faite qu'elle essaie d'oublier. Moscou, on voulait y aller mais on ne nous a pas donné la parole. On était jeunes, pas procéduriers, abasourdis mais sans grande capacité de réaction. Ça été un choc. On n'avait pas tout compris...» Xavier David, la mer encore amère, glisse : «On l'a appris par un télégramme, comme ça, sèchement.» Michel Audouin, autre déçu, confirme : «On était de bons petits soldats.» Son bateau, un finn, l'attendait à Helsinki, après des régates dans le Grand Nord. Il fallut le rapatrier...

Jean-Pierre Soisson était supporter de l'AJ Auxerre et à l'époque ministre des Sports. Il se consacre dorénavant à l'écriture, pressé par le temps. Il renvoie sur une émission de France Bleu. «Je me suis retrouvé face à un président qui ne voulait pas y

aller tout en ne voulant pas le dire.» La France s'essaya au non-alignement, dans un grand écart de moins en moins tenable, un pied dans chaque continent dérivant.

Giscard, qui sera surnommé le petit télégraphiste, se pique d'aller rencontrer Brejnev le 18 mai à Varsovie, ne veut pas déplaire aux électeurs communistes qui pèsent encore beaucoup et énonce, devant le micro de la présentatrice du journal télévisé Christine Ockrent, «que les organisations olympiques elles-mêmes se prononceront». Dont acte. «Le gouvernement a proposé au Comité national olympique de décider tout en pensant qu'il dirait non», poursuit Soisson. Il a fait déplacer à l'hôtel de la Rivière, où les mets étaient excellents, Claude Collard, patron du CNO.

“Qui se souvient du champion olympique de Moscou”

MICHEL ROBERT, CAVALIER

Collard, le père de Cyril [réalisateur des *Nuits fauves*], membre du comité de soutien de Giscard, était clairement ancré à droite, mais cette ancienne ceinture noire connaissait le prix de l'effort sportif. Et était devenu aussi, comme dirigeant, un apôtre d'un mouvement sportif et indépendant. Il fera finalement campagne pour une participation lucide, qui aboutira le 24 mai, à même pas deux mois de la cérémonie d'ouverture, à envoyer à Moscou un contingent modeste de 120 athlètes sous drapeau olympique, sans hymne national ni porte-drapeau.



l'Équipe

Ali en renfort

Le boxeur aida le président Carter à entériner le boycott américain.

La guerre des étoiles peut se faire ailleurs que sur la piste et dans le ciel. Mal en point dans les sondages, empêtré dans l'affaire des otages retenus dans son ambassade en Iran, le démocrate Jimmy Carter lance en février 1980 un ultimatum impossible à tenir : le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan d'ici à un mois sinon les États-Unis appelleront au boycott des Jeux de Moscou. Il se veut l'apôtre des droits de l'Homme. « *Ce n'est qu'une requête* », feindra-t-il. Mais la machine économique, politique, médiatique est lancée dans un seul sens. L'historien Jérôme Gygas suggère que, dès 1978, au prétexte « *de pratiques discriminatoires et antisémites* », le processus de non-participation était déjà engagé. L'USOC, le comité olympique américain, a bien protesté, estimant « *que les JO ne sont pas organisés afin de servir de concours pour la suprématie entre les diverses idéologies du monde* ». Sur la patinoire de Lake Placid, aux JO d'hiver de février, les Américains reviennent trois fois au score et déboîtent les Russes (4-3). Il n'y aura pas de revanche estivale sur d'autres terrains. Des athlètes ont bien proposé de participer sans honorer les podiums de leur présence. Carter actionne tous les leviers. Il envoie Muhammad Ali convaincre les pays africains. Le *Times* tient colonnes ouvertes aux partisans du boycott. « *Les Jeux auxquels les Américains n'ont pas besoin de participer* », y lit-on. « *Pas sûr que l'Amérique était prête à encaisser une défaite encore plus cuisante dans des Jeux qui s'annonçaient extrêmement préparés* », ajoute le chercheur Sylvain Dufraisse. Aux JO de 1972 et 1976, l'URSS a dépassé les USA au tableau des médailles. En novembre, l'acteur Ronald Reagan atomise Jimmy Carter. Avec un slogan : « *America is back* ». **S. L. H.**

►► Chaque fédération s'était déterminée, avec souvent des élus et des athlètes aux penchants contraires. « *Certains ont plus pensé à leur carrière qu'à la nôtre* », murmure Xavier David. Dans la ligne de mire des voileux, près de trois décades plus tard, le DTN, Philippe Grandou, vertement accusé de ne pas avoir choisi le camp des athlètes.

« *Je n'avais pas à prendre position, le comité directeur a voté contre à la quasi-unanimité, objecte-t-il, les Anglo-Saxons étaient puissants dans notre sport, ils ont fait pression, et puis, vu mon grand âge, je ne me rappelle pas de tout...* » « *Le ministère, croit se souvenir Grandou, invitera les non-partants à se consoler en tapant dans une petite balle blanche, aux Arcs. Pour se changer les idées.* » Peu s'en souviennent. « *La décision a peut-être pris sa source dans l'élite sociale d'un sport qui, peu avant, s'appelait encore yachting, glisse Marc Bouët, ce qui vaut sûrement aussi pour le jumping.* »

Caron, Cottier, Robert et Balanda, et leurs chevaux, ont aussi fait ceinture, aux ordres, derrière le très giscardien meneur de troupe Christian Legrez, qui n'avait pas voulu déplaire au Château. « *Nos cravaches s'aligneront* », avait-il plastronné. Caron : « *On m'a détruit un rêve, j'en ai inventé d'autres.* » Balanda : « *Il a bien fallu s'en remettre.* » Robert : « *Qui se souvient du champion olympique de Moscou ?* » Un incongru, un Polonais. Comme le résume Cottier, « *on subissait* ».

Lois des manèges et des plans d'eau,

peut-être parce qu'ils faisaient corps commun, dans le beau théâtre de verdure qu'est l'Insep vite transformée en Agora, se déterminera un autre horizon. « *C'était tellement simple de nous prendre en otage* », s'énerve encore le très militant et judoka Jean-Luc Rougé, le poing presque encore levé à 71 ans. « *Les JO, c'est la trêve* », assène aussi le haut perché Patrick Abada.

Les athlètes continuent l'entraînement mais décident d'unir leurs muscles du cerveau. Rougé est rouge, Abada est bleu. Ils formeront un indéfectible duo.

Ils sont invités aux dossiers de l'écran, sur les ondes, joutent avec « *BHL* », les intellectuels et les politiques, remplissent Coubertin pour un meeting improvisé avec service d'ordre de la CGT. Les Dossiers de l'écran interrogent : « *Les Jeux vont-ils dispa-*

Sur la place Rouge, l'équipe de France de judo avec ses trois médaillés au premier rang : Angelo Parisi (à g.), Thierry Rey et Bernard Tchoullouyan. Deux mois plus tôt, à Varsovie, une rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Leonid Brejnev permettait à l'URSS de développer son offensive diplomatique.



TASS/AFP

raître ? » « *On avait décidé de ne pas se laisser faire* », rapporte Rougé. Même la franc-maçonnerie fit discrètement avancer ses pions humanistes contrant un anti-communisme primaire. « *On recevait des sacs de courrier entiers de soutien et de chèques*, expose Rougé, *l'opinion était avec nous.* »

Patrick Abada est en stage de com... au ministère des Sports. « *Un jour, Soisson me fait appeler, énervé. Il me dit : "Je viens d'être convoqué par le président qui est furieux de tout le tapage que vous faites. Bon, du coup, il va laisser le mouvement sportif choisir."* » La campagne se déplace dans chaque fédération, politisée, forcément politisée.

“La guerre froide, c'était loin de mes préoccupations. [...] Je voulais y aller, j'étais en dehors de toute manipulation”

PHILIPPE HOUVION, PERCHISTE

L'Insep n'a pas encore de grilles. Philippe Houvion, le recordman du monde de la perche, sous sa barre de muscu, voit débarquer un monsieur au français appliqué matiné d'accent russe en quête de dialogue : « *C'était l'ambassadeur, je crois bien, ou en tout cas quelqu'un de très haut placé. Il était venu prêcher un vaincu. La guerre froide, c'était loin de mes préoccupations. J'avais été élevé dans le sport, dans la fraternité, dans les rencontres. Je voulais y aller, j'étais en dehors de toute manipulation.* » Sifflé par un public partisan et endoctriné, Houvion ne fera que

quatrième. La plupart y sont donc allés. Abada, lâché par un tendon rotulien effiloché, est l'invité d'honneur du comité d'organisation. « *Avec voiture et chauffeur à la descente de l'avion.* » Le secrétaire général du Parti communiste français, Georges Marchais, le convie un soir à une excellente table moscovite : « *Il m'a dit : "On a besoin de quelqu'un comme vous, vous avez déjà fait un pas extraordinaire, continuez."* Il a essayé de me motiver pour que je prenne ma carte au PC. » Tous les combats ne se gagnent pas...

Sur la piste rose des espoirs, concourut un magnifique coureur de demi-fond, José Marajo, qui avait aussi une très haute conscience philosophique et politique, qui clamait que « *l'athlète était d'abord un homme et un citoyen* ». Il ratera son rêve de médaille olympique, barré par les Anglais Coe et Cram, harassé surtout par une saison trop tôt programmée. Mais il a aussi sollicité une étonnante entrevue au Soviet suprême. « *J'avais Smith et Carlos (2) en mémoire, le pire, c'est de ne rien faire, de ne rien dire. J'ai donc pu exposer à deux personnes, dont le secrétaire aux Affaires étrangères, que je ne cautionnais pas leur attitude en Afghanistan et sur les droits de l'homme en général.* » Ils auront ouvert la voix en s'ouvrant la voie. Ce qui a paru à beaucoup comme une double victoire. **E**

(1) Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou.

(2) Qui levèrent leurs mains gantées de noir à Mexico aux JO de 1968.

ÉCONOMIE

10 000 \$

LA SOMME (7275 €) VERSEE PAR PIZZA HUT

à un étudiant américain pour avoir rentré quatre paniers, dont un du milieu du terrain, dans un concours à la mi-temps d'un match. Son université avait changé les règles et décidé de ne pas verser l'argent, mais, devant le buzz, la firme américaine a décidé de récompenser le jeune shooteur.



Photo : Jean-Louis Fel/L'Équipe

3

APRÈS 1968 ET 1977, L'Australie ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE

organiseront conjointement pour la troisième fois, en 2017, la Coupe du monde de rugby à XIII.

2 M

LE CAP DE FOLLOWERS FRANCHI PAR LA NBA SUR SON COMPTE INSTAGRAM.

C'est près du double de la NFL (1,2 million), mais plus de deux fois moins que LeBron James (4,9 millions).

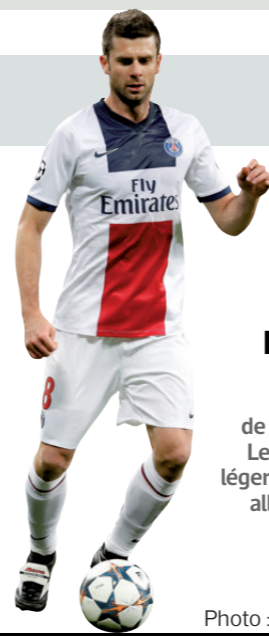


Photo : Sébastien Boué/L'Équipe

1,62 M

LE NOMBRE D'ABONNÉS DE CANAL+

qui ont suivi le huitième de finale aller de la Ligue des champions de foot, Bayer Leverkusen-PSG (0-4). Une audience en léger repli par rapport au huitième de finale aller de l'an passé, où Valence-PSG (1-2) avait attiré 1,74 million d'abonnés.

5,4 M€

LA SOMME QUE POURRAIT AVOIR À PAYER, APRÈS UN PARI PERDU,

un fabricant américain de bijoux et de montres qui avait promis de rembourser les trente-sept acheteurs d'un modèle de montres à 145 000 € si l'Est battait l'Ouest lors du All-Star Game NBA. Et l'Est a battu l'Ouest : 163-155.

Mauvaise combi et glissade en Bourse

À Sotchi, l'équipementier américain Under Armour a vécu le cauchemar redouté par toutes les marques de sport : la mise en cause des performances d'un de ses produits.

LEUR PLAN de communication avait fonctionné à merveille... Quelques semaines avant le début des Jeux de Sotchi, Under Armour surfait sur la vague des JO en annonçant avoir conçu la tenue de patinage de vitesse la plus rapide du monde, grâce à un partenariat avec l'avionneur Lockheed Martin. Hélas ! la semaine dernière, l'équipe américaine, qui avait systématiquement rapporté au moins une médaille des Jeux Olympiques depuis 1980, s'est complètement plantée. Un ratage qui serait passé inaperçu si plusieurs témoignages de techniciens et de patineurs n'avaient mis en cause cette nouvelle combinaison dont le système de ventilation laisserait entrer l'air. Bien que l'équipe n'ait pas officiellement impliqué la tenue fournie par l'équipementier américain, sa décision de revenir aux anciennes combinaisons a fait une publicité désastreuse à la marque, dont l'action à la Bourse a baissé de 2,4 %, le 14 février.

« Quand un athlète gagne avec un nouveau concept, pour la partie commerciale c'est du pain bénit, explique Jacques Lacroix, ancien directeur technique chez Salomon et Rossignol. Mais ça peut être mal vu par l'athlète, qui pense qu'il s'agit d'un gadget pour le grand public et que ça n'amène pas de performance. » Mais, en cas d'échec, le revers est double. Il touche à la fois la marque et le sportif.

AMMANN SE PLAINT DE SES CHAUSSURES

Dans le cas du patinage de vitesse, les Américains avaient bel et bien testé – et accepté – les nouvelles tenues (baptisées Mach 39) fournies par Under Armour quelques semaines avant les Jeux. Mike Plant, le président de l'US Speedskating (la Fédération américaine), a d'ailleurs prudemment déclaré qu'il avait « une pleine confiance » dans chacune des trois combinaisons développées par son sponsor pour les Jeux de Sotchi. Quant à la marque, elle rappelle que de nombreux concurrents ont remporté une médaille à Sotchi vêtus en Under Ar-



mour, comme l'Américaine Noelle Pikus-Pace (argent au skeleton) ou la Canadienne Dominique Maltais (argent en snowboardcross).

Depuis le début des Jeux de Sotchi, les exemples ne manquent pas pour illustrer les frictions entre athlètes et équipementiers au sujet d'un nouveau matériel. Le sauteur à skis suisse Simon Ammann, double champion olympique à Vancouver (2010), s'est ainsi plaint des chaussures fournies par

Rass. Selon des sources internes, les skieurs helvètes avaient déjà rencontré des difficultés avec leurs combinaisons en 2006, à Turin. Mais, le plus souvent, les intérêts économiques font passer sous silence ce genre de problèmes. « On a vécu des compétitions où un athlète n'arrivait pas à trouver ses repères avec une nouvelle marque. On lui a alors maquillé ses anciennes chaussures pour qu'elles ressemblent aux récentes et qu'ils puissent ainsi les uti-

liser. C'est aussi arrivé avec des skis, mais le cas est très rare », se souvient Jacques Lacroix.

En réalité, les problèmes de matériel se sont pas si fréquents sur de grandes compétitions, car les équipementiers prennent toutes leurs précautions pour tester leurs produits en amont et, par nature, les sportifs sont aussi assez méfiants quand on leur propose un nouvel équipement. « L'athlète est le seul juge ; si la nouveauté n'est pas



prête, il ne l'utilise pas », estime Jacques Lacroix, pour qui « il n'est pas rare de voir certains d'entre eux revenir in extremis à un matériel plus éprouvé, le jour J ».

Heureusement pour Under Armour, l'affaire arrive dans une discipline peu médiatisée et les Américains n'ont pas été plus brillants lorsqu'ils sont revenus à l'ancienne tenue fournie par leur équipementier. Cela tend à prouver que le matériel n'est pas seul en cause. La

société de Baltimore, dont l'action est depuis repartie à la hausse, a peut-être payé ici son manque d'expérience (elle a été introduite en Bourse en 2006).

Elle peut toujours se consoler en se disant qu'Adidas, qui a récemment déposé une plainte contre elle pour copiage de brevets, n'ira pas revendiquer ceux de sa combinaison de patinage de vitesse.

FRANÇOIS-GUILAUME LEMOUTON (avec C. N. et J.D.C.)

EN CHIFFRES

2,33 Mds \$

LE CHIFFRE D'AFFAIRES

d'Under Armour (1,7 Md €) dans le monde en 2013.

35 %

LA CROISSANCE DES VENTES

d'Under Armour au quatrième trimestre 2013

23,5 %

LES OBJECTIFS DE CROISSANCE

d'Under Armour en 2014.

11 Mds \$

LA VALEUR APPROXIMATIVE

d'Under Armour (8 Mds €).

Shani Davis (à gauche) et les patineurs de vitesse américains, en échec à Sotchi, mettent en cause leurs combinaisons Under Armour, tandis que le Suisse Simon Ammann (à droite), double champion olympique de saut à skis à Vancouver, s'est plaint de ses chaussures de marque Rass pour expliquer ses contre-performances en Russie.



Photos : Richard Martin et Stéphane Mantey L'Équipe

CE JOUR-LÀ

Carter confirme le boycott des JO de Moscou

À LAKE PLACID (États-Unis), l'Américain Eric Heiden poursuit son festival en patinage de vitesse qui lui permettra de remporter cinq titres olympiques. Mais à Washington, Jimmy Carter glace l'ambiance. Le président américain confirme que son pays boycottera les Jeux de Moscou, l'été suivant, à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS à Noël 1979. Carter avait fixé au 20 février la date limite pour le retrait des troupes soviétiques, mais rien ne s'est passé. Jody Powell, porte-parole de la Maison-Blanche, annonce donc que « l'administration Carter met en œuvre l'opération prévue de boycottage » et estime à une cinquantaine le nombre de pays qui pourraient suivre. Le président des États-Unis, lui, a averti officiellement le Comité olympique américain qui ne semble pourtant pas avoir renoncé. « Aucune décision ne sera prise sur l'envoi d'une équipe américaine aux Jeux Olympiques avant notre assemblée générale d'avril », affirme en effet sur le



moment Robert Kane, président de l'USOC. Pendant ce temps-là, à Bonn, le secrétaire d'État américain Cyrus Vance exprime l'espoir que les pays européens, n'ayant pas encore arrêté leur décision, soutiennent la position américaine. En RFA, le magazine Stern publie un sondage : sur

179 athlètes susceptibles de représenter leur pays à Moscou, 80% se sont prononcés contre le boycottage. L'Allemagne de l'Ouest suivra pourtant son allié historique... Côté français, Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, assurera que « le boycottage n'est

pas l'argument approprié pour répondre à l'invasion de l'Afghanistan ». À Moscou, la France obtiendra finalement quatorze médailles, dont six titres. Même si trois Fédérations (équitation, voile, tir) refuseront d'y envoyer des athlètes...

Photo : AP

MERCREDI 20 FÉVRIER 1980

S. Tu.

PERDU DE VUE

LA PERLE

RIVALDOUBLE

Mardi, à l'occasion du match de football Mogi Mirim - Piracicaba (1-1), comptant pour le Championnat de Sao Paulo, un événement assez unique s'est produit. À la 56^e minute, Rivaldo, quarante et un ans, est entré en jeu pour Mogi Mirim, où évoluait à ce moment-là Rivaldinho, dix-neuf ans, qui n'est autre que le fils de... Rivaldo. Cette grande première a sans doute été facilitée par la double casquette du Ballon d'Or 1999, qui est à la fois joueur et président, puisqu'il dirige Mogi Mirim depuis 2008.



Photo DR



1990

2014

Jacquot se bat pour les autres

LE 11 FÉVRIER 1989, René Jacquot arrache, à Grenoble, la ceinture WBC des super-welters des crochets du « Cobra » américain, Don Curry. Cinq mois plus tard, lors de la défense de son titre mondial, une vilaine entorse à la cheville au premier round contraint le Français à l'abandon face à l'Ougandais John Mugabi. Après deux autres échecs de reconquête mondiale, il raccroche les gants à la fin de 1990. Hésitant dans sa reconversion – il fut un temps patron de bar, puis plâtrier (son métier de formation) –, il s'est orienté vers le social. À cinquante-deux ans, il est aujourd'hui assistant de vie au sein de l'association

iséroise Aappui, qui vient en aide aux personnes âgées ou handicapées. « Il a postulé chez nous, raconte Sandrine Chaix, présidente de l'association, qui emploie 140 personnes. On lui a laissé sa chance et aujourd'hui il travaille à plein temps. » Et de louer l'implication au quotidien de son employé. « Il est infatigable. C'est un métier où on ne triche pas. Lui aussi a pris des coups dans la vie, il a un côté combatif et stimulant qui est très important pour aider les personnes qu'il accompagne à se prendre en main. Il a une faculté d'écoute et de don de soi qui en font un élément moteur de l'association. »

J. L.

1984, UN DRÔLE DE BOYCOTT

Du 28 juillet au 12 août 1984 se sont tenus les JO de Los Angeles. Sans l'ex-URSS. Vingt ans après, retour sur un curieux renoncement.

Les Américains avaient refusé de participer aux Jeux de Moscou, en 1980. Le retour à l'envoyeur des Soviétiques et des nations de l'Est – à l'exception de la Roumanie – fut, quatre années plus tard, perçu comme une évidence. Mais la diplomatie et la politique, dans cette affaire-là, ont peut-être eu bon dos.

IL S'APPELAIT Marat Gramov, était, en 1984, ministre des Sports et président du Comité national olympique (CNO) de l'ex-URSS. Il est aujourd'hui décédé, mais dès qu'on évoque aujourd'hui le boycott de 1984 avec ceux qui étaient alors des Soviétiques, ce pauvre Gramov est aussitôt jeté en pâture. Oui, à en croire ces délateurs, le principal « coupable », ce fut lui ! Mais pas seulement ; Andreï Gromyko, numéro 1 du ministère des Affaires étrangères (MID) sis place de Smolensk à Moscou, et Mikhaïl Gorbatchev, numéro 2 du Bureau politique – ou Politburo – du Parti communiste d'Union soviétique (PC d'URSS) auraient eux aussi beaucoup fait pour que Los Angeles ne voie point trace l'été venu de ces typiques survêtements frappés des fameuses quatre lettres CCCP, initiales d'Union des Républiques socialistes soviétiques en alphabet cyrillique.

Mardi 8 mai 1984. Il est 17 h 31 à Paris, une heure de plus à Moscou. Pour diffuser l'époustouflante nouvelle au monde, l'Agence France Presse use alors d'une procédure rarissime nommée « flash » et libellée ainsi : « MOSCOU. – L'URSS ne participera pas aux Jeux Olympiques de Los Angeles. »



Le 28 juillet 1984, lors de la cérémonie d'ouverture des JO de Los Angeles, un immense « welcome » souhaitait la bienvenue à une partie du monde seulement. Les nations d'Europe de l'Est, notamment l'URSS, mais aussi Cuba, n'étaient pas là. (Photo L'Équipe)

À Washington, où il est en attente d'une audience avec le président américain Ronald Reagan dans le bureau ovale de la Maison-Blanche, Juan Antonio Samaranch, patron du Comité international olympique (CIO), reçoit l'information en pleine figure ! Monique Berlioux, qui de 1969 à 1985 fut directeur exécutif du CIO, assure aujourd'hui encore que, en revanche, elle ne fut pas surprise : « Depuis la clôture des Jeux de Moscou en 1980 (boycottés par les États-Unis), ma profonde conviction était que les Russes ne laisseraient jamais passer l'offense. Et, selon moi, il était évident qu'ils appliqueraient le principe de réciprocité. »

Cette hypothèse d'une « revanche » à l'affront de 1980 a longtemps été la plus répandue. Elle est même d'ailleurs toujours très en cour, même s'il semblerait, au regard de récents témoignages obtenus par L'Équipe, que l'affaire soit peut-être plus compliquée. Ainsi Vitaly Smirnov, membre depuis 1971 du Comité international olympique et l'un de ses vice-présidents, assure : « Si Iouri Andropov (secrétaire général du PC d'URSS de novembre 1982 au 9 février 1984) avait toujours été vivant au printemps 1984, nous serions allés aux Jeux. C'était un type qui voyait grand et loin. Il avait l'impact qu'avaient sur notre peuple les victoires olympiques de nos sportifs et il savait aussi que dans les rapports Est-Ouest le sport n'avait aucune importance. Lui, n'aurait même pas envisagé de ne pas se

Vitaly Smirnov, vice-président du CIO : « Il n'y avait que des apparatchiks pour prendre une telle initiative »

rendre à Los Angeles. Il n'y avait que des apparatchiks pour prendre une telle initiative.

– Lesquels ?

– Gramov, Gromyko, Tcherbikov (le numéro 1 du KGB) ou Gorbatchev, relation du premier depuis qu'ils avaient travaillé ensemble au service «propagande» du Comité central... »

Une chose est sûre ; Smirnov n'aime guère « Gorby ». Ses propos « off the record », c'est-à-dire à ne pas être entendus par toutes les oreilles, sont même très crus lorsqu'il évoque l'ancien patron – de mars 1985 à décembre 1991 – de l'Union soviétique. Quant à ses déclarations publiables, elles n'indiquent pas non plus une grande admiration pour le prix Nobel de la paix 1990. « Pendant les six années, note par exemple Smirnov, où il a été à la tête du pays, Gorbatchev n'a pas trouvé le moyen une seule fois de recevoir Juan Antonio Samaranch. – Pourquoi ?

– Parce qu'il méprisait le sport ; il devait estimer que cette activité

n'était pas digne de ses « grandes » idées... »

Sollicité l'hiver dernier par notre journal, le père de la glasnost et de la perestroïka a d'ailleurs fait répondre par le directeur de sa Fondation, Vadim Zagladine, qu'il ne servait « à rien de revenir vingt ans après sur cette histoire de boycott ». « Cela n'intéresse plus personne, ajouta-t-il, c'est presque aussi vieux que la Grèce antique ! » Eh bien, revenons-y, justement, et tentons de voir un peu comment à l'époque les choses se sont passées.

Pour cela, il convient d'abord de rappeler ce qu'était alors le contexte en termes de politique internationale. « Nous étions au pic de la guerre froide », se souvient Zagladine. Pour résumer, guerre en Afghanistan, affaire des euro-missiles et des droits de l'homme en ex-URSS pourrissaient les relations entre Moscou et Washington. Et, pour couronner le tout, voilà qu'on décerne en cette année 1983 au Polonais Lech Walesa le prix Nobel de la paix ! Bref, si Américains et Soviétiques se gardaient bien de se heurter frontalement et savaient que le champ de bataille leur était interdit sous peine de cataclysme, tout prétexte était bon pour se chamailler et faire monter la pression. Et les terrains de sport, au fond, faisaient parfaitement l'affaire.

En 1980, par exemple, c'est le président américain Jimmy Carter qui dans ce domaine avait le premier « engagé » en appelant au boycott des Jeux de Moscou. Quatre ans plus

tard, on va voir que si, pour des raisons qui le regardaient, Marat Gramov eut lui aussi l'idée de ne pas se rendre à Los Angeles, Andreï Gromyko sauta sur l'occasion pour, une nouvelle fois, provoquer une tension supplémentaire entre les deux pays.

Car, au départ, il ne s'agirait que d'une banale affaire de bureaucrate fileux, celle du prénommé Marat, donc. Aux Jeux olympiques d'hiver disputés en février à Sarajevo, il avait en effet placé la barre si haut que, pour la première fois depuis des lustres, le plan ne fut pas rempli et l'ex-URSS devança le nombre de médailles d'or par l'ex-RDA. Gramov se mit alors en tête que si une tuile de ce calibre lui tombait de nouveau dessus cinq mois plus tard à Los Angeles, sa carrière, elle, se briserait. Partant de là, l'idée germa chez lui que la meilleure façon d'évi-

ter le drame était de « ne pas y aller ».

Alexandre Kozlovsky, vice-président aujourd'hui du Comité olympique russe, raconte : « Pour avoir des arguments afin de justifier son choix, il devait trouver une bonne raison. Comme un sentiment antisoviétique dû au contexte international était assez important aux USA, Gramov expliqua que la sécurité de nos athlètes ne serait pas assurée pendant les Jeux. »

Tenant son motif, il s'y accrocha d'autant plus fort que les Américains refusèrent à peu près au même moment un visa d'entrée à l'attaché olympique soviétique, voyant en lui un homme du KGB, ce que Smirnov reconnaît implicitement lorsqu'il déclare : « Je ne suis pas sûr effectivement que cet homme s'y connaissait beaucoup en sport. » Bref, petit

à petit, l'ami Marat fit son nid et, quand il l'eut terminé, alla, fin mars 1984, présenter son argumentaire au département « propagande » du Comité central, service auquel était rattaché le sport dans l'ex-URSS. Dès lors, le processus était enclenché. Il remonta vite au Politburo où Gromyko se frotta les mains car il estimait que plus les bras de fer avec les Américains étaient nombreux, plus le régime soviétique avait de chances de se perpétuer.

Restait toutefois au ministre des Affaires étrangères à convaincre ses confrères du bien-fondé de l'intention de Gramov. À commencer par Konstantine Tchernenko, qui avait remplacé Andropov, décédé en février 1984, pendant les JO de Sarajevo. À en croire Henrikas Iouchkivitchious, alors membre du CNO de l'ex-URSS – désormais conseiller au près de l'UNESCO à Paris –, ce ne fut pas le plus difficile tant « Tchernenko était folot et ne comprenait rien, ni au sport, ni aux Jeux, ni aux relations internationales ». Il reste que l'homme fort du MID chercha tout de même à s'entourer d'alliés. Il consulta et eut le soutien du « kaguébibiste » Tcherbikov, lequel disait : « Vous ne voulez tout de même pas que les snipers américains tuent nos enfants » (Iouchkivitchious) – et surtout trouva en Gorbatchev, mis déjà au courant par Gramov, un vrai renfort car « Gorby » savait bien qu'il aurait besoin un jour ou l'autre de l'appui du locataire de la place de Smolensk, quand viendrait le moment de succéder à Tchernenko.

Comme le révéla en novembre 1997 la journaliste Elena Vaytskhouskaïa (1) dans le mensuel *Sport Express Magazine*, Tchernenko finit par signer le 5 mai 1984 le document intimant l'ordre au Comité national olympique soviétique, non pas de boycotter – car ce mot « n'existe pas dans notre vocabulaire » (Kozlovsky) –, mais de « ne pas participer » aux Jeux Olympiques. Et c'est ainsi que le 8, un communiqué du CNO de l'ex-URSS annonça qu'il se voyait « obligé de déclarer que la participation des sportifs soviétiques aux Jeux des XXIII^e Olympiades (était) impossible (car) agir différemment eût été approuver les actions antiolympiques des autorités américaines et des organisateurs des Jeux ».

Sergueï Bubka : « C'est le pire souvenir de ma vie de sportif, car ces Jeux de Los Angeles auraient été mes Jeux »

La suite ? Elle pourrait se résumer aux réactions à vingt ans d'intervalle de deux sportifs parmi les plus prestigieux que connut l'ex-URSS. Le premier est Vladimir Salnikov, champion olympique du 1 500 m nage libre en 1980 et en 1988. En ce prin-

temps 84 on l'exhiba, on lui tendit les micros et on lui ouvrit les colonnes des journaux. Partout, à chaque fois, il tint le même langage : « Nous avons raison de ne pas aller à Los Angeles. Notre sécurité y serait compromise et les Américains violent la Charte olympique. » Joint au téléphone en Espagne, où il réside aujourd'hui, Salnikov ne dit plus du tout la même chose : « Ce boycott reste le plus grand désastre de ma vie. À l'époque, on m'a demandé de dire ça car l'argument sécuritaire était celui ayant le plus d'impact au niveau du public. "Ils" le savaient bien... »

L'autre star concernée est Sergueï Bubka, six fois champion du monde (2) du saut à la perche et champion olympique en 1988. Interrogé le 2 juin 1984 au meeting de Saint-Denis, il eut cette réponse laconique ne supportant aucun commentaire : « C'est une décision du gouvernement et je ne fais pas de politique. » À quarante ans, il dit aujourd'hui : « C'est le pire souvenir de ma vie de sportif car ces Jeux auraient été mes Jeux ; j'étais jeune et je n'avais aucune pression. » De fait, l'Ukrainien battit de mai à juillet trois fois le record du monde, le portant à 5,83 m et le portant à 5,90 m, le Français Pierre Quinon, lui, fut champion olympique en août avec un saut à 5,75 m...

PATRICK LEMOINE

(1) Championne olympique de haut vol en plongeon à Montréal en 1976. (2) 1983, 1987, 1991, 1993, 1995, 1997, 1983.

SUR LA ROUTE D'ATHÈNES

Naissance d'une nation

La Grèce, terre des dieux et des Jeux mais aussi mère de notre culture, n'est certes pas une destination olympique comme les autres. Notre envoyé spécial l'a parcouru du nord au sud, de l'Antiquité jusqu'à la Modernité pour un reportage quotidien jusqu'à la cérémonie d'ouverture des JO d'Athènes, vendredi 13 août.

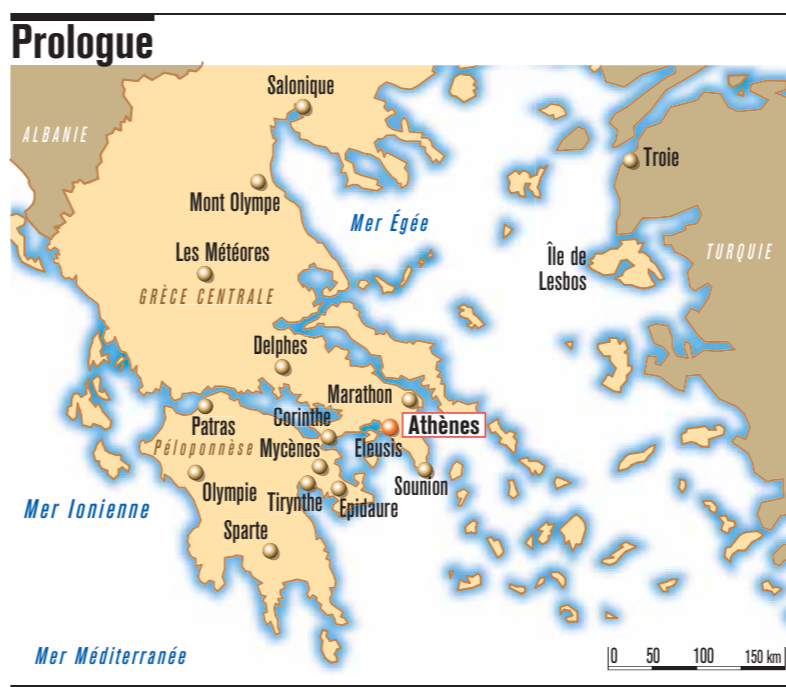
ELLE EST VIEILLE comme le monde, la blague du type qui entre chez un antiquaire en lançant : « Alors, quoi de neuf ? » Mais en Grèce, où les antiquités s'entassent dans tous les coins de la boutique, la nouveauté peut toujours vous sauter à la figure. Comme elle le fera dans deux semaines en offrant au monde l'ultramodernisme de ses installations olympiques (et la blague du jour est de prétendre qu'elle sont si modernes qu'on en parle encore au futur...), comme elle l'a fait il y a un mois en donnant un coup de vieux à toutes les autres équipes de foot européennes. Le hasard a voulu, tandis que l'équipe d'Otto Rehhagel s'envolait pour le Portugal dans un anonymat partagé par ses propres supporters, que nous partions pour une grande balade à travers la Grèce.

Au moment où, pour la première fois depuis la rénovation cubertinienne de 1896, les Jeux Olympiques s'en reviennent au pays qui les a inventés quelque 2 800 ans plus tôt, il nous a paru évident de vouloir aller faire un tour chez les Grecs. Pour rendre hommage à cette innovation de 776 avant Jésus-Christ, qui revient tous les quatre ans dans l'actualité, mais aussi pour brosser à grands traits le portrait d'un pays qui a tant contribué à notre civilisation.

Dire que l'on doit tout à la Grèce serait exagéré mais, par les apports fondamentaux de son génie à l'histoire, à la philosophie, à la vie politique et démocratique, à l'art monumental ou théâtral, à la langue, bref à la culture générale de l'homme sans omettre le sport, son rayonnement a toujours largement dépassé les frontières d'un pays qui furent longues à se fixer, à l'image d'un sol qui tremble parfois.

Notre voyage en Grèce, dont les étapes vous accompagneront dès demain et chaque jour jusqu'à la cérémonie d'ouverture des JO d'Athènes, le 13 août prochain, n'a pas la prétention de constituer une monographie exhaustive. Balayer quarante siècles, de la période mycénienne à l'ère européenne où la Grèce est entrée en 1981, l'on n'oserait ni pourrait ! Non, il s'agit simplement d'en saisir au vol un instantané. Avec parfois des ombres superposées qui surgissent du passé et souvent des réminiscences qui nous confirment qu'il s'agit bien, tout Français que nous sommes, d'une grande photo de famille.

L'idéal serait, bien sûr, d'avoir en tête ou plutôt dans une petite malle de voyage les quelques bouquins essentiels qui constituent le meilleur des viatiques pour la Grèce. En vrac, l'Iliade et



l'Odyssee d'Homère, *l'Été grec* de Jacques Lacarrière, *le Colosse de Maroussi* de Henry Miller, *Alexis Zorba* de Nikos Kazantzakis, Z de Vassilis Vassilikos, *la Langue maternelle* de Vassilis Alexakis, *le Journal de bord* de Georges Seféris, Prix Nobel de littérature en 1963, plus *l'inattendu Allez voir chez les Grecs* de Nikos Aliagas, bien plus proche de l'Académie de Platon que de la Star Ac'. Personnellement, on y ajouterait volontiers *le Voyage du jeune Anacharsis* en Grèce de l'abbé Jean-Jacques Barthélémy, rien que pour la manière dont en parle Marcel Pagnol dans ses *Souvenirs d'enfance*. Et s'il vous reste un peu de place, ajoutez quelques DVD dont *Zorba le Grec*

et *Jamais le dimanche*, méprisés par quelques intellectuels de la critique cinéphilie pour avoir touché le grand public par leur « simplicité » et leur musique populaire, accessoirement et respectivement composée par les maîtres Théodorakis et Hadjidakis...

S'il ne fallait retenir qu'un élément, fondamental, avant le voyage en Grèce, ce serait celui d'un pays mais d'une nation toute neuve. Dernière, le marbre éternel de ses ruines, la Grèce des cités, en effet, n'a été longtemps qu'une destination très prisée des envahisseurs avant de l'être par les touristes. Ioniens, Éoliens et Achéens de la période mycénienne ; Doriens venus du Danube pendant les Temps obscurs ; Perses, Goths, Gaulois, Romains, Francs oubliés du but de leur Croisade, Vénitiens et Ottomans ensuite...

Ici, le sport associé au culte des dieux remonte à l'Antiquité

À la surface de notre manuel d'histoire surnageant le siècle de Périclès, l'empire d'Alexandre et celui de Byzance. De quoi oublier que la Grèce ne conquit son autonomie qu'en 1829, avant de passer par les errements d'une royauté imposée par les grandes puissances, les affres d'une terrible guerre civile qui suivit le deuxième conflit mondial, puis la brève dictature des colonels de 1967 et, enfin, la république de 1974...

Miracle de cette carte d'identité multiple et cependant unique, il en surgit aujourd'hui un pays à nul autre pareil. Jusque dans sa langue, issue du linéaire B des Crétois et dont l'alphabet – au-delà des querelles qui ont, pour simplifier,

opposé les puristes de la katharévoussa aux partisans de la critique cinéphilie pour avoir touché le grand public par leur « simplicité » et leur musique populaire, accessoirement et respectivement composée par les maîtres Théodorakis et Hadjidakis...

S'il ne fallait retenir qu'un élément, fondamental, avant le voyage en Grèce, ce serait celui d'un pays mais d'une nation toute neuve. Dernière, le marbre éternel de ses ruines, la Grèce des cités, en effet, n'a été longtemps qu'une destination très prisée des envahisseurs avant de l'être par les touristes. Ioniens, Éoliens et Achéens de la période mycénienne ; Doriens venus du Danube pendant les Temps obscurs ; Perses, Goths, Gaulois, Romains, Francs oubliés du but de leur Croisade, Vénitiens et Ottomans ensuite...

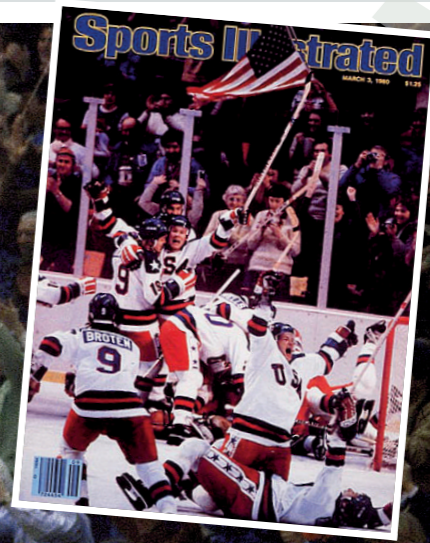
Serait-ce trop d'accorder au football en particulier, et au sport en général, cette vertu rassembleuse à laquelle on est tenté d'opposer, aussitôt, l'excès du nationalisme ? C'est oublier qu'ici le sport associé au culte des dieux remonte à l'Antiquité. Et pas seulement au plus célèbre de ses sanctuaires, Olympie, mais encore à Dodone, Delphes, Némée, Corinthe, Epidaure ou Argos. Le marbre de toutes ces lignes de départ est une invite que l'on ne peut refuser.

Alors, via l'incontournable détour par Troie, puis Delphes, les Météores, Salonique, le mont Olympe, Mytilène, Corinthe, Patras, Olympie, Tyrinthe, Nauplie, Mycènes, Epidaure, Sparte, Marathon et Athènes, il est temps d'écouter la formule rituelle : « À vos marques !... »

BERNARD CHEVALIER

NOSTALGIE

1980



Sur la glace du centre olympique de Lake Placid, le 22 février, les hockeyeurs américains laissent éclater leur joie. En battant les Soviétiques (4-3), invaincus depuis trois ans et tenants du titre olympique depuis 1964, les universitaires américains font un grand pas vers la médaille d'or. Fait rare, dans son édition qui suit les JO, « Sports Illustrated » célèbre l'événement par une couverture sans titre qui renforce le poids de la performance.

Photos Tony Duffy/Getty Images ; Jerry Cooke/Sports Illustrated/Getty Images ; B. Bennett/Getty Images et AP

Miracle sur glace

Le 22 février 1980, aux Jeux d'hiver de Lake Placid, de jeunes hockeyeurs universitaires américains dominent les monstres soviétiques (4-3). En pleine guerre froide, ce match dépasse largement le cadre du tournoi olympique.

LUNDI
 ENTRETIEN
 MARDI
 AUTOMOBILE
 MERCREDI
 PORTRAIT
 JEUDI
 REPORTAGE
 VENDREDI
 NOSTALGIE
 RENDEZ-VOUS

« ON ÉTAIT JEUNES ET CETTE DIMENSION POLITIQUE N'ENTRAÎNÉ PAS DANS NOTRE MOTIVATION... C'EST EN ÉTANT REÇUS À WASHINGTON PAR LE PRÉSIDENT CARTER QU'ON S'EST RÉVEILLÉS »

JACK O'CALLAHAN, JOUEUR DE L'ÉQUIPE AMÉRICAINE DE 1980.

CE N'ÉTAIT pas une finale. Et pourtant, quand le coup de sifflet a retenti, l'exploit des vainqueurs a résonné bien davantage que la victoire suivante, remportée deux jours plus tard face à la Finlande (4-2), et qui les sacra champions olympiques lors de l'ultime journée des Jeux de 1980 (1). Pourquoi ? Sans doute parce qu'en ce 22 février, personne n'avait envisagé qu'une bande de jeunes universitaires américains puisse déjouer la merveilleuse mécanique soviétique. Même à la maison, sur la glace du centre olympique de Lake Placid et dans une incroyable ferveur nationaliste. Et même si en 1960, l'équipe des États-Unis de hockey sur glace avait déjà surpris le monde et décroché l'or olympique à domicile, à Squaw Valley. « Évidemment que cela a été un choc ! On n'était pas censés les battre. Il s'agissait quand même de joueurs de légende, peut-être la meilleure formation de l'histoire de notre sport », estime encore aujourd'hui le défenseur Jack O'Callahan.

Invaincue depuis trois ans, la *Sbornia* semblait alors une citadelle imprenable et promise à un cinquième titre olympique d'affilée. Elle régala par son jeu de passes incessantes et souvent illisibles, par cette valse étourdissante du palet si rapide. Une identité héritée d'Anatoli Tarassov, considéré comme le père du hockey russe. Dès la fin des années 1950, cet homme curieux et dur avait eu l'audace d'emprunter des techniques aux danseurs du Bolchoï ou d'imposer les échecs à ses joueurs pour développer leur sens tactique. Si le hockey devait rester un jeu instinctif, il le révait comme le reflet de son idéal patriotique, un art où l'individu n'était là que pour servir le collectif, une cause plus ambitieuse.

À travers ce match, c'était aussi l'affrontement de deux sociétés, deux visions du monde. En pleine récession économique, les Américains tremblaient depuis le 4 novembre 1979 pour leurs cinquante-deux compatriotes, diplomates et civils, retenus en otage dans leur ambassade à Téhéran par des étudiants iraniens. Et la guerre froide paraissait à son comble depuis que l'Armée rouge avait envahi l'Afghanistan le 27 décembre suivant. Dès le 20 janvier, le président Jimmy Carter se

prononçait d'ailleurs pour un boycott des Jeux d'été à Moscou, un retrait qui sera voté le 12 avril. « Pour la plupart des Américains, les Soviétiques étaient des ennemis, rappelle Phil Hersh, éminent journaliste du *Chicago Tribune*, qui couvrait à ses premiers Jeux. Notre peuple avait besoin de ce moment unique de célébration, une victoire de nos valeurs sur celles des Soviétiques. » Bizarrement, l'équipe ne s'est pas sentie écrasée par cet enjeu qui la dépassait. « On était jeunes et cette dimension politique n'entraînait pas dans notre motivation, assure Jack O'Callahan. C'est en étant reçus à Washington par le président Carter qu'on s'est réveillés. »

À l'inverse, les Soviétiques ont toujours été conscients de l'enjeu. Escortés, surveillés par les services secrets, ils évoluaient sous les ordres de Viktor Tikhonov, un petit homme sec et gris, formé à l'école du KGB et nommé en 1977 par Iouri Andropov (2). À la fois entraîneur du puissant CSKA de Moscou, le club de l'armée, et de l'équipe nationale, Tikhonov se révéla vite être un dictateur. Autoritaire, cruel, séquestrant sa troupe onze mois sur douze dans des baraques, interdisant même à l'un d'eux de s'échapper quelques heures, alors que son père était mourant, il avait pour mission de ne pas démentir l'hérogonie planétaire du hockey soviétique. « On respectait le coach. Mais pas l'homme, avoue volontiers Vladislav Tretyak. Les plus cyniques disaient qu'en cas de besoin, on pourrait toujours récupérer son cœur, parce qu'il n'avait jamais servi. »

Bien avant de devenir président de la Fédération russe, Tretyak avait été (et reste) l'un des plus illustres gardiens. Mais, à Lake Placid, il fut un acteur malheureux et impuissant de la débâcle des siens.

Jusqu'à ce premier match de la phase finale, les Soviétiques avaient été intraitables. Face aux jeunes Américains, ils pensaient leur infliger la même fessée qu'au Madison Square Garden de New York, treize jours plus tôt, lors d'un match de gala conduit sur le score de 10 à 3. Et, d'entrée, Alekséï Kassatonov profita d'un tir détourné par Vladimir Krounov pour mener. Buzz Schneider égalisait, mais le grand Sergueï Makarov trompa à nouveau Jim Craig, le portier



Indécis et rugueux, à l'image de ce choc entre l'Américain Mike Ramsey (à gauche) et le Soviétique Valeri Khariamov, le match est mené par l'URSS, en tête au score à trois reprises (1-0, 2-1, 3-2) avant de se faire rejoindre et de céder (4-3).



L'entraîneur soviétique Viktor Tikhonov, autoritaire et sûr de lui, commettra l'erreur de sortir son gardien vedette Vladislav Tretyak, coupable d'une erreur sur l'égalisation américaine à 2-2.



Jim Craig, le gardien américain, arrêtera trente-six des trente-neuf tirs soviétiques. Il sera le grand homme du match.



Champions olympiques le 24 février, après leur victoire sur la Finlande (4-2), les Américains, qui défilent ici avec leur médaille d'or, seront reçus quelques jours plus tard par Jimmy Carter, le président des États-Unis.



Après la victoire. Les Russes étaient tellement explosifs, ils pouvaient inverser ce score en quelques secondes. Mais on a commencé à s'encourager, à se coacher, à s'aider. On a élevé notre niveau de jeu, notre physique, notre confiance. On a contrôlé notre émotion pendant dix très longues minutes... »

américain. La nuit précédente, les deux hommes s'étaient croisés dans le village olympique. Ils avaient cheminé ensemble, incapables de se comprendre, mais avaient fini par se défier une heure au Centipede, un jeu vidéo sur borne d'arcade. « La victoire qui comptera, ce sera celle de demain », avait lancé Craig. Il ne croyait pas si bien dire...

À une seconde de la fin de la première période, Tretyak dégageait mal un tir, une bourde inattendue qui offrit à Mark Johnson l'occasion de remettre les compteurs à égalité (2-2). Sur son banc, Tikhonov fulminait et, dans les vestiaires, il décida de sacrifier son gardien. « La plus grande erreur de ma carrière », confessa-t-il. Ce remplacement perturba les géants, d'autant plus nerveux que, de l'autre côté, Jim Craig livrait une incroyable copie en stoppant trente-six des trente-neuf tirs soviétiques. Il avait été piqué au vif par les mots blessants de Herb Brooks, son entraîneur : « Vous n'avez pas assez de talent pour gagner sur ce simple critère », ou, évoquant Tikhonov, « vous n'allez pas vous laisser impressionner par Stan Laurel. »

Brooks a toujours eu le don pour amener ses hommes à se surpasser, même s'il fallait pour cela les humilier. Les professionnels de la NHL n'étant pas éligibles pour les Jeux, le technicien avait retenu vingt-six hommes, d'une moyenne d'âge de vingt-deux ans, dès juillet 1979. Pendant sept mois, il les a préparés pour l'échéance olympique. Ensemble, ils ont tourné en Europe, disputé cinquante matches. « Le staff était sévère, mais il nous a aidés à grandir, estime O'Callahan. Il nous a fallu survivre et progresser pour construire une équipe. On a su mettre de côté nos différences pour s'inventer un objectif commun. Cette connexion avec mes coéquipiers, je crois que ça reste le secret. » Une alchimie provoquée par Brooks, fanatique du travail bien fait, ce qui lui valut la réputation de « *Khomeyni* du hockey ». Diplômé en psychologie, il demanda à toute sa troupe de remplir un questionnaire de trois cents pages. Jim Craig refusa, certain de puiser des ressources ailleurs, notamment dans le souvenir de sa mère décédée qui l'avait tellement encouragé et qui rêvait pour lui d'un destin olympique.

Après la pause, il continua à faire la différence. À dix minutes de la fin, le capitaine Mike Eruzione lança une dernière estocade. À 4-3 pour les Américains, le délire s'empara de 8 500 spectateurs. « On a ressenti une immense excitation, se remémore Jack O'Callahan. Mais on ne croyait pas encore en la victoire. Les Russes étaient tellement explosifs, ils pouvaient inverser ce score en quelques secondes. Mais on a commencé à s'encourager, à se coacher, à s'aider. On a élevé notre niveau de jeu, notre physique, notre confiance. On a contrôlé notre émotion pendant dix très longues minutes... »

Soudain, Jim Craig a enfin pu lever les bras au ciel. Et ses coéquipiers se jetèrent sur lui. Héroïques, les Américains venaient donc de terrasser l'ogre soviétique. Dantesque, leur gardien

pouvait se draper du « Stars and stripes ». Au milieu de la foule en délire, il connut un léger moment de panique. « Où est mon père, où est mon père ? » répétait-il en scrutant les tribunes. Il ne savait pas que, pour la première fois depuis le début de tournoi, ce dernier avait consenti à changer de place pour répondre à une invitation de ABC. La chaîne de télévision n'était pas en direct après le refus des Soviétiques de décaler de 16 à 20 heures la rencontre. Un détail qui n'a pas ébranlé les hockeyeurs mais ajouté à l'atmosphère pesante. « Au fil du match, on a mesuré l'improbable exploit que réalisaient les Américains. Mes confrères de la radio n'en pouvaient plus. Ils ne pouvaient pas s'empêcher de dire qu'un truc extraordinaire était en train de se passer, mais que les auditeurs pouvaient baisser le son s'ils ne voulaient pas en savoir trop avant de regarder le match à la télé », s'amuse Phil Hersh.

Déjà, cette hallucinante victoire entraînait dans l'histoire. Pour ne pas se noyer dans l'euphorie générale, et bien avant de prendre les rênes de l'équipe de France pour les Jeux de 1998, Herb Brooks s'isola un instant pour pleurer dans les toilettes. Une scène émouvante, interprétée par Kurt Russell dans le film *Miracle*, produit par les studios Disney en 2004. Dans le vestiaire adverse, Tikhonov s'étranglait et pointait rageusement son doigt sur Vladislav Tretyak : « C'est votre défaite ! » Sous le coup des insultes, Sergueï Makarov jetera sa médaille d'argent dans une poubelle du village olympique. Et dans le vol qui les ramènera à Moscou, le défenseur Valeri Vassiliev attrapera Tikhonov par le col en menaçant de le tuer.

« C'est clair que ce match, d'un côté comme de l'autre, a orienté nos vies », affirme Jack O'Callahan. Aux États-Unis, les héros n'ont cessé d'être célébrés. Ce sont eux qui allumèrent la vasque olympique des Jeux de Salt Lake City en 2002. Ils furent réquisitionnés à la veille de l'édition de Vancouver en 2010 pour motiver leurs héritiers lors d'une rencontre secrète dans un restaurant. Ils se réuniront à nouveau du 29 mars au 2 avril pour un stage à Lake Placid, mais Herb Brooks n'en sera pas. Il est décédé dans un accident de voiture le 11 août 2003. Viktor Tikhonov aussi a succombé le 24 novembre 2014. Mais, si son règne a commencé par un affront, il se vengera d'abord sur ses hommes avant de réécrire la suprématie soviétique dans les palmarès, remportant les trois titres olympiques qui suivirent les JO de Lake Placid.

CÉLINE NONY

(1) Après une première phase au cours de laquelle douze équipes s'affrontaient en deux poules de six, les deux premiers de chaque groupe étaient réunis dans un mini Championnat à quatre. Composée de l'URSS, des États-Unis, de la Finlande et de la Suède, cette « ronde finale » conservait les scores des matches entre les équipes qui s'étaient rencontrés au premier tour.

(2) Patron du KGB de 1967 à 1982, il succéda à Leonid Brejnev et, secrétaire général du parti communiste, il présida aux destinées de l'URSS de 1982 à 1984.

« Red Army », une vision du monde

CE N'EST PAS un film sur le hockey sur glace. Mais à travers ce sport qu'il a pratiqué, le cinéaste américain Gabe Polsky illustre une part de l'histoire de la Russie, le pays d'origine de sa famille. Son documentaire *Red Army*, qui sort en France mercredi prochain, a été plébiscité à Cannes et dans plusieurs autres festivals. Une juste récompense pour cette œuvre sensible et terriblement féroce à la fois. Entre images d'archives, films personnels et témoignages actuels des différents protagonistes, Polsky s'intéresse à l'équipe du CSKA, le club de l'Armée rouge à Moscou, et à ses joueurs qui formaient l'ossature de l'extraordinaire sélection soviétique. Il en retrace l'hégémo-

nie comme la déchéance, revisite ses soubresauts entre 1950 et 1990, et l'on devine aisément la métaphore d'une nation tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1990) se révèle agressif. « Il a essayé de m'intimider, de me tester, raconte Polsky. Finalement, on a parlé plus de cinq heures. » Symbole d'une génération qui a cru en l'idéalisme soviétique, Fetissov évoque avec tension tout entière, d'un désenchantement qui aboutira à l'éclatement de l'URSS en 1990 et 1991. Évidemment, le cinéaste aborde le sport comme machine de propagande en ces années de guerre froide, mais il ancre surtout son récit dans l'humain en s'attachant au destin de Viatcheslav Fetissov, défenseur et capitaine emblématique. Au début du film, le double champion olympique (1984, 1988) et septuple champion du monde (1978, de 1981 à 1983, 1986, 1989, 1



Éric Lamaze aux Jeux de Pékin en 2008, sur son «cheval chéri», Hickstead, avec lequel il remportera l'or olympique.

“Je peux guérir, c'est du 50-50. Mais je suis honnête avec moi-même, j'ai plus de chances de ne pas m'en sortir. Seulement, je préfère penser à l'option 50-50. C'est plus rassurant”

ÉRIC LAMAZE

Yusuke Nakamishi/AFLD/Presse Sports

est mort, irremplaçable. Mais il trouve *Fine Lady 5*, et repart des Jeux Olympiques de Rio 2016 en bronze. Il repère *Chaco Kid* et domine en juin 2019 le concours cinq étoiles de Calgary, dans une ambiance de cathédrale :

« Quand vous n'avez pas la force de lutter en vous, les chevaux se battent pour vous, lâche-t-il alors, ils seront toujours une part de ma vie. Je vais continuer à monter, à me battre tous les jours pour ça. Les chevaux sont la meilleure des thérapies. »

Mais Éric Lamaze a assez dansé avec les limites pour comprendre l'incertain : « Je peux guérir, c'est du cinquante-cinquante, mais si je suis honnête avec moi-même, j'ai plus de chances de ne pas m'en sortir. Seulement je préfère penser à l'option 50-50. C'est plus rassurant. On verra bien. »

L'équipe canadienne a un surnom : les vestes rouges. « Je veux faire ma dernière compétition avec eux, je veux que ce soit réussi. » À Lima, en novembre, au Jeux Panaméricains, sans Lamaze, fatigué, les tuniques rouges, 4^{es}, avaient sécurisé une place collective pour le concours de Tokyo. Sauf qu'un mois plus tard, la jeune Nicole

Walker tombait pour dopage et entraînait l'équipe dans l'exclusion. Benzoylcocaine, un dérivé de la cocaïne. Walker assure qu'elle a été piégée par un thé local aux feuilles de coca. Elle entend remettre son cas au TAS. Le destin ultime de Lamaze sera-t-il sauvé, indirectement, par les juges ?

Lui-même avait été pincé à deux reprises pour des usages illicites. Cocaïne à Atlanta, éphédrine à Sydney. Son histoire personnelle avait ému. Entre compassions et vices de forme, les deux fois, la mansuétude l'avait sauvé. « Quand on accorde une seconde chance aux gens, et qu'on leur permet d'apprendre de leurs erreurs, de grandes choses surviennent » assure-t-il. Si le TAS ne repêche pas Walker et l'équipe, restera un ultime joker : le Canada a acquis un quota individuel pour Tokyo. Non nominatif. À qui sera-t-il attribué ?

Éric Lamaze sera à Tokyo en 2021 ou n'y sera pas. Mais sa vie forcément est un film. « De toutes ces choses qui sont derrière moi, nous confiait-il voilà quatre ans, il faut juste retenir une formule : "never give up, ne jamais renoncer..." »

Michel Robert (en 2^e position derrière Hubert Bourdy) a remporté deux fois le bronze olympique par équipes, en 1988 à Séoul puis ici à Barcelone en 1992.



Patrick Boutroux/L'Équipe

Chevaux d'orgueil

Quatre cavaliers français furent privés de Jeux, en 1980 à Moscou, boycott oblige. Ils semblent s'en être parfaitement remis.

STÉFAN L'HERMITTE

Il n'en causait guère à ce qu'il paraît. Il ne refaisait pas sa campagne tous les matins. D'Amsterdam, en 1928, le capitaine Pierre Bertran de Balanda avait rapporté la médaille d'argent olympique. Une photo quasi floue l'immortalise, en képi clair, chevauchant un puissant cheval nommé *Papillon*. Le capitaine avait aussi gagné le cœur de celle qui lui donna cinq enfants. L'argent était de l'argent, il fit fondre sa récompense en bijou. « Il n'était pas du genre à exposer sa médaille... » C'est Gilles, son petit-fils, qui nous exhume cette histoire de presque un siècle. Gilles, pour conforter une certaine idée de la lignée, aurait bien aimé glaner la sienne. En 1980, il avait le bel âge, 30 ans, la monture pour, *Galoubet*, un bai, un phénomène, qui ruait sur les obstacles comme pour saluer la foule.

Mais l'URSS avait envahi l'Afghanistan sur un tapis sanguinolent, les États-Unis avaient appelé au boycott protestataire et politique des JO. En France, Giscard laissa le choix aux fédérations. Le tir, la voile, l'équitation n'iront pas. Deux ans plus tard, à Dublin, Patrick Caron, Michel Robert, Frédéric Cottier et Gilles Bertran de Balanda posent heureux, élégants et champions du monde par équipes. « Revanche ? Non. On était passés à autre chose, on s'en était remis... » Ils étaient donc quatre cavaliers à contre-vent de l'histoire. Un peu trop jeunes pour assembler des phrases de protestation dans un milieu corseté et hiérarchisé par l'âge et la fonction. « On ne contrôlait rien du tout, soupire Frédéric Cottier, on subissait. »

“Avec le boycott de Moscou, mon rêve a été détruit, mais j'en ai inventé d'autres”

PATRICK CARON

Christian Legrez était un président qui ne se déballonne pas. « Nos cravaches, sans sourcilier, s'aligneront, asséna-t-il dès les premiers jours de la menace, la Fédération est disciplinée. » Legrez était centriste, responsable national, politique. L'opinion publique et le mouvement sportif penchent pour la participation. VGE, officiellement, s'affiche à équidistance de Washington et Moscou mais, en coulisses, pousse au boycott. Legrez trouvera une justification : « l'absence à Moscou des meilleurs cavaliers dénature la qualité et la valeur de cette rencontre olympique. » Un

quarteron soviétique incongru récupérera un or sans valeur, les meilleurs, les Occidentaux, s'en iront faire semblant, aux mêmes dates dans des « jeux de remplacement » à Rotterdam. « C'était pas ça, mon rêve, je n'y suis même pas allé », glisse Patrick Caron.

On imagine le quatuor meurtri, ruminant la médaille manquante. On imaginait mal. « Le sport prend souvent le pas sur la politique, constate Caron, là, ça a été le contraire, c'est dommage. Mais il n'y a de l'aigreur nulle part ; on a passé notre chemin... » Ils en ont trouvé un autre. Comme se réinventeront ceux qui n'iront jamais à Tokyo.

Cottier et Robert ont produit de la médaille, un peu plus tard. « On n'est pas des gymnastes, note Cottier, notre carrière est presque infinie, on peut s'en remettre. » Le Canadien Ian Millar en a enchaîné dix. Cottier entraînera Guillaume Canet, doublure de Pierre Durand dans le film *Jappeloup* (2013), mais bien avant, en 1988, son vénérable *Flambeau*, « courageux, respectueux, sensible », l'aidera à ramener le bronze de Séoul. « Une médaille c'est important mais ça ne dit pas tout d'une carrière », atténue-t-il. Avec *Idéal de La Haye*, Robert était aussi du bronze collectif de 1988. Au président Legrez, il marmonnait : « Vous ne serez plus là que je ferai encore des compétitions. » Robert a monté quarante-cinq ans en équipe nationale, ajoutant au bronze 1988 un autre bronze, en 1992. « J'ai vite oublié Moscou, ça s'intègre dans les hauts et les bas d'une vie, assure-t-il. Qui se souvient du champion olympique d'alors ? » Un Polonais inconnu.

Caron ratera à jamais « ses » Jeux. Il est pourtant l'homme aux 100 médailles. À bien compter, c'est même plus, tous Championnats confondus. Il fut entraîneur quasi perpétuel de la France. « J'avais ce rêve olympique pour moi, je l'ai accompli à travers mes cavaliers. » Or pour Durand et *Jappeloup* en 1988, bronze pour l'équipe en 1992, bronze pour Alexandra Ledermann en 1996. En se consacrant aux autres, il s'est multiplié. Caron, dans les années qui auraient dû le mener à Moscou, survola les obstacles avec un cheval nommé *Éole*. Le cavalier ne retrouve pas toujours cheval à sa botte. « Les sportifs ont un rêve, les Jeux. Avec le boycott de Moscou, mon rêve a été détruit, mais j'en ai inventé d'autres. Les cavaliers m'ont demandé d'être leur entraîneur. J'ai eu plusieurs vies. Les joies ne se comparent pas... » Encore, vers Rambouillet, il entraîne.

Gilles Bertran de Balanda fut remplaçant ou réserviste trois fois avant le non-voyage de Moscou. À deux reprises il sera encore l'homme qui a failli en être. Les anneaux se refusèrent à lui. « Les Jeux, c'est irremplaçable, finit-il par lâcher, mais si je n'y ai jamais concouru, ce n'est pas seulement de la malchance, j'étais moins bien organisé que d'autres, c'est moi, c'est ma carrière. Ça m'a beaucoup appris. » Balanda raconte toujours *Galoubet*, qui avait flôlé la castration à 2 ans, puis fit tant de petits, un « chef de race » dont on expédiait la semence par-delà les océans. Il raconte son écurie, sa petite-fille à laquelle il apprend à franchir des barres de plus en plus hautes. Rose, arrière-arrière-petite-fille du capitaine. Il raconte ses fiertés. Il n'y a pas que les Jeux dans la vie. **E**

SUITE AUX RÉVÉLATIONS DE LA COMMISSION POUND SUR UN DOPAGE INSTITUTIONNALISÉ, L'ATHLÉTISME RUSSE EST SUSPENDU DE TOUTE COMPÉTITION DEPUIS LE 13 NOVEMBRE. COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ? PENDANT QUATRE JOURS, NOUS ALLONS REMONTER LE FIL DU SPORT SOVIÉTIQUE ET RUSSE POUR TENTER D'EXPLIQUER LA SITUATION ACTUELLE. AUJOURD'HUI, LE RÔLE DES ATHLÈTES DANS LE CADRE DE LA GUERRE FROIDE.

CCCP

LE SPORT ENTRE FAUCILLE ET MARTEAU

Après avoir d'abord considéré les Jeux Olympiques comme une institution bourgeoise, l'Union soviétique opère un virage après la Deuxième Guerre mondiale. Le sport devient une arme de sa propagande. Pour ses athlètes, la victoire est une question de survie.

JEAN-CHRISTOPHE COLLIN

LÉNINE NE VERRA PAS LE TOUR DE FRANCE

De ses grands yeux bleus, la perchiste Elena Isinbaeva va-t-elle regarder les Jeux de Rio (5-21 août 2016) à la télé ? Ce ne serait pas une première pour les athlètes russes. Longtemps, ils n'ont pris part à aucune compétition au-delà de l'Oural. Mais, dans cette première partie du XX^e siècle, c'étaient eux qui ne le souhaitaient pas. Ou plutôt, les dirigeants du pays qui recrachaient leur vodka à l'idée qu'un Soviétique puisse disputer une compétition aussi bourgeoise que des Jeux Olympiques ! Ce n'est pas qu'ils n'aimaient pas le sport. Le premier d'entre eux, Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, était un dingue de vélo. Il l'avait découvert lors d'un séjour en Suisse en 1903. Dès lors, « Volodia », quand il le pouvait, enfourchait son cycle, comme le raconte son épouse Nadiejda Kroupskaïa, dans une lettre à une amie, lorsque le couple habitait Longjumeau. « [Cette semaine,] nous avons fait trois promenades de 70 à 75 kilomètres chacune... Volodia adore ces randonnées où l'on part à six, sept heures(1). »

Mais le camarade Lénine n'aura pas le temps de voir passer le Tour de France, le devoir, c'est-à-dire fomentier la Révolution d'Octobre en 1917, l'appelait. Une fois au pouvoir, il n'a pas oublié ces sorties à vélo qui l'ont amené à considérer l'activité physique comme un moyen de développer l'individu. Dès les années 1920, les dirigeants soviétiques ont estimé que ce qu'ils appelaient la « Fiskoultouri » devait contribuer à forger l'homme soviétique nouveau. Les sportifs avaient leur propre compétition, les Spartakiades, avec les mêmes disciplines qu'aux Jeux, la moto en plus !

Et surtout, cette culture physique permettait à l'ouvrier d'être plus productif. Les clubs sont associés à des usines, le Lokomotiv forme le club des cheminots, le Torpedo des fabricants d'automobiles ZIL,



même le KGB a sa structure sportive, le fameux Dynamo – où jouait Mathieu Valbuena la saison dernière –, fondé par Félix Djerzinski, le terrible patron de la Tcheka, ancêtre du NKVD, du KGB et aujourd'hui du FSB. Sur le terrain, les adversaires ne donnaient jamais le meilleur d'eux-mêmes face au Dynamo. Les arbitres non plus. Un des leurs, Volodia Strepikhlev, dont l'arbitrage n'avait guère plu au président du Dynamo, avait été expédié au goulag ! C'est ainsi que le Dynamo Moscou remporta le championnat d'URSS en 1936 et 1937, au plus fort des purges staliennes...

Peu après, le directeur du NKVD, et donc du Dynamo, Lavrenti Beria, usa de sa position pour détruire le club rival, le Spartak, en faisant arrêter la star de l'équipe, Nikolai Starostin, pour tentative d'assassinat de Joseph Staline, rien de moins. Après deux ans d'interrogatoire, le joueur est condamné à dix ans de goulag pour « volonté de distiller des mœurs bourgeoises dans le sport soviétique ».

Lénine, qui était passionné de vélo et convaincu des bienfaits de l'activité physique, faisait souvent des sorties de plusieurs heures.

JEAN LEFEBVRE SAUVE LE RUGBY

Car si Staline appréciait certains sports comme la lutte, très pratiquée dans sa Géorgie natale, il supprime les disciplines considérées comme bourgeoises. Le rugby est interdit en 1949. Il renaîtra timidement dans les années 1960 grâce à... Jean Lefebvre. Piotr Pertsov, un joueur de l'époque, raconte : « Nous n'avions aucune information sur le rugby. Et puis le film de Robert Dhéry Allez France, avec Jean Lefebvre, a été distribué en URSS. Au début du film, il y a des images d'un match du Tournoi, un Angleterre-France. Alors, nous sommes allés voir des dizaines de fois ce film juste pour ces quelques minutes de rugby... » Le tennis a subi le même sort, c'est pourquoi les courts de tennis du club de l'Armée rouge, le CSKA, où la nomenklatura allait jouer en douce, ne figuraient pas sur les plans officiels.

Après la Seconde Guerre mondiale et l'affrontement qui s'annonce avec l'Occident, les Soviétiques saisissent l'enjeu symbolique des compétitions internationales. Gagner, c'est affirmer l'excellence d'un modèle politique. Le scandale actuel trouve son origine dans cette vision du sport, dans laquelle s'inscrit Vladimiroutine.

Pour Staline, un sportif soviétique se trouve dans l'obligation de gagner. Dès lors, les sportifs autorisés à participer à des

Les Russes ont redécouvert le rugby, interdit par Staline, grâce au film « Allez France » avec Jean Lefebvre et Jean Carmet.



épreuves internationales doivent garantir qu'ils vont l'emporter et signer un document en ce sens avant de partir... C'était la victoire ou le goulag.

Après avoir décliné l'invitation du CIO pour les Jeux de Londres en 1948, estimant ses athlètes pas encore prêts, le président du Comité des sports Nikolaï Romanov décide que les sportifs prendront part à ceux de Helsinki, quatre ans plus tard. Si sa délégation n'opère pas une razzia, son sort est scellé...

Finalement, les Soviétiques gagnent 71 médailles (2^e derrière les États-Unis) et, le 23 décembre 1954, un décret gouvernemental décide de la construction d'un grand stade dans la région des marais (louja) de Moscou afin d'accueillir les compétitions internationales. La propagande assura que les travailleurs soviétiques étaient venus sur leurs vacances construire le stade Lénine, Loujniki aujourd'hui. Les membres du Politburo vont dès lors considérer le sport, non pas comme un divertissement, mais comme un enjeu fondamental de la guerre froide. Et préparer leurs sportifs en conséquence. Avec les mêmes méthodes que dans le domaine spatial, l'autre enjeu symbolique de l'époque.

LE SPORT EN ÉQUATION

À Baïkonour, l'ingénieur Sergueï Korovlev mène la bataille avec ses ingénieurs pour concevoir les fusées. Dans le sport, chaque secteur est structuré de la même façon. Les scientifiques conçoivent la technique idéale de l'activité, en définissent les critères physiques, biomécaniques. Ensuite, en fonction de ceux-ci, les

DEMAIN
LE CÔTÉ OBSCUR
DE LA VICTOIRE

JEUDI
LES ANNÉES
DE SANG

VENDREDI
POUTINE, LE SPORT
ET LA RAISON D'ÉTAT



» Pour Staline, un sportif soviétique se trouve dans l'obligation de gagner. C'était la victoire ou le goulag"

Valeri Brumel, lors de son concours victorieux à la hauteur, aux Jeux de Tokyo, en 1964 et en pleine guerre froide.

Dont beaucoup de médailles féminines. Les Soviétiques investissent le sport féminin qui démontre la modernité de la femme soviétique. La gymnaste Larissa Latynina est une des icônes du moment avec ses dix-huit médailles olympiques (dont neuf titres), comme les sœurs Tarama et Irina Press dont l'histoire convient au régime avec un père mort durant le siège de Leningrad. En athlétisme, elles remportent cinq titres olympiques, à Rome puis à Tokyo. La presse occidentale et leurs adversaires sont moins dithyrambiques et les appellent « les frères Press » (voir L'Équipe du 16 octobre). Lorsque des tests de féminité sont introduits aux Championnats d'Europe, les deux sœurs déclarent forfait. On ne les reverra plus dans un stade.

LE SECRET DE LA TAVERNE

Les Soviétiques se sont lancés avec un peu de retard dans le dopage à cause des purges stalinienne. « Le Petit Père des peuples » a détruit des pans entiers de connaissance scientifique dans certains domaines comme la physiologie, dont de grands chercheurs ont été envoyés au goulag. En plus, la recherche sur le système endocrinien sera longtemps proscrite. Un retard vite rattrapé.

En 1954, Vienne accueille les Mondiaux d'haltérophilie. Le médecin de l'équipe américaine, John Ziegler (2), est intrigué par la puissance des concurrents d'URSS et surpris que certains utilisent un cathéter pour uriner. Un soir, il invite son homologue soviétique à boire des bières dans une taverne de Vienne. Là, le médecin slave lui explique que les athlètes prennent de la testostérone ce qui augmente la taille de leur prostate et occasionne ces gênes pour uriner. En rentrant aux États-Unis, Ziegler se lancera dans des recherches sur ce produit et créera en 1958, avec le laboratoire Ciba, le fameux Dianabol, premier stéroïde anabolisant commercial dont

les médecins américains considéraient qu'il était un devoir patriotique d'administrer à leurs athlètes dans leur lutte contre les Soviétiques.

De sorte que, sur ce front, il n'y a pas les bons et les méchants. Il y a un affrontement dont le sport est un enjeu majeur. Or, en cette fin des années 1960, l'Union soviétique commence à chanceler. L'étudiant Jan Palach s'immole à Prague. Les Américains envoient un homme sur la Lune et un de leurs étudiants ingénieurs, Dick Fosbury, ridiculise la science sportive soviétique en sautant sur le dos. Soljenitsyne obtient le Prix Nobel de la Paix. Gagarine se tue dans un étrange accident d'avion. Brumel fracasse sa carrière dans un accident de moto...

(1) Nadijeđa Kroupskaïa, Ma vie avec Lénine, Payot, Paris, 1933.
(2) Justin Peters, The Man Behind the Juice, Slate.

Larissa Latynina. Asahi Shimbun/Getty Images

entraîneurs choisissent les athlètes qui doivent apprendre la technique officielle. Par exemple, les scientifiques préconisent la musculation pour les sportifs. Micheline Ostermeyer, après ses deux titres olympiques en 1948 (disque et poids), est devancée aux Championnats d'Europe 1950 par des Soviétiques plus puissantes qu'elle. La Française refuse de s'astreindre à la musculation pour ne pas abîmer ses mains de pianiste. Les experts vont également cibler certaines disciplines comme le saut en hauteur, un pré carré de l'athlétisme américain. Une lutte symbolique s'engage.

Vladimir Diatchkov, ancien coach de perche, analyse des films des meilleurs sauteurs américains. Et définit son saut parfait à base d'un gros travail musculaire. Les ingénieurs avaient aussi inventé une chaussure avec une semelle épaisse de plusieurs centimètres grâce à laquelle Youri Stepanov bat le record du monde en juillet 1957 (2,16 m). Las, les journalistes de L'Équipe découvrent l'astuce et la Fédération internationale (IAAF) interdit ces semelles. Stepanov retombe dans l'oubli et se suicide dans son appartement de Leningrad.

Diatchkov sélectionne des athlètes et les rassemble à Moscou. C'est ainsi qu'il recrute un jeune Ukrainien de seize ans, Valeri Brumel. Tous sont interdits de compétition le temps qu'ils exécutent parfaitement la technique officielle.

Diatchkov et ses hommes débarquent aux Jeux de Rome en 1960, où l'épreuve de la hauteur est promise à la star américaine John Thomas. Les Soviétiques enlèvent les deux premières places avec le Géorgien Robert Chavlakadze et le jeune Brumel, appelé à un brillant avenir.

LA GUERRE FROIDE CESSE LE TEMPS D'UN SAUT

Nikita Khrouchtchev a entrepris la déstalinisation du pays lors de son rapport fausement secret du XX^e congrès du Parti, en 1956. Il autorise la publication dans le magazine *Novii Mir* d'Une journée d'Ivan Denissovitch, de Soljenitsyne, tout en envoyant au goulag le George Best du football russe, Eduard Streltsov. Les intellectuels occidentaux se rendent en URSS, mais tous n'ont pas la clairvoyance d'André Gide. Et le sport va participer à cette propagande du régime au même titre que la conquête spatiale. Youri Gagarine, le sauteur en hauteur Valeri Brumel et son amie la danseuse Maïa Plissetskaïa s'avèrent les stars de l'époque.

Gagarine devient le 12 avril 1961 le premier homme dans l'espace, quand Brumel domine les Américains sur leur sol. Comme lors de cette rencontre États-Unis-URSS, à Palo Alto (Californie), le 22 juillet 1962, où 85 000 personnes se pressent pour assister à l'affrontement entre l'Américain John Thomas et le Soviétique. On est à quelques semaines de la crise des missiles de Cuba, qui jettera le monde au bord du gouffre. Brumel établit un nouveau record du

Eduard Streltsov, l'un des meilleurs joueurs de l'histoire du football russe, admiré par Pelé lui-même mais un peu trop fêtard, a été envoyé au goulag par Khrouchtchev pour une fausse histoire de viol.



monde à 2,26 m au terme d'un saut magique. Thomas accourt le féliciter. La foule se lève et commence à applaudir, durant cinq longues minutes, le champion soviétique. *Sports Illustrated* écrira à son propos : « Avec lui, la guerre froide se transforme en paix des braves. »

LA FEMME ET L'ÉQUIPE SONT L'AVENIR DE L'HOMME

Brumel est ukrainien, il a grandi dans le Donbass, cette région russophone aujourd'hui séparatiste de Kiev, comme Khrouchtchev et plus tard Sergueï Bubka. Mais à

l'époque, c'est toute l'Union soviétique qui est fière de lui. Le sport constitue un levier idéal pour les dirigeants soviétiques afin de cimenter ce pays de 22 millions de km² et de 300 nationalités. Et notamment les sports collectifs. Les équipes d'URSS doivent représenter le modèle soviétique. L'individu n'est rien, seul compte le collectif.

On bannit toute expression individuelle, un joueur ne doit pas porter le ballon, ce qui compte ce n'est pas sa vitesse mais celle de la balle ou du palet qui est l'émanation de l'équipe. Le jeu des équipes de hand, volley, basket, foot, hockey reposera sur ce modèle de circulation de balle avec succès. L'URSS sera le pays le plus titré en sport collectif aux Jeux. En sports individuels aussi. De 1952 à 1988, elle a remporté 1 204 médailles olympiques.

Foto: Novosti/Icon Sports

NOSTALGIE

EXTRA

LUNDI
ENTRETIEN
MARDI
AUTOMOBILE
MERCREDI
PORTRAIT
JEUDI
BUSINESS
VENDREDI
NOSTALGIE
RENDEZ-VOUS

Malgré un intense ballet diplomatique qui a conduit Juan Antonio Samaranch, le président du Comité international olympique, à la Maison Blanche, où on le voit ici (au centre) en discussion avec le président des États-Unis, Ronald Reagan (à gauche), et Peter Ueberroth, le président du Comité d'organisation des JO de Los Angeles, puis à Lausanne (Suisse) pour une dernière tentative de médiation avec Marat Grumov, le président du Comité national olympique soviétique, l'URSS restera inflexible et maintiendra le 8 mai sa décision de « non-participation » aux JO d'été.



Les Jeux penchent à l'ouest

Il y a trente ans, le 8 mai 1984, l'URSS annonçait son intention de boycotter les Jeux Olympiques d'été prévus à Los Angeles. Les Soviétiques seront finalement les grands perdants de ce chantage politique.

HORMIS LES CARICATURISTES, personne ne rit ce 8 mai 1984. Déro, dans L'Équipe du lendemain, a beau signer un dessin perfide, mentionnant la devise olympique – Citius, Altius, Fortius – agrémenté d'un Nietus!! sans équivoque, l'annonce par les Soviétiques du boycott des Jeux de Los Angeles, prévus du 28 juillet au 12 août 1984, crispe le monde sportif. Après le no des Américains aux Jeux de Moscou pour protester contre l'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan en 1979, le rictus à Los Angeles est terrible. La théorie de la revanche est développée par une grande majorité d'observateurs de l'époque, à commencer par Jean-François Lamour, ministre des Sports de 2002 à 2007, qui a vécu comme athlète ces deux éditions des Jeux très politisées. « Les Soviétiques rendaient aux Américains la monnaie de leur pièce, explique-t-il. Mais cela avait tellement peu de sens que, depuis cette époque, les Jeux n'ont plus été utilisés comme un outil de boycott par les pays. Cela ne sert à rien, c'est une ineptie. » Le sociologue Marc Drillech (1), soutient également cette thèse. « À Moscou, c'était vraiment la première fois que les Jeux avaient failli ne pas avoir lieu (soixante-cinq pays avaient renoncé). Pour l'URSS, c'était une humiliation. S'est alors imposé le principe du "tu m'as boycotté, je te boycotte." »

L'Union soviétique, alors dirigée par Constantin Tchernenko, pense tenir sa revanche en 1984 et les Occidentaux s'inquiètent de ce second coup porté au mouvement olympique. Dans un éditorial à la une de L'Équipe, le 9 mai, titré Un coup mortel, le directeur de la rédaction Robert Parienté dénonce le choix effectué par Moscou. « L'olympisme traverse une nouvelle tempête qui risque de l'abattre définitivement. (...) En ce jour anniversaire de la victoire sur les forces du nazisme et de l'obscurantisme, c'est un coup fatal qui a été porté à l'olympisme (...) à l'humanité entière. » L'Espagnol Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique depuis 1980, tente d'éteindre les incendies un à un, passe

d'un bloc à l'autre. Il rencontre le président américain Ronald Reagan, mais se fait éconduire par Tchernenko. « Samaranch était très inquiet, il cherchait vraiment à ce que les Soviétiques puissent concourir. Mais tout cela le dépassait », souligne l'historien Jérôme Gygax (2). Pour lui, cette tension s'inscrit en fait au-delà du simple cadre sportif, dans un contexte marqué par la crise des euromissiles (3). « La thèse du contre-boycott est assez peu convaincante. En revanche, on peut penser que les Russes considéraient ces Jeux comme une offensive de la diplomatie publique américaine. »

LOS ANGELES : LES PREMIERS JEUX PRIVATISÉS

Car le CIO est à un tournant de son histoire. Après Moscou, ses Jeux verrouillés et « sans saveur » (dixit Jean-François Lamour), après ceux de Montréal (Canada) qui ont plombé les finances publiques en 1976, les Américains militent pour une édition fidèle à leurs valeurs : la libre entreprise. Los Angeles organisera donc les premiers vrais Jeux privés. Alain Lunzenfichter, ancien journaliste de L'Équipe, rappelle ainsi que « le comité d'organisation touche alors cent trente millions de dollars (...) grâce à l'apport d'une trentaine de sociétés dont le droit d'entrée est fixé à quatre millions. Au premier rang de ces commanditaires, on trouve Coca-Cola, IBM, Canon, Levi's, Sanyo, Snickers, American Express. On se bouscule au portillon. (...) Quarante-trois compagnies reçoivent le label olympique en échange de marchandises et de dollars. » (4) Une analyse prolongée par Jérôme Gygax : « Le CIO est alors très dépendant de la réussite du modèle américain. Pour sauver le mouvement olympique, sur le plan financier, Samaranch va jouer la partie des Américains. » Justement, l'un des arguments avancés le 8 mai par Marat Gramov, le président du Comité olympique de l'URSS, pour justifier le boycott est une supposée ingérence américaine dans



« L'édifice olympique est ébranlé », peut-on lire à la une de « L'Équipe » du 9 mai 1984.



Dès la cérémonie d'ouverture, le tempo de la démesure et du spectaculaire est donné et l'absence de l'URSS et de la RDA mise au second plan.

Les Jeux de Los Angeles voient le triomphe de l'Amérique, incarnée par Carl Lewis, quadruple médaillé d'or (100 m, 200 m, longueur, 4 x 100 m) comme Jesse Owens en 1936, à Berlin.



Nadia Comaneci, l'ex-petite reine de Montréal (1976), bien qu'à la retraite en 1984, est présente à Los Angeles en tant qu'« ambassadrice ». Elle symbolise une Roumanie qui marque son indépendance vis-à-vis de l'URSS.

les affaires du CIO. Il évoque un « mépris grossier » de la charte olympique au moment où la référence à l'amateurisme disparaît. Le concept est-il insupportable pour les dirigeants communistes ? Alain Lunzenfichter avance une autre hypothèse. « Toute cette affaire est beaucoup plus simple. Ce n'est qu'une histoire de médailles. Aux Jeux d'hiver de Sarajevo disputés en février 1984, les Soviétiques ont été pour la première fois devancés par

leurs frères d'Allemagne de l'Est au nombre des médailles. Un nouvel épisode de ce genre à Los Angeles, sur le territoire américain, et Marat Gramov aurait vu sa carrière passablement compromise. Alors la meilleure solution, c'était de ne pas y aller. » Un dirigeant du Comité olympique russe, Alexandre Kozlovsky, racontera plus tard : « Pour jus-

tifier son choix, il (Gramov) devait trouver une bonne raison. Comme un sentiment antisoviétique dû au contexte international était assez important aux États-Unis, il a expliqué que la sécurité de nos athlètes ne serait pas assurée pendant les Jeux. » Sur le sol américain, des groupes – en particulier Ban The Soviets – militent en effet pour une absence de l'URSS aux Jeux, surtout après l'accident d'un avion de ligne sud-coréen, reliant New York à Séoul (269 morts), le 1^{er} septembre 1983, abattu, selon les Américains, par les Russes. Du coup, pour Ronald Reagan, les Jeux ont un autre enjeu qu'un tableau des médailles fourni. Élu en 1980 à la tête du pays sur une ligne dure antisoviétique,

l'ancien acteur s'appuie sur de nouvelles directives sécuritaires en 1983 et 1984 pour lutter contre le modèle russe. La NSDD138 (National Security Decision Directives) du 3 avril 1984, intitulée Combatting, met en garde contre les « mouvements terroristes qui reçoivent un soutien de la part de l'URSS et qui sont peut-être même guidés directement ou indirectement (par les Soviétiques). » En mars 1984, le président américain en signe une autre, intitulée Los Angeles Olympic Games Counter Intelligence and Security Precautions. Pour le bloc soviétique, cette nouvelle directive induit trop d'incertitudes quant à la sécurité de ses athlètes... L'agence de presse russe officielle Novosti va même jusqu'à écrire : « La peur couve à Los Angeles. (...) La protection des ouvrages olympiques et des équipes représente selon les spécialistes indépendants une tâche irréalisable. » Le quotidien américain, le Los Angeles Times rétorque : « Il s'agit de l'opération de police la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. » Et de citer le coût de la sécurité (170 millions de dollars) et les effectifs (20 000 policiers privés, 23 000 membres des forces de l'ordre

de LA, 700 officiers du FBI, 600 de la CIA...). À L'Équipe, Robert Parienté n'est pas séduit par les arguments soviétiques. « Depuis deux ans, l'attitude de l'URSS s'inscrit dans un contexte de géostratégie froidement préméditée qui, dès l'origine, ne devait laisser aucune chance tangible au sport et à Los Angeles. »

DES MÉDAILLES DE BREJNEV AUX MÉDAILLES DE LEWIS

Pourtant, les dirigeants du bloc de l'Est ont déboursé des millions de dollars pour acquérir les droits de retransmission des Jeux, et même annoncé un « grand pas en avant » (Marat Gramov) à l'issue d'une réunion à Lausanne entre les protagonistes, le 24 avril... Jusqu'à ce 8 mai 1984 et l'annonce de cette « non-participation » (les Russes n'utiliseront pas le terme boycott). Les pays « frères » de la Russie s'alignent : la Bulgarie, le Vietnam, la Mongolie, le Laos, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Hongrie... Quatorze pays manquant finalement à l'appel l'été venu, mais pas la Roumanie, ni la Yougoslavie, les incontrôlables du bloc de l'Est, auxquels les Américains ont promis une prise en charge de tous les frais (au final, le CIO réglera leur note).

À l'issue des Jeux, la victoire est américaine, incontestablement. Pour Marc Drillech : « Les Jeux de Los Angeles subissent deux grandes transformations. Une d'ordre médiatique avec des retransmissions en direct et beaucoup de caméras alors que Moscou, de peur que ses Jeux ne se passent mal, n'avait rien filmé en dehors des stades en 1980. Et une d'ordre politique avec une vraie mondialisation des marques. Du coup, la revanche est une mauvaise revanche : le bloc soviétique en ressort vieillissant face au sport américain triomphateur. 1980, c'est Léonid Brejnev (ancien secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, décédé en 1982) et ses médailles militaires. 1984, c'est Carl Lewis (4 médailles d'or). » Jean-François Lamour, sacré champion olympique au sabre cette année-là, assure que, pour lui, « le boycott de 1984 est passé au deuxième, voire au troisième plan. Par rapport aux Jeux insipides de Moscou, on a connu un changement radical à Los Angeles, on entrain dans les Jeux de l'ère moderne. » Jérôme Gygax, lui, voit dans cet affrontement préjudiciable aux Soviétiques, les prémices de l'éclatement du bloc de l'Est. « Si l'URSS s'effondre politiquement en 1989, ces Jeux de Los Angeles sont une victoire sur le plan culturel pour les Américains. »

YOHANN HAUTOIS

(1) Auteur de Le Boycott, Histoire, actualité et perspectives (FYP Éditions, 2011).
(2) Auteur de Olympisme et Guerre froide culturelle, le prix de la victoire américaine (Ed. L'Harmattan, 2012).
(3) L'URSS avait installé sur son territoire des missiles SS-20 à moyenne portée ; en représailles, les États-Unis, soutenus par les pays européens dont la France, positionnent à leur tour des missiles en Europe.
(4) Extrait de La politique et l'olympisme moderne (Atlantica, 2008).

Des JO dévalués ?

« AH, OUI, cette phrase, je l'ai entendue. Même de la part de dirigeants français. » Trente ans après, Jean-François Lamour, champion olympique au sabre en 1984 et 1988 et ancien ministre des Sports (2002-2007), préfère sourire des critiques qui avaient accompagné le niveau de la compétition olympique, amputée des grandes nations de l'Est pour sa vingtième édition. « Ce n'était pas un boycott total car les Roumains et les Yougoslaves étaient présents. Et en escrime, il y avait également les Italiens, les Allemands (de la RFA). Ce n'était pas aussi relevé que cela aurait pu l'être mais c'était quand même d'un bon niveau. D'ailleurs, les critiques ont été un formidable encouragement à refaire le même parcours en 1988. Ce qu'on a fait. »

Le tableau des médailles offre tout de même un drôle de relief à ces Jeux. Les Américains glanent 174 mé-

dailles (83 en or), devant la Roumanie (53, 20 en or) et la RFA (59, 17 en or). L'absence de la Bulgarie et de l'URSS, qui s'étaient partagés neuf des dix titres aux Championnats du monde d'haltérophilie en 1983, permet ainsi à la Chine (6 médailles) et à la Roumanie (8) de faire le plein. En football, où les huit derniers titres olympiques depuis 1952 étaient revenus à des nations de l'Est (3 pour la Hongrie ; 1 pour l'URSS, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Pologne et la Yougoslavie), c'est la France qui s'impose (2-0 contre le Brésil).

En natation, les Américains font une razzia alors que les nageuses est-allemandes étaient les grandes favorites, au même titre que Vladimir Salnikov. Le Russe, triple champion olympique en 1980 (400 m, 1500 m, 4 x 200 m) ; il le sera de nouveau à Séoul sur 1500 m), parlera même du « plus grand désastre de [sa] vie » au sujet du

boycott. En water-polo, Jean-Paul Cléménçon, à l'époque DTN adjoint, se souvient que le titre olympique était promis à la grande équipe hongroise. « On aurait pu participer aux Jeux avec l'équipe de France du fait des absences. On avait raté la qualification de peu mais le CNOSF a décidé de ne pas nous y envoyer. Cela m'avait beaucoup agacé mais beaucoup moins que les Hongrois. Ils étaient dépités de ne pas y aller. »

Et que dire de Sergueï Bubka ? Six fois champion du monde de saut à la perche, l'Ukrainien avouera plus tard : « C'est le pire souvenir de ma vie de sportif. Ces Jeux auraient été mes Jeux. J'étais jeune et je n'avais aucune pression. » Il sera finalement sacré en 1988 à Séoul et le titre 1984 reviendra à François Pierre Quinon, Thierry Vigneron prenant la médaille de bronze.

Y.H.

En Russie, le dopage d'Etat n'est pas mort

Un imposant rapport détaille l'organisation de la triche, en particulier dans l'athlétisme

Un contrôleur antidopage quittant son hôtel moscovite par la fenêtre pour échapper à sa surveillance policière et faire parvenir des échantillons à Lausanne ; des sportifs rançonnés par leur entraîneur ; le laboratoire antidopage de Moscou sur écoute des services secrets ; des agents de l'ex-KGB déguisés en ingénieurs dans ce même institut... Ce n'est pas le scénario du dernier opus de James Bond mais la réalité de l'athlétisme russe aujourd'hui.

Le rapport de la commission indépendante mise sur pied par l'Agence mondiale antidopage (AMA), présenté lundi 9 novembre, a confirmé l'existence en Russie d'un dopage d'Etat. L'instance recommande la suspension de la Fédération russe d'athlétisme et la fin de l'accréditation pour le laboratoire antidopage de Moscou, entraînant celle de l'Agence russe antidopage. En outre, la commission demande la suspension à vie de cinq athlètes russes dont Mariya Savinova, championne olympique en titre du 800 m. La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a, elle, lancé un ultimatum à la Russie, qui a jusqu'à la fin de la semaine pour répondre aux accusations. Le pays risque une suspension provisoire, voire de rater les JO 2016.

Les plus de 300 pages du rapport, qui ne sont qu'une première étape dans l'immense tâche de purification de l'athlétisme mondial confiée à cette commission, jettent une ombre sur l'ensemble des performances des sportifs russes et sur les résultats des Jeux de Londres, en 2012, et de Sotchi, en 2014. Elles pourraient toucher par ricochet la Coupe du monde 2018 de football, attribuée à la Russie et dont le président du comité d'organisation n'est autre que le ministre des sports, Vitali Moutko, désigné comme « complice » du système.

Le fonctionnement de l'athlétisme russe était déjà largement connu depuis les révélations de la télévision allemande ARD sur un dopage systémique, il y a près d'un an. Mais ce que les enquê-



Mariya Savinova, championne olympique du 800 m à Londres, en 2012, risque une suspension à vie. ANJA NIEDRINGHAUS/AP

teurs de la commission indépendante ont découvert depuis est « pire que prévu », a estimé son président, Richard Pound.

« Consentement des autorités »

L'implication de l'Etat russe est notamment prouvée par des témoignages attestant des pressions imposées par le ministère des sports et le FSB, ex-KGB, sur les opérations de contrôle antidopage, afin de permettre aux sportifs russes de continuer de se préparer médicalement sans craindre une suspension. « Notre con-

clusion est que tout cela n'aurait pu avoir lieu sans que les autorités n'en aient connaissance et ne donnent leur consentement, implicite ou explicite », a dit l'ancien président de l'AMA lors d'une conférence de presse à Genève.

Interrogé sur la pertinence de la formule « dopage d'Etat », Richard Pound a ajouté : « Si l'on entend par là y consentir et autoriser [le dopage], oui, il n'y a pas d'autre conclusion possible. »

L'expression est lourde de sens en athlétisme, sport aux tablettes encore salées par les performances dopées aux anabolisants de sportifs du bloc de l'Est dans les années 1980. Une ère à laquelle a fait référence l'ancien nageur olympique, estimant que l'implication, active ou passive, de Moscou dans le dopage de ses champions était « un héritage de l'époque de la guerre froide ».

Comme sous le régime soviétique et en RDA, les athlètes russes étaient, affirme la commission, devant une alternative : se doper ou quitter la sélection nationale. La triche et le contournement des

règles antidopage étaient présentes comme « nécessaires pour la compétition et peut-être même des obligations patriotiques ».

Les athlètes étaient sous pression de leurs entraîneurs, et les laborantins de Moscou sous celle du FSB. Un agent des services secrets rendait fréquemment visite au laboratoire antidopage accrédité par l'AMA, qui contrôle les échantillons des grandes compétitions disputées en Russie, les championnats du monde d'athlétisme (2013), les Jeux d'hiver de Sotchi et les championnats du monde de natation (2015).

Cet agent, du nom d'Evgueni Blotkine, rencontrait une fois par semaine le directeur du laboratoire, Grigory Rodchenkov, afin notamment d'être tenu au courant de « l'humeur de l'AMA ». Un employé du laboratoire a fait état de téléphones mis sur écoute, un autre a rapporté la présence de mouchards placés par le FSB dans les bureaux. Bien que la commission indépendante n'ait pu vérifier ces propos, ils témoignent du sentiment d'oppression des labo-

Les athlètes russes étaient devant une alternative : se doper ou quitter la sélection nationale

rantins, fréquemment interrogés par les services secrets et dissuadés de répondre à l'AMA.

La surveillance s'est notamment fait sentir durant les Jeux olympiques de Sotchi, qui ont vu la Russie terminer en tête du tableau des médailles (33 dont 13 en or) et des agents du FSB se déguiser en ingénieurs du laboratoire : « Nous n'avons pas de preuve solide que les échantillons [des JO de Sotchi] ont été manipulés, mais il est difficile d'imaginer quel intérêt l'Etat russe peut trouver aux urines de sportifs », a ironisé M. Pound.

Le directeur du laboratoire, M. Rodchenkov, était au cœur du

dispositif de dissimulation du dopage et en tirait un bénéfice personnel, selon plusieurs témoignages : les athlètes le payaient pour effacer les contrôles positifs. Il a reconnu avoir détruit 1 417 échantillons trois jours avant une visite d'inspecteurs de la commission en décembre 2014, afin d'empêcher l'AMA de pratiquer de nouveaux tests.

Ce rapport explosif ne concerne pas le seul athlétisme ni la seule Russie. Mais il vise en particulier ce sport et sa seconde puissance. La présence d'athlètes russes aux JO de Rio, dans neuf mois, enverrait ainsi un message désastreux. C'est pourtant un risque, car la commission n'a pas recommandé la mise au ban de la Russie pour une durée déterminée. L'IAAF, qui a déjà lancé la procédure de suspension, pourrait la lever avant août prochain si elle estime les conditions remplies. Une perspective qui n'offusquait pas, lundi, M. Pound, pourtant considéré comme le moins laxiste des acteurs de la lutte antidopage. ■

CLÉMENT GUILLOU

Interpol coordonnera l'enquête

Interpol va coordonner l'enquête mondiale, pilotée par la France, sur le scandale de corruption qui frappe la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) autour du dopage. Les autorités françaises ont ouvert une enquête internationale sous la direction du juge d'instruction Renaud van Ruymbek, sur des accusations faisant état de « corruption active et passive, de blanchiment de fonds et d'association de malfaiteurs ». C'est dans le cadre de cette instruction qu'ont été mis en examen, début novembre, l'ex-président de l'IAAF, le Sénégalais Lamine Diack, son avocat Habib Cissé ainsi que l'ancien médecin responsable de la lutte antidopage à l'IAAF, le Français Gabriel Dollé.

Moscou se pose en victime et tente de dédramatiser

« La Russie n'a rien à se reprocher », a affirmé, lundi, le ministre des sports, Vitali Moutko

MOSCOU — correspondante

Sitôt la nouvelle connue d'une possible mise à l'écart des athlètes russes lors des prochaines compétitions sportives, après la publication, lundi 9 novembre, du rapport de l'Agence mondiale antidopage (AMA), les autorités russes ont adopté le yoga. Inspirer, contrôler ses émotions et rester calme. L'affaire est d'importance, mais tout doit être fait pour la minimiser, même si les accusations qui figurent dans le document de la commission d'enquête indépendante mise sur pied par l'AMA peuvent se résumer en une seule expression, lourde de conséquences : dopage d'Etat.

« Pas la peine de dramatiser », a

feint lundi soir le ministre russe des sports Vitali Moutko, pourtant lui-même mis directement en cause dans le rapport. En fonctions depuis 2008, ce dernier est en effet désigné comme « complice » d'un système dans lequel la présence constante d'un agent du FSB, l'agence fédérale de sécurité de la Russie qui a succédé au KGB, auprès du laboratoire antidopage moscovite, est dénoncée, notamment lors des JO d'hiver de Sotchi, en février 2014. Or, Sotchi, au cœur de nombreuses polémiques, reste le domaine réservé, sur tous les plans, du président Vladimir Poutine. Et, sans réaction de sa part lundi 9 novembre au soir, les autorités et les médias proches du pouvoir ont préféré adopter un profil mesuré. « Cela

ne concerne pas le Kremlin, adressez-vous au ministère des sports », a édulcoré le porte-parole de la présidence, Dmitri Peskov, devant la presse.

« Si (...) les instances internationales, comme la Fédération internationale d'athlétisme ou bien l'AMA, émettent de recommandations, nous les suivrons bien évidemment », a prudemment déclaré M. Moutko, cité par l'agence Interfax, ajoutant toutefois : « Je veux bien travailler avec n'importe quelle commission, à condition qu'elle soit impartiale. » On va se pencher là-dessus, pas la peine de dramatiser (...) Il y a beaucoup de questions sur lesquelles nous devons nous pencher tranquillement, a-t-il poursuivi. Il n'y a ni conclusion, ni faits nou-

veaux qui nous surprennent, dans ce rapport. La Russie n'a rien à se reprocher. » « Ne dramatisons pas », a repris sur la chaîne de télévision Russia Today le ministre, qui est également membre exécutif de la FIFA et président du comité d'organisation de la Coupe du monde 2018 en Russie. Ils parlent de « sources », mais qui sont ces sources ? C'est vague. C'est un rapport fait par une commission qui, pour une raison quelconque, a décidé de s'en prendre à la Russie. »

Aveu terrible

« C'est juste une commission indépendante qui peut seulement donner des recommandations, s'est rassuré le directeur du laboratoire de Moscou, Grigory Rodchenkov,

sur la chaîne de télévision LifeNews, en expliquant que l'AMA se résumait « à trois imbéciles qui n'ont aucune idée de la façon dont le laboratoire antidopage fonctionne ».

Président par intérim de la fédération russe d'athlétisme, Vadim Zeliitchenok déplore : « Ce problème doit être examiné par le conseil de l'AMA qui aura lieu en novembre. Or, personne ne nous a dit qu'il est à l'ordre du jour. » Si infractions il y a, a-t-il ajouté, c'est avec l'ancienne direction qu'il faut voir, « pas avec les athlètes ». Avant de lui céder sa place, en février, son prédécesseur, Valentin Balakhnitchev, était parti il est vrai sur cet aveu terrible confié à un journal sportif : « Je n'ai pas pu éviter complètement les problè-

mes de dopage en Russie. Je démissionne. »

Le soupçon plane désormais sur toutes les compétitions. « Je suis calme pour mon équipe », a affirmé Elena Valbe, présidente de la fédération russe de ski. Nous n'avons aucun problème. Je pense que tout cela arrive dans le contexte d'une attaque contre la Russie sur tous les fronts, c'est sûrement un jeu politique. » Dans un pays avide de reconnaissance, et dont le pouvoir flatte tous les jours la fibre nationaliste, le malaise est palpable. L'athlétisme, la discipline reine des JO, populaire en Russie, ne faisait pas, mardi matin, les gros titres de la presse, comme si le pays se refusait à croire aux menaces qui pèsent sur ses champions. ■

ISABELLE MANDRAUD

Documents sauvegardés

LEDEVOIR

© 2025 Le Devoir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251231-LEW-9d36ba13-3d30-5fd7-a89d-30c69a4dbb40

Nom de la source

Le Devoir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Mercredi 31 décembre 2025

Le Devoir (site web) • 1183 mots

Il y a 50 ans, un match mythique des Canadiens de Montréal en pleine guerre froide

Benoit Valois-Nadeau Le Devoir

Il y a cinquante ans, le Canadien de Montréal et le club de l'Armée rouge s'affrontaient dans ce qui est resté dans les mémoires comme l'un des plus beaux matchs de hockey jamais disputé. Un moment d'apaisement pendant la guerre froide, qui, à la lumière de la guerre actuelle en Ukraine, semble appartenir à une époque révolue.

L'affiche est alléchante au Forum de Montréal en ce 31 décembre 1975 : d'un côté, le Canadien, l'équipe la plus titrée de l'histoire de la Ligue nationale, à l'aube de remporter quatre Coupes Stanley consécutives, et de l'autre, le CSKA Moscou, qui rassemble la crème des hockeyeurs soviétiques titrés avec régularité sur la scène internationale.

Trois ans après la Série du siècle, la question reste entière : qui détient la suprématie du hockey mondial ? Le Canada, pays qui a inventé le sport et qui fournit la quasi-totalité des joueurs de la puissante LNH, ou l'Union soviétique, qui a amené la discipline à de nouveaux sommets grâce à son approche

scientifique et systématisée du jeu ?

Après 60 minutes de jeu enlevant, âprement disputé, mais sans violence, le problème reste entier. Les représentants de la Sainte-Flanelle et les Soviétiques terminent sur une égalité de 3-3.

Si du côté tricolore, Yvan Cournoyer et Pete Mahovlich ont disputé un fort match, c'est le jeune gardien Vladislav Tretiak, déjà un héros de la série de 1972, qui marque le plus les esprits. Bombardé de 38 lancers par la bande des Lafleur, Shutt, Robinson, Lemaire, Savard et Lapointe, le cerbère de 23 ans parvient à garder son équipe dans le match en multipliant les arrêts spectaculaires.

Le public du Forum lui réserve d'ailleurs l'une de ses plus belles ovations à la fin de la partie lorsqu'il est nommé première étoile de la rencontre.

« Tretiak a fait deux arrêts sur moi qui

Après 60 minutes de jeu enlevant, âprement disputé, mais sans violence, les représentants de la Sainte-Flanelle et les Soviétiques terminent sur une égalité de 3-3.

. *Doug Ball archives La Presse canadienne*

ont été incroyables. J'aurais pu avoir trois buts faciles », se souvient l'ancien attaquant du Canadien Yvon Lambert, qui était tout de même parvenu à marquer contre le gardien russe ce soir-là.

Cinquante ans plus tard, le grand numéro 11 se souvient du duel du 31 décembre comme du « match le plus intense de [sa] vie ». Ce qui n'est pas peu dire venant d'un gagnant de quatre Coupes Stanley.

Un moment de détente

Au-delà de l'exploit sportif, la rencontre Montréal-Moscou est aussi un exercice de diplomatie publique dans le contexte de la détente, phase de la guerre froide où les dirigeants des deux blocs cherchaient à éviter un conflit ouvert en ouvrant la porte à une certaine collaboration.

Documents sauvegardés

C'est l'époque des traités SALT sur la diminution des arsenaux nucléaires, des accords d'Helsinki, mais aussi de la coopération spatiale avec le projet Apollo-Soyouz.

La tournée nord-américaine du CSKA Moscou durant l'hiver 1975-1976 est à interpréter dans ce climat de négociations et d'apaisement, explique Mathieu Boivin-Chouinard, doctorant et chargé de cours à l'UQAM, auteur du livre en deux volumes Chaïbou ! sur l'histoire du hockey russe.

« La rencontre de Montréal, c'est peut-être le match le plus en phase avec l'esprit de collaboration autour de l'organisation d'événements communs », indique-t-il.

Même le résultat sur la glace donne raison aux partisans de l'apaisement.

« C'est la victoire du beau jeu, du jeu propre. C'est un match nul qui peut être vu comme une victoire des deux côtés », soutient l'historien spécialiste du sport en Union des républiques socialistes soviétiques.

Onze jours plus tard, à Philadelphie, l'affrontement entre les robustes Flyers et le CSKA prouve cependant que la guerre froide est loin d'être terminée.

Écœuré de la violence des « Broad Street Bullies » à l'endroit de ses joueurs, l'entraîneur soviétique fait retraiter ses troupes au vestiaire en plein milieu du match. Après quelques scènes disgracieuses, le match reprend et les Flyers l'emportent, aux poings comme aux points, 4-1.

Les brutes de l'entraîneur Fred Shero, pourtant un admirateur du style soviétique, seront finalement la seule équipe à vaincre le CSKA lors de cette première tournée de quatre parties.

Rencontre des styles

Si la réputation cinglante des Flyers est confirmée par cet affrontement, le match du 31 décembre cimente également l'autorité du Tricolore en tant que défenseur du beau jeu.

« Le légendaire Vsevolod Bobrov, l'entraîneur de l'équipe soviétique en 1972, dira du Canadien que c'est l'équipe de la Ligue nationale qui a intégré le plus le style soviétique autour de la possession de rondelle et de la créativité, sans trop de violence, mais qui ne recule devant personne », fait valoir Mathieu Boivin-Chouinard.

Le printemps suivant, le Canadien balaiera d'ailleurs les Flyers en quatre matchs pour ramener au Québec la coupe Stanley, qui avait passé les deux dernières années à Philadelphie.

L'historien du sport voit dans ces rencontres des années 1970 entre les élites russe et canadienne « un moment de forte hybridation des styles ».

Du côté nord-américain, « on apprend énormément de l'approche plus collectiviste, plus complexe, des Soviétiques, de leurs patrons de jeu et de leur préparation hors glace », soutient-il.

Yvon Lambert se souvient de ses adversaires soviétiques au style « complètement différent ».

« Ils avaient de bons coups de patin et ne se débarrassaient pas de la rondelle pour rien. Nous autres, dans notre style nord-américain, on passait la ligne rouge, on lançait la rondelle dans la zone adverse, on courait après et on frappait. »

Les Soviétiques, eux, sont à la fois admiratifs et circonspects devant la détermination des joueurs nord-américains, prêts à tous les sacrifices, voire à certaines bassesses dans le cas des Flyers, pour gagner.

« Probablement que le hockey d'aujourd'hui est un digne héritier de ces deux approches », constate le spécialiste.

Une époque lointaine

Un demi-siècle plus tard, Canadiens et Russes ne s'affrontent plus au hockey in-

Documents sauvegardés

ternational ni dans n'importe quel sport, d'ailleurs. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine en 2022, la Russie est bannie de la plupart des compétitions sportives internationales, dont celles organisées par la Fédération internationale de hockey.

Si les joueurs russes continuent d'évoluer dans la LNH, Vladislav Tretiak, le héros du match du 31 décembre 1975, ne peut plus mettre les pieds au Canada.

Président de la Fédération russe de hockey et député de la Douma, il est sur la liste des personnalités russes sanctionnées par le Canada en raison de sa proximité avec Vladimir Poutine.

« C'est le déploiement du monde post-guerre froide qui nous a amenés à cette rupture dans la géopolitique du hockey, qui est tragique dans une certaine mesure », rappelle Mathieu Boivin-Chouinard.

Une nouvelle détente pourrait-elle s'opérer avec la Russie grâce au sport ?

« C'est toujours mieux d'avoir des liens que de ne pas en avoir. Le sport peut, peut-être, être un véhicule de rencontres, pour rétablir autant que faire se peut un quelconque pont », observe l'historien, qui se garde toutefois de vouloir « normaliser les relations avec la Russie » dans le contexte actuel.

2025 Le Devoir. Tous droits réservés.

Cet article est paru dans Le Devoir (site web)

<https://www.ledevoir.com/sports/944790/il-y-50-ans-match-mythique-canadiens-montreal-pleine-guerre-froide>

Illustration(s) :

Peter Mahovlich et Vladislav Tretiak se saluent au terme du match.

Doug Ball archives La Presse canadienne

Doug Risebrough, du Canadien, trébuche devant le filet soviétique.

Doug Ball archives La Presse canadienne



Guy Lafleur regarde Vladislav Tretiak stopper la rondelle.

Doug Ball archives La Presse canadienne

Guerre froide sur glace

CINÉMA «Red Army» de Gabe Polsky raconte la chute de l'Union soviétique à travers l'ascension et le déclin de son équipe de hockey. Édifiant et passionnant.

Avoir la première séquence de *Red Army*, du nom de l'effrayante équipe de hockey sur glace soviétique, on se dit que cela n'a pas dû être une mince affaire, pour le réalisateur ukrainien Gabe Polsky, d'en venir à bout. Il lui a sans doute fallu du temps et de la patience pour apprivoiser son sujet principal : le charismatique capitaine de l'équipe, Slava Fetisov, devenu ministre des Sports de Vladimir Poutine de 2002 à 2008, qui siège aujourd'hui au Parlement de Russie.

Au début, l'ancien champion en costume de ville, une armoire à glace, a les yeux fixés sur son téléphone portable et ignore les questions de son intervieweur. À Gabe Polsky venu l'interroger dans son bureau, il lance d'un air ennuyé qu'il fait du «business». Dans la foulée, le metteur en scène a également

droit à un doigt d'honneur. «Il a essayé de m'intimider, de me tester. Je lui ai montré que je connaissais vraiment bien mon sujet. Finalement, on a parlé plus de cinq heures», a raconté Gabe Polsky.

Stratégie des échecs

Slava Fetisov est l'un des intervenants de ce documentaire qui montre la fin de l'URSS à travers l'ascension puis la chute de la Red Army (Armée rouge), ses enjeux politiques pendant la guerre froide : «Les soviets imaginent le sport comme une guerre, un moyen de propagande», scande le réalisateur, qui a rencontré d'autres membres de l'équipe. «Le hockey prouve la supériorité du système soviétique créé par Staline», renchérit l'un des protagonistes.

À l'aide de témoignages et d'images d'archives, souvent inédites, provenant notamment de Russie et des États-Unis, le cinéaste raconte la formation et la préparation acharnée des joueurs sous la coupe d'un entraîneur autoritaire, leur technique avant-gardiste inspirée du jeu d'échecs et de mouvements de



«Les soviets imaginent le sport comme une guerre, un moyen de propagande», raconte le réalisateur Gabe Polsky. POLSKY FILMS

danse, leurs stratégies enfin, redoutées par toute la planète hockey dans les années 1970-1980. Dans sa période glorieuse, la Red Army bat les équipes les plus renommées de l'Ouest, des États-Unis et du Canada.

Au fil de son évolution et de son instrumentalisation, en filigrane, c'est aussi une histoire d'amitié et de solidarité que fait revivre Gabe Polsky. Les cinq joueurs, de vrais athlètes embrigadés depuis leur plus jeune âge, ont dû composer avec l'histoire en cours de leur pays. Touchés par le passage des ans,

usés psychologiquement, désabusés ou nostalgiques, parfois abimés par l'alcool, ces ex-héros resteront marqués pour le restant de leur vie par cette période.

Sans illusions, plein d'ironie et lui-même adepte de hockey depuis son plus jeune âge, Gabe Polsky offre un récit passionnant et distrayant. Habile, le montage se fait oublier derrière des entretiens plein d'enseignements et des musiques traditionnelles jouées. Même si on ne connaît rien à ce sport, on est saisi par ce documentaire rondement mené. Gabe Polsky s'était déjà il-

lustré en produisant *Bad Lieutenant : escale à la Nouvelle-Orléans*, un film de Werner Herzog. Ce dernier lui a rendu la monnaie de sa pièce en apportant à son tour son soutien pour ce film primé aux Emmy Awards. ■

«Red Army»

Documentaire de Gabe Polsky
Avec Scotty Bowman, Slava Fetisov, Viacheslav Fetisov
Durée 1 h 25
■ L'avis du Figaro : ●●●○

Équation à deux inconnus

CINÉMA Dans «La Duchesse de Varsovie», un jeune peintre dépressif cherche à connaître l'histoire de sa grand-mère juive polonaise rescapée des camps. Un film original qui sait mettre l'émotion à distance.

MARIE-NOËLLE TRANCHANT
mtranchant@lefigaro.fr

Joseph Morder est un cinéaste vraiment atypique. Il est rare qu'il signe un long-métrage de fiction au format habituel des sorties en salle, comme *La Duchesse de Varsovie*. Mais il réalise de nombreux courts et moyens-métrages, documentaires, autofictions, films expérimentaux, et, depuis 1967, il tient un journal cinématographique.

Né à Trinité-et-Tobago en 1949, ce «Juif tropical», comme il s'est nommé lui-même il y a longtemps dans une de ses œuvres d'autofiction, a grandi en Amérique latine avant de venir s'installer en France. Il a une passion pour la comédie musicale hollywoodienne de la grande époque et le culte du souvenir de sa famille polonaise, tragiquement marquée par la Shoah. Ces deux éléments décisifs de sa personnalité, assez contradictoires, se retrouvent dans *La Duchesse de Varsovie*.

Alexandra Stewart et Andy Gillet sont les seuls personnages réels de l'histoire. Elle interprète Nina, femme du monde élégante et spirituelle, qu'on imagine voyageant avec désinvolture de capitale en capitale. Lui, c'est Valentin, son petit-fils, jeune artiste peintre parisien en proie à la



Andy Gillet et Alexandra Stewart évoluent dans un cadre de toiles peintes qui ont la prégnance d'un rêve et beaucoup de charme. EPICENTRE FILMS

dépression, incapable de créer. Ils se retrouvent dans un Paris de carton-pâte, isolés dans leur silence et leurs secrets. Ils forment un couple évanescence et tendre, qui va se poser çà et là dans les appartements, dans les cafés, sur les ponts. Leur relation est charmante, mais Valentin sent bien qu'il y a des trous dans son histoire, des pans entiers de passé qui lui échappent. N'est-ce pas là l'origine de ce vide qu'il sent en lui et qui l'empêche de peindre ?

Peu à peu, la confiance s'approfondit, et Nina, survivante des camps d'extermination, finit par sortir de son long silence.

«Un Paris fantasmé»

Pourquoi évoquer cette tragédie dans des décors entièrement peints ? Morder raconte l'histoire de sa mère, qu'il avait déjà traitée sous forme de documentaire. Mais en même temps, dit-il, «j'avais envie de situer le film dans un Paris fantasmé,

ce lui que je voyais enfant dans les comédies musicales hollywoodiennes».

Ce cadre de toiles peintes, ces personnages dessinés ont la prégnance d'un rêve qui est aussi enfermement, solitude sans remède. Les compositions de Chloé Cambournac ont beaucoup de charme. Et, lors du long monologue final, la parole grave de Nina prend une force plus grande encore d'être prononcée au milieu de ce vide irréel, sans âme qui vive. Pourtant, cela n'empêche pas le film d'être plein de grâce et de légèreté. L'équation n'était pas facile à résoudre.

Et puis, il y a le duo Alexandra Stewart-Andy Gillet, joliment accordé. Andy Gillet a été le Céladon du dernier film de Rohmer (qui avait lui-même utilisé des toiles peintes dans *L'Anglaise et le Duc*). Et la belle Alexandra Stewart est toujours souveraine. Cela fait quelques excellentes raisons d'apprécier ce film original, qui tient pudiquement l'émotion à distance, mais la garde intacte. ■

«La Duchesse de Varsovie»

Comédie dramatique de Joseph Morder
Avec Alexandra Stewart, Andy Gillet, Rosette
Durée 1 h 26
■ L'avis du Figaro : ●●●○

«À 14 ans», on n'est pas sérieux

CINÉMA Présenté au festival Premiers Plans à Angers, le premier film d'Hélène Zimmer expose le quotidien de trois collégiennes. Les adolescents s'y reconnaissent, les parents seront effrayés.

Quelle tristesse d'avoir 14 ans, se dit-on après avoir vu le film d'Hélène Zimmer ! À cet âge, cigarette, alcool, drogue laissent peu de place aux sentiments. Un long-métrage aux allures de documentaire pour cette première fois derrière la caméra. À 25 ans, elle a puisé dans ses souvenirs d'adolescente et raconte le quotidien de trois collégiennes : Jade (Galatea Bellugi), Louise (Najaa Bensaïd) et Sarah (Athalia Routier). D'abord amies, elles se disputent à cause d'une histoire de garçon et la première se retrouve mise au ban de leur petit groupe, seule et isolée.

pendant l'année de troisième, à l'école et chez elles, saisit leurs attentes et leurs préoccupations. Qui ne volent pas haut. S'arrêtaient aux petits copains éventuels, qui jouent les gros durs, et aux fêtes aussi, où tous les excès sont permis. Les relations entre les filles et les garçons ne font pas dans la dentelle. Avoir affaire aux adultes semble intenable. Faut dire, ils sont «grave cons», sauf la grand-mère de Louise qui vit chez elle. L'adolescente la tient pour plus ouverte que ses parents. Jade et Sarah s'attachent également les cheveux en présence de leurs beaux-parents. Qu'elles rejettent forcément.

Du haut de ses 14 ans, Hélène Zimmer a dû en voir de toutes les couleurs. Dans le monde qu'elle expose, la vie

n'est pas simple pour les adolescents. Ces derniers ont pourtant salué ce long-métrage présenté au festival Premiers Plans d'Angers. Ils s'y sont reconnus, avec leur langage. Dieu sait qu'ils «parlent trop mal». Cet amas de grossièreté était-il nécessaire ?

Ébouriffants de naturel

Sur le plateau, des acteurs professionnels se mêlent aux amateurs ébouriffants de naturel. Deux des trois comédiennes principales, Najaa Bensaïd et Athalia Routier, ont été recrutées lors d'un casting sauvage. Nature, très bien éclairées, elles crévent l'écran. Se donnant les moyens de ses ambitions, Hélène Zimmer a travaillé avec Caroline Champetier, directrice de la photo-

graphie pour Xavier Beauvois, Benoît Jacquot et Leos Carax.

La «cour de collège devait s'apparenter à un théâtre, à une scène où l'on n'échappe jamais au regard des autres», précise la réalisatrice en note d'intention. Sans concession sur la génération de demain, son film est à déconseiller aux parents qui se font encore des illusions sur leur progéniture. ■ N.S.

«À 14 ans»

Drame d'Hélène Zimmer
Avec Athalia Routier, Galatea Bellugi, Najaa Bensaïd
Durée 1 h 30
■ L'avis du Figaro : ●●●○

Les autres films

■ «LE DERNIER LOUP»
Aventure de Jean-Jacques Annaud, 1h 55.



1969, en pleine Révolution culturelle. Deux étudiants pékinois sont chargés d'éduquer les nomades en Mongolie. L'un d'eux se prend d'amitié pour un bébé loup qu'il élève. En revenant au registre animalier après *L'Ours*, Annaud filme des paysages à couper le souffle pour un récit épique un peu long mais aux effets spéciaux bluffants (lire aussi page 16). N.S.

■ «INUPILUK»
ET «LE FILM QUE NOUS TOURNERONS AU GROENLAND»
Comédies de Sébastien Betbeder, 32 et 34 min.

Le court-métrage *Inupiluk* raconte la visite de deux Inuits à Paris. Thomas et Thomas, deux «adultescents» aux cheveux longs et gras, leur servent de guide. En complément, un autre court, *Le film que nous tournerons au Groenland*, met en scène les deux Thomas en train de préparer la suite, loin de Paris. Tout aussi drôle et original. E.S.

■ «BIRDMAN»
Comédie noire d'Alexandro Iñárritu, 1h 59.

Un ex-acteur de super-héros tente de retrouver sa gloire perdue en montant une pièce de théâtre à Broadway (lire notre édition du 24 février). L'avis du Figaro : ●●●○

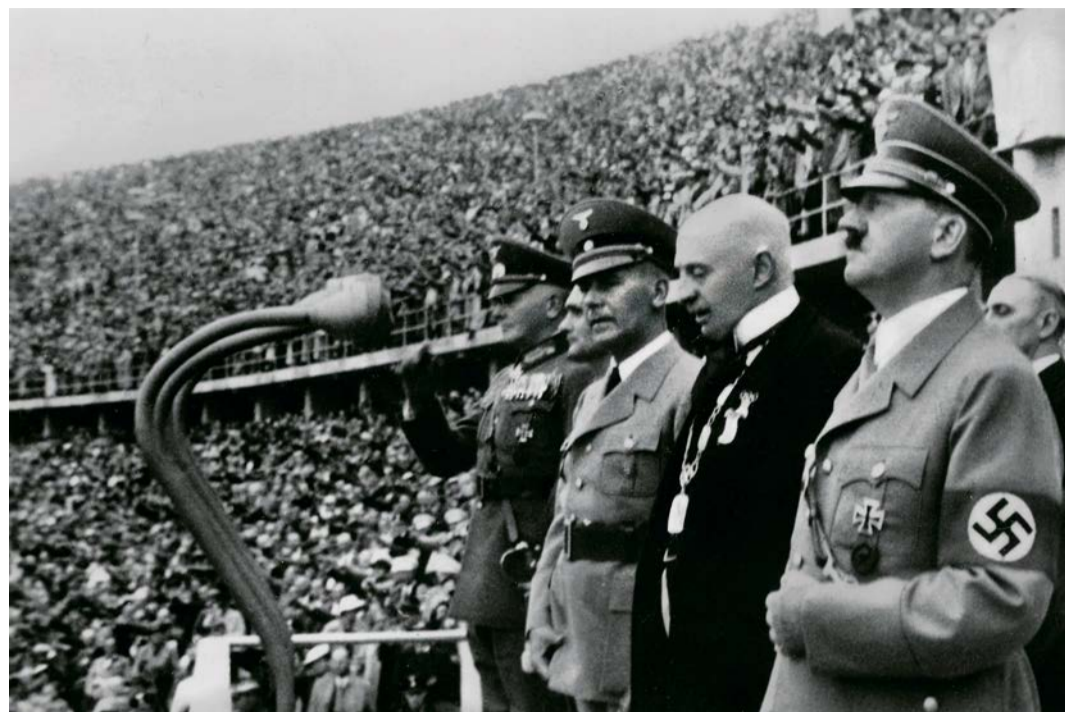
■ «LOIN DE MON PÈRE»
Drame de Keren Yedaya, 1h 40.

À travers le drame de Tami, qui ne parvient pas à sortir de l'emprise de son père, le regard délibérément précis d'une réalisatrice féministe sur l'inceste. Courageux, mais pénible à supporter. M.-N.T.

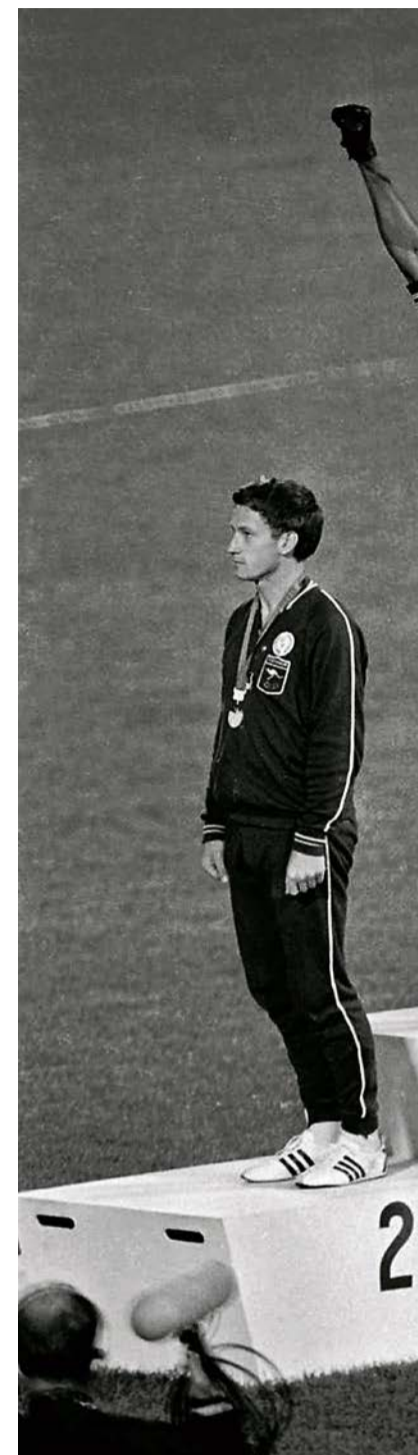
■ L'avis du Figaro : ●●●○



BERLIN, 1936



MEXICO, 1968



MELBOURNE, 1956



De la politique et des **Jeux**

Les JO d'hiver de Pyeongchang, marqués par un léger rapprochement entre les deux Corées, confirment une fois de plus la place prédominante de ces grandes compétitions sportives dans les relations internationales

La participation d'une équipe nord-coréenne aux Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang est, selon le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach, « un grand pas en avant pour l'esprit olympique ». Mais cet esprit olympique, quel est-il ? Apolitique, comme l'aurait souhaité son initiateur, Pierre de Coubertin ? Ou tout le contraire, comme ce geste de réconciliation entre les deux Corées ? En réalité, l'apolitisme du mouvement olympique n'a existé que dans l'esprit de ses fondateurs – et encore – et dans celui de gardiens du temple plus enclins à défendre l'ordre établi qu'une pureté du sport irréaliste. Cette participation de la Corée du Nord aux épreuves organisées au Sud n'est d'ailleurs pas une première : les deux équipes avaient déjà défilé ensemble aux JO d'été de 2000 à Sydney et de 2004 à Athènes, lors de la période connue sous le nom de « politique du rayon de soleil ».

Dès le lancement des JO modernes, à la fin du XIX^e siècle, le baron Pierre de Coubertin leur assigne un rôle politique, puisqu'il voit le sport comme un chemin supérieur vers la paix mondiale : « Exportons des rameurs, des coureurs, des escrimeurs : voilà le libre-échange de l'avenir, et le jour où il sera introduit dans les mœurs de la vieille Europe, la cause de la paix aura reçu un nouvel et puissant appui », lance-t-il, en 1894, à une poignée d'aristocrates réunis à Paris pour relancer l'idéal olympique antique. Le message n'est pas forcément reçu de la même manière par tout le monde. Envoyé spécial de *La Gazette de France* aux Jeux d'Athènes en 1896, l'essayiste d'extrême droite Charles Maurras, qui avait d'abord rejeté le « cosmopolitisme » du projet, finit par y trouver son compte : « Les modernes olympiades auront l'avantage de montrer aux peuples latins le nombre, la puissance, l'influence, les prétentions insolentes, les ridicules de ces hardis prétendants à l'empire du monde », écrit-il à propos des « Anglo-Saxons ». Pour lui, d'emblée, l'olympisme est donc avant tout l'exaltation du nationalisme.

Pierre de Coubertin lui-même, aristocrate républicain et conservateur, est un étrange animal politique dont l'abondante littérature contient tout et son contraire. Adulé par les uns, abhorré par les autres, il restera toute sa vie un ardent misogynne, désapprouvant l'admission des femmes aux JO. Mais

c'est aussi un humaniste et un visionnaire, en phase avec les utopistes de son temps – notamment les saint-simoniens, qu'il a côtoyés au lycée Carnot, à Paris. Pour lui, le sportif doit incarner une élite appelée à guider le reste de l'humanité vers une forme de perfection. Dans son esprit, ce champion est un homme. Et il est blanc. S'il rappelle que « l'athlète moderne exalte sa race, sa patrie et son drapeau », Coubertin ne s'opposera jamais à la participation de sportifs de toutes origines aux Jeux, mais il se rapproche, dans ses conceptions, d'un Jules Ferry ou d'autres défenseurs du colonialisme pour lesquels l'Occident – ou le sport occidental – doit jouer un rôle civilisateur.

L'ÈRE DE LA PROPAGANDE

Dès les débuts de l'olympisme moderne, le sport est une monnaie d'échange, un instrument de chantage, de sanctions ou de représailles diplomatiques. « En l'espace d'une petite décennie, les nations s'en sont emparées pour inventer un nouvel espace de rivalité qui n'existait pas auparavant », estime l'historien du sport Philippe Tétart, maître de conférences à l'université du Mans et auteur d'une *Histoire du sport en France* (Vuibert, 2007). En 1916, la Grande Guerre ne s'interrompt pas pour les Jeux prévus à Berlin, finalement annulés. La paix retrouvée, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et l'Empire ottoman ne sont pas conviés à ceux d'Anvers en 1920. Dans les années 1930, avec la montée des régimes autoritaires en Europe, les JO vont devenir un outil de propagande.

Benito Mussolini montre la voie avec la Coupe du monde de football de 1934, grand-messe à la gloire du régime fasciste. Deux ans

À MELBOURNE, EN 1956, UNE BAGARRE OPPOSE LES ÉQUIPES DE WATER-POLO DE HONGRIE ET D'URSS, QUELQUES SEMAINES APRÈS L'INSURRECTION DE BUDAPEST

plus tard, l'Allemagne doit accueillir les Jeux, et personne n'est dupe de leur dimension politique. Dès avril 1933, une mesure gouvernementale a exclu les juifs de toutes les organisations sportives. Quand le président belge du CIO, Henri de Baillet-Latour, menace de retirer les JO à Berlin, Hitler répond par des actions symboliques : Theodor Lewald, dont la grand-mère est juive, est élu président du comité d'organisation. Lors de la session du CIO de juin 1933, ce dernier assure que les athlètes juifs ne seront pas « en principe » exclus des équipes allemandes. Dans les faits, bannis des clubs, des entraînements et des compétitions, ils ne pourront jamais se présenter aux épreuves sélectives. Le chancelier allemand prend une autre décision médiatique en réintégrant dans la délégation allemande l'escrimeuse d'origine juive Helene Mayer, émigrée aux États-Unis. La jeune femme sert d'alibi, mais fera honneur à sa sélection en devenant vice-championne olympique au fleuret.

Hitler cherche également à séduire Pierre de Coubertin. Alors que le baron semble quelque peu oublié, le régime nazi lui offre une rente et propose son nom pour le prix Nobel de la paix 1935. La même année, il promulgue les lois antisémites de Nuremberg. Ce qui n'empêche pas Henri de Baillet-Latour de rentrer rassuré, en novembre, d'un voyage dans le pays : « L'entretien que j'ai eu avec le chancelier d'Allemagne ainsi que l'enquête à laquelle je me suis livré m'ont convaincu que rien ne s'oppose au maintien des Jeux de la XI^e Olympiade à Berlin et à Garmisch-Partenkirchen. » Dès lors, le régime nazi peut poursuivre son programme en toute impunité. Profitant du succès des JO d'hiver de 1936, à Garmisch-Partenkirchen, il remilitarise la Rhénanie au nez et à la barbe de ses voisins, dont les protestations resteront de pure forme.

Dans le même temps, la campagne internationale pour le boycottage engagée en 1933 s'est essouffée. Le cas d'Avery Brundage, président du comité olympique américain, est symptomatique du sentiment qui prédomine alors dans les milieux sportifs. En 1934, il se rend en Allemagne et repart ensuite aux États-Unis porteur d'une assurance écrite que les juifs ne feront l'objet d'aucune discrimination. Nanti de ce document, il mène campagne contre le boycottage et avance ses pions au CIO, auquel il est élu pendant les Jeux de Berlin. Il en deviendra le président

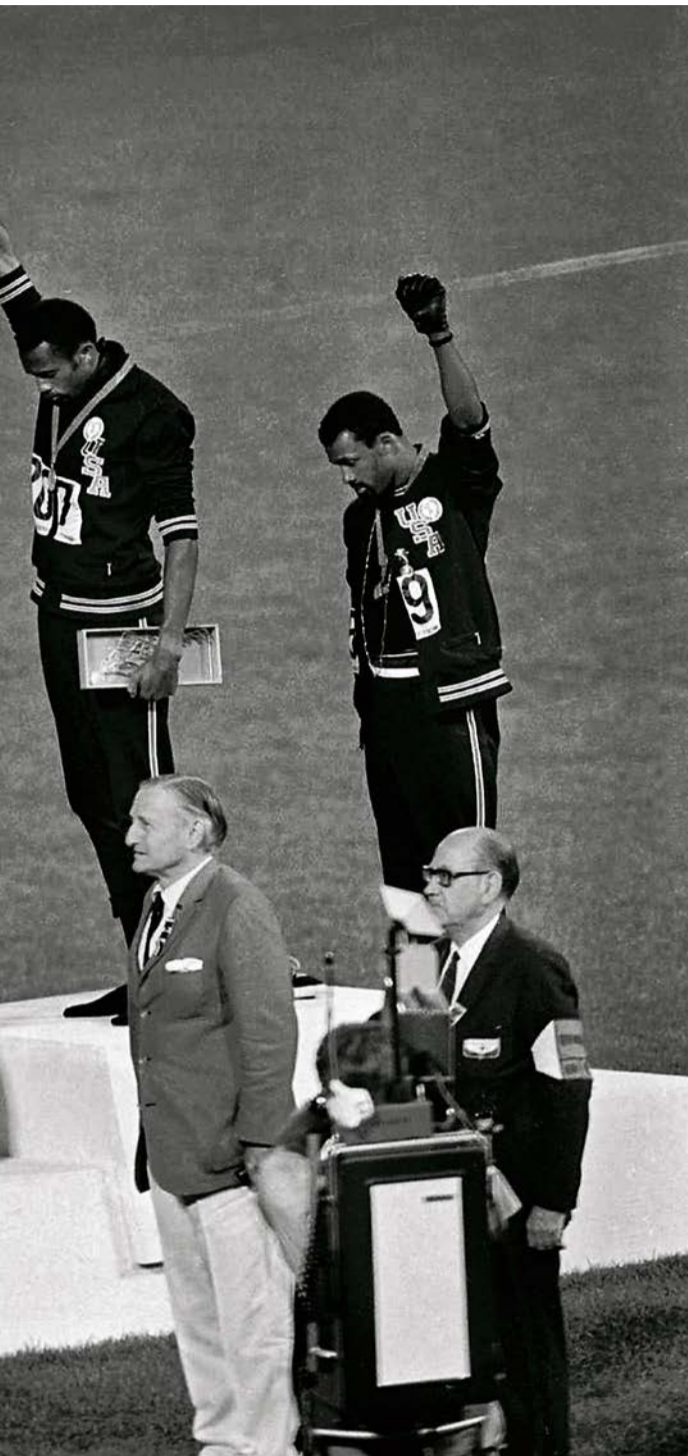
en 1952 et s'illustrera tout au long de son mandat par un apolitisme de façade.

En France, la campagne contre les Jeux nazis aurait pu être favorisée par l'arrivée au pouvoir du Front populaire, en mai 1936. Chargé de ce dossier épineux, le ministre des sports, Léo Lagrange, décide d'affecter autant de crédits à l'envoi d'une délégation à Berlin qu'aux contre-Jeux prévus en juillet 1936 à Barcelone. Cette Olympiade populaire, montée par les mouvements sportifs travaillistes, se veut une réponse aux Jeux hitlériens et doit se tenir à partir du 20 juillet dans la capitale catalane.

Mais le 18, débute l'insurrection des généraux hostiles à la république espagnole. Des jeunes athlètes venus du monde entier se trouvent déjà en ville, comme le rappelle André Malraux au début de son livre *L'Espoir*. Pris au cœur de la violence qui se répand dans Barcelone, la plupart des participants sont évacués dans les jours suivants. D'autres restent, certains s'engagent même dans les milices républicaines, formant ainsi les premiers éléments des Brigades internationales. Il est à noter que fin 1937, deux comités olympiques espagnols cohabitent, l'un tenu par les républicains, l'autre bientôt repris en main par les franquistes. Seul ce dernier sera reconnu par le CIO. Un choix loin d'être apolitique : c'est de ce creuset franquiste que sera issu, comme par une forme de continuité, un futur président espagnol du CIO, Juan Antonio Samaranch.

L'OLYMPISME DANS LA GUERRE FROIDE

Les Jeux de Berlin sont une consécration pour le nazisme. Leur finalité a toujours été claire dans l'esprit d'Hitler. « Des millions de corps entraînés au sport, imprégnés d'amour pour la patrie et remplis d'esprit offensif pourraient se transformer en l'espace de deux ans en une armée », écrivait-il dans *Mein Kampf*. Et c'est bien ce qui se prépare en coulisses. Du stade, restent les images du pied de nez adressé aux nazis par l'athlète noir américain Jesse Owens. Ses quatre médailles d'or au sprint et à la longueur sont un symbole fort. Mais ses succès n'empêcheront pas la guerre. La légende veut qu'Hitler ait refusé de lui serrer la main. En réalité, le chancelier a été rappelé à l'ordre par le CIO et a décidé de ne plus féliciter aucun vainqueur. Les exploits d'Owens ne mettront pas non plus fin à la ségrégation raciale aux États-Unis. De re-



1936 : le triomphe de Jesse Owens devant Adolf Hitler et Henri de Baillet-Latour. ADOC-PHOTOS

1956 : le Hongrois Ervin Zador après une bagarre avec l'équipe russe de water-polo. AP

1968 : les Américains Tommie Smith et John Carlos dénoncent la ségrégation aux Etats-Unis. AP

1972 : en basket-ball, l'URSS l'emporte sur le fil face aux Etats-Unis, invaincus jusque-là. AP

1984 : la Chine rejoint la famille olympique. RAY STUBBLEBINE/AP



MUNICH, 1972

LOS ANGELES, 1984



tour au pays, celui-ci déclare, en octobre 1936, lors d'une réunion à Kansas City : « Ce n'est pas Hitler qui m'a snobé, c'est notre président qui m'a snobé. Il ne m'a même pas envoyé un télégramme. » Il est vrai que Franklin D. Roosevelt est démocrate et Owens, républicain. Le champion ne cache pas avoir reçu en Allemagne, où il a pu fréquenter les mêmes établissements que les Blancs, un meilleur accueil qu'aux Etats-Unis.

Hitler a organisé des Jeux grandioses, d'une qualité sportive sans précédent. Coubertin, fasciné par « cette étrange figure » qu'est, à ses yeux, le chancelier allemand, est invité par le régime à s'exprimer à la radio. Il remercie « le peuple allemand et son chef pour ce qu'ils viennent d'accomplir ». Il faut dire que « l'homme nouveau » que le nazisme entend promouvoir n'est pas si éloigné de cet athlète exemplaire qui représente son idéal olympique. Pour l'historien Philippe Tétart, le baron a en réalité été dépassé par le monstre qu'il a créé : « Ce n'est pas lui qui était politique, mais les Jeux eux-mêmes. » De fait, dans les décennies suivantes, l'exemple allemand va convaincre les « démocraties populaires » nées du communisme de l'importance du sport comme vitrine officielle.

Depuis son départ de la « famille » olympique en 1917, l'URSS s'est tenue à l'écart du sport mondial. Après la guerre, Staline semble décidé à voir des équipes nationales s'exporter, mais à une condition : gagner. Président du Comité des sports soviétique à cette époque, Nikolai Romanov l'explique dans ses Mémoires : « A partir du moment où nous décidions de participer à des compétitions à l'étranger, nous étions forcés de garantir la victoire, sinon la presse bourgeoise, dite libre, traînerait notre nation et nos athlètes dans la boue. » Moscou veut aussi s'afficher comme le champion de la paix face à l'impérialisme américain. Et quel plus beau symbole de paix que les JO ?

En 1951, l'URSS entre au CIO, en dépit des réserves de ses deux hommes forts de l'époque, son président suédois Sigfried Edström et son successeur Avery Brundage, tous deux anticommunistes viscéraux. Pour leur retour à la compétition, aux JO d'Helsinki (1952), les athlètes au maillot frappé de la faucille et du marteau terminent deuxième au tableau des médailles derrière les Etats-Unis. Loin d'être un hymne à la paix, ces Jeux marquent plutôt l'avènement de la guerre froide.

L'URSS boude le village olympique et installe ses athlètes à Otaniemi, près de sa base navale de Porkkala, avec les autres délégations des pays de l'Est. Reflet d'un monde coupé en deux. D'un côté comme de l'autre du rideau de fer, personne ne cache la dimension politique de cette confrontation. « Il y avait beaucoup plus de pression sur les athlètes américains à cause des Russes. Il fallait les battre. C'était un sentiment très fort au sein de toute l'équipe », racontera l'Américain Bob Mathias, vainqueur du décathlon.

La première médaille d'or soviétique est conquis par la lanceuse de disque Nina Ponomaryova. Devenue une héroïne nationale, « Mademoiselle Muscles » va, quatre années après son titre, causer un incident diplomatique significatif des rapports Est-Ouest durant cette période. En tournée en Angleterre avant les Jeux de Melbourne (1956), elle est arrêtée dans un grand magasin en possession de chapeaux qu'elle n'a apparemment pas payés. Les diplomates s'en mêlent et l'URSS retire son équipe de la compétition pour protester contre cette « provocation ».

Un autre moment clé des Jeux d'Helsinki est la victoire de l'équipe de football yougoslave contre celle de l'URSS (3-1) en pleine brouille entre Tito et Staline. Plus violente encore est la rencontre de water-polo des Jeux de Melbourne entre l'Union soviétique et la Hongrie, pays dont l'insurrection a été matée quelques semaines plus tôt par l'Armée rouge. La bagarre générale déclenchée dans la piscine et l'hostilité du public obligent les forces de l'ordre à intervenir. Ce match reste dans les mémoires comme « le bain de sang de Melbourne », en référence à l'eau du bassin olympique, rouge du sang des protagonistes.

LE TEMPS DES BOYCOTTAGES

Après ce retour fracassant dans la famille olympique, le règne soviétique s'installe sur le sport mondial. L'URSS finit en tête de sept des neuf JO d'été auxquels elle participe sous cette bannière jusqu'en 1992. La finale du basket-ball masculin des Jeux de Munich (1972) entre les Américains et les Soviétiques est le reflet de ce nouveau rapport de force. Depuis l'introduction de ce sport au programme olympique en 1936, les Etats-Unis ont remporté tous les titres décernés. Pourtant, dans cette finale, ils se retrouvent menés d'un point à une seconde de la fin. Deux lancers francs leur permettent de s'imposer in extremis 51-50. Les Soviétiques déposent alors une réclamation. Après de longues palabres, six secondes leur sont accordées. Et l'impensable se produit : Aleksandr Belov marque à l'ultime seconde pour sacrer son pays. Les protestations américaines n'y changeront rien : le jury d'appel est composé de trois membres du bloc communiste et de deux juges du bloc occidental.

Alors que le sport est devenu un outil diplomatique majeur, les autorités soviétiques ne cessent de dénoncer les positions « réactionnaires » et « racistes » du CIO. Leur point de vue est d'autant plus défendable que, comme le résume Philippe Tétart, « le CIO n'a jamais été un conservatoire du progressisme ».

L'Américain Avery Brundage est l'archétype du dirigeant rétrograde, prêt à avaler toutes les couleuvres au nom de l'« apolitisme ». L'homme qui a convaincu le comité olympique américain de se rendre à Berlin en 1936 va s'opposer longtemps à l'exclusion de l'Afrique du Sud en raison de sa politique d'apartheid. En 1968, à Mexico, il fait pression pour que l'équipe américaine expulse les sprinteurs Tommie Smith et John Carlos, qui ont manifesté sur le podium du 200 mètres en levant un poing ganté de noir pour défendre la cause des droits civiques. Les deux hommes n'ont pas caché qu'ils auraient refusé de recevoir leur médaille des mains de Brundage.

La conséquence de ce conservatisme est que l'Union soviétique peut s'ériger en défenseuse des pays émergents. Des entraîneurs et des conseillers sont envoyés sur place. L'URSS fait construire des équipements dans ces pays pour accroître sa sphère d'influence. En 1962, année où Cuba rejoint le giron soviétique à la suite du débarquement manqué de la baie des Cochons, le congrès du CIO se tient sous tension à Moscou. Une campagne de presse internationale commence à dénoncer le professionnalisme d'Etat mis en place dans les pays de l'Est, qui répliquent en fustigeant le mercantilisme du sport occidental. C'est également en 1962 qu'est créée, au sein du CIO, une commission de lutte contre le dopage, dont le but inavoué est de mettre un frein à l'ascension des athlètes du bloc soviétique. Le dopage d'Etat est devenu un instrument majeur de la politique sportive des pays communistes.

C'est dans ce contexte que le président démocrate des Etats-Unis Jimmy Carter organise le boycottage des Jeux de Moscou, en 1980. S'il prend pour prétexte l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, il poursuit en réalité d'autres objectifs. Son conseiller pour les affaires de sécurité, Zbigniew Brzezinski, est persuadé que l'engagement des Russes dans ce pays d'Asie centrale va les conduire dans un bourbier similaire à celui du Vietnam et que ce boycottage permettra de saper le régime de l'intérieur. Si le président américain parvient à entraîner 65 pays dans son sillage, c'est que le boycottage olympique est devenu un élément décisif de la « diplomatie douce ». En 1956, l'Espagne et les Pays-Bas ont refusé de se rendre à Melbourne en raison de l'intervention soviétique en Hongrie ; l'Egypte, l'Irak et le Liban se sont aussi abstenus en raison de la crise de Suez ; la Chine, elle aussi, décline l'invitation pour protester contre la présence de Taïwan. En 1976, vingt-deux pays africains ont renoncé aux Jeux de Montréal et exigé l'exclusion de la Nouvelle-Zélande, qui avait rompu l'embargo sportif contre l'Afrique du Sud en organisant une tournée des All Blacks.

Les Jeux de Moscou, où l'olympisme semble ébranlé par des décisions politiques qui le dépassent, sont au contraire un moment clé de sa mutation et de son essor. Le 19 juillet, l'Espagnol Juan Antonio Samaranch, ex-ambassadeur de son pays à Moscou et ancien ministre de Franco, devient président du CIO. Elu avec le soutien, le réseau et les deniers du patron d'Adidas, Horst Dassler, il va favoriser

l'entrée des milieux d'affaires dans le mouvement olympique et faire du CIO une multinationale lucrative. Là encore, on peut lire dans le destin de cet homme l'inscription du mouvement olympique dans le sens de l'Histoire : cette reprise en main par les intérêts économiques et financiers épouse le mouvement plus vaste de la mondialisation. L'actuel président du CIO, Thomas Bach, est un ancien avocat d'affaires formé chez Adidas...

LA CHINE EN MARCHÉ

Après le boycottage américain de 1980, la réplique soviétique est logique, même si les autorités américaines feignent de tomber des nues lors de son annonce officielle, le 8 mai 1984 : invoquant « l'hystérie antisoviétique en vigueur aux Etats-Unis » et assurant craindre pour la sécurité de ses athlètes, l'URSS refuse de se rendre à Los Angeles. A l'évidence, il s'agit d'un retour à l'envoyeur. Le boycottage de ces Jeux ne concerne finalement que quatorze nations et masque une information au moins aussi importante pour l'avenir : non seulement la Chine ne se rallie pas à l'initiative soviétique, mais au contraire elle fait son retour aux JO d'été, dont elle était absente depuis 1952. Un homme est le symbole de cette Chine nouvelle, le leader Deng Xiaoping, grand amateur de sport (surtout de football).

Début 1979, il s'est rendu en visite officielle à Washington, qui a établi des relations diplomatiques avec Pékin. Cette même année, le comité olympique chinois a réintégré le CIO. Un an plus tard, une équipe chinoise a participé aux Jeux d'hiver de Lake Placid. On connaît la suite : quatrième nation à Los Angeles, la Chine est à nouveau quatrième à Atlanta (1996), troisième à Sydney (2000), deuxième à Athènes (2004) et première à Pékin (2008). Cette progression sportive est le calque parfait de sa progression sur le plan économique. Pour parvenir au sommet, elle a employé les mêmes moyens que les autres nations acquises au sport d'Etat. Partout dans le pays, des académies sportives ont vu le jour, formant des jeunes garçons et des jeunes filles avec un seul objectif : l'or olympique ou mondial. Au programme, entraînement intensif, compétition sans merci, sélection rigoureuse, discipline de fer. Et parfois ce petit coup de pouce médical qui n'a jamais fait de mal...

Depuis, cette « diplomatie sportive » sert les intérêts bien compris de la Russie de Vladimir Poutine, qui organise cet été le Mondial de football, quatre ans après les coûteux Jeux d'hiver dans son fief de Sochi. Les JO n'ont donc cessé, depuis les années 1930, de marquer leur époque d'un sceau politique majeur. Athènes 2004 entérina la faillite de la Grèce ; Pékin 2008, le passage de la Chine au rang de première puissance mondiale ; Londres 2012, une victoire personnelle de Tony Blair sur Jacques Chirac ; Sochi 2014, la puissance des oligarques russes et de Poutine ; Rio 2016, la chute du Brésil de l'après-Lula. Et Pyeongchang 2018, le rapprochement des deux Corées dans le dos de Donald Trump... ■

Documents sauvegardés

l'Humanité

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20210729-HU-478123

Nom de la source	Jeudi 29 juillet 2021
	l'Humanité
Type de source	l'Humanité
Presse • Journaux	• p. 15
Périodicité	• 722 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Quand les jeux Olympiques deviennent politiques #3. Moscou : une ambiance de guerre froide

Vadim Kamenka

L'édition, organisée quelques mois après l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, est boycottée par les États-Unis. Quatre ans plus tard, le « camp socialiste » rendra la monnaie de sa pièce à l'Amérique en ne se rendant pas à Los Angeles.

En cet été 1980, 80 nations participent au rendez-vous olympique sur les bords de la Moskova. Plus de 5 100 athlètes ont fait le déplacement dans la capitale soviétique. La ville a fait peau neuve pour l'occasion. Les magasins débordent de produits d'habitude introuvables (les fameux « defittsit »). Dans le village olympique, les journalistes, officiels, sportifs soviétiques peuvent faire leurs emplettes en roubles (caviar, cigares cubains, souvenirs, etc.) à gogo.

Le nombre de nations (80) est moindre qu'à Montréal quatre ans plus tôt (92) et ses 6 084 participants. Car l'événement sportif survient en pleine guerre froide. Ces XIXe jeux Olympiques, les premiers en URSS, vont être l'enjeu d'une intense campagne de boycott à l'initiative d'une cinquantaine de pays, États-Unis en tête, visant le Kremlin et

le « camp socialiste », mais aussi par ricochet l'olympisme, suite à l'invasion soviétique en Afghanistan en décembre 1979.

Le président américain Jimmy Carter est en pleine campagne pour sa réélection et vient de subir la crise des otages en Iran. Dans ce contexte, la Maison-Blanche va donc lancer un ultimatum à l'URSS dès janvier 1980 : si les troupes soviétiques ne se retirent pas d'Afghanistan, Washington boycottera les JO de Moscou. En dépit des efforts de conciliation menés pendant l'année 1980 par le Comité international olympique (CIO), le dialogue entre Jimmy Carter et Leonid Brejnev échoue. Les États-Unis optent pour le boycott et font pression sur les membres de l'Otan et d'autres pour qu'ils s'alignent.

Malgré ce coup porté à l'esprit de Coubertin, de nombreuses délégations sont accueillies par l'ours Micha, le 19 juillet au stade Loujniki pour la cérémonie d'ouverture, présidée par le numéro un soviétique, Leonid Brejnev. L'Équipe résume l'événement par une brève manchette : « Moscou 16 heures : les Jeux quand même... » Quelques mois auparavant, les gouvernements britannique, français et australien, qui soutien-

nent le boycott, laissent à leurs comités olympiques et à leurs athlètes la possibilité de participer. Le président du CIO, lord Killanin, a autorisé les sportifs qui le souhaitent à s'inscrire sous la bannière olympique. Sur le plan sportif, ces JO marquent un des « plus hauts niveaux atteints » avec « 36 records du monde, 70 records olympiques, pour respectivement 35 et 70 à Montréal », relève Yvon Adam de l'Association France-URSS. Il poursuit dans la revue EPS de novembre-décembre 1980 : « Ceux qui ont subordonné les Jeux à la solution de problèmes politiques, ceux qui ont milité pour l'échec, ont totalement sous-estimé le sport dans son enracinement culturel et donc dans sa capacité à résister aux attaques et aux dénaturations et à s'imposer massivement comme nécessité historique. »

En l'absence des sportifs américains,

l'URSS a remporté 195 médailles

« Des Jeux empoisonnés. » C'est l'analyse de Raymond Pointu, journaliste sportif qui a couvert dix olympiades pour l'AFP, dont celle de Moscou. Il en veut pour preuve le comportement de certains de ses confrères qui « se trouvaient pour certains en service com-

Documents sauvegardés

mandé. Chaque jour, ils recevaient des appels leur enjoignant de débusquer quelques scandales... ». La plupart des participants louent la qualité des installations et du fonctionnement. Mais Raymond Pointu les résume « à un repas gâché par l'absence d'un invité dont on ne se résout pas à admettre qu'il ne viendra pas ». Une autre interrogation le taraude : « La présence policière était oppressante et les contrôles plus nombreux que jamais. »

Une réalité que confirme l'ancien journaliste soviétique Semion Belits-Gueiman. Cet ancien médaillé olympique de natation explique à l'Humanité que « les mesures de sécurité très strictes étaient justifiées, car personne ne souhaitait revivre la tragédie de Munich (JO de 1972...) ». Commentant l'atmosphère générale, il note que le monde sportif en URSS est partagé en deux camps. « Certains restent affligés par le boycott, tandis que d'autres pensent pouvoir en profiter afin de récolter le plus de médailles possible... » En l'absence des sportifs américains, l'URSS a remporté 195 médailles (dont 80 en or) devant l'Allemagne de l'Est (126 médailles dont 47 d'or).

Quatre ans plus tard, l'Union soviétique et les pays socialistes ne participeront pas aux JO de Los Angeles et « c'est encore le mouvement sportif mondial qui en subirait les conséquences », déplore Semion Belits-Gueiman.

Documents sauvegardés

l'Humanité

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20210728-HU-477939

Nom de la source	Mercredi 28 juillet 2021
l'Humanité	
Type de source	l'Humanité
Presse • Journaux	• p. 16
Périodicité	• 673 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Quand les jeux Olympiques deviennent politiques 3/5

1972 Un septembre très noir pour les athlètes israéliens

Pierre Barbancey

Munich organise les 20es olympiades. Un commando palestinien, déterminé à rappeler au monde la tragédie d'un peuple occupé, prend des sportifs de la délégation israélienne en otages. C'est le bain de sang.

En ce mois de septembre 1972, une délégation d'athlètes israéliens est présente à Munich, où doivent se dérouler les 20es Olympiades. Mais aucun sportif palestinien n'y participe, sans que cela ne gêne grand monde et ne soit même remarqué. Il faudra d'ailleurs attendre 1996 pour que les Palestiniens soient officiellement invités à participer aux jeux Olympiques. Au Moyen-Orient, pourtant, la situation est explosive. Depuis la guerre des Six-jours, en juin 1967, Israël occupe toute la Palestine historique. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat, elle, comprend très vite qu'elle ne doit compter que sur elle-même et pas sur les pays arabes. Ce qui reste vrai en 2021 ! Les événements du mois de septembre 1970 le prouvent : le royaume hachémite du roi Hussein de Jordanie déclenche des opérations militaires contre les fedayins de l'OLP, faisant, en ce

septembre noir, des milliers de morts.

« Septembre noir », c'est d'ailleurs le nom dont s'est baptisé un groupe armé palestinien issu du Fatah. L'un de ses commandos a décidé de s'inviter aux jeux Olympiques. Le 5 septembre 1972, à 4 h 30 du matin, tandis que les athlètes israéliens dorment, les huit hommes du groupe (leur chef, Abou Daoud, est resté à l'extérieur) s'introduisent dans le village Olympique. Leur infiltration se fait sans problème, au milieu d'un groupe de Canadiens éméchés. Les organisateurs, soucieux de faire oublier les Jeux de Berlin de 1936, parlent de « Jeux souriants » et « de Jeux de la paix et de la joie ». Il faut également éviter de rappeler que le village Olympique a été construit à seulement une dizaine de kilomètres du camp de concentration de Dachau, sur le site de l'aéroport d'Oberwiesenfeld, où Daladier et Chamberlain avaient débarqué le 29 septembre 1938, pour rencontrer Adolf Hitler et signer les infâmes accords de Munich. Il semblerait que, dans leur volonté de présenter une attrayante image d'ouverture, mais aussi pour répondre aux Jeux de 1968 au Mexique - le gouvernement a massacré des centaines d'étudiants manifestants dix jours avant la cérémonie d'ouverture

et les enceintes Olympiques ont été cernées par des milliers de soldats -, le dispositif de sécurité ait été allégé dans la capitale bavaroise.

Le refus de la ministre israélienne de négociateur a provoqué la mort de tous les otages

L'assaut des Palestiniens, qui fait immédiatement deux morts, se solde par la prise d'otages de neuf membres de la délégation israélienne. Ils réclament la libération de 234 prisonniers détenus dans les geôles de Tel-Aviv, ainsi que de deux militants de la Fraction armée rouge, Andreas Baader et Ulrike Meinhof, incarcérés en Allemagne. Pour la première ministre israélienne de l'époque, Golda Meïr, il est totalement exclu de négocier. « Si nous devons céder, alors aucun Israélien, où que ce soit dans le monde, ne pourra sentir que sa vie est en sécurité », déclare-t-elle peu avant que le pire ne survienne. Tous les otages sont tués, ainsi qu'un policier allemand. Cinq membres du commando sont abattus. Les trois autres, arrêtés, seront libérés, sept semaines plus tard, à l'occasion du détournement vers Munich d'un avion de la Lufthansa reliant Damas à Frankfurt. L'affaire, qui a ému

Documents sauvegardés

le monde entier, a donné lieu à plusieurs, films dont le plus célèbre, réalisé en 2005, est Munich, de Steven Spielberg.

En 1972, Jacques Rogge, qui fut par la suite président du CIO de 2001 à 2013, concourait aux JO de Munich en tant que skippeur pour la Belgique, dans la classe Finn (dériveur monotype de compétition). Le massacre, dit-il, « a renforcé la détermination du mouvement Olympique à contribuer plus que jamais à l'édification d'un monde pacifique et meilleur ». Voeu pieux : le 9 septembre, des avions militaires israéliens bombardaient des bases de l'OLP en Syrie et au Liban, où se trouvaient des civils, faisant environ 200 victimes.

Documents sauvegardés

l'Humanité

© 2021 l'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20210727-HU-477938

Nom de la source	Mardi 27 juillet 2021
l'Humanité	
Type de source	l'Humanité
Presse • Journaux	• p. 16
Périodicité	• 690 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Quand les jeux Olympiques deviennent politiques 2/5

1968 Tommie Smith et John Carlos, le Black Power en mondiovision

Christophe Deroubaix

Les 19es olympiades se mettent au diapason de la très tumultueuse année 1968. Deux athlètes noirs américains transforment un podium en tribune pour l'égalité, quelques mois après l'assassinat de Martin Luther King. Ils y laisseront leur carrière mais y gagneront une forme d'éternité.

Deux poings brandis ont plus de force et d'impact que tous les records du monde. Voilà. Fin de l'histoire. Ce sont les Jeux de Mexico qui le disent. Les férus d'athlétisme se souviennent évidemment que toutes les « marques » établies ont, cette année-là, volé en éclats. Un homme a couru le 100 mètres en 9 s 95. Un autre, le 200 mètres en 19 s 83. Un troisième a bouclé le tour de piste en 43 s 86. Enfin, un dernier humain a sauté 8,90 m en longueur. Ils ont leur place au panthéon du sport, même si leurs performances ont depuis été améliorées. Mais, éternellement, deux noms resteront accolés à ces 19es olympiades : Tommie Smith et John Carlos. La photo est iconique, le geste est politique. Il faut en refaire la chronique.

1968 a encore quelques mois à vivre mais elle est déjà l'année des tumultes. Aux États-Unis, Martin Luther King a été assassiné. Puis Bobby Kennedy. Les centres urbains se sont embrasés. Le pays est enlisé au Vietnam. En France, la jeunesse puis la classe ouvrière ont défié le pouvoir gaulliste. En Afrique, des centaines de milliers de personnes meurent au Biafra. À Prague, les chars soviétiques sont venus étouffer tout espoir d'un socialisme à visage humain. L'année pense respirer avec les jeux Olympiques, supposés être un grand « moment de fraternité entre les peuples ». Celui-ci commence en fait dans un bain de sang. Dix jours avant l'ouverture des JO, l'armée mexicaine fait feu sur des étudiants qui manifestaient sur la place des Trois-Cultures. Connue sous le nom de massacre de Tlatelolco, la répression fait entre 200 et 300 morts. Pas de quoi donner des vapeurs au président du Comité olympique international, Avery Brundage : « Les Jeux de la XIXe olympiade, cet amical rassemblement de la jeunesse du monde, dans une compétition fraternelle, se poursuivront comme prévu... s'il y a des manifestations sur les sites olympiques, les compétitions seront annulées. »

Suspendus à vie de toute compétition, menacés de mort de retour chez eux

Le grand « show » commence donc le 12 octobre. Cinq jours plus tard, la fable-ritournelle des puissants sur l'apolitisme du sport se fracasse sur le podium du 200 mètres masculin. La veille, Tommie Smith, un athlète hors norme, a remporté l'épreuve tout en devenant le premier homme à courir la distance en moins de 20 secondes. Son compatriote, John Carlos, a terminé en troisième position, l'Australien Peter Norman s'intercalant entre les deux Américains qui, sur le podium, brandissent un poing ganté de noir. Le symbole du Black Power, alors que retentit l'hymne national, The Star Spangled Banner. Avery Brundage, encore lui, se chargera personnellement de leur éviction de l'équipe américaine et du village olympique.

Suspendus à vie de toute compétition, ils seront, de retour au pays, l'objet de menaces de mort. Smith est viré de son boulot et n'en retrouve aucun autre. Sa femme divorce. Ne lui reste qu'une médaille et un geste. Leur traversée du désert durera de très longues années.

Documents sauvegardés

Après une tentative infructueuse dans le monde du football américain, Tommie Smith deviendra entraîneur d'athlétisme. En 2008, répondant à une question de l'Humanité (« Durant ces quarante dernières années, est-ce que vous vous êtes dit un instant : "Et si je n'avais pas levé ce poing, quelle aurait été ma vie ?" »), il déclare : « Jamais... Je n'ai pas regretté ce geste parce que jamais je n'ai pensé que j'avais fait une faute. En levant le poing à Mexico, c'est mon histoire personnelle qui remontait à la surface, mes opinions, ce en quoi je croyais, mes rêves d'égalité. Surtout, j'avais le droit de me lever, de dresser ce poing parce que l'inégalité était au coeur du système politique américain, et ça, je ne pouvais plus le supporter. Il était temps de changer, de faire changer l'histoire des États-Unis. »